

ÖT KONTINENS

*Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
közleményei*

*Numéro spécial de la collaboration entre ELTE et l'Université
Bordeaux3
N°2011/1.*



**Eötvös Loránd
Tudományegyetem**



**Université Michel de
Montaigne Bordeaux3**



**BUDAPEST
2012**

ÖT KONTINENS

*Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
közleményei
N° 2011/1.*

*Az ELTE és az Université Bordeaux3
közti együttműködés különszáma*

**EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM
Bölcsészettudományi Kar**

**BUDAPEST
2012**

CINQ CONTINENTS

*Les cahiers du Département d'Histoire moderne et
contemporaine
N° 2011/1.*

*Numéro spécial de la collaboration
entre ELTE et l'Université Bordeaux3*

**UNIVERSITÉ EÖTVÖS LORÁND
Faculté des lettres**

**BUDAPEST
2012**

Comité de rédaction

Le président

BALOGH, András, professeur à l'Université Eötvös Loránd de Budapest

Les membres du comité:

BODNÁR, Erzsébet (Ph.D.), Université de Debrecen, *BÚR, Gábor* (Ph.D.), Université Eötvös Loránd de Budapest, *CADILHON, François*, professeur, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, *ÇOLAK, Kamil* (Ph.D.), Université de Eskişehir, *FIGEAC, Michel*, professeur, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, *FISCHER, Ferenc*, professeur, Université de Pécs, *FRANK, Tibor*, professeur, Université Eötvös Loránd de Budapest, *GULYÁS, László* (Ph.D.), Université de Szeged, *HOREL, Catherine*, professeur, Université de Paris I, directrice de recherche, CNRS, Paris, *LACHAISE, Bernard*, professeur, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, *LEANCA, Gabriel* (Ph.D.), Université de Iasi, *MAJOROS, István* (rédacteur), professeur, Université Eötvös Loránd de Budapest, *MARUZSA, Zoltán* (Ph.D.), Université Eötvös Loránd de Budapest, *NAGY, László, J.* professeur, Université de Szeged, *PIMENTEL, Maria do Rosário*, professeur, Universidade Nova de Lisboa, *RATHKOLB, Oliver*, professeur, Université de Vienne, *Élisabeth du RÉAU*, professeur, Université de Paris III - Sorbonne Nouvelle, *Maria Manuela de Bastos Tavares RIBEIROA*, professeur, Université de Coimbra, *SZÁVAI, Ferenc*, professeur, Université Corvinus de Budapest et Université de Kaposvár, *SZÉKELY, Gábor*, professeur, Université Eötvös Loránd de Budapest, *TÓTH, Andrej* (Ph.D.), Université Charles de Prague

Ce volume a été publié sous la direction de François Cadilhon et István Majoros avec la participation de Zoltán Biás, Zsolt Forgó, Anita Madarász et Christopher Pichonnier

ÖT KONTINENS

*Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
közleményei*

*Az ELTE és az Université Bordeaux3
közti együttműködés különszáma*

N° 2011/1.

EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM
Bölcsészettudományi Kar



BUDAPEST

2012

CINQ CONTINENTS

Les cahiers du Département d'Histoire moderne et contemporaine
N° 2011/1.
Numéro spécial de la collaboration entre ELTE et l'Université Bordeaux3

UNIVERSITÉ EÖTVÖS LORÁND
Faculté des lettres

BUDAPEST
2012

© auteurs, 2012
© rédacteurs, 2012

Rédacteur de la série:
István Majoros
majorosi49@t-online.hu

ISSN: 1589-3839

Éditeur:

Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék,
ELTE BTK
1088 Budapest, Múzeum krt. 6-8.
Tel.:0036-1-4855204

<http://tortenelemszak.elte.hu/intezet/ujett/otkontinens.html>

Imprimerie: ROBINCO KFT
BUDAPEST

Sommaire

Avant-propos	7
<i>De l'époque turque à nos jours</i>	9
Cadilhon, François Des Français en voyage: L'Italie et les formes de circulation à l'époque moderne	11
Montety, Henri de „L'expérience hongroise”. Voyageurs français en Hongrie entre les deux guerres	17
Vámos, Éva Canards, feuilles volantes et livres colportés en Hongrie au 18 ^e siècle	25
Klapka, Petr Jean Louis Ratuit de Souches (1608-1682) et la campagne contre les Turcs en Haute-Hongrie dans les années 1660-1664	43
Szebeni, M. Géza Les dilemmes d'antan d'une gauche d'antan...	59
Forgó, Zsolt Malta and the French Revolution, and „la petite expédition” in 1798	75
<i>Les questions européennes à la fin du XIX^e et au XX^e siècle</i>	105
Valkoun, Jaroslav The British Foreign Policy and Egypt in the 1880s	107
Skřivan Sr., Aleš. Die Frage der Kompensationen für Serbien während der Bosnischen Annexionskrise 1908–1909	127
Gulyás, László – Bali, Loránt The Fiume Question 1918-1920	143
Skřivan Jr., Aleš On the Formation of Relations Between Newly Established Czechoslovakia and China	151
Maruzsa, Zoltán Erinnerung und Wirklichkeit – Das Ungarnbild von Konrad Adenauer anhand seiner Memoiren	163
Kovář, Martin Historical Films as Tools of Communist Propaganda. Contribution to the History of the Czechoslovak Cinematography at the Turn of the 1940s and 1950s	177
Vișțalaru, Adrian Aspects regarding the students of „Alexandru Ioan Cuza” University of Iași in the 1950s	187

<i>Le Brésil, le Portugal et Les États-Unis dans les années 1970 et 1980</i>	199
Isaia, Artur Cesar Catholic Hierarchy and Afro-Brazilian Religions in the 1970's	201
Racs, Marianna Katalin Natália Correia: Literatura e política A ideia de revolução e a figura da „ <i>Mulher da Liberdade</i> ”	209
Cserháti, Ferenc Results of IRCA: Legalization, Employer Sanctions, and the Border Patrol	233
<i>Études en hongrois</i>	251
Egedy, Gergely Metternich mint elv	253
Kapornaki, Anikó A háborús propaganda buktatói Irak, 2003	265
<i>Les auteurs</i>	279

Avant - propos

A partir de ce numéro il y a quelques changements dans la publication de cette revue. Elle paraît en deux volumes et dans ce numéro on publie les textes d'une table ronde, tenue en mai 2011, et les textes d'un colloque, tenu les 10 et 11 juin 2011, à propos de la présidence hongroise de l'Union Européenne. On publie ces textes en français, mais dans les deux volumes on trouve aussi des études qui utilisent librement d'autres langues. L'autre nouveauté du numéro 2011 est le produit de la collaboration fructueuse entre l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3 et l'Université Eötvös Loránd de Budapest.

L'histoire de la collaboration entre les deux universités remonte aux années 1990. Au cours de ces deux décennies on peut présenter plusieurs résultats, tout d'abord dans le cadre du programme Erasmus. Plusieurs étudiants bordelais passaient au moins 5 mois (quelques fois 10 mois) à Budapest et faisaient des études dans le programme de l'Institut d'Histoire de ELTE. Bien sûr la mobilité des étudiants fonctionne dans les deux sens et les étudiants de ELTE pouvaient connaître les résultats des recherches des collègues bordelais dans la capitale de l'Aquitaine. On peut mentionner également les cotutelles entre les deux universités et on ne peut pas oublier les colloques presque indispensables pour soutenir et faire vivre la collaboration scientifique internationale contemporaine.

L'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3 organisait plusieurs colloques sur l'Europe centrale. En octobre 2008 les participants devaient examiner: *Le rayonnement de la France en Europe centrale de la fin du Moyen-Âge à nos jours* (les textes étaient publiés en 2009 - *Le rayonnement français en Europe centrale du XVII^e siècle à nos jours*). En novembre 2011 un nouveau colloque pour un nouveau sujet sur l'histoire de l'Europe centrale était à la recherche de: *La correspondance et la construction des identités en Europe centrale 1648-1848*.

On espère que la collaboration se poursuivra entre les deux universités et que dans l'avenir d'autres volumes similaires pourront voir le jour avec Bordeaux mais nous le souhaitons aussi avec d'autres universités européennes. C'est bien l'un des objectifs de la revue !

Budapest, le 30 juin 2012.

Prof. dr. François Cadilhon
Université Bordeaux 3

Prof. dr. István Majoros
ELTE

De l'époque turque à nos jours

Dans la première partie de ce volume on trouve quelques textes de la table ronde tenue à Budapest le 12 mai 2011 - *Voyage, communication, transports en Europe de l'époque moderne à nos jours* - François Cadilhon, Henri de Montety, Éva Vámos - et d'autres textes en français sur l'histoire de l'Europe centrale - Petr Klapka, Géza M. Szebeni - et un texte en anglais - Zsolt Forgó - sur l'expédition de Bonaparte et sur Malte en 1798.

François Cadilhon

***Des Français en voyage:
L'Italie et les formes de circulation à l'époque moderne****

Abstract

Italy had captivated the French elites in the Renaissance and was also the case in the Eighteenth century. The phenomenon coincided with the English style back in France the „*grand tour*”. We can try to consolidate the wide variety of trips into several categories: the tourist trip to Rome, Naples or Venice, the cultural journey that gave birth to the neo-classical movement, business travel, travel for a religious pilgrimage, and finally moving political or diplomatic. Bordeaux is often presented as the port city tour to the West Indies; but people in Bordeaux often went to Italy: the judiciary as Montesquieu or du Paty, local artists such as Lacour. The case of François Latapie is definitely interesting because it shows how in fact the son of the great philosopher, Jean-Baptiste de Secondat Montesquieu, tried to discover Europe through his secretary.

Keywords: travel, great tour, peregrination, diplomacy, Antiquity, Enlightenment

Le voyage avait au XVIII^e siècle une place essentielle dans la circulation des hommes, des idées et des marchandises, mais l'exploitation et l'analyse du phénomène sont complexes. Si pour Paul Hazard le voyage restait encore « *un genre littéraire aux frontières indécises* », le thème est pourtant devenu depuis un sujet d'étude majeur avec la combinaison des approches historiques, anthropologiques, ethnologiques et sociologiques. L'université de Toronto a ainsi lancé un projet de recherches à partir de la revue multidisciplinaire *Arborescence* fondée en 2010 sur « *les récits de voyages XV^e-XXI^e siècles, nouveaux questionnements, nouveaux enjeux* ». Certes de manière classique le thème passe pour être une approche sans foi et sans loi, se nourrissant d'autres savoirs, mais les chercheurs canadiens estiment encore que les récits de voyage imposent des méthodes justement variées pour essayer de savoir comment le voyageur pouvait passer de la découverte à sa formalisation voire ensuite sa diffusion.

Dans l'ouvrage volontairement international dirigé par Pierre-Yves Beaurepaire et Pierrick Pourchasse sur *Les circulations internationales*¹ le thème s'est vu accorder une place particulière car au siècle des Lumières il y avait pour Gilles

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1./B-09/1/KMR-2010-0003).

¹ P. Y. BEAUREPAIRE, P. POURCHASSE (dir.): *Les circulations internationales en Europe, 1680-1780*, Rennes, 2010.

Bertrand une « *culture de la mobilité et de la circulation* ». ² Même si l'enracinement doit sans aucun doute être nuancé, pour la plupart des Français, des ruraux (80% de la population) le voyage n'existait pas ou, au plus loin, c'était celui de la paroisse voisine et rivale et sur la somme des voyages il reste finalement peu de choses comme a pu le faire remarquer Daniel Roche, c'est notamment le cas des déplacements des colporteurs ou des compagnons à l'*Humeur vagabonde*. Au-delà des livres encore bien connus, il reste toujours des manuscrits ou des fragments épistolaires longtemps peu utilisés et c'est peut-être dans ce domaine que l'évolution des approches historiques a été la plus nette par une micro histoire chère à Carlo Ginzburg.

L'exemple italien

L'Italie de la Renaissance avait fasciné les élites françaises car les ambitions royales et les guerres du XVI^e siècle avaient offerts la découverte d'une civilisation éclatante reprise ou accompagnée par le mouvement humaniste ³ comme le suggère le voyage entamé par Montaigne. En outre le mouvement intellectuel de la *Peregrinatio academica* allait de pair avec l'attraction des universités de Bologne, de Padoue et de Ferrare où l'on venait achever ses études. En revanche au XVII^e siècle les Français perdirent l'habitude du chemin italien : à cause du triomphe d'un classicisme littéraire et artistique, à cause de l'apogée de l'absolutisme politique et gallican, à cause de l'uniformisation des principes pédagogiques contrôlés par les Jésuites, à cause du contrôle beaucoup plus strict des pèlerinages ancestraux et donc des mouvements de foule notamment vers l'étranger voulu par Colbert. Les raisons sont donc multiples mais cette accumulation enleva assurément aux sujets de Louis XIV le goût du voyage.

La création d'abord et surtout une diffusion plus large ensuite de *La Gazette*, par la famille Renaudot donnèrent sans doute avec l'accumulation des nouvelles étrangères l'envie de découvrir l'espace européen, en particulier romain. L'abbé Eusèbe Renaudot passionné des textes anciens des patriarches grecs se rendit ainsi à plusieurs reprises pour assister aux conclaves à la fin du XVII^e siècle au service du cardinal de Noailles; ⁴ le mouvement fut donc sans aucun doute d'abord intellectuel et dom Mabillon fut aussi, avec cette fois ses études historiques, l'un des premiers à retrouver les chemins de l'Italie. ⁵ La publication, en 1686, de son *Museum italicum* inaugura une littérature de voyage prolifique et les guides concernant tout particulièrement la péninsule se multiplièrent. Le plus grand succès du genre fut

² G. BERTRAND: *Voyager dans l'Europe*, dans *ibid.* 237-249.

³ On peut voir à cet égard les travaux de Jean BOUTIER et de Sandro LANDI.

⁴ Dans la préface de son entreprise, en 1631, Théophraste Renaudot avait expliqué que s'il ne voulait rien cacher de la vérité de l'information il ne s'en faisait pas le garant ; il y avait bien toujours « *des personnes curieuses de savoir [ensuite] quel bruit [pouvait] être tenu pour véritable* » G. FEYEL: *L'annonce et la nouvelle, la presse d'information en France sous l'Ancien Régime*, Oxford, 2000.

⁵ L'étude la plus complète reste celle de Norbert JONARD: *La France et l'Italie des Lumières*, Paris, 1994.

certainement *Le nouveau voyage d'Italie* de Maximilien Misson en 1691, ensuite régulièrement réédité tout au long du XVIII^e siècle et que l'on retrouve dans la plupart des bibliothèques bordelaises confisquées pendant la Révolution.

Le phénomène coïncida avec la mode anglaise reprise en France du « *tour du gentilhomme* » ou « *grand tour* » destiné à achever une éducation puisque « *les voyages formaient le jugement et perfectionnaient l'homme* » selon Deseine dans son *Nouveau voyage en Italie*. Montesquieu avait en outre donné l'exemple avec un grand tour européen largement anglais et italien pour engager peut-être une carrière diplomatique refusée mais en tout cas indispensable selon les principes de Malebranche pour rédiger ensuite *L'Esprit des lois*.⁶ Le chevalier de Jaucourt, qui se chargea de l'article « *voyage* » dans *L'Encyclopédie*, reprit presque obligatoirement les mêmes arguments en le consacrant pour l'essentiel aux avantages pédagogiques et à l'exemple italien.

L'élan des Lumières

L'Italie avait donc retrouvé, à partir de 1715, tout son attrait et offrait une grande diversité de déplacements que l'on peut essayer de regrouper en plusieurs grandes catégories. Le voyage touristique, presque classique et traditionnel, se limitait en général à trois villes : Venise, cité des plaisirs et du luxe, Rome pour ses ruines antiques et établissements religieux, enfin Naples qui était la cité la plus peuplée de la péninsule, connue pour ses larrons désœuvrés mais présentés par le parlementaire bordelais du Paty, ami de Voltaire et de Beccaria comme l'exemple du bonheur. Les autres villes : Parme, Florence, éventuellement Bologne ou Turin, n'étaient souvent que des relais ou étapes complémentaires et l'approche des centres universitaires avait été totalement abandonnée sauf entretien spécifique et exceptionnel avec un savant reconnu dans son laboratoire privé. La deuxième possibilité était celle de réaliser un voyage culturel offrant désormais l'occasion de visiter le musée de l'Europe avec ses exemples artistiques et architecturaux antiques.⁷ Ce mouvement prit une ampleur particulière à partir de 1749 lorsque Madame de Pompadour encouragea son frère le marquis de Marigny, surintendant des bâtiments du roi, à entamer un séjour de deux ans avec un entourage exceptionnel comme l'architecte Soufflot ou le dessinateur Cochin qui donna naissance au mouvement néo-classique. L'Italie devint ensuite le passage obligé des artistes hébergés à l'Académie de Rome comme Hubert Robert, Fragonard ou Greuze. Dans une Europe aussi économique que savante et que l'on voulait recomposer, les voyages d'affaires étaient également nombreux pour les courtiers des maisons de négoce lyonnaises, marseillaises et bordelaises vers Gènes ou Livourne qu'il ne s'agit pas d'oublier, les peintres des Lumières venant d'ailleurs souvent peindre autant les ports italiens que les ruines antiques.

⁶ Voir la thèse de Eleonora BARRIA: *La documentation italienne de Montesquieu*, Caen, 2009.

⁷ Voir la thèse de Chantal GRELL: *Le XVIII^e siècle et l'Antiquité en France, 1660-1789*, Oxford, 1995.

Le voyage religieux avait toujours un aspect plus traditionnel, pour les pèlerinages ancestraux en particulier celui, très recherché en France et en Guyenne notamment, de Lorette pour prier aux bords de la *Santa Casa*, pour assister à des cérémonies majeures comme les années saintes et les jubilés ou pour les canonisations qui furent particulièrement nombreuses au siècle des Lumières ; ce qui montre toute la difficulté de restituer la réalité d'un siècle qui ne fut certainement pas limité aux seules idées philosophiques hostiles à l'ultramontanisme. Sur ce point la combinaison des travaux d'Eric Suire offre une approche novatrice du voyage italien,⁸ même si Montesquieu, qui effectua aussi un déplacement à Lorette, n'eut pas une approche comparable à celle de Montaigne. Le philosophe des Lumières essaya en effet de penser aussitôt à ce que l'on pourrait faire avec la profusion d'or dans le sanctuaire alors que l'intellectuel du XVI^e siècle vint pour sa part prier, comme beaucoup de ses contemporains, pour espérer la fin des guerres de religion ou échapper aux épidémies qui allaient souvent de pair. Les élections pontificales aussi ne manquèrent pas au XVIII^e siècle, car selon les subtilités cardinales du temps il était préférable de choisir un souverain pontife déjà âgé et chaque conclave offrait des occasions supplémentaires au sein de la Curie et quelques bénéfices prestigieux.⁹ Les déplacements politiques et diplomatiques étaient évidemment toujours aussi fréquents dans un espace italien morcelé où le gouvernement royal français recherchait des appuis tout de même désormais symboliques. Claire Béchu a d'ailleurs souligné que bien des voyages de jeunes français héritiers de puissantes familles selon la mode du grand tour étaient en fait déjà une forme d'apprentissage à la diplomatie et à ses pratiques.¹⁰ Si Claude Lévi-Strauss a pu expliquer qu'il haïssait les voyages, il a montré qu'ils avaient cependant des objectifs précis. Pour autant, et fréquemment, un Français en déplacement en Italie combinait la plupart des motifs évoqués. Enfin la langue française qui était devenue le moyen le plus commode pour être reçu dans toute l'Europe était un argument essentiel et les réseaux français en Italie étaient de toute évidence exceptionnels.¹¹

Attentes et utopies bordelaises

Devenue l'exemple majeur du néo-classique européen du XVIII^e siècle Bordeaux est souvent présentée comme la ville portuaire tournée vers l'espace atlantique des Antilles et des îles à sucre de Londres et de l'Europe du Nord. Pourtant les jeunes bordelais des Lumières reprirent très souvent les pas de

⁸ E. SUIRE: *Sainteté et Lumières: hagiographie, spiritualité et propagande religieuse dans la France du XVIII^e siècle*, Paris, 2011.

⁹ « *Un pape n'est pas élu que les cardinaux songent déjà à lui donner un successeur* » J. AYMON: *Tableau de la cour de Rome*, La Haye, 1726. 18.

¹⁰ BÉCHU: *Les ambassadeurs français au XVIII^e siècle, formation et carrière*, dans *L'invention de la diplomatie*, L. BÉLY (dir.), Paris, 1998.

¹¹ BÉLISSA: *La circulation diplomatique en Europe au XVIII^e siècle*, dans BEAUREPAIRE - POURCHASSE: 289.

Montaigne puis de Montesquieu pour redécouvrir le monde italien aussi bien pour les affaires que pour les lettres.¹² Le mouvement reste cependant celui d'un XVIII^e siècle tardif à la fois philosophique et politique, comme celui du voyage du très audacieux président du Paty, et créatif, avec des artistes locaux tout orientés vers Rome,¹³ comme les Lacour père et fils et leurs élèves boursiers du Musée littéraire et artistique de Bordeaux (créé en 1783 par les notables enrichis du port de la Lune). Deux cas peuvent d'ailleurs facilement être présentés:¹⁴

En 1758, il y eut le voyage des frères Champion de Cicé après la mort du pape Benoit XIV. Une succession pontificale, outre les négociations politiques et diplomatiques classiques, ouvrait des perspectives à de jeunes clercs ambitieux. Lors d'un conclave, les cardinaux étaient toujours assistés par deux jeunes à qui ils signaient régulièrement de somptueuses promesses en cas d'élection (tous n'avaient pas le même désintéret que Eusèbe Renaudot) Jean-Baptiste Champion de Cicé, nouvel évêque ultramontain de Troyes, avait ainsi l'intention inhabituelle dans le royaume de France de recevoir directement sa consécration par le nouveau pape mais il prit soin d'amener à Rome son jeune frère Jérôme-Marie et un de ses protégés bretons Jean-Dieu-Raymond de Boisgelin à la quête de bénéfices recherchés. Partis avec un petit itinéraire prêté par d'Alembert, ils passèrent presque obligatoirement, dans leur cas, par Parme. Ce modeste duché attribué aux Bourbons d'Espagne lors du règlement de la succession d'Autriche était devenu un véritable micro-laboratoire du despotisme éclairé conduit par Guillaume du Tillot à l'instar du duché de Toscane des Habsbourg, et on pouvait y rencontrer comme visiteurs ou précepteurs passionnés : Mably, Condillac ou Condorcet ; surtout l'infant duc Philippe était marié à Elisabeth de France l'une des filles de Louis XV qui ne refusait rien à ses princesses, ce que *Le Mercure de France* rappelait régulièrement. Si les deux jeunes en voyage ne purent obtenir les places recherchées de conclavistes ils surent de toute évidence se faire connaître pour un futur prestigieux : après avoir acquis la place très recherchée au XVIII^e siècle d'agent général du clergé de France, le premier devint évêque de Rodez puis archevêque de Bordeaux et ministre de Louis XVI, le second fut choisi comme évêque de Lavaur puis archevêque d'Aix-en-Provence.

Le cas de François Latapie est sans aucun doute très différent, il présente en effet la manière dont le fils du philosophe bordelais des Lumières essaya de découvrir l'Europe par procuration. Jean-Baptiste de Secondat, qui n'osa jamais quitter Bordeaux, envoyait régulièrement à sa place à l'étranger celui qui pouvait encore répondre aux attentes d'un savant misanthrope écrasé par la mémoire

¹² Les agences bordelaises travaillaient ainsi également avec le monde méditerranéen ; voir la présentation de l'organisation par Silvia MARZAGALLI: *Les boulevards de la Fraude, le négoce maritime et le blocus continental, Bordeaux, Hambourg, Livourne*, Lille, 1999.

¹³ Voir les travaux de Gilles MONTÈGRE: *Rome capitale culturelle au siècle des Lumières*, Grenoble, 2006.

¹⁴ F. CADILHON: *L'honneur perdu de Monseigneur Champion de Cicé*, Bordeaux, 1996. F. CADILHON: *Jean-Baptiste de Secondat de Montesquieu, Au nom du père*, Pessac, 2008.

tutélaire d'un père philosophe qui avait parfois trop écrit.¹⁵ Après un séjour en Angleterre en 1771, Latapie passa deux ans en Italie de 1775 à 1777. Rome fut choisi comme le centre de ce séjour d'étude ; il partait ensuite tantôt vers le nord tantôt vers le sud en fonction des attentes scientifiques du baron, transmises par correspondance. Il eut certes la prudence d'éviter certaines zones, comme la Sardaigne présentée comme « *le pays du diable* » à la cour du grand-duc Léopold, qui avait pris la place de celle de Parme, mais mentionna scrupuleusement toutes ses rencontres, ses impressions et ses découvertes dans des *Ephémérides* personnelles qui n'ont jamais été publiées ou de manière très partielles. Le voyage lassait pourtant même les plus fervents adeptes du genre et François de Latapie écrivit alors poliment à l'épouse et à la sœur du baron de Secondat qu'il avait hâte de revenir à la Brède.

On peut conclure en reprenant la remarque de Gilles Bertrand que « *le voyage implique d'avoir la conscience d'accomplir un déplacement à durée limitée pour ne pas les confondre avec la migration définitive* ». ¹⁶ Sur ce point le siècle des Lumières s'acheva mal et beaucoup de Français partirent en Italie pendant la Révolution pour un exil dont ils ne revinrent pas, c'est le cas de plusieurs ecclésiastiques bordelais, chanoines et vicaires généraux éclairés et privilégiés, qui après avoir collectionnés les gravures italiennes espérèrent vainement trouver refuge auprès du pape Pie VII.

¹⁵ Les notes de voyage du philosophe, tout particulièrement celles concernant son séjour anglais, furent très largement expurgées par son petit-fils au début du XIX^e siècle lors de la Restauration où l'élan philosophique n'était assurément plus le même ; mais l'élan romantique sauva ses impressions italiennes.

¹⁶ BERTRAND: 237.

Henri de Montety

L'„expérience hongroise”

Voyageurs français en Hongrie entre les deux guerres¹

Abstract

The study presents the French travellers in Hungary in the interwar period. Hungary was a different country from France, in spite of this it was very interesting for them. The country was the ancient regime to Pierre Delattre. For the Jesuit Pierre Chaillet Hungary was the exemple of the resistance. Nicolas de Rochefort has found here his dream. Professor Sauvageot published a book (*Découverte de la Hongrie*) in 1937 presenting his impressions about the country.

Keywords : travel, Franco-Hungarian relations , interwar period, Sauvageot, Aldo-Dami, Action Française, Nicolas de Rochefort, Pierre Delattre, Chaillet, hospitality.

Is ne sont pas extrêmement nombreux, les Français qui firent le voyage en Hongrie entre les deux guerres. Mais pas aussi rares, non plus, qu'on pourrait le craindre, et de profils suffisamment variés pour avoir dessiné ensemble une image de la Hongrie sur laquelle on entrevoit, à travers le scintillement d'impressions idéologiquement diverses, miroiter en profondeur l'esprit français – plus exactement ce qui, en Hongrie, pouvait intéresser l'esprit français.

Plutôt que lancer une description exhaustive et détaillée de dates, parcours, trajets, objectifs et conditions de voyage etc... j'essayerai de me concentrer sur quelques moments d'illumination, à la recherche de ce qui a pu, au cours d'un voyage en Hongrie, provoquer chez le voyageur français une prise de conscience, un changement d'avis radical ou, le cas échéant, la consolidation définitive d'une idée fixe (bonne ou mauvaise, d'ailleurs, voire vraie ou fausse).

J'ai déjà présenté, dans le cadre d'un ouvrage collectif sur le catholicisme social², la grande passion qu'éprouva pour la Hongrie un père jésuite français, Pierre Delattre, dont l'opinion s'est âprement frottée à la réalité hongroise au cours de six voyages successifs, entre 1926 et 1932. Sa curiosité insatiable fut régulièrement ponctuée d'expériences retentissantes : par exemple, une

¹ Ce projet est soutenu par l'Union européenne et cofinancé par le Fond social européen (subvention TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

² « *Magyar szociális katolicizmus Delattre atya szemléletében* » (Le catholicisme social hongrois vu par le RP Delattre SJ), in Csaba SZILAGYI, *Szociális kérdések és mozgalmak Magyarországon (1919-1945)*, [Questions et mouvements sociaux en Hongrie, 1919-1945], [colloque de l'atelier d'histoire de l'Église Pray György, Académie Faludi Ferenc ; 16 novembre 2007], Gondolat kiadó, Budapest, 2008, 197-212.

procession de la sainte couronne (« Rien de puéril, rien d'enfantin dans cet appareil quelque peu théâtral, à nos yeux déshabitués de ce luxe d'un autre âge »³). Mais aussi une visite dans les faubourgs misérables de Budapest (où il eut l'occasion de voir des familles de sept enfants « s'entasser dans six mètres carrés »⁴). Où une excursion à Cassovie (Kassa), en Slovaquie : « Mes impressions ? – dit-il – La plus forte est celle-ci : on se sent tout de suite à Kassa en République. Quelle différence des deux côtés de la frontière dans la tenue générale et la politesse. Nulle part on n'entend le salut loué soit Jésus-Christ si fréquent en Hongrie et même en Allemagne. » Certes: les „impressions” ne relèvent pas nécessairement du domaine de l'observation dite objective : L'ecclésiastique appréciait ainsi particulièrement la politesse quand celle-ci était teintée de piété. Mais que cela ne l'empêche pas d'en tirer des conclusions générales, par exemple en date du 13 septembre 1932 au livre d'or de la propriété provinciale de Móric Kornfeld : « De ce cher pays, – écrivait-il – où l'on garde plus jalousement qu'ailleurs les antiques traditions de l'hospitalité, Felső-Ireg me restera toujours un de mes meilleurs souvenirs. Après notre grand historien Jules Michelet, je ne puis que redire une fois de plus avec toute la profondeur de sympathie et la sincérité dont mon âme est capable : „quand donc paierons-nous notre dette à ce peuple béni, Sauveur de l'Occident ?” »⁵ D'ailleurs, les „impressions” sont à la fois sincères et ondoyantes : dans son journal intime, le père Delattre a ainsi écrit, à propos de la famille Kornfeld, qu'elle recelait un véritable paradigme de la sainte du XIV^e siècle (« la baronne... une telle charité, bienfaisance, avec si peu de bruit, anonyme... »⁶), tout en s'avouant que ce milieu était, certes, catholique, mais aussi capitaliste.⁷ La rencontre du Moyen âge et du capitalisme. Les „impressions”, en effet, ne sont pas nécessairement cohérentes, surtout si la situation ne s'y prête pas (comme c'était souvent le cas pour un voyageur français en Hongrie). Ajoutons que le goût du pittoresque du père Delattre était notamment comblé par ses visites à la princesse Lónyay, née Stéphanie de Belgique et veuve de l'archiduc Rodolphe. Devenue aristocrate hongroise passablement patriote, cette dernière pourvut régulièrement le père jésuite en informations déterminantes sur la formation de sa culture politique hongroise.

Lors d'un colloque organisé à Piliscsaba sur l'œuvre de la société de Jésus en Hongrie⁸, j'ai aussi fait connaître certaines de mes recherches sur le séjour

³ Archives jésuites de Vanves. Papiers Delattre. JDE 106. 6^e voyage en Hongrie. 14 juillet – 2 novembre 1932

⁴ Au quartier de *Kiserdő* où habitaient 250.000 personnes privées de tout moyen de subsistance. P. DELATTRE, *Nos amis les Hongrois*, Figuières, Paris, 1935, 111 et 164.

⁵ Livre d'or du château de Felső-Ireg (en date du 11 juin 1939), dont une copie m'a été gracieusement prêtée par Ágnes Széchenyi que je remercie.

⁶ Papiers Delattre. JDE 106. 6^e voyage. Vendredi 9 septembre [1932].

⁷ La remarque est faite à propos d'une conversation avec József Balogh le jeudi 8 septembre. (6^e voyage en Hongrie. 14 juillet – 2 novembre 1932. Archive jésuites. JDE 106., 109) Mais le rapprochement est fait entre Balogh et Kornfeld à propos de leurs idées communes sur le christianisme social du comte György Széchenyi.

⁸ *A magyar Jezsuiták küldetése a kezdettől napjainkig* (La mission des Jésuites hongrois des débuts

hongrois d'un autre jésuite français, Pierre Chaillet, envoyé à Budapest en 1939-40 par les services secrets français pour y prendre langue avec les milieux antinazis, y compris gouvernementaux⁹. L'expérience hongroise du Père Chaillet a scellé, il me semble, sa future vocation de résistant intransigeant en réaction à l'entêtement de ses amis hongrois dans l'accommodement à l'égard de l'Allemagne ; des amis hongrois qu'il affectionnait et admirait, comme le rédacteur en chef de la *Nouvelle revue de Hongrie*, József Balogh, ou même le comte Teleki (qui était alors chef du gouvernement).

À ces deux recherches relativement approfondies, j'aimerais ajouter avec la présente étude quelques éléments plus épars, mais dont la direction commune est d'illustrer l'intensité de l'„*expérience hongroise*”.

Commençons par un raté. En effet, dans le cas du vicomte de Rochefort, il s'agit d'un voyage qui n'eut jamais lieu. Depuis plusieurs années, Nicolas de Rochefort avait mis sa plume au service plus ou moins docile de la propagande hongroise ; il était en contact régulier avec la légation de Hongrie à Paris, avec des journalistes ; puis un jour d'avril 1935 arriva enfin l'invitation officielle à Budapest, afin d'y donner une conférence sur le pacte franco-russe (simple prétexte pour lui offrir un voyage à la fois formateur et d'agrément). Pendant que le Quai d'Orsay s'interrogeait sur l'opportunité de ce projet (et, en définitive, allait semble-t-il être à l'origine de son annulation¹⁰), Rochefort écrivait à son correspondant hongrois : « *Je vous serais bien obligé de me faire savoir quelles sont les règles vestimentaires à Budapest ; j'emmène mon habit, mais le smoking est-il en outre nécessaire, ou bien l'habit seul suffira-t-il ? Faut-il emmener une jaquette, une redingote, ou bien un veston bordé suffira-t-il ?* »¹¹ József Balogh, lui-même peu enclin à la négligence vestimentaire et toujours très attentif aux préoccupations diverses de ses correspondants, se sentit tout de même obligé de modérer l'enthousiasme de Rochefort en recommandant le simple smoking pour le soir tout en déconseillant le haut de forme. Pour la journée, un simple complet de couleur claire devait même suffire¹². Peu après, Rochefort allait déménager en province et semble avoir perdu le contact avec ses amis hongrois. Mais cette occasion manquée de voyage à Budapest est comme celle d'un premier bal, d'un retour non pas en enfance (cf. commentaire du Père Delattre : « *rien d'enfantin* »), mais au moins dans le passé. Soulignons que Nicolas de Rochefort était le rejeton d'une famille installée à Saint-Pétersbourg après 1789 et rapatriée en France après la Révolution russe dans des conditions plus ou moins miséreuses. Le voyage en Hongrie était pour le jeune Nicolas une manière de reprendre contact avec un passé enseveli. Et le passé est grand.

jusqu'à nos jours), [Université catholique Pázmány Péter ; 8 au 10 novembre 2004], Művelődéstörténeti műhely, Rendtörténeti konferenciák 2, Pázmány Péter Katolikus Egyetem, Bölcsészettudományi Kar, Piliscsaba, 2006.

⁹ « *Le père Chaillet en Hongrie* », *Revue Des Deux Mondes*, décembre 2009, 126-143.

¹⁰ Ltr. Balogh – Rochefort 22 mai 1935. Országos Széchenyi könyvtár, Kézirattár, Fond Balogh. 1/2744/24480 (plus loin : OSzK Kt. suivi du numéro d'enregistrement).

¹¹ Ltr. Rochefort – Balogh 15 mai 1935 (OSzK Kt. 1/2744/24476).

¹² Loc. cit.

Aurélien Sauvageot, quant à lui, était issu d'une famille républicaine pour laquelle la Révolution de 1789 était un événement vivant dans les cœurs. Lui-même était adhérent à la SFIO, franc-maçon et plutôt anticlérical (ce qui ne l'empêcha pas de fréquenter la meilleure société hongroise). Dans son livre intitulé *Découverte de la Hongrie* (1937), qui est, en quelque sorte, la somme de ses „impressions“, il raconte le sentiment que lui procurèrent ses premiers pas dans le bâtiment du Collège Eötvös où il allait résider pendant presque dix ans. Sa chambre était trop vaste, écrit-il, trop peu meublée. « *Je me sens dépaysé dans cet espace, je fais des mouvements gauches comme quelqu'un qui a revêtu un habit trop grand pour sa taille* ». ¹³ S'il considère cette expérience triviale comme méritant d'être relevée, c'est sans doute parce qu'elle corrobore un sentiment plus diffus ayant trait à l'idée de grandeur. Pour celui qui sait la connaître, qui sait l'aimer, la Hongrie est grande. Grande Hongrie... Or, c'est par le passé que la Hongrie est grande, le passé qui continue à vivre dans son présent.

Cette relation étroite et riche de la Hongrie avec son passé, source de grandeur, semble avoir marqué les voyageurs français. En février 1941, alors qu'il était alité dans une clinique des Pyrénées, croyant être atteint de la tuberculose osseuse, le père dominicain Ambroise-Marie Carré écrivait à József Balogh qu'en ces tristes circonstances (en 1941, sur un lit d'hôpital), son unique consolation était d'écouter Radio-Budapest : « *vraiment, de tous les pays que j'ai visités, de toutes les cultures avec lesquelles j'ai pris contact, c'est l'esprit hongrois, c'est la culture et l'histoire de votre pays, qui me parlent le plus fraternellement* ». ¹⁴ Reprenons l'énumération : esprit, culture et histoire de la Hongrie. D'ailleurs, ce qui a marqué le plus le père Carré chez ses amis hongrois, c'est la coexistence de cette forte culture nationale avec l'amour de la France. Ainsi écrivait-il en juin 1939 dans le livre d'or des Kornfeld, déjà mentionné : « *un foyer de profonde culture française et de sympathie fervente, quel réconfort pour le voyageur solitaire, et quel gage de sécurité pour l'avenir !* » ¹⁵ Certes, le pronostic était erroné ; d'ailleurs, la francophilie restait un sentiment largement minoritaire au sein de la population hongroise. Cependant, nous ne faisons pas ici de l'histoire diplomatique ni même de l'histoire sociale. Nous essayons de retracer le cheminement de l'idée franco-hongroise à travers l'expérience de quelques voyageurs français des années trente.

« *À ce propos – écrivait Sauvageot en 1985 à son ami Endre Bajomi Lázár – j'admire une fois de plus la mansuétude que vous autres Hongrois manifestez envers trop de gens qui n'ont jamais été vos amis mais que vous traitez avec gentillesse, quelquefois même avec respect, tout simplement parce qu'ils ont eu affaire d'une façon ou d'une autre avec la Hongrie. J'apprécie cette générosité dont j'ai retenu depuis longtemps qu'elle est un trait remarquable de votre mentalité, mais, hélas, on ne vous fait pas souvent bénéficier de la réciprocité* ». ¹⁶

¹³ Aurélien SAUVAGEOT, *Découverte de la Hongrie*, Alcan, Paris, 1937, 10.

¹⁴ Ltr Carré – Balogh 21 février 1941. OSzK Kt. 1/523/4865.

¹⁵ Livre d'or du château de Felső-Ireg, 11 juin 1939.

¹⁶ Ltr. Aurélien Sauvageot – Bajomi Lázár Endre, Aix-en-Provence, le 23 février 1985 (recueil de leur

Ces réflexions montrent combien la magyarophilie, aussi tenace qu'elle puisse être comme sentiment ou comme posture, ne relève pas d'une essence unique. Car, qu'est-ce exactement qu'être « *ami de la Hongrie* » ? Le sens donné par Aurélien Sauvageot est-il universel, est-il notamment fondé sur une réalité partagée par les Français et les Hongrois ? D'ailleurs, nous sommes justement en train d'étudier l'expérience hongroise, c'est-à-dire le fait – en adoptant les termes de Sauvageot – « *d'avoir eu affaire avec la Hongrie* ». Penchons-nous sur un cas pittoresque : dans un article intitulé « souvenirs de Ruthénie » publié dans le quotidien de *l'Action française* du 24 octobre 1938, le chroniqueur des affaires étrangères, Jacques Delebecque, racontait un voyage imprévu en terre hongroise. Son article se situait dans un contexte chargé, presque exactement entre les accords de Munich (30 septembre) et le premier arbitrage de Vienne (2 novembre). Bientôt aurait lieu l'invasion hongroise en Ruthénie (19 mars 1939), en guise d'extrapolation orientale de la reprise de la Haute Hongrie.

Soyons clairs : l'organe royaliste français était alors favorable aux Hongrois contre la Tchécoslovaquie, considérée comme repère de l'amoralisme et de la franc-maçonnerie. D'ailleurs, expliquait Jacques Le Boucher, autre chroniqueur, la situation en Europe centrale ne devait être jugée ni en termes idéologiques, ni en termes sentimentaux, mais sur la base d'une analyse des rapports de force géopolitiques – à l'école de Jacques Bainville, la politique étrangère de *l'Action française* était pragmatique (tout comme le mouvement lui-même, sous la houlette de Charles Maurras, s'affichait „*empiriste*”¹⁷). « *À nous de voir – écrivait Jacques Le Boucher – ce qui est préférable dans l'état actuel des choses : une Hongrie qui peut devenir forte ? ou une Tchécoslovaquie qui risque de demeurer entièrement sous la coupe de Berlin ?* »¹⁸ Soulignons toutefois que *l'Action française* n'avait pas toujours été magyarophile. Dans un numéro d'octobre 1934, Bainville avait reproché aux Hongrois d'avoir été toujours « *dans l'ost opposé* ».¹⁹ Emboitant le pas de son illustre prédécesseur, Jacques Delebecque avait exprimé en 1935 sa suspicion à l'égard de l'aristocratie magyare : ces « *féodaux lésés et humiliés vivent dans un état de bouillonnement perpétuel* » (quelle terminologie étrange, pour un royaliste !), source de danger pour la paix en Europe centrale²⁰.

Après ce détour par les méandres de la pensée du principal mouvement royaliste français au XX^e siècle, revenons au cas pittoresque promis, à l'expérience personnelle de ce même Jacques Delebecque. Elle remontait à l'avant-guerre.

correspondance entre 14 octobre 1979 et le 30 septembre 1985. Département des manuscrits du Musée Petőfi Sándor de la littérature, V4750/47/1-24).

¹⁷ Très bonne présentation générale de *l'Action française* : Eugen WEBER, *L'Action française*, Fayard, 1985 (édition de poche)

¹⁸ Jacques LE BOUCHER, « *Hongrie et Ruthénie* », *Action française*, 18 octobre 1938.

¹⁹ J. BAINVILLE, *L'Action française*, 22 octobre 1934. Cité dans la correspondance Gesztesi – Balogh 15 novembre 1933 (OSzK Kt. 1/1172) ; article également conservée aux archives du Ministère des affaires étrangères hongrois. MOL. K66. Gesztesi Dosszié 105. cs. III./b.

²⁰ J[acques] DELEBECQUE, *Action française*, 18 août 1935.

Dans son article du mois d'octobre 1938, il racontait comment il était, par hasard, « tombé du ciel en Ruthénie ». Peu avant la première guerre mondiale, il avait achevé de manière imprévue un voyage aéronautique en montgolfière dans une forêt des Carpathes. Il y avait rencontré des « chasseurs d'ours à qui il avait fait peur », dit-il. Puis il avait été conduit dans un hameau où l'on parlait un peu l'allemand. Et le lendemain, il avait « retrouvé à Budapest les bienfaits de la civilisation. » De cette expérience, Delebecque tirait la conclusion que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans cette région n'avait aucun sens²¹.

Récapitulons. La Ruthénie, allégorie des confins hongrois, est peuplée de sauvages ; les seules traces d'éducation y sont allemandes (Delebecque faisait sans doute allusions – sans le savoir ? – au boutiquier ou aubergiste juif local. Remarque doublement spectaculaire pour un nationaliste nécessairement germanophobe et plus ou moins antisémite qu'était à l'époque un militant de l'Action française). En définitive : la vraie civilisation se (re)trouve au centre, à Budapest. D'où la conclusion : le centre doit continuer à gouverner les périphéries. Tout ce raisonnement est contenu implicitement dans cette brève narration de l'atterrissage forcé. Cette correspondance entre l'expérience directe et la formation d'une opinion abstraite serait une illustration remarquable de notre point de vue de départ ; mais ce serait oublier les longues années au cours desquelles l'Action française, Delebecque tout autant que ses confrères, avait régulièrement vilipendé la Hongrie et sa politique. Alors, est-ce un faux témoignage, reconstitué pour l'occasion ? Comme si Delebecque avait voulu, à rebours, illustrer une théorie nouvelle avec un soi-disant souvenir. Ou bien était-ce une prise de conscience tardive du sens profond de son expérience ruthénienne ? Un sens que la discipline doctrinale qui régnait à l'Action française l'eût empêché de saisir plus tôt. Difficile à dire, d'autant plus que la suite dans les idées n'était pas le trait le plus caractéristique du publiciste. En effet, le 27 octobre, il affirmait haut et fort que les arguments hongrois étaient irréfutables en raison de la violation évidente du droit des peuples²². Ces droits des peuples dont il avait constaté, trois jours plus tôt, le manque de pertinence dans cette région. Tout dépend, en effet, de quel peuple il s'agit et en face de quel autre il cherche à affirmer ses prétendus droits. D'ailleurs, Delebecque admettait modestement que dans ce jeu d'affirmations réciproques, la France était hors-jeu car le gagnant se déciderait à Berlin et à Rome. On ne pouvait mieux dire.

À propos de Ruthénie. Il existait alors en France, ou plutôt en Suisse, un expert qui allait bientôt lui consacrer un ouvrage de 380 pages²³. Dans les années trente, Aldo Dami était connu pour élaborer des cartes ethniques et linguistiques en vue d'une révision modérée des frontières hongroises (à la manière de Lord Rothermere). « *En géographe un peu théorique – disait-il – attentif à saisir la limite des langues dans la plus humble muraille, dans le moindre sillon qui traverse un*

²¹ Jacques DELEBECQUE, « *Souvenir de Ruthénie* », Action française, 24 octobre 1938.

²² Jacques DELEBECQUE, « *Les Hongrois sont pressés* », Action française, 27 octobre 1938.

²³ Aldo DAMI, *La Ruthénie subcarpathique*, éditions du Mont-Blanc, Genève, 1944, 381.

champ, je voyage pour voir si la réalité correspond à la carte. »²⁴ C'est dans cet état d'esprit qu'il projeta de se rendre en Haute Hongrie peu après le retour de cette dernière dans le sein de la monarchie hongroise. Néanmoins, ses relations paradoxales avec les autorités de Budapest eurent pour conséquence que la diplomatie hongroise mit peu d'empressement à organiser son voyage²⁵. C'est ainsi que Dami ne se déplaça que l'année suivante ; entre temps, la Hongrie avait aussi mis la main sur la Ruthénie. Le publiciste se rendit donc en Ruthénie pour enfin réaliser, selon ses propres termes, « *le vieux rêve oriental, et fouler les confins inquiétants de l'Occident, l'endroit précis où les Slaves, Roumains et Hongrois se rejoignent – ce point critique de l'univers.* »²⁶ On ne foule pas le « point critique de l'univers » sans être profondément marqué par cette expérience. En fait d'expérience, Aldo Dami entamait son article en relatant celle d'un autre, le Baron Perényi (une expérience au long court, en quelque sorte, puisque ce dernier était originaire de la région et en avait déjà été le préfet) : « *il me reçoit à bras ouverts et commence par me vanter la douceur de cette population, qui participe de l'idéalisme slave ou plutôt russe ; peuple bon, généreux, non corrompu encore par notre capitalisme occidental – un des meilleurs de la terre, s'il avait le sens de l'ordre, ou plutôt parce qu'il ne l'a pas.* »²⁷ Suivaient quelques remarques dans la même veine, des renseignements relatifs aux premiers succès de l'administration hongroise (l'enseignement et la signalisation bilingue, etc²⁸...), soi-disant obtenus « *par la bouche des autorités aussi bien que de celle des villageois de Kőrösmező aux cheveux blond filasse, si caractéristiques du type slave.* »²⁹ Aldo Dami enfilait avec délectation les noms si pittoresques des localités et comitats des environs : Munkács, Beregszász, Ungvár ; Máramaros, Ugocsa, Bereg, Ung, Zemplén ; Nagyszöllős, Királyháza, Técső, Nagyszalánc... Puis, retour à Kőrösmező. À l'hôtel Central de Kőrösmező, plus précisément, où l'on a peine à nourrir le client pour la simple raison « *qu'on ne l'attendait pas.* »³⁰ C'est du moins le prétexte effrontément avancé par la « *gamine* » qui fait office de servante et cela jette Dami dans un abîme de ravissement. On est „*au point critique de l'univers*”, et „*sans y être attendu*”... C'est la synthèse, en quelques mots, de toute son expérience hongroise.

On reproche parfois aux Magyars de vivre dans le passé. Ces quelques expériences franco-hongroises mettent en évidence un certain rapport au passé caractéristique de la Hongrie, ce qui du passé continue de mille façons différentes

²⁴ Aldo DAMI, « *Ce que j'ai vu en Subcarpathie* », NRH, Budapest., mai 1940, T. 62, 345.

²⁵ « *Pas d'actualité, mais on peut y revenir, si Dami prend lui-même l'initiative.* » Correspondance entre László Bartok et Szent-Ivány. 9 et 21 novembre 1938 (Magyar Országos Levéltár, K66 370 cs. 1938 III-4 (A-J) doc. 460 et 461.

²⁶ Aldo DAMI, « *Ce que j'ai vu en Subcarpathie* », ibidem.

²⁷ Idem 347.

²⁸ Sur les ambiguïtés du projet hongrois pour la Ruthénie en 1939, notamment les débats entre l'autonomie territoriale et personnelle, voir, par exemple, Géza VASAS, *A ruszin autonómia választásútjain (1939. március-szeptember)* [Les différentes options pour l'autonomie ruthène, mars-septembre 1939], Aetas, 2000/4, 64-87.

²⁹ Idem, 351.

³⁰ Idem, 351.

à vivre au sein du présent. À chacun sa manière. Le sens de l'hospitalité, selon le Père Delattre, qui compense avantageusement les éventuels accommodements avec la modernité. L'impression de grandeur, de solennité, selon Sauvageot, sensible également à ce trait dans la poésie hongroise. L'opportunité – plutôt l'espoir, pour Nicolas de Rochefort, de retrouver un aspect de son propre passé glorieux. Pour Aldo Dami, cet incompris, l'intensité qui fait qu'un instant (en Ruthénie) peut être équivalent à la complexité d'une vie entière. Quant au Père Chaillet et à Jacques Delebecque, ils se situent à part. Le premier, en 1940, a fondé tout son avenir sur la sortie violente du mirage hongrois ; le second, dans les années 1910, ne semble y être entré que par effraction.

Éva Vámos

*Canards, feuilles volantes et livres colportés en Hongrie au 18^e siècle**

Abstract

Trash fiction, newspapers and pamphlets played an increasingly important role in Hungary in the XVIIIth century. It could also be considered the predecessor of current mass media. This extremely colorful and exciting literature, stemming from multiple sources, is simply boundless. Its history and analyses goes along with a number of paradoxes. Literary history has treated it as taboo for a long time. From a number of reprinted editions of fine historic inspired by Boccaccio to anecdotes published in the almanacs and to the most recent death penalties trash fiction allows insight into the day-to-day as well as biggest problems of an era. From its character we can draw conclusions as to the needs of the reading population comprising many different social strata. Why and to what extent was one of the women educating pieces of Erasmus dialogues so popular in Hungary? What is the message of highwaymen (betyar) histories? How could historic songs play the role of telecommunication at the boundary of folklore and literature? Those in power and in the opposition were equally striving to win over the current public opinion by issuing pamphlets. Censorship decrees of the Habsburg era aimed at regulating this uncontrollable literature. The afterlife of this colorful material is interesting and can be traced till today.

Keywords: trash fiction, XVIIIth century, pamphlets, censorship, Erasmus dialogues, fine historic, highwaymen songs.

Figure précoce des mass media, la littérature de colportage fleurissait au siècle des Lumières. Nous retrouvons plusieurs grandes figures de la littérature savante dans des livrets et calendriers colportés en Hongrie comme dans d'autres pays. Toute l'Europe avait soif de nouvelles – que les almanachs et les canards se chargèrent de diffuser. La Hongrie faisait bien partie de ces circuits incontrôlables répondant à un réel besoin des lecteurs et défiant souvent la censure.

C'est une littérature aux frontières incertaines, une lecture toujours passionnante à cause de la richesse et de la variété des sources. « *Les images d'Eldorado* », « *le jardin magique du roi d'un pays lointain et féérique* », « *la descente aux enfers* » - ce sont quelques-uns des motifs connus du folklore et de la haute littérature qui « *vagabondent* » et nous surprennent. Des récits tirés de

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1./B-09/1/KMR-2010-0003).

l'Antiquité grecque, des fables d'Ésope, des contes orientaux, des plaisanteries d'origine paysanne sont diffusés dans des tirages impressionnants pour l'époque.

Pour saisir la logique de cette littérature populaire, sorte de *contre-culture* (selon les termes des *cultural studies*), j'examinerai les titres et leurs variantes, les relations et représentations mutuelles des auteurs, imprimeurs et lecteurs. Après des siècles d'oubli et de méfiance, anthropologues, historiens de la littérature et folkloristes,¹ de plus en plus nombreux à travers le monde, se sont attelés à cette tâche ces dernières décennies.

Les débuts de l'information non périodique sous diverses formes

Sans énumérer toutes les tentatives de reconstruction des circuits de l'information, voyons-en toutefois quelques-unes. Selon Pierre Seguin, les feuilles d'information non périodiques en France depuis le 15^e siècle, tant sous forme de brochures colportées que de feuilles volantes criées dans les rues, ont été innombrables : pièces d'actualités, canards, chansons, images d'actualités furent autant de moyens d'information de la grande majorité des Français.²

Cette presse écrite colportée a pris de plus en plus d'importance jusqu'à la fin du 18^e siècle en France et progressivement partout en Europe.³ En France, certains journaux ont déclaré vouloir « répandre les lumières ». ⁴ C'est d'ailleurs par les feuilles volantes que l'on a appelé les mécontents à la révolte à Vienne et à Buda, en France comme en Galicie.⁵

¹ DÉGH Linda, *Népmese és ponyva* (Conte populaire et littérature de colportage), Nyr. 1946. JANCZO Elemér, *A kézirat és a nyomtatott irodalom* (La littérature manuscrite et imprimée), IN: *A felvilágosodástól a romantikáig* (Des lumières au romantisme), Irodalmi Könyvkiadó, Bukarest, 1966. 15-16. VARJAS Béla, *Irodalom és folklór határmesgyéjén* (Aux bornes de la littérature et du folklore), Helikon 1967/1, 27-40. BENDA Kálmán: *A debreceni nyomda és a paraszti műveltség a 18. századi Magyarországon* (L'imprimerie de Debrecen et la culture de la paysannerie au 18^e siècle en Hongrie), IN: *Emberbarát vagy hazafi* (Philantrope ou patriote), Gondolat, Budapest, 1978. TÓTH István György: *Írás, olvasás, könyv a 17.-18. században* (L'écriture, la lecture et le livre au 18^e siècle), Századok, 1995. 815-856. KOSÁRY Domokos: *Művelődés a XVIII. századi Magyarországon* (La culture en Hongrie au 18^e siècle), Akadémiai Kiadó, Budapest, 1996. MANDROU Robert, *De la culture populaire aux 17^e et 18^e siècles*, Stock, 1964. ANDRIES Lise – BOLLEME Geneviève, *La bibliothèque bleue. Littérature de colportage*. Ed Robert Laffont, Paris, 2003. KOVÁCS I. Gábor, *Kis magyar kalendáriumtörténet 1880-ig*, (Histoire des calendriers hongrois jusqu'à l'année 1880) Akadémiai Kiadó Budapest, 1989.

² SEGUIN Jean-Pierre, *L'information en France avant le périodique, 517 canards imprimés entre 1529 et 1631*. Maison-neuve et Larose, Paris, 1964.

³ KÓKAY György-BUZINKAY Géza-MURÁNYI Gábor, *A magyar sajtó története* (Histoire de la presse en Hongrie), Sajtóház Kiadó, Budapest, 2001. MAJOROS István: *A 18. század, mint a 19. századi politikai gondolkodás előkészítője* (Le 18^e siècle comme le préparatoire de la pensée politique au 19^e siècle) Revue Grotius, 2007.

⁴ CADILHON François, *Jean-Baptiste de Secondat de Montesquieu. Au nom du père*. Presses Universitaires de Bordeaux; 2008.

⁵ RING Éva, „Lengyelországot az anarchia tartja fenn?” *A nemesi köztársaság válságának anatómiája* (La Pologne est-elle maintenue par l'anarchie? L'anatomie de la crise de la république seigneuriale), ELTE Eötvös Kiadó, Budapest, 2001. RING Éva, *Magyar-lengyel galíciai felkelési tervek és a*

En Hongrie, on remarquera l'importance de l'information diffusée dans les calendriers : selon des statistiques de 1775, il y en avait 70.000 exemplaires par an, dont un tiers contenait des actualités.⁶ Il est vrai que jusqu'en 1780, il n'y avait pas de journaux hongrois dans le pays et que c'était par les almanachs, les feuilles volantes et des brochures colportées que la population avait accès – autrement – à l'information.

Comme l'a relaté Kálmán Benda, les Lumières n'avaient pu pénétrer jusque dans les programmes scolaires ou influencer sur le niveau d'alphabétisation en Hongrie.⁷ Il cite aussi Rudolf Schenda⁸ pour dire que partout en Europe les écoles de la campagne étaient fort « arriérées ». C'est ce qui explique qu'en Hongrie les nouvelles, les voix discordantes arrivent souvent sous forme de feuilles volantes qu'il s'agisse de faits divers ou de chroniques de guerre à mi-chemin entre réalité et folklore. C'est ainsi qu'une plainte, *Vitéz Kádár István históriája*,⁹ évoquant les ravages des tartares en Transylvanie en 1658 connaît encore tout au long du 18^e siècle des tirages à succès : on en récitait et chantait de longues séquences dans les villages. La chanson de Tinódi¹⁰ sur la victoire de la citadelle d'Eger était également imprimée et chantée : durant deux siècles survécurent des histoires à faire pleurer sur les prisonniers en captivité chez les Turcs et les Tartares - mais celles relatant des victoires également. Ces histoires étaient véhiculées par des chroniqueurs qui sillonnaient le pays. Dans ces livrets, on retrouve une littérature étroitement liée à la poésie populaire dont les motifs réapparaissent quelquefois dans les ballades ou poèmes épiques de nos grands poètes du 19^e siècle (Arany, Vörösmarty). On a publié et diffusé à travers toute l'Europe des lettres fictives relatant les dernières luttes pour chasser les Turcs. Ainsi, un journal rédigé en vers d'un auteur inconnu, édité en 1790¹¹, continue la tradition :

kollektív emlékezet (Projets de soulèvement magyaro-polonais et la mémoire collective), AETAS 2011/4, 15-34.

⁶ GÁRDONYI Albert, *A XVIII. század legkeresettebb könyve* (Le livre le plus cherché du 18^e siècle), MKSz. 1941. 232-244. Pour l'histoire et la sociologie du calendrier: KOVÁCS I. Gábor: *Kis magyar kalendáriumtörténet 1880-ig. A magyar kalendáriumok történeti és művelődésszociológiai vizsgálata* (Précis d'histoire des calendriers jusqu'à 1880. Analyse historique et de sociologie culturelle des calendriers hongrois), Akadémiai Kiadó, Budapest, 1989. DUKKON Ágnes, *Régi magyarországi kalendáriumok európai háttérben* (Anciens calendriers en Hongrie dans la coulisse européenne), ELTE Eötvös Kiadó, Budapest, 2003.

⁷ BENDA Kálmán, *Les Lumières et la culture paysanne dans la Hongrie du XVIII^e siècle*, IN: *Les Lumières en Hongrie, en Europe centrale et en Europe orientale*. Actes du Troisième Colloque de Mátrafüred, 1975. Akadémiai Kiadó, Budapest, 1977

⁸ SCHENDA Rudolf, *Volk ohne Buch. Studien zur Sozialgeschichte der Populären Lesestoffe. 1770-1910*, Vittorio Klostermann, Frankfurt a.M. 1970.

⁹ *Vitéz Kádár Istvánnak históriája. 1770* (L'histoire d'István Kádár le Preux).

¹⁰ D'après la *Cronica*, texte établi par Tinódi Lantos Sebestyén et édité par Hoffgreff, 1554, Kolozsvár.

¹¹ *A' Mostani török háborunak rövid históriája azaz Belgrad, és egyéb Nagy Várok, Városok és Tartományok vissza-vételeknek; s' Magyar Koronának rövid le-írása*. (Le précis d'histoire de la guerre turque de maintenant, donc l'histoire de la reprise de Belgrade et d'autres châteaux forts, des villes et des provinces et la description de la couronne de Hongrie), Pesten Patzko Ferenc betüivel, 1790.

*Les âmes de nos ancêtres se sont réveillées
Hunyady ressuscite aux cotés de Kinizsy
Bátory galope autour de Zrinyi
Peut-être d'un miracle sont-ils les envoyés*

Toutes les ambiguïtés de ce genre dépassé apparaissent dans les vers où le chroniqueur est l'envoyé spécial d'un grand événement avec tous les noms et données du déroulement de la bataille contre les Turcs mais évoque aussi, selon une vieille tradition, des images mythologiques du champ de bataille. Nous retrouvons souvent les mêmes récits dans les calendriers et dans les petits livrets colportés.

Au 18^e siècle, les lecteurs viennent surtout des rangs de la petite noblesse – une classe singulièrement nombreuse en Hongrie – leur donnant une vision particulière de l'histoire.¹² Toute l'Europe avait soif de nouvelles. Celles-ci étaient diffusées dans les almanachs et les journaux, vendus sous forme de livrets. Un vaste réseau d'information non périodique s'est ainsi créé. La Hongrie y participait mais différemment, à sa manière. Complaintes, ballades, adieux aux guerriers étaient chantés, puis imprimés. Les événements sanglants, sensationnels étaient relatés, en vrac, comme l'exécution des jacobins hongrois, le procès de faux-monnayeurs ou même la folie des danseurs,¹³ devenue par la suite le sujet d'une ballade d'Arany au 19^e siècle, intitulée *Les trouble-fêtes*. Il s'agit là de motifs qui étaient véhiculés à travers toute l'Europe. Ainsi, je les ai retrouvés, entre autres, dans un calendrier de Colmar de 1768 avec le récit de paysans punis et dansant en Enfer : *Blutige Tantz*.¹⁴

Là encore, politique, faits divers et thèmes issus du folklore se confondent. Nous retrouvons une figure partielle et locale de ce que Jürgen Habermas décrit, à propos des pays d'Europe occidentale, comme la formation progressive de l'espace public – espace de débat et d'information sur la chose publique, la politique.¹⁵

Dans ces feuilles colportées, l'Histoire, les thèmes politiques étaient entrecoupés d'anecdotes. Les feuilles relatant les actes de courage, les amours, les évasions et les mises à mort des bandits de grands chemins constituent une approche particulière de l'actualité.¹⁶ En France, sous la direction de Lise Andries, un nouveau livre¹⁷ vient d'être publié sur ce sujet, dans lequel les perspectives

¹² ORTUTAY Gyula, *Írók, népek, századok* (Écrivains, peuples, siècles), Magvető, Budapest, 1960.

¹³ Cf. : ARANY János, *Ünneprontók* (Les troubles-fête), on en retrouve un siècle plus tard une descendance lointaine dans le film : *Faut-il tuer les chevaux ?*

¹⁴ *Der königlich privilegierte Colmarer hinkende Bott-messenger, 1768.*

¹⁵ HABERMAS, Jürgen, *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris, 1978. [1965]

¹⁶ Cf. dans mon livre dédié à l'information non périodique en Hongrie : VÁMOS Éva, *Lássák, ismerjék a világnak minden népei* (Que tous les peuples le voient et le sachent, de par le monde), Magyar Helikon, Budapest, 1981.

¹⁷ Sous la direction de ANDRIES Lise, *Cartouche, Mandrin et autres brigands du XVIII^e siècle*. Editions Desjonquères, 2010.

européennes des recherches sont également évoquées. Toute une mythologie s'est créée autour des bandits que chaque pays revendiquait. En France, les plus connus sont Cartouche et Mandrin. En Hongrie, István Békés¹⁸ et Péter Pogány¹⁹ ont cité les exemples de Zöld Marci, Péter Barna et Rózsa Sándor. Ce sujet a fait l'objet de nombreuses publications, dont l'étude de deux sociologues qui ont examiné la survie des figures de bandits dans les médias²⁰ : princes et bandits combattant pour une juste cause, héros de ces feuilles colportées. D'ailleurs, ces protecteurs des faibles et autres aimables truands continuent d'être la source d'inspiration des films de cape et d'épée : le cinéma populaire veut offrir une imagerie qui semble authentique aux spectateurs, ainsi que des récits riches en rebondissements et en personnages pittoresques ; il les trouve toujours dans la littérature de colportage, les chansons colportées (comme l'inusable *Fanfan la tulipe*, en 1952 et en 2003 ; l'histoire des bons brigands hongrois, tels *Sobri*²¹) ou la littérature populaire qui s'inspire à son tour de la littérature de colportage.²² Ces personnages devenus souvent mythiques ont inspiré écrivains et poètes jusqu'à nos jours. Ainsi, le paon se pose sur l'hôtel de ville pour libérer les pauvres brigands dans les vers de Ady et dans le chant de Kodály.

Une littérature de colportage à la frontière de la communication visuelle et auditive. Le public, les imprimeurs et la censure de l'Empereur

La littérature de colportage s'épanouit à la frontière de la grande littérature et du folklore, de la communication visuelle et auditive. Les modalités de fonctionnement des médias contemporains – audiovisuel et presse écrite –, les mécanismes de réception et le rapport au politique ne sont pas tellement éloignés de celle de la littérature de colportage. Des histoires, des contes et anecdotes proviennent de sources très variées. Les auteurs en sont souvent inconnus – des paysans ou des gentilshommes campagnards qui s'étaient hissés au rang de semi-intellectuels. Quelquefois, des imprimeurs ont transcrit des anecdotes et des contes de calendriers allemands. Il y avait des lecteurs de toutes classes sociales, mais souvent des lecteurs illettrés qui écoutaient avec dévotion cette littérature populaire d'inspiration souvent savante. Pendant très longtemps, seuls les rapports de censure, les monographies sur l'histoire de l'imprimerie ou des études ethnologiques

¹⁸ BÉKÉS István, *Magyar Ponyva Pitaval* (Le Pitaval de la littérature de colportage hongroise) Minerva, Budapest, 1966.

¹⁹ POGÁNY Péter, *A magyar ponyva tüköre* (Le miroir de la littérature de colportage hongroise) Magyar Helikon, 1978.

²⁰ CSEPELI György-MÁTAI Mónika: *A magyar betyár életei a médiában* (Les vies du brigand hongrois dans la média), *Médiakutató* 2001/ 4. 88-101.

²¹ *Fanfan la tulipe*, réalisé par KRAWCZYK Gérard, France, 2003. et *Sobri - Betyárfilm*, (Sobri- Film de bandits) réalisé par NOVÁK Emil, Hongrie, 2002.

²² ERŐSS Gábor, *L'Art de l'histoire. Sociologie culturelle comparée de l'image-passé : représentations de l'Histoire et de la Mémoire dans le cinéma français et hongrois (1958-2002)*. Thèse de doctorat préparé sous la direction de J. Aumont et A. Wessely, EHESS (Paris), janvier 2003.

nous ont permis d'accéder à la connaissance de la littérature de colportage. Cette littérature se répand avec force au siècle des Lumières et à partir de là rien ne peut plus l'arrêter. Vrai paradoxe : c'est la censure, plus exactement deux arrêtés interdisant les ouvrages polémiques religieux qui ont poussé deux imprimeurs hongrois connus à commencer d'imprimer et diffuser des livres de colportage.

Prenant conscience de l'influence exercée par ces feuilles sur l'opinion publique, les souverains se mettent à réglementer l'impression et la diffusion des informations. Dans l'empire des Habsbourg, Charles III émet en 1730 un sévère décret contre les imprimeries clandestines. En 1756, Marie-Thérèse interdit dans les calendriers²³ les prévisions astrologiques, vu leur caractère incontrôlable. Comme partout en Europe, ces canards relatent des faits à sensation qui nous font frémir : les exécutions capitales sous forme de bandes dessinées, l'exécution des insurgés à Tiszántúl²⁴ et le procès des Jacobins hongrois, ainsi que l'exécution à Győr des faux-monnayeurs sont autant de messages politiques lancés au nom de la morale du pouvoir en place – des exemples terrifiants mis en valeur par les gravures.

Le culte baroque de la souffrance est le fil conducteur de nombreux livres religieux colportés. À cet égard, je citerai les dernières études de Gábor Tüskés et d'Éva Knapp.²⁵ Dans toute l'Europe, la culture populaire du 18^e siècle conserve des thèmes issus de l'art religieux baroque qui se situent entre extase et piété, effroi et métamorphoses infinies. Les thèmes traités sont de sources encore plus variées. Le siècle aimait, dans les calendriers et les livres colportés, cette pensée d'inspiration baroque selon laquelle le monde n'est qu'un grand théâtre qui subit des métamorphoses continues.²⁶ Ainsi, le destin tragique d'István Czeglédi, prédicateur protestant, est évoqué dans une histoire qui arrive également dans la littérature de colportage au 18^e siècle, selon les dernières études d'Éva Petrőczy.²⁷

²³ SCHERMANN Egyed: *Adalékok az állami könyvcenzúra történetéhez*. Budapest, 1928.

²⁴ *Rövid példa miképen Ő Főlsége kegyes királyunk kegyelmesen ratificalt sententiája szerint az 1735dik esztendőben Főlső Magyar Országban Tiszan-tul tumultust kezdők 4.April 1736.esztendőben exequáltattak...* Buda, Veronika Nottensteinné, 1749. (Bref discours sur l'exécution des rebelles dans l'année 1735 de Haute Hongrie en 1736...).

²⁵ TÜSKÉS Gábor- KNAPP Éva, *Fejezet a XVIII. századi vallásos ponyvairodalom történetéből*. Itk.89 (1985), 415-436. (Chapitre de la littérature de colportage religieuse du XVIII^e siècle).

²⁶ HORVÁTH János: *Barokk izlés irodalmunkban Le baroque dans notre littérature* IN: *Tanulmányok*, Budapest, 1923. TAPIÉ Victor, *Baroque et classicisme*. Paris, Plon, 1957. ANGYAL Endre: *Die slawische Barockwelt*, Leipzig, 1961. KLANICZAY Tibor: *Reneszánsz és barokk*, Budapest, 1961. BÁN Imre: *A barokk*, Budapest, 1962. TOLNAI Gábor, *Des problèmes du baroque*. Acta literaria, Budapest, 1967. KŐPECZI Béla, *Eszme, történelem, irodalom*, Budapest 1972 ; S. SÁRDI Margit: *Jóslat és álomlátás XVII-XVIII. századi erdélyi emlékiróinknál* (Prophétie et vision dans les mémoires des écrivains transylvains des XVII-XVIII^e siècles IN: *Eksztázis, álom, látomás*. (Extase, songe, vision) Balassi, Budapest-University Press, Pécs, 1998.

²⁷ PETRŐCZI Éva: *Nem betyár, nem szépasszony – prédikátor: A Czeglédi István históriája című balladáról*. (Ni bandit, ni belle dame – prédicateur. Sur la ballade de L'histoire de István Czeglédi) IN *„...mi lelkünknek éltető abraka. Tanulmányok a magyar és angolszász vallásos irodalomról (... aliment vital de notre âme. Etudes sur la littérature religieuse hongroise et anglo-saxonne)* – Fekete Sas Kiadó, KRE Puritanizmuskutató Intézet, Budapest, 2008.

Si cette littérature se donnait souvent pour but de soutenir le pouvoir de souverain et de renforcer l'ordre établi, cela ne l'empêchait pas d'être jugée incontrôlable et d'être persécutée par le souverain.²⁸ À défaut de données plus anciennes, c'est le mémoire de l'imprimeur Mihály Landerer, adressé en 1752 au Conseil de Lieutenance, qui nous renseigne sur le rôle important joué par les calendriers.²⁹

Du grand nombre des réimpressions, nous pouvons déduire que ces livrets de colportage étaient très demandés. D'après des témoignages recueillis au 19^e siècle, des centaines de kilos de ces imprimés partirent à la maculature. C'est pour cela que relativement peu de livres nous sont parvenus. Les imprimés avec les inscriptions des possesseurs et des lecteurs nous sont précieux pour connaître l'univers de cette littérature et son rayonnement dans divers milieux sociaux : des nobles appauvris aux clercs, des manoirs aux foyers d'étudiants protestants. Je rappelle que la Hongrie se distinguait en Europe par une proportion très élevée de nobles, qui dépassait les 5% de la population totale. Seule la Pologne affichait un taux aussi élevé. Cela constituait un socle solide, un public assez important en nombre pour la littérature de colportage.

Nous avons toutefois quelques indications précieuses. Ainsi, au début du 19^e siècle, le libraire de Várad (aujourd'hui Oradea, en Roumanie), commande en une seule fois mille exemplaires d'une livraison à succès. Par un bulletin de l'année 1890, nous apprenons que les 5 millions d'habitants de la Hongrie achetaient plus de 150.000 almanachs et que la foire de Pest était dénommée „foire aux almanachs”.³⁰

„Que ce livre convienne à tout un chacun.” C'est avec ces mots que l'imprimeur présente sa marchandise et, pour qu'elle se vende plus facilement, il y ajoute quelques mots d'introduction à l'intention des riches. Quant aux pauvres il les tranquillise :

« Il arrive que le riche sortant de sa maison la bourse du pauvre remplit

Et qu'arrive cette chose extraordinaire que le pauvre devient grand seigneur. »

En fait, il y avait probablement des lecteurs de toutes classes sociales. Plus exactement : *les gens lisaient ou se faisaient lire cette littérature populaire d'inspiration savante.*

La métamorphose des légendes médiévales, des belles histoires et d'autres récits dans les livrets colportés

Il y a les belles histoires où les valeurs héritées de la Renaissance survivent et fleurissent deux siècles plus tard. Dans l'histoire de *Pyrame et Thisbé*, le véto des parents des jeunes amoureux rappelle l'histoire de *Roméo et Juliette*, adaptée elle

²⁸ SCHERMANN Egyed: ibid.

²⁹ LANDERER Mihály beadványa a helytartótanácsához 1752-ben. (Mémoire de Mihály Landerer au Conseil de Lieutenance en 1752.

³⁰ *Hazai és külföldi tudósítások, 1809. (Chroniques de la patrie et de l'étranger).*

aussi par Shakespeare. Les belles histoires comme *Chariclée* d'après Héliodore ou *Giscardus et Gismonda* d'après une nouvelle de Boccace ont plongé les lecteurs dans des aventures miraculeuses, dont s'inspirent les romans d'aventures contemporains. Nous connaissons avec certitude l'auteur d'*Euralius et Lucrecie* qui n'est autre qu'Enea Silvio Piccolomini, le futur pape Pie II. Peu après sa parution, cette œuvre fut également éditée en Hongrie, mais nous perdons ensuite sa trace : aucune réédition notamment au 18^e siècle ! Peut-être est-ce à cause de la morale de l'histoire – rompre un mariage sans amour – que l'on craignait de l'imprimer. D'autres questions intrigantes ont été posées par nos meilleurs historiens de la littérature : pourquoi le pays de Cocagne-Schlaraffenland ou bien le Juif errant n'apparaissent que rarement dans les imprimés de l'époque, mais sont présents dans des *manuscrits* - diffusés d'ailleurs auprès d'un public assez large - dont certaines histoires et certains motifs ont été adoptés par l'art populaire, si bien que nous finissons par les retrouver dans le folklore et dans des textes imprimés.³¹

Rompant avec le Moyen-Âge, la joie et le bonheur de vivre sont, dans le sillage des Lumières, l'expression de l'orgueil d'une science triomphant des danses de la mort médiévales, comme dans ce livret de la fin du 18^{ème} siècle :

*La fleur de la beauté s'évanouit
comme la rosée qui brusquement sèche
L'opulence des corps s'enfuit
Mais les savants toujours règnent*³²

On trouve des histoires tirées de l'Antiquité grecque, des Fables d'Ésope, des contes orientaux, des contes de Perrault, des histoires de commères, des plaisanteries d'origine folklorique, des poésies populaires et de circonstance, ainsi que des récits de la Bible.³³ Culture dite savante et culture populaire se côtoient souvent sur les pages d'un même livret.³⁴ Parmi les récits les plus connus, un bon

³¹ TÚRÓCZI-TROSTLER József: *János pap országa in Magyar irodalom-világirodalom. Tanulmányok, (Le pays du grand-prêtre Jean in Littérature hongroise- littérature universelle; Etudes)* Budapest, 1961. SCHEIBER Sándor, *Bolygó Zsidó-örök zsidó. IN: Folklor és tárgytörténet, (Le juif errant-le juif éternel in Folklore et l'histoire des objets)* Budapest.1977. KRIZA Ildikó (red.): *A hagyomány kötelékében. Tanulmányok a magyarországi zsidó folklór köréből, (Les liens de la tradition: Etudes du domaine du folklore juif de Hongrie)* Akadémiai Kiadó, Budapest,1990.

³² *Minden külső szépségek elmaradnak
mint az harmat hirtelen el-száradnak,
Szép termettel gazdagságok el-mulnak
az tudósok örökké uralkodnak.*
Adaptation en français par Arlette Róbert.

³³ Plus on cherche et plus on en trouve des variantes qui montrent la viabilité de ces histoires. Faisant le tour de pratiquement toutes les grandes bibliothèques de Hongrie, j'ai réuni les plus de belles histoires colportées – en suivant le catalogue manuscrit de István BORZSÁK et d'autres sources manuscrites.

³⁴ „ *Ces Fables ont un sens moral qui n'est pas inutile pour la vie* ” – paraît dans le livret d'Erasmus édité par la veuve Clouzier et on continue à parler des merveilles, des sortilèges de l'invention des Poètes. On parle d'un mari, un fort galant homme, doué, civile, libéral, bon aussi, „ *ce n'est que pour sa femme qu'il est un Démon* ” Une longue apologie appelle l'attention sur l'aspect récréatif et

nombre était imprimé à la fois en allemand et en hongrois et simultanément en plusieurs langues - un colloque international consacré à ce sujet a eu lieu récemment à l'École Normale Supérieure d'Eger.³⁵

D'après le nombre d'éditions, les plus grands succès des colporteurs étaient sans doute les trois contes intitulés *Argirus*, *Tankredus* et *Apollonius*. Un livre d'aventures grec, un conte de fée et une nouvelle de Boccace retravaillée composent le fond des histoires imprimées dans ces livrets. Nous ne pouvons guère parler de traits de caractères personnalisés, d'évolution des caractères ou de mobiles psychologiques. En général, ce sont des événements extérieurs qui, dans les romans d'aventures ou les contes de fées, constituent le ressort de l'action.

L'histoire du prince Argirus et d'une fée fut l'un des plus grands succès avec une centaine d'éditions connues en cent ans comportant de nombreuses variantes ayant exercé une influence sur nos poètes et musiciens. L'origine de cette histoire reste toujours une énigme, mais ses motifs viennent de loin dans l'espace et le temps et sont connus aussi bien en Orient qu'en Occident. Nous connaissons le nom de son traducteur : Albert Gyergyai. Parmi les nombreuses rééditions et variantes répertoriées à la Bibliothèque Académique de Cluj, j'ai eu la chance de trouver une version d'*Argirus et Pyrame* qui diffère encore des textes colportés et connus auparavant.³⁶ Bien évidemment, il est toujours possible d'espérer en trouver d'autres.

Dans la version hongroise de *Pyrame et Thisbé*, inspirée des *Métamorphoses* d'Ovide, l'action traîne sans prendre de tournure précise ; par contre, l'auteur excelle dans la description des paysages et dans les dialogues amoureux. L'œuvre garde en Hongrie une forme compassée ; chez Shakespeare, ne ressort que le côté comique ; chez Gongora, l'histoire tourne au grotesque, tandis que les éditions de la Bibliothèque Bleue de Troie la reprennent sous son côté tragique.

C'est une sorte de traversée du désert à travers les siècles, au cours de laquelle les lecteurs d'*Argirus* ont pu pénétrer avec émerveillement dans l'univers fantastique des fées et des désirs accomplis. Après d'innombrables

pédagogique de l'œuvre. „ *L'utile et l'agréable s'y trouvent réunis* ” Ensuite on souligne qu'il n'est pas trop tard pour rendre le mari meilleur. — *La femme mécontente de son mari ou entretien de deux dames sur les obligations et les peines du Mariage*. Traduit du latin d'Erasme. A Paris, chez la veuve Clouzier, MDCCVII.

³⁵ *Fortunatus, Melusine, Genofeva. Internationale Erzaelstoffe in der deutschen und ungarischen Literatur der Frühen Neuzeit*. Internationale Tagung gefordert durch Fritz Thyssen Stiftung, Köln, Károly Eszterházy-Hochschule, Eger, Germanistisches Institut der RWTH Aachen, Grimmelshausen Gesellschaft, MTA Budapest, Stadt Eger.

³⁶ História egy Árgirus nevű király-firól és egy Tündér Szűz Leányról (Histoire du prince Argirus et de la fée fille pucelle) (sans date, ni lieu) Bibl.Ac. Cluj. Jajos fátum, avagy Amaz egymás szeretetéért élteket halálra vetni nem kimillő Babiloniai nemes személyeknek Pirusnak és Thisbének Egymáshoz való szíves szereteteből következett szörnyű, példátlan haláloknak szomorú és siralmas históriája, mellyből a mai ifjak példát vehetnek. (Le Destin douloureux ou l'histoire triste et déplorable de deux êtres nobles de Babylone, Pyrame et Thisbé qui pour l'amour n'ont pas défié la mort, et qu'ils ont trouvé leur mort atroce du à leur grand amour de l'un envers de l'autre ; une histoire exemplaire pour les jeunes d'aujourd'hui.) (Sans date, ni lieu, à la dernière page : écrit par József Bárdótz à Nagyenyed - écrit à la main).

épreuves et des efforts surhumains, le bien vaincra et Argirus retrouvera la fée dans son jardin :

*Argirus, quantité de fleurs magnifiques y cueillait
Et à la gloire d'Ammon de belles chansons chantait
Et l'armée de Vénus à voix claire disait
Que ce beau couple vive à jamais*

Les belles histoires comme *Chariclée* d'après Héliodore ou bien *Giscardus et Gismonda* d'après une nouvelle de Boccace, plongeaient les lecteurs dans des aventures miraculeuses (dont s'inspirent les romans d'aventures contemporains) et représentaient la beauté troublante du corps humain transfiguré : celui des fées. Endre Kukorelly n'a-t-il pas intitulé son dernier roman *La vallée des fées*,³⁷ se référant au poète Vörösmarty qui lui-même puisait dans ce patrimoine culturel. La fée est l'image idéalisée de la jeune fille noble et, dans ces histoires, c'est toujours la noblesse du cœur qui l'emporte sur la richesse. *C'est le défi lancé par l'approche intertextuelle inscrite dans le cadre des cultural studies* : à travers les nombreuses variantes d'*Argirus*, nous pouvons suivre l'évolution des moeurs et des goûts en comparant les avatars d'une même histoire.³⁸ Dans les variantes hongroises de cette même histoire, on peut retrouver certaines parties de l'histoire d'Argirus, telle que celle-ci fut réécrite à la fin du siècle. Le sens original commence à s'estomper et se rapproche de celui des chansons de noces et des anecdotes humoristiques sur le comportement des femmes. Les vers deviennent lourds et pesants quand il s'agit de l'amour.³⁹ On pourrait citer longuement des almanachs de l'époque en hongrois ou en allemand, où on retrouve ces idées et cet esprit.

Le 19^e siècle hongrois réunit les clichés tirés des recueils humanistes et baroques, pour exprimer un goût partagé de la liberté, le besoin d'infini, la joie de vivre et l'amour de la nature. La littérature de colportage a permis de sauvegarder des richesses littéraires et a transmis la culture des semi-lettrés, les lectures des illettrés... C'est ainsi que l'histoire d'Argirus continuera à vivre dans la poésie populaire hongroise sous forme de contes ou ballades et même dans les oeuvres de grands poètes hongrois, tels Mihály Vörösmarty, Sándor Petőfi⁴⁰ et Endre Ady.⁴¹ Le nom de l'auteur d'*Argirus* est devenu le pseudonyme choisi par mon professeur de la faculté des lettres de ELTE de Budapest, Albert Gyergyai. Nos plus grands historiens de la littérature ont cherché en vain l'origine du récit : était-ce une belle histoire

³⁷ KUKORELLY Endre: *Tündérvölgy* (Vallée de fées), Kalligram, Pozsony, 2003.

³⁸ Par exemple par István PISKOLTI dans le goût du baroque populaire.

³⁹ Cette tendance est tout à fait marquée dans la variante réécrite par Piskolti.

⁴⁰ *János Vitéz* de Sándor Petőfi fut traduit plusieurs fois en français. TURBET-DELOF Guy – voir l'étude de LACHAISE Bernard dans *Cinq continents*, ELTE, l'année 2011 – l'a traduit et commenté sous le titre *Le Jean le Preux*, PUF, Paris, 1954. Et plus tard par l'évocation de l'histoire de Pyrame et Thysbé par le dramaturge MOLNÁR Ferenc dans son *Pari au château* (Játék a kastélyban).

⁴¹ POGÁNY Péter dans son *Miroir de la littérature de colportage* dédie tout un chapitre aux nombreux écrivains et poètes hongrois – de BESSENYEI György à ILLYÉS Gyula – chez qui l'on peut remarquer l'influence de la lecture d'oeuvres colportées.

d'origine italienne ou bien devrait-on remonter jusqu'aux contes orientaux ?⁴²

Les récits contenus dans ces livres colportés ont aussi leur destin. *Argirus* a également inspiré le compositeur Zoltán Kodály.⁴³ Il y a aussi le mythe de Barbe-Bleue et le fait divers ayant Gilles de Rais pour héros qui serait à l'origine de cette histoire finalement universellement connue grâce au génie de „deux Béla” : Béla Balázs et Béla Bartók. Mais les aventures de Barbe-Bleue continuent : le personnage est ressorti dans une version post-moderne de Péter Esterházy,⁴⁴ mais aussi sous la plume de Michel Tournier.

En Italie, Umberto Eco dans son *Baudolino*, a créé un héros qui est désespérément à la recherche d'un pays imaginaire appelé le pays de Cocagne, sorte de contrée fictive et paradisiaque évoquée jadis par le colportage.⁴⁵

Alors que Boccace explique le crime par l'amour aveugle ressenti envers la fille du roi, c'est à dire par des motifs psychologiques, Enyedi, lui, fait de la cupidité du roi le ressort de l'action. C'est la plaidoirie de Gismunda qui occupe la première place dans la conception humaniste de la noblesse véritable, celle qui exalte l'amour.

L'histoire de *Chariclée*, traduite en latin, était destinée très probablement à un public restreint, selon les intentions d'Enyedi. Il a dû sentir l'intérêt que pouvait susciter ce monde fantastique rempli d'innombrables épreuves et d'efforts surhumains. Héliodore exerça une grande influence dans toute l'Europe. Pour notre part, nous pouvons reconstituer, d'après les inscriptions des anciens possesseurs de livres, que les traductions allemandes, françaises et espagnoles de son livre étaient répandues en Hongrie. Dans nos bibliothèques, des recueils de livres de colportage reliés ont été conservés, comme *Chariclée* adapté en hongrois par István Gyöngyösi et *Tankrédus* traduit par Enyedi. Ces livres ont véhiculé durant deux siècles des préceptes moraux tout en subissant quelques changements. Nous pouvons extraire du catalogue de l'imprimeur Nottenstein quelques données chiffrées, notamment que *Tankrédus* fut édité à plusieurs reprises entre 1724 et 1733 à Buda et fut vendu pour le prix de deux dénars. On retrouve encore plusieurs éditions du 18^e siècle, sauvegardées dans des collections spéciales des grandes bibliothèques imprimées. Elles proviennent de chez Nottestein ou encore d'autres imprimeurs n'ayant pas indiqué leur nom. Cependant, nous pouvons supposer, d'après les différentes variantes des textes, que de nombreuses éditions du récit de *Tankrédus* ont été faites simultanément

⁴² KARDOS Tibor, *Az Árgirus-széphistória (La belle histoire d'Argirus)*, Budapest, 1967. GYERGYAI Albert: *Árgirus*. Préface par NAGY Péter, postface et red. par STOLL Béla, Budapest, 1986.

⁴³ BARTÓK Béla - BALÁZS Béla: *A kékszakállú herceg vára* (Le château du Prince de Barbe Bleue)(op.11 ; 1911) *L'histoire d'Argirus – Argirus erre sans feu ni lieu – une variante découverte et enregistrée par KODÁLY Zoltán en Bucovine en 1906.*

⁴⁴ ESTERHÁZY Péter: *A kékszakállú herceg csodalatos élete*. (La vie fabuleuse du Prince de Barbe Bleue) Holmi, 1990/5, *A kékszakállú herceg vára in Hahn-Hahn grófnő pillantása* (Le chateau du prince de Barbe Bleue in Le Regard de la comtesse Hahn-Hahn) Magvető, Budapest, 1991.

⁴⁵ TOURNIER Michel, *Gilles et Jeanne*. Paris, Gallimard, 1983. ECO Umberto, *Baudolino*, Milano, Bompiani, 1987.

durant tout le 18^e siècle.

Vient ensuite l'histoire de Pierre de Provence, qui prit plaisir à regarder la grande beauté de Maguelone, puis toutes leurs vicissitudes jusqu'à la réjouissance qui préside à leurs heureuses retrouvailles. Le souvenir de leurs péripéties a traversé toute l'Europe pendant trois siècles .

Cette histoire faisait le bonheur des colporteurs de la foire du livre de Francfort en l'année 1569. Un commerçant a noté qu'au bout de quelques jours il avait vendu pas moins de 176 exemplaires de *Maguelone*. Il y avait beaucoup de Saxons venus de Transylvanie parmi les acheteurs d'un autre livre très populaire, *Fortunatus*. Dans ces deux récits, les environs de Montpellier sont évoqués puisque *Fortunatus* est passé par le port d'Aigues-Mortes. La belle Maguelone vient elle aussi d'un autre grand port de l'époque qui s'appelle aujourd'hui l'île de Maguelone. Les variantes hongroises de ces deux livres furent éditées en Hongrie d'abord au 17^e siècle. Après de nombreuses éditions populaires, elles furent rééditées vers la fin du 20^e siècle dans une édition des Raretés Hongroises.⁴⁶ Dans une autre réédition, on trouve une généalogie impressionnante de l'histoire de la belle Maguelonne.⁴⁷ En effet, ces « réseaux » culturels de diffusion orale et écrite, d'imprimés et de manuscrits, ont très vite fait circuler ces récits à travers toute l'Europe.

La belle histoire d'amour de Pierre de Provence se prête à des interprétations à plusieurs niveaux. L'intrigue prend ses racines en Provence pour conquérir les lecteurs d'Europe, mais on y retrouve des figures narratives qui remontent à l'antiquité ; comme les tribulations en mer avant les retrouvailles des amoureux.

Une partie de l'intrigue se passe à la cour du Sultan et cela s'inscrit bien dans l'orientalisme en vogue à l'époque. Le personnage de la belle Maguelone est calqué sur le modèle des jeunes filles des romans de colportage, qui savent prendre en main leur destin.

L'histoire fut traduite et diffusée en Hongrie d'après une variante allemande. D'ailleurs, les auteurs romantiques allemands se sont également approprié ce récit. C'est ainsi que Ludwig Tieck l'a repris dans ses contes fantastiques et Schumann l'a mis en musique. *La belle Maguelone* fut édité en Hongrie pour la première fois en 1676 – malgré le nombre impressionnant des tirages, on n'en possède que trois exemplaires qui se complètent. On en parle tout au long du 18^e siècle, mais aucun exemplaire d'avant 1870 ne nous est parvenu.

Il y a une très grande variété de sources dans cette littérature de colportage, y compris de nombreux récits médiévaux comme l'histoire de Ripsel ou celle du célèbre Miklós Toldi, héros à la force exceptionnelle, expression des désirs du peuple, qui a été rendu célèbre dans les adaptations de János Arany. C'est dans le livret *Két Krónika* que nous retrouvons l'histoire de Stilfrid et Bruntzwick, qui

⁴⁶ NEMESKÜRTY István (éd.): *Fortunatus és Magelona históriája* (L'histoire de Fortunatus et de Maguelone). Szépirodalmi Kiadó, Budapest.

⁴⁷ GYÖRGY Lajos: *Szép Magelóna (La belle Maguelone)* (1676) Kolozsvár, Stief Jenő és tsa könyvnyomdai intézete, 1911.

remonte à une ballade allemande du 13^e siècle mais qui connaît sa plus grande popularité auprès des Tchèques. Cette série d'aventures et de batailles revêt en terre tchèque un caractère national. Ce sont les protestants tchèques qui se réfugièrent en Hongrie qui en répandirent un livret du 16^e siècle. Ce récit était à ce point renommé que plusieurs écrivains hongrois en parlèrent et que l'on en connaît plusieurs variantes. Des personnages grotesques et fantastiques – comme « *l'admirable* » Póna à tête de cochon – viennent également des récits médiévaux. Dans la meilleure tradition d'humour populaire, les rêves et les désirs d'un peuple s'incarnent dans le personnage du pauvre et vilain Markalf avec ses boutades et ses victoires en série remportées dans ses joutes oratoires avec le roi. En dépit d'une traduction de l'allemand très rudimentaire, par son humour le livre devient à tel point populaire que 84 expressions sont passées en hongrois comme proverbes. Le personnage populaire de Markalf qui réapparaît dans les livrets et manuscrits du 18^e siècle, rappelle en fait celui d'Ésope, tel qu'il apparaît dans ses biographies. N'oublions pas non plus que dans les années 1750, une série de fables d'Ésope est publiée dans des calendriers de Presbourg avec des allusions intéressantes aux événements politiques de l'époque. *L'oiseau bleu* de Madame d'Aulnoy – traduit d'après une variante allemande, ainsi que *La fée pleurant des perles et riant des roses* de Perrault sont arrivés en Hongrie également dans des livrets et des almanachs. Des thèmes et des motifs d'origine occidentale et orientale les plus divers et les plus inattendus se retrouvent également dans des livrets populaires.

Faut-il toujours distinguer culture d'élite et culture de masse en analysant cette littérature ? Je crois que non : en tout cas, elles sont loin d'être deux extrémités d'une échelle de valeur, elles s'interpénètrent depuis toujours. Les inscriptions dans les calendriers, mieux les ex-libris nous aident à nous orienter dans la problématique de la réception.

Érasme dans la littérature de colportage en Hongrie

Le dialogue d'Érasme, *La femme mécontente de son mari*, est un bel exemple de la continuité et des échanges dans la littérature de colportage magyare.

Le dialogue d'Érasme apparaît à plusieurs reprises et dans des traductions différentes. L'édition hongroise du livret du 18^e siècle est une rareté – il nous en reste deux exemplaires dans deux départements de la Bibliothèque Nationale Széchényi. C'est une adaptation écrite avec beaucoup d'élégance d'après le texte latin : « *A panaszolkodó feleség ama nagy emlékezetű Erasmus beszélgetéseiből való fordítás*⁴⁸ ». Cependant, nous retrouvons en France de nombreuses éditions du même dialogue : *La femme mécontente de son mari ou entretien de deux dames sur les obligations et les peines du mariage, traduit du latin d'Érasme*,

⁴⁸ A panaszolkodó feleség ama nagy emlékezetű Erasmus beszélgetéseiből való fordítás. A fordító O. S. Nyomtattatott ebben az esztendőben. La femme qui se lamente, traduction des Colloques d'Érasme, de glorieuse mémoire. Le traducteur O. S. Imprimé cette année)

vendues comme les brochures l'indiquent à Paris, Metz, Verdun et Vitry.

Un bel exemplaire d'une traduction française des *Colloques*, édité à Leide en 1720, se trouve à la Bibliothèque Nationale Széchényi. Il appartenait autrefois à János Batsányi comme en témoigne l'inscription à l'intérieur. C'est un livre qui nous est bien évidemment très précieux. Batsányi (1763-1845), figure mythique avec son poème inspiré de la Révolution française a dû fuir la Hongrie. Émigré à Paris, il a été capturé par l'armée prusse, libéré avec une permission spéciale et il a finalement terminé ses jours en émigration à Linz en Autriche. Ce livre d'Érasme, sauvé de la tourmente, est hautement symbolique. Le texte sur la couverture explique comment le livre a atteint une telle popularité : « *Ouvrage très intéressant par la diversité des Sujets, par l'Enjoûment et par l'utilité Morale* ». Dans ce volume, c'est dans le troisième dialogue que se trouve « *La femme qui se plaint de son époux ou le mariage* » – selon la « nouvelle » traduction de Gueudeville. Une gravure sur bois représentant une scène de ménage – les conjoints qui se battent – renforce l'effet. Moins célèbre aujourd'hui que l'*Éloge de la folie*, cet ouvrage a été un des plus grands succès de librairie à son époque, avec au moins cent éditions du vivant d'Érasme – et cent autres avec les traductions et adaptations. Ce grand personnage a été très tôt reconnu par les humanistes hongrois – il est vrai que grâce à La République des Lettres, Érasme a suivi une correspondance intense avec ses amis parmi lesquels de nombreux hongrois. La réception de ses oeuvres auprès du public hongrois est un chapitre particulièrement intéressant de l'histoire de la littérature et des mentalités, qui a été examiné dans des études remarquables.⁴⁹ Son esprit d'indépendance a inspiré nos écrivains et nos historiens de la littérature, souvent émigrés au temps des dictatures. Ainsi, George Faludy a publié en anglais des écrits dédiés à Érasme et François Fejtő en français. Plus récemment, un Hongrois d'adoption, Simon Markis, a traduit, entre autres, ce dialogue d'Érasme en russe et pense qu'aujourd'hui encore il remporterait un grand succès s'il était colporté. Les *Colloquia* ont inspiré les plus grands tels Rabelais et Marguerite de Navarre ou encore Shakespeare, Cervantès et Montaigne et la liste serait encore longue si on s'en tient au livre de Markis.

À présent, il nous reste à reconstituer le destin qu'a connu le dialogue d'Érasme lors de ses multiples colportages et sa place dans le mouvement d'idées. Nous savons que l'idée des *Colloquia* remonte aux séjours parisiens d'Érasme à partir de 1495 pour enseigner le latin à ses élèves. Une sélection des colloques devient rapidement un manuel scolaire très répandu dans toute l'Europe. Mais Érasme fut attaqué à cause de ses idées hérétiques et les *Colloquia* interdits par le concile de Trident et cela jusqu'au début du vingtième siècle. Ceci n'a pas empêché des imprimeurs protestants de diffuser le *Selecta* des entretiens qui fut un véritable succès, notamment auprès des étudiants hongrois en pèlerinage, à

⁴⁹ *In search of the Republic of Letters. Intellectual Relations between Hungary and the Netherlands (1500-1800)*. Edited by Arnould Visser. Wassenaar. Study Centre on the Republic of Letters in the Early Modern Period, 1999.

cause de la beauté et de la vivacité du texte.

Selon la thèse de Franz Bierlaire, les *Colloques* est le livre qu'Érasme semble avoir chéri le plus parmi tous ses écrits. Il a gardé cet ouvrage sur le métier pendant une grande partie de sa vie, le remaniant, l'enrichissant souvent de nouvelles pièces. Mais quelles sont les raisons d'un pareil succès qui se prolonge au 18^e siècle dans la littérature de colportage à travers toute l'Europe ? En Hongrie, c'est grâce à quelques raretés précieuses que nous examinerons les raisons du rayonnement de l'oeuvre et les mobiles de sa diffusion.

La première édition adaptée d'après une traduction allemande date de 1650 et s'intitule *Szép beszélgetés két asszony ember Ágota és Borbála között*. On en réédite des passages dans l'Almanach de Győr, une publication datant de 1766, parue à la fois en allemand et en hongrois. Cela signifie donc que la première adaptation hongroise du livre colporté remonte au 17^e siècle et connaît une postérité au 18^e siècle dans deux versions différentes. Certains passages, comme la description de l'habit de Xantippe ou Borbála sont très réussis, mais dans l'ensemble le texte du 17^e siècle est un peu lourd surtout par rapport à l'adaptation du latin du 18^e siècle.

Dans le texte hongrois du 17^e siècle :

Borbála : *Ej bezzeg szép lágy és gyenge, és mely igaz kedvelletes ez. Hol voetted a szép posztót ?*

Dans le texte hongrois du 18^e siècle :

Xantippe : *Puhasága még a bársonyt is haladja . De mely gyönyörű bibor színű ! Ugyan hol vetted ezen drága ajándékot?*

Dans le texte français du 18^e siècle :

Xantippe : *Il est vrai que ton habit est charmant et de bon goût.*

Ah la belle étoffe ! Combien coûte-t-elle ?

C'est la galanterie du mari qui se fait entendre ensuite par la voix du pédagogue Érasme : « *Combien d'efforts ne déployons-nous pas pour dresser un cheval. Et pourtant nous sommes gênés quand il s'agit de rendre nos maris supportables.* » En effet, il s'agit ici d'instruire hommes et femmes à mener une existence vivable. Quel mari faut-il façonner ? Comment doivent être les femmes ? Les dialogues proposent une médiocrité de bonne composition que nous retrouvons finalement dans des almanachs et dans de nombreuses autres éditions de colportage tout au long du siècle des lumières. Dans ce texte, il y a de l'humour et de la poésie avec des sortilèges baroques. Si, avec l'aide de Circé, tu pouvais de l'ivrogne faire un homme sobre, du dissipateur un économe et d'un paresseux un travailleur, ne le ferais-tu pas ? ... Ce sortilège est entre tes mains, veuille seulement t'en servir. Fais en sorte que ta maison soit accueillante. Et même fais bon accueil aux amis de ton mari. Invite-les souvent ! Que tout se passe dans la joie et l'entrain. Et si ton mari, pour avoir bu, joue de la cithare, chante à ses côtés. Tout cela est écrit sous forme de dialogues dignes d'une pièce de théâtre.

C'est dans ce même esprit que l'on retrouve l'anecdote sur les pages de l'Almanach de Brasso : « *Eine jugendhafte Frau wurde von einer anderen befragt*

was sie für ein Geheimniss habe ihren Mann den guten Laune zu behalten .Ich thue antwortete sie alles was ihm gefaellt und leide geduldig alles was mir nicht gefaellt. » / Jahr 1773/. On retrouve la variante hongroise quelques années plus tard dans l'almanach de Győr : «Egy jámbor erkölcsű asszonytól kérdi egykor egy más asszony, hogy mitsoda titka van urának jó kedvében való megtartására. Ez így felele én mind megteszem azt, ami neki tetszik, s azt pedig mind békességben eltűröm, ami nékem nem tetszik» (année 1794 et une variante de l'année 1797).

Dans la traduction hongroise, le texte d'Érasme est proche des chants folkloriques dans lesquels les plaintes du fiancé ou de la fiancée se répondent l'une l'autre sur un ton humoristique selon le goût de la communauté du village. Ma thèse est que la « grande » littérature s'inspire au moins autant de ces auteurs inconnus qu'inversement – « *Que se livre convienne à tout un chacun.* » C'est avec ces mots que l'imprimeur présente sa marchandise dans tous les pays puis ajoute quelques mots d'introduction à l'intention des riches et d'autres pour rassurer les pauvres. Effectivement, il y avait probablement des lecteurs de toute classe sociale. Plus exactement, les gens lisaient ou se faisaient lire cette littérature populaire d'inspiration savante. Des histoires tirées de l'Antiquité grecque, des contes orientaux, des fables d'Ésope, des plaisanteries d'origine paysanne, culture dite savante et culture populaire se côtoient souvent sur les pages d'un même livret. Et comment réagirent les lecteurs-auditeurs ? En termes d'*horizons d'attente*, il est intéressant de *comparer les traductions* : là où le traducteur hongrois fait dire à Eulalie „*Tu nous refais la plaisanterie d'une naissance à trois mois de terme*”, le traducteur français fait beaucoup plus attention à ne pas blesser la pudeur. Pour une anecdote sulfureuse de ce genre on n'a pas manqué d'intenter un procès contre un imprimeur hongrois. / Streibig à Győr /

Il y a des anecdotes amusantes et surtout les « *conseils utiles aux femmes* », le plus souvent dans l'almanach de Győr mais également dans celui de Pozsony. À titre d'exemple, citons le *Krackauer Schreib Kalender*, édité dans la ville de Pest : « *Heyratet einer eine Schöne, so nimmt er sich eine heimliche Sorge auf dem Hals...*

Nimmt ma eine Haessliche so eifert sie mit ihm, dem sie bildet sich ein, man liebe eher etwas Schönes »...

Une littérature qui s'épanouit à l'ombre de la haute littérature et du folklore

Quelles sont les racines de cette littérature aux frontières incertaines ? Qui étaient, en Hongrie, les lecteurs de ces histoires éditées dans des petits livrets *in quarto* ou *in octavo*, dans ces almanachs et calendriers ?

Nous pouvons apprécier cet univers semi-littéraire à plusieurs niveaux : par les textes imprimés et métamorphosés au cours des siècles ; par les inscriptions sous forme de dialogue avec le texte imprimé ou sous forme de notes répondant aux besoins de la vie quotidienne. En Hongrie, au 18^e siècle, il y avait un public assez

important en nombre, un socle solide pour la littérature de colportage. Parmi les inscriptions de propriétaires terriens plutôt modestes, il y a aussi un beau recueil de récits colportés provenant de la bibliothèque de Ferenc Darvas. C'est grâce au blason et aux initiales que nous avons pu repérer le nom du descendant de la haute noblesse du Nord de la Hongrie qui était franc-maçon.

Faut-il toujours distinguer culture d'élite et culture de masse en analysant cette littérature ? Je crois que non ; en tous cas, elles sont loin d'être deux extrémités d'une échelle de valeur, elles s'interpénètrent depuis toujours. Les sociologues ont compris depuis longtemps que les échanges entre ces deux „cultures” sont mutuels et intenses. De plus, la hiérarchie implicite que suggère les termes d'„élite” et de „masse” est trompeuse. Bakhtin a montré que la culture populaire au Moyen-Âge et à la Renaissance était plus joyeuse, plus libre, plus inventive que la culture „officielle”. Shakespeare ne s'y est pas trompé,⁵⁰ et comme tant d'autres que nous avons cités plus haut, il s'est largement inspiré des spectacles populaires. *Ma thèse, c'est que la „grande” littérature s'inspire au moins autant de ces auteurs inconnus qu'inversement.*

D'autres chercheurs ont ensuite rappelé que, pour la période qui nous intéresse ici, vu le taux d'illettrisme et la structure de la société de l'époque, les lecteurs de la littérature de colportage correspondaient essentiellement à un public d'origine bourgeoise. C'est la transmission orale qui assurait ensuite un public plus large.

Enfin, la *réception* de l'œuvre littéraire ne peut plus être envisagée dans les termes traditionnels : au modèle du lecteur passif, s'oppose désormais celui du lecteur actif qui, en compagnie de ses amis ou de sa famille, de ses compères ou de ses voisins interprète, puis – pourquoi pas – réinvente, réécrit ces histoires, en les rapportant à ses propres expériences, à sa propre vie pour l'enrichir et la façonner. Lorsqu'on voit réapparaître dans le folklore ou l'art populaire, des récits issus de la littérature de colportage avec des personnages ou tournures dramatiques de type rebondissements ou chute, c'est bien d'un acte de *réception active* dont il s'agit.

Cette littérature s'épanouit à l'ombre de la „grande” littérature et du folklore, de la communication visuelle et orale. En Hongrie, au 18^e siècle, pour les gentilshommes, les artisans et les commerçants dont une partie croissante accédait à l'usage de l'écriture – certains savaient lire mais n'avaient pas d'instruction – ces petits livrets *bon marché* constituaient une forme accessible de la littérature. En comparant les différentes variantes de ces histoires imprimées, on peut déduire que celles-ci non seulement étaient lues, mais aussi *chantées*. On les lisait publiquement, on en faisait des saynètes et on les jouait. On illustrait les petits livrets et on commentait les images sur la place du marché.⁵¹

⁵⁰ Dans *Pyrame et Thisbé*, un couple affronte toutes les difficultés devant leur union, le veto de leurs parents inflexibles. Une histoire qui rappelle Roméo et Juliette et qui a été, elle aussi, adaptée par Shakespeare : „ *Un mur épais séparait leur maison,* ” mais „ *ils se parlaient toujours de leurs tendres amour, Pyrame dit un jour : quel fruit de mon amour, quel sort est le votre...* ”.

⁵¹ Un de nos grands poètes, ARANY János (19^e siècle), a même écrit un poème sur ce sujet : *A kép-mutogató*. (Le colporteur montrant des images de feuillettes).

Les paradoxes de cette littérature sont nombreux – la population ne sortait qu'à peine de l'analphabétisme et pourtant ces petits livrets étaient pour les imprimeurs la meilleure des affaires. Quelquefois c'étaient les imprimeurs eux-mêmes qui transcrivaient en hongrois les anecdotes et les contes des *almanachs allemands*.

Cette littérature qui provient de sources très variées – des romans d'aventure aux nouvelles du jour – donnent une représentation étonnamment fidèle des moeurs de l'époque : on y voyait souvent les mêmes apologies rappelant l'aspect récréatif et pédagogique de l'oeuvre. L'utile et l'agréable s'y trouvent réunis et cet enseignement reste valable pour les chercheurs de nos jours.

Ce sont ces échanges constants entre culture d'élite et culture dite de masse qui font l'attrait de la littérature de colportage. Nous voyons à quel point ces échanges sont mutuels et intenses. Je reprends à ce sujet les paroles de Zsigmond Móricz, l'un de nos plus grands écrivains du 20^e siècle, sur une oeuvre d'Endre Ady : « *J'ai reçu aujourd'hui un énorme volume. Dans une magnifique reliure d'un jaune ardent ... Oui, c'est ça le livret de colportage, celui de la meilleure espèce ! La plus belle récompense du poète ! Et cela s'appelle popularisation, autrement dit immortalité.* »

Petr Klapka

***Jean Louis Ratuit de Souches (1608-1682) et la campagne
contre les Turcs en Haute-Hongrie dans les années 1660-1664¹***

Abstract

The purpose of this study was to show one part of the particular destiny of one nobleman in the Czech Crown Lands (specifically in the Margraviat of Moravia), Jean Louis Ratuit de Souches (1608-1682). Being a contemporary of the great and better-known military celebrities, such as Le Grand Condé, Raimondo Montecuccoli, Gustave-Adolphe or Turenne, Jean Louis Ratuit de Souches also accomplished great feats that must be studied. Born into small Huguenot nobility in La Rochelle, he pursued a career at the service of the Habsburgs. As a soldier, he often fought for the protestant cause, first in La Rochelle, his hometown, against the troops of Louis 13th, then with the Swedish army against the imperials. Later on, he became one of Ferdinand 3rd's general, then one of Leopold 1st's by using his knowledge of the enemy's tactics to fight the Swedish and the French. Although he came from a modest household, he rose to be considered as one of the greatest military leaders at the time and amassed a considerable fortune earning him much respect but also criticism and jealousy from the Army and the Viennese Court. To be a part of this new milieu, Jean Louis Ratuit de Souches converted and to prove his faith, he even constructed a place of pilgrimage on his Moravian lands. Contrary to many of his fellow citizens, he deeply influenced the country's History and his legend lived on after his death: there are countless stories, paintings and all kinds of monuments and festivities in his honor. However yet today, a lot of his personal and public life still unknown. The present text treats one episode of the military career of Jean Louis Ratuit de Souches, that of its military campaign against the Turks in Hungary in the years 1660-1664.

Key words : French Nobility, Central Europe, Bohemia, Moravia, Hungary, Jean Louis Ratuit de Souches, military history, war against the Turks, Habsburg's Monarchy.

Le général Jean Louis Ratuit de Souches est le représentant d'un des rares lignages francophones qui réussirent à s'établir durablement dans les pays de la Couronne de Bohême, en l'occurrence en Moravie, au cours du XVII^e siècle. Contemporain des grandes personnalités militaires de l'époque, telles que le Grand Condé, Raimondo Montecuccoli, Gustave-Adolphe ou encore

¹ Le présent texte est un extrait modifié d'une thèse de doctorat que nous venons d'achever à l'Université Paris IV- Sorbonne. Voir Petr KLAPKA, *Jean Louis Ratuit de Souches (1608-1682). De La Rochelle au service des Habsbourg. Contribution à l'étude des migrations nobiliaires francophones dans les pays de la Couronne de Bohême aux XVII^e-XVIII^e siècles*, Thèse de doctorat, Université Paris IV- Sorbonne, 2012.

Turenne, connues davantage, Jean Louis Ratuit de Souches accomplit, lui aussi, des exploits dignes d'être relatés. Pourtant, son existence est pratiquement ignorée aujourd'hui et cela malgré le fait que la famille de Souches laissa derrière elle des archives familiales contenant des documents d'une richesse et d'une portée inégalée.² C'est là un des paradoxes concernant Jean Louis, un parmi tant d'autres.³

Sa personnalité ainsi que ses faits furent pleins de contradictions. Né en France dans le milieu huguenot, il trouva son bonheur au service des Habsbourg catholiques. Il se convertit et pour prouver la profondeur de sa foi, il alla même jusqu'à la fondation d'un lieu de pèlerinage sur ses domaines moraves. Soldat, il se battit successivement pour défendre la cause du protestantisme, d'abord à La Rochelle, sa ville natale, contre les troupes de Louis XIII, ensuite dans l'armée suédoise contre les Impériaux. Il devint général de Ferdinand III, puis de Léopold I^{er}, en se servant de ses connaissances de la tactique adverse pour lutter contre les Suédois et les Français, un peu plus tard. Parti d'un milieu modeste, il finit par être reconnu comme un des plus grands chefs militaires de l'époque et accumula une fortune considérable. Cette ascension fulgurante lui valut les éloges des uns mais également les critiques et les réactions de jalousie exacerbées, aussi bien dans l'armée qu'à la Cour viennoise. Le présent texte voudrait alors traiter une période aujourd'hui quasi méconnue de sa riche carrière militaire.

La nouvelle guerre austro-turque des années 1660-1664 fut une conséquence directe de la guerre du Nord (1655-1660), du conflit qui toucha bien particulièrement les régions baltiques.⁴ En effet, les désordres en Pologne attirèrent d'autres puissances qui essayèrent d'en tirer profit, notamment les Suédois, les Russes mais aussi les Transylvains dont le prince Georges II Rakoczi, songeant se faire élire roi de Pologne. Or, comme la principauté de Transylvanie se trouvait alors sous la tutelle de l'Empire ottoman, le prince Rakoczi ne devait pas mener des campagnes militaires sans autorisation préalable de son suzerain, la Sublime Porte. Cette dernière connut au début de la seconde moitié du XVII^e siècle des transformations radicales. En 1656, la Validé Sultane, la sultane mère, qui régentait le gouvernement au nom de son petit-fils, le jeune sultan Mehmed IV,

² Ces archives sont aujourd'hui déposées à Moravský zemský archiv Brno (=Archives du pays morave à Brno; désormais MZA Brno), G 155, Rodinný archiv Ugartů (=archives de la famille Ugarte; désormais RA Ugarte).

³ Pour la bibliographie concernant le général de Souches, voir la thèse mentionnée.

⁴ Voir Robert I. FROST, *After the Deluge. Poland-Lithuania and the Second Northern War 1655-1660*, Cambridge University Press, 1993. Du même auteur, *The Northern Wars. War, State and Society in Northeastern Europe, 1558-1721*, Harlow, Longman, 2000, 156-191 (surtout 182-183); Mariusz MARKIEWICZ, *Historia Polski, 1492-1795*, Cracovie, 2004, 519-538. Voir aussi une étude d'Anton NEUBER, «*Der schwedisch-polnische Krieg und die österreichische Politik (1655-1660)*», Prager Studien aus dem Gebiete der Geschichtswissenschaft, XVII, Prague, 1915. Jean BÉRENGER, *Histoire de l'Empire des Habsbourg, 1273 – 1918*, Fayard, Paris, 1990, chapitre XXIV. Michel KERAUTRET, *Histoire de la Prusse*, Seuil, Paris, 2005, 81-86 (sur la guerre du Nord). A. GIEYSZTOR (éd.), *Historia Polski*, Varsovie, 1971. D. BEAUVOIS, *Pologne: histoire, société, culture*, La Martinière, Paris, 2004. S. P. OAKLEY, *War and Peace in the Baltic (1560 – 1772)*, London, 1992.

confia le pouvoir, c'est-à-dire la charge de Grand Vizir, à Mehmed Köprülü. Ce dernier, mort en 1661, fonda une lignée de vizirs qui redonna un nouveau lustre à l'Empire ottoman et surtout, il reprit la politique active en Europe centrale. En 1658, il mena une expédition contre Rakoczi qui voulut se débarrasser de la tutelle ottomane et en 1659, la Hongrie royale fut déjà sérieusement menacée, parce que la Transylvanie constituait un bastion protecteur ayant une armée et des forteresses contre les offensives ottomanes. L'armée turque envahit la Transylvanie en pillant les villes et en massacrant un grand nombre d'habitants.⁵

La Cour de Vienne, qui ne se rendait pas compte du changement de gouvernement à Constantinople, crut le moment venu de remettre la main sur la Transylvanie en y installant un prince catholique docile et favorable aux intérêts de la Maison d'Autriche, Jean Kemény. Les Turcs réagirent, ils envahirent la Transylvanie et firent élire un nouveau prince, François Rhedey. Il y eut désormais deux princes rivaux, le vassal des Turcs et le vassal de l'Empereur. Au même moment, le prince Rakoczi sollicita l'appui des Hongrois et de la Cour de Vienne. A partir de 1660, les hostilités furent alors ouvertes entre Jean Kemény et la Porte. L'Empereur voulut aider Kemény, d'autant plus que les Turcs mettaient le siège devant Nagyvarád, importante forteresse qui assurait la sécurité de la Transylvanie.⁶ Après avoir convoqué les principaux notables hongrois à Graz, Léopold I^{er} décida d'envoyer le général Jean Louis Ratuil de Souches – devenu spécialiste en la matière du siège – en tête d'une petite armée pour débloquer la garnison hongroise de la place en question.⁷

Laissons maintenant pour un petit instant la parole à l'auteur de *Histoire des trois derniers Empereurs des Turcs* qui relate les événements houleux des années 1660-1661. « [...] *Ali-Bacha qui arrivoit alors sur la frontière, n'estoit pas d'humeur de s'en retourner les mains vides et sans rien faire d'avantageux pour son Maistre, qui devoit par la prise de quelque place, se dédommager des frais de cette marche [...] Varadin [Várad = Nagyvarád] estant située au pied de quelques montagnes, par où l'on entre en Transylvanie et ainsi estant une clef de cette Province, les Turcs faisoient un coup d'estat, s'ils pouvoient s'en rendre maistres. Sur ces considérations, Ali-Bacha fit sommer la place. Les habitants étonnez à l'approche de cet ennemi formidable, envoyèrent un courrier à Vienne, prier instamment l'Empereur de les secourir. Ils lui firent remontrer, que par les traitez, les Turcs ne*

⁵ Lucien BELY – Jean BERENGER – André CORVISIER, *Guerre et paix dans l'Europe du XVII^e siècle*, Sedes, Paris, 1991, 187-194. Jean BERENGER, *La Hongrie des Habsbourg*, t. I, *De 1526 à 1790*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2010, 126-129. Robert MANTRAN (sous la dir. de), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 1989, 228-241. Lucien BELY, *Les relations internationales en Europe (XVII^e – XVIII^e siècles)*, P.U.F. Paris, 1992, 218-219. Une synthèse la plus détaillée sur l'histoire de l'Empire Ottoman reste toujours celle de N. IORGA, *Geschichte des Osmanischen Reiches*, 5 tomes, Gotha, 1908-1915 (réédition Frankfurt am Main, 1990).

⁶ La ville de Nagyvarád fut prise le 27 août 1660 par les Turcs et intégra l'Empire ottoman. Elle devint le chef-lieu de la province de Várad jusqu'en 1692 où elle fut reprise par les Habsbourg.

⁷ Jean BERENGER, *Les Gravamina : Remontrances des Diètes de Hongrie de 1655 à 1681. Recherches sur les fondements du droit d'état au XVII^e siècle*, P.U.F. Paris, 1973, 74, 224.

devoient bâtir aucun nouveau fort sur la frontière ; qu'en faire construire un nouveau, ou en usurper un déjà bâti, estoit violer également la paix ; que la perte de leur ville seroit de la dernière conséquence pour la Hongrie, aussi bien que pour la Transylvanie, puisque c'étoit le seul passage qu'il y eust entre l'Allemagne et ces deux Provinces ; qu'enfin il estoit question de s'opposer aux progres de l'ennemi irréconciliable des Chrétiens. Le Conseil de l'Empereur entra dans les intérêts de ce peuple et résolut, que le Général de Souches mettroit ses troupes en estat de marcher où il faudroit. Car l'on supposoit que les troupes Allemandes et les forces de Hongrie jointes ensemble feroient une armée d'environ vingt-cinq mille hommes. Mais comme les instructions du Général lui défendoient d'engager son monde en des rencontres, dont le succès fut douteux, il assembla un Conseil de guerre, où il appela les principaux du pays. Il mit en question si l'on pouvoit entreprendre de secourir Varadin, sans trop exposer les troupes de l'Empereur, et si le succès d'une pareille entreprise n'estoit pas douteux. Pour répondre à cette question, on fit une liste exacte de toutes les forces impériales. On les trouva de beaucoup plus faibles, que la Cour de Vienne ne le croyoit. Car depuis que quelques places [...] avoient reçu garnison Allemande, les troupes de l'Empereur se trouvoient réduites à quatre mille hommes effectifs et pas davantage. D'ailleurs les Hongrois, que l'on avoit mis à deux mille hommes, ne passaient pas six cents. Des Haïduques mis à six mille, il n'en parut pas un seul ; chacun d'eux s'estant retiré chez soi et de cette sorte tout leur corps estant dispersé. A l'égard des forces auxiliaires de l'Empire, il n'y avoit rien de plus incertain. Du moins leur marche estoit si lente, qu'on ne les devoit attendre de très longtemps. De là, on peut recueillir, qu'à la vérité, toute l'Allemagne bien unie mettroit sur pied des armées nombreuses et ne craindroit point la puissance des Ottomans ; mais qu'il est fort difficile de lever ces armées. Pour unir un si grand corps, il faut convoquer des Diètes. Dans ces Diètes, les délibérations demandent un temps presque infini et l'on ne conclut qu'avec des longueurs effroyables. D'ailleurs, les factions, la mésintelligence, la jalousie et des intérêts particuliers ruinent toutes les mesures, que l'on pourroit prendre et souvent le temps d'agir est passé, avant que l'on soit d'accord de ce qu'il faut faire. »⁸

Si nous avons quelque peu insisté sur la longueur du précédent extrait, c'est qu'il nous paraît de caractériser de façon pertinente la situation militaire de la monarchie des Habsbourg à la deuxième moitié du XVII^e siècle. En effet, l'Empereur (les membres de la dynastie Habsbourg en l'occurrence) devint après les traités de Westphalie moins que jamais le maître de l'Allemagne même s'il n'y avait pas de coupure radicale entre l'Empire et la « *monarchie autrichienne* ». ⁹ Les Habsbourg de Vienne restaient souverains des Pays héréditaires de langue allemande ainsi que des Pays de la Couronne de Bohême. Par là, ils disposaient d'une armée permanente dont les effectifs furent fixés à neuf régiments

⁸ *Histoire des trois derniers Empereurs des Turcs. Depuis 1623 jusqu'à 1677*, t. II, 1640-1662, Paris, 1682, 303-307.

⁹ Lucien BELY, *Les relations internationales en Europe*, 160-164.

d'infanterie et dix de cavalerie. Pour recruter ces hommes, trois possibilités leur étaient offertes : l'appel à la noblesse (qui tombait petit à petit en désuétude), la levée de la milice provinciale et la constitution de troupes mercenaires.¹⁰ A cela il faut ajouter la Hongrie royale qui assurait la défense des confins militaires, cependant avec l'aide financière des Pays héréditaires, mais qui demeurait pour le reste plutôt une charge qu'un secours de l'Empereur.¹¹

La constitution du Saint-Empire assurait à l'Empereur une place non négligeable, mais les princes d'Empire, s'ils étaient formellement ses vassaux, se comportaient, dans les faits, comme des princes souverains, même si ne leur était officiellement reconnue que la « *supériorité territoriale* ». Passons maintenant les questions diplomatiques et politiques et examinons brièvement le problème militaire. L'Empire disposait d'une armée fédérale, l'armée des Cercles, mais qui ne pouvait être mobilisée qu'après une décision de la Diète d'Empire, qui siégeait à Ratisbonne. Cette assemblée ouverte solennellement le 20 janvier 1663, appelée Diète perpétuelle (*der immerwährende Reichstag*), fut un congrès de diplomates, une machine lente, qui ne s'engageait qu'après interminables consultations et marchandages. L'Empereur était obligé de traiter directement avec les princes les plus puissants, tels les Electeurs de Saxe, de Bavière et de Brandebourg qui disposaient, eux aussi, de leur propre armée dont ils pouvaient mettre tout ou partie à la disposition de l'Empereur.¹² On comprend mieux dès lors les critiques exprimées dans le texte cité plus haut de la lenteur de la prise des décisions et des difficultés de proposer une action ferme face au danger turc. Et c'est dans cette situation qu'il est encore moins étonnant de voir les troupes ottomanes effectuer une percée rapide sur le territoire Habsbourg et d'avancer sans être vraiment inquiétées, du moins dès le début de leur campagne jusqu'en 1664. Fermons maintenant notre parenthèse et revenons au déroulement des opérations.

Jean Louis Ratuit de Souches se retrouva alors en juillet 1660 en marche à travers la Haute-Hongrie (Slovaquie actuelle) vers Nagyvarád aux confins Sud-Est de la monarchie des Habsbourg. « [...] *pour freiner les incursions ennemies, l'Empereur a ordonné à de Souches de partir avec son corps expéditionnaire en direction de la Hongrie-Supérieure [...]* » relata depuis Vienne l'ambassadeur vénitien Alois Molin.¹³ En même temps, il ne put pas s'empêcher d'ajouter un commentaire sur l'état de la principale armée impériale stationnée en (Basse) Hongrie. D'après lui, « [...] *l'armée dont l'Empereur dispose en ce moment en*

¹⁰ Jean NOUZILLE, « *Les Impériaux aux XVII^e et XVIII^e siècles* », IN : *Révolution militaire en Europe (XV^e – XVIII^e siècles). Actes du colloque organisé le 4 avril 1997 à Saint-Cyr Coëtquidan*, Jean BERENGER (dir.), Economica et Institut de Stratégie comparée, Paris, 1998, 65-102, ici 73-74.

¹¹ Jean BERENGER, *La Hongrie des Habsbourg*, 35-44.

¹² Au sujet de la Diète permanente par exemple Bertrand AUERBACH, *La France et le Saint-Empire Romain germanique depuis la Paix de Westphalie jusqu'à la révolution française*, Champion, Paris, 1912, notamment 91-102 (pour les années 1660 et la réaction face au péril Turc).

¹³ « *...por freno all'incursioni il [Empereur] far sortire l'espeditone del Susa nell'Ungheria Superiore con un corpo d'Armata...* ». Joseph FIEDLER (éd.), *Die Relationen der Botschafter Venedigs über Deutschland und Österreich in 17. Jahrhundert*, t. II, Wien, 1867 (= *Fontes rerum austriacarum* II/27), 71.

Hongrie n'est peut-être pas la plus nombreuse, mais sûrement la plus forte et la plus puissante [...] » même si, comme il souligne « [...] l'Empereur n'abonde pas en généraux compétents...le Prince Gonzaga est très vieux, le maréchal Andrian Enkevort est atteint de la goutte et demeure complètement immobile [...]. »¹⁴

La campagne en Haute-Hongrie commencée, sur l'ordre venu de Vienne, de Souches fut obligé de se retirer pour éviter à tout prix un conflit que l'arrivée de ses hommes était susceptible de provoquer, moyennant quoi, la place fut prise, le 27 août 1660 par l'ennemi.¹⁵ Dans les années 1660-1664, de Souches commanda ensuite ses troupes, de manière plus ou moins continue, dans des différents coins de la Haute-Hongrie.¹⁶ « *L'année 1660, les Turcs rentrèrent en guerre contre le prince Rakoczi [...] mais ledit prince mourut bientôt ; Monsieur le général [de Souches] avec son armée fut envoyé en Haute-Hongrie afin d'assurer la reprise et la sécurité des places telles que Tokaj, Kálló et Szatmár [...].* »¹⁷

Il ne prit pas cette mission à la légère et essaya de mettre toutes les chances de son côté. Ainsi, il pensa même à l'organisation et à la discipline de ses hommes, sachant pertinemment que c'était-là la clé de la réussite face à l'ennemi

¹⁴ « *...l'Armata, che di presente tiene l'Imperator nell'Ungheria, se non è la più numerosa, è certo la più forte, e potente...de capi da guerra non abbonda l'Imperatore...il Principe Gonzaga è vecchio soldato...il Marescial Echenfurt reso dalla podagra totalmente immobile...* ». Ibidem, 93-94.

¹⁵ Vojtech KOPČAN, *Turecké nebezpečenstvo a Slovensko*, Bratislava, 1986, 130.

¹⁶ Les rapports des opérations adressés aux différents destinataires se trouvent à MZA Brno, G 155, RA Ugartů, N° 604-673, carton 32. N° 674-690, carton 33. Ibidem, G 140, RA Dietrichštejnů, carton 206, N° 604. N° 664. Voir aussi *Biographie manuscrite du maréchal Louis Raduit de Souches*, MZA Brno, G 140, RA Dietrichštejnů, N° 343, cote 182, carton 123, folio 6-12. Voir également Peter BROUCEK, « *Biographie des Louis Raduit de Souches* », IN : Jan SKUTIL (éd.), *Morava a Brno na sklonku třicetileté války* (= La Moravie et Brno à la fin de la guerre de trente ans), Prague-Brno, 1995, 62-69, ici 66. De manière synthétique Richard PRAŽÁK (sous la réd. de), *Dějiny Maďarska*, Brno, 1993, 96-97; László KONTLER, *Dějiny Maďarska*, Prague, 2002, 157-160; *Dějiny Slovenska* (ouvrage collectif), t. II, 1526-1848, Bratislava, 1987, 165-174; Elena MANNOVA (réd.), *Krátke dejiny Slovenska*, Bratislava, 2003, chapitre IV. Ivana ČORNEJOVÁ - Jiří KAŠE - Jiří MIKULEC - Vít VLNAS, *Velké dějiny země Koruny české*, t. VIII, 1618-1683, Praha-Litomyšl, 2008, 201-206. Une étude historiographique de la question fut présentée par Milan ŠMERDA, « *České země, Uhry a Osmané v letech 1618-1671* », *Časopis Matice moravské*, 110, 1991, 37-56, ici notamment 37-42. Le sujet de la guerre contre les Turcs au cours des années 60 du XVII^e siècle représente un thème qui n'attire pas en général un grand intérêt des historiens, à l'exception, bien évidemment des historiens slovaques et hongrois. Ainsi, parmi des ouvrages publiés en Slovaquie, nous pouvons citer quelques titres remarquables, tels que Jozef BLAŠKOVIČ, « *K dejinám tureckej okupácie na Slovensku* », *Historické štúdie*, VIII, 1962, 95-116; du même auteur, « *Some notes on the history of the Turkish occupation of Slovakia* », *Orientalia Pragensia*, 1, 1960 (= *Acta Universitatis Carolinae, Philosophica*, 1), 41-57; Pavol HORVÁTH - Vojtech KOPČAN, *Turci na Slovensku*, Bratislava, 1971, 148-162. Pavol HORVÁTH (éd.), *Rabovali Turci... Výber z kronik a listov zo 16. a 17. storočia*, Bratislava, 1972, 62-149. Vojtech KOPČAN, « *Osmanské naračné pramene k dejinám Slovenska* », *Historický časopis*, 13, 1965, 113-121. Du même auteur, *Turecké nebezpečenstvo a Slovensko*, Bratislava, 1986, 129-151. Vojtech KOPČAN - Klára KRAJČOVIČOVÁ, *Slovensko v tieni palmsiaca*, Martin, 1983, 85-96. A comparer avec les rapports du Commissaire militaire morave Johann (Jean) Rottal adressés au Conseil de guerre (Hofkriegsrat) à Vienne déposés à MZA Brno, G 361, RA Vrbnů, N° 34, cote I/4/5-1, carton 5.

¹⁷ *Biographie manuscrite du maréchal Louis Raduit de Souches*, MZA Brno, G 140, RA Dietrichštejnů, N° 343, cote 182, carton 123, folio 6.

redoutable. Cette perspective en vue, il alla jusqu'à la rédaction, le 22 juin 1660, d'un nouveau règlement établissant les bases solides de la vie quotidienne dans les campements militaires. Les dix points de ce texte traitèrent les questions du respect de la hiérarchie, du soin des armes, de l'approvisionnement, de l'hygiène ou bien même de la présence des prostituées sans pour autant, à notre regret, de rentrer dans les détails.¹⁸

Pour comprendre ce qu'étaient ces textes normatifs, il nous faut avancer un peu dans le temps pour en retrouver un, un peu plus durable. Car même si de tels règlements furent assez courants, ils changeaient en fonction de l'évolution d'une armée et de la mentalité de ses membres. Il fallut donc attendre jusqu'en 1682 où l'Empereur Léopold I^{er} en personne promulgua, en accord avec la Diète de Ratisbonne, un nouveau règlement militaire (*Artikelbrief*) qui devint la base de la discipline générale des troupes impériales. Comprenant 96 articles, ces derniers seront valables dans l'Empire et dans les pays héréditaires jusqu'au 1768.¹⁹ Pour se faire une idée sur l'éventail de problèmes de discipline dans l'armée impériale, en voici quelques articles. Désormais, le vol, les violences de tout genre, l'incendie devaient être sévèrement réprimés, les relations avec les populations civiles des pays traversés ou occupés devaient être améliorées. L'attitude des militaires à l'égard de la religion fut également bien précisée. Le blasphème, par exemple, ou la magie seraient punis de mort. Les églises, les cloîtres, les ermitages, les hôpitaux et les écoles devaient être épargnés sous peine de mort. Le meurtre serait puni de pendaison et le duel fut interdit. Le vol avec meurtre serait puni par l'écartèlement. Trois vols consécutifs entraîneraient la pendaison. Le fait de dérober de l'argent aux ecclésiastiques, aux femmes enceintes, aux jeunes filles, aux meuniers, aux aubergistes, aux forgerons et aux bergers serait sanctionné par la peine de mort. Les incendiaires devaient être brûlés vifs. Dans les quartiers d'hiver, les soldats devaient se conduire honnêtement avec ses hôtes. Le libertinage fut interdit et celui qui briserait un mariage par sa faute devrait être puni par la pendaison. Les maîtresses, les concubines et les prostituées ne devaient pas être tolérées ni pour un officier, ni pour un simple soldat. Enfin, nul ne devrait quitter sans autorisation son unité sous peine de mort. Autant de sujets à régler afin d'inculquer une discipline ferme aux troupes et d'en forger une armée « *digne* » de l'Empereur et capable de faire efficacement face à l'ennemi, notamment à l'ennemi « *héréditaire* » de la Chrétienté, les Turcs.²⁰ Et nous

¹⁸ MZA Brno, G 155, RA Ugartů, carton 32, N° 604, 2 folios.

¹⁹ Eugen von FRAUENHOLZ, *Das Heerwesen in der Zeit des Absolutismus*, t. IV, Munich, 1940, annexe III, 399. Le texte fut en partie interprété par Jean NOUZILLE, « *Les Impériaux aux XVII^e et XVIII^e siècles* », 79.

²⁰ Sur les rapports entre l'Empire Ottoman et la monarchie des Habsbourg voir le plus récemment un ouvrage collectif de Marlene KURZ – Martin SCHEUTZ – Karl VOCELKA – Thomas WINKELBAUER, *Das Osmanische Reich und die Habsburgermonarchie. Akten des internationalen Kongresses zum 150-jährigen Bestehen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung Wien, 22.-25. september 2004*, Wien – München, 2005. A comparer à Josef POLISENSKÝ, « *Turecká otázka v evropské politice v 16. – 17. století* », IN : *Osmanská moc ve střední a jihovýchodní Evropě v 16. – 17. století*, II, Praha, 1977, 266-

pouvons facilement supposer que la situation en 1682 n'était guère différente de celle des années 1660.

Dès l'été 1663, l'avancée turque semblait irrésistible. Le 6 août, le commandant de la forteresse de Neuhäusl (Ersékújvar, Nové Zámky en Slovaquie actuelle) Adam Forgacz fut battu par les Turcs à Parkan (Štúrovo).²¹ La place-même de Neuhäusl capitula à son tour le 25 septembre. Au mois d'octobre, ce fut le tour de Nyitra (Nitra, capitulation le 13 octobre), suivie par Léva (Levice, capitulation le 2 novembre) pour en finir le 5 novembre par la capitulation de Novograd (Novohrad).²²

Ce fut notamment la chute de Neuhäusl qui affaiblit sensiblement le système de défense « *anti-ottoman* » de la Monarchie. En effet, la place couvrait Presbourg ce qui rendit Vienne très vulnérable. Comprise depuis 1556 comme un des éléments stratégiques dans la conception de la protection de la capitale, la forteresse de Neuhäusl fut construite dans les années 1573-1580 pour être élargie et modernisée dans le siècle suivant. Il s'agissait en réalité de l'ensemble de deux citadelles (une, plus ancienne, datant de la première moitié du XVI^e siècle, l'autre, nouvellement construite) disposées sur les rives de Nitra, un des confluent de Danube. L'enceinte de dix mètres de haut et de dix-huit mètres de large dotée de six bastions et entourée de douves de trente cinq mètres de large et de cinq mètres de profondeur, faisait de la localité un composant clé du dispositif conçu pour arrêter l'expansion ottomane vers l'Ouest. La proximité de Danube navigable permettant d'atteindre le cœur de la Monarchie des Habsbourg augmentait encore l'importance de ce lieu.²³

Après cette vague de succès, les Turcs continuèrent à poursuivre leur poussée vers l'Ouest et s'étant débarrassé des garnisons impériales stationnées dans les places mentionnées, plus rien ne les empêchait d'avancer encore plus sur le territoire Habsbourg. Ainsi, ils se retrouvèrent dans les années 1663-1664 à plusieurs reprises en Moravie en pillant et dévastant les environs des villes de Mikulov et de Brno, en remontant au Nord jusqu'à la ville d'Olomouc. De leurs raids, ils amenèrent du butin considérable mais aussi des centaines de prisonniers moraves utilisés ensuite comme la main-d'œuvre lors des réparations des places détruites par les Impériaux.²⁴ De temps en temps, les habitants du pays réussirent à capturer à leur tour les « *espions* » turcs. En les soumettant à la torture, les autorités tâchaient d'en savoir plus sur les desseins de l'armée ennemie.²⁵

286. Kenneth M. SETTON, *Venice, Austria and the Turks in the Seventeenth Century*, Philadelphia, 1991, notamment 389-425.

²¹ Alfred Francis PRIBRAM – Moriz LANDWEHR VON PRAGENAU (éd.), *Privatbriefe Kaiser Leopold I. an den Graffen F.E. Pötting, 1662-1673*, tome I, *November 1662 bis Dezember 1668*, (=Fontes Rerum Austriacarum, tome LVI), Wien, 1903, 21, lettre N° 12, Vienne, 22 août 1663.

²² Vojtech KOPČAN – Klára KRAJČOVIČOVÁ, 180.

²³ Vojtech KOPČAN – Klára KRAJČOVIČOVÁ, 155-160 (avec une bibliographie abondante).

²⁴ Jiří PROCHÁZKA, « *Válka s Turky 1663-1664 a osmanští „špehaři“ na Moravě* », *Jižní Morava*, 32, tome 35, 1996, 95-102.

²⁵ Bohumil FIŠER (éd.), *Paměti hradištské, Valašské Meziříčí*, 1920, 55, 71-78.

Face à la présence des Turcs en Moravie, l'Empereur nomma de Souches, le 25 mai 1663, commandant de la Moravie.²⁶ Malgré sa bonne volonté, il ne réussit pas à arrêter les incursions ennemies même s'il ne s'agissait que de quelques petites unités dispersées. Il faut cependant ajouter en sa faveur qu'il ne disposait que de forces limitées, le gros de l'armée impériale se trouvant sur la rive droite de Danube, occupé par la défense des accès à Vienne. Certains dysfonctionnements furent également expliqués par son âge. Il atteignit 55 ans et selon les témoignages de l'époque, il commença à être intolérant, irascible, chroniquement ambitieux et impulsif.²⁷ Peut-être voulait-il attirer l'attention des autorités militaires centrales sur sa personne et montrer à quel point ses capacités de commandement avaient été ignorées par ces dernières en lui confiant des postes secondaires au lieu de l'envoyer au cœur des événements, c'est à dire en Hongrie.

En attendant les jours meilleurs tant espérés, il se chargea de la modernisation des fortifications de quelques villes moraves, notamment de Brno et Olomouc. Le système de défense de la ville de Brno se trouva, après le siège suédois de 1645, dans un état critique et il fallut plusieurs années pour y remédier. Quant à la ville d'Olomouc, la situation fut similaire et de Souches dont la tâche de commandant du pays l'obligeait, entre autre, à veiller sur l'état des places dans la région, suivait de près l'avancement des travaux. « [...] *J'ai bien reçu la lettre de Votre Majesté du premier de ce mois - à mon arrivée de Mikulov [en Moravie du Sud] et vu son contenu décrivant l'avancement de travaux de fortification, j'ai accepté avec plaisir d'avoir appris que le cours d'eau devant la porte de la ville ainsi que l'angle de bastion précédant ladite porte furent mis dans un bon état [...] Je partage votre opinion sur le choix de l'endroit pour commencer les travaux [...]* » écrivit-il, le 6 juillet 1663 de Brno au commandant de la citadelle d'Olomouc Mathias Rentz.²⁸

Quelques semaines plus tard, dans une autre lettre adressée au même Mathias Rentz et rédigée au moment du siège turc devant Neuhaüsl, il précise ses exigences par rapport aux travaux entrepris et relate que par l'intermédiaire des espions turcs arrêtés par les Impériaux, il essaya d'en savoir plus sur les desseins de la principale armée ottomane. « [...] *J'ai bien reçu la lettre du 20 de ce mois dans laquelle vous informiez sur les étangs autour de la ville. Maintenant [...] je veux que ces étangs qui furent à moitié vidés soient de nouveau fermés ; nous avons d'ailleurs choisi les étangs que nous devons, en cas de nécessité, ouvrir et laisser toute l'eau de couler. Monsieur le commandant Kleindienst est venu ici [à Brno] avec sa cavalerie et me dit que depuis l'arsenal impérial, une quantité de munition fut distribuée pour la ville d'Olomouc. Cela ne fut pas fait en vain. [...] Auparavant, j'ai réussi d'obtenir les aveux des espions turcs [...].* »²⁹

²⁶ Pavel BALCAREK, *Brno versus Olomouc. Pod Špilberkem proti Švédům* (=Brno contre Olomouc. Sous Spilberk contre les Suédois), Brno, 1993, 89.

²⁷ Ibidem, 87.

²⁸ Edité par Jiří PROCHÁZKA, «*Brno a Olomouc po třicetileté válce*», Olomoucký archivní sborník, 2, 2004, 114-120, ici 117-118.

²⁹ Ibidem, 118-119, lettre de Brno à Olomouc, du 22 septembre 1663. Ces lettres ainsi que d'autres

L'inquiétude par la situation catastrophique en Moravie gagna également, bien évidemment, la Cour viennoise. Ce fut dans la correspondance avec le comte François Eusebius de Pötting, résident autrichien en Espagne,³⁰ que l'Empereur Léopold I^{er} la laissa ressentir. « [...] *Notre affaire en Hongrie ne va pas bien ce qui me trouble de plus en plus et me laisse tout confus [...].* »³¹ Et il ajouta, quelques jours plus tard « [...] *Auparavant, je vous ai fait comprendre comment se portait notre res turcicae ; En Moravie, les Turcs provoquèrent de gros dégâts ; néanmoins, j'espère que tout ira mieux [...].* »³²

Il fallait réagir vite afin de préserver l'Autriche de l'invasion qui semblait inévitable par les forces ottomanes. Or, du point de vue militaire, le gouvernement de Vienne ne fut pas prêt à la guerre. Les troupes impériales comptaient au début de l'année 1663 environ 28.000 hommes, dont la plupart furent employés dans les forteresses de la frontière militaire (Militärgrenze)³³ ou dans les pays héréditaires. Les troupes mobilisables contre les Turcs furent réduites à environ 6.000 hommes. A cela s'ajoutèrent encore les troupes hongroises nouvellement levées dont la valeur militaire restait inférieure à celle de l'armée ottomane. Avec des effectifs de 80.000 à 100.000 hommes, l'armée turque affichait une supériorité numérique écrasante.

Le comte Raimondo Montecuccoli, nommé à la tête des Impériaux, décrit la situation militaire de 1663 sous les couleurs les plus sombres. « *Les choses étoient en cet état, quand on eut avis sur la fin d'avril que les Turcs se mettoient en campagne avec 100 000 hommes, commandés par le Grand Vizir. Tout le monde étoit d'accord sur ce nombre, Monsieur Reiniger Résident de l'Empereur à la Porte, le mandoit, les prisonniers, les espions, les correspondants, les transfugés, tous disoient la même chose : l'armée de l'Empereur au contraire étoit toute dispersée, il y en avoit quelques Régiments en Transylvanie, d'autres dans la Haute-Hongrie, quelques-uns en garnison dans la Basse, et d'autres en Stirie. Ainsi le Corps qui devoit se mettre en campagne pour s'opposer au Turc, n'étoit pas de 6 000 hommes, Infanterie et Cavalerie , et ce nombre demeura à peu près dans ces termes pendant toute la campagne, parce que s'il venoit des recrues, ou des secours de l'Empire, à peine suffisoient-ils pour remplacer les morts et les malades,*

concernant les travaux sur la forteresse d'Olomouc se trouvent à Státní okresní archiv Olomouc (=archives du district d'Olomouc), Archiv města Olomouce (=archives de la ville d'Olomouc). Zlomky registratur, cote 9/III, N° 327, carton 11 ; ibidem, cote 11b/V, N° 432, carton 15 ; ibidem, N° 4377, carton 160.

³⁰ Sur cette personnalité de la cour de Léopold I^{er} voir Miguel Nieto NUÑO (éd.), *Diario del conde de Pötting, embajador del Sacro Imperio en Madrid (1664-1674)*, I-II, Madrid, 1990.

³¹ Alfred Francis PRIBRAM – Moriz LANDWEHR VON PRAGENAU (éd.), 22, lettre n° 13, Vienne, 5 septembre 1663.

³² Ibidem, 23, lettre n° 14, Vienne, 19 septembre 1663.

³³ J. AMSTADT, *Die k. k. Militärgrenze 1522 – 1881*, tomes I-II, Würzburg, 1969. Gunther E. ROTHENBERG, *Die österreichische Militärgrenze in Kroatien. 1522 bis 1881*, Wien – München, 1970. Jean NOUZILLE, « *Les confins militaires autrichiens aux XVII^e et XVIII^e siècles* », IN : *Le soldat, la stratégie, la mort. Mélanges Corvisier*, Jean BERENGER (éd.), Economica, Paris, 1989, 199-206. Jean NOUZILLE, *Histoire de frontières*, Paris, 1991.

*ou pour garnir les Places les plus exposées. »*³⁴

Si l'état de l'armée impériale suscitait l'inquiétude, celui de certaines places offrait, lui aussi, une triste image, notamment quant à la chaîne de places le long de la frontière austro-turque. Ces forteresses manquaient de canons, de mortiers, de poudre et de munitions et se trouvaient souvent en mauvais état. Cela pour une simple raison : le manque d'argent. La situation devint inquiétante à tel point qu'en 1660 déjà, elle suscita les doléances de la Diète hongroise. A Szécsen par exemple, en Haute-Hongrie, l'enceinte fut en ruine et avait besoin de réparations. La forteresse de Neuhäusl (Nové Zámky) dans la même région demeurait, quant à elle, inachevée.³⁵

Quelques années plus tard, une lettre inédite envoyée de Neuhäusl par baron de Soye, colonel d'un régiment d'infanterie, à Ferdinand Harrach, témoigne plus que suffisamment de l'état piteux de certaines citadelles. « [...] *Au reste, mon devoir m'oblige de représenter à V. EX. le misérable estat dans le quel j'ay trouvé ces villes Montagnes après avoir pris le commendement d'icelles et ayant les visité toutes, aussi bien les places frontières aux environs, je scauray pas expliquer combien ils sont en desordre, et outre que les fortifications, à cause de n'avoir jamais eu aucune reparation de ce que le temps a détruit, sont par terre, et la plus part de l'artiglerie hors d'estat de servir, il y a dans aucune place la moindre provision, de poudre, mesche, plombe, ni bales de canons, entre autres, dans la ville de Carpen [Korpona], frontière contre les Turcs, il n'y a pas autant de rempar[t] ni banquet sur les murailles pour mettre des hommes en cas de nécessité et par bonheur j'ay trouvé un seul canon en estat, pour faire allarme au pays, quand on a nouvelles des ennemys, comme il arrive presque tous les jours, particulièrement à présent que je suis obligé d'estre aux armes tous les moments pour le bruit qui courre, et qui me vient confirmé de tous costés que depuis peux les Turcs font joindre leurs guarnisons d'Erlau [?], Setschin [Szécsény] et d'autres places avec dessein, comme l'on dit de faire quelque ravage icy dans le Bergstett et puisque entre autres une petite ville nommée Heiligenkreuz [Szent Kereszt] appartient à l'esarsque [?] d'Hongrie est actuellement menacé et en crainte d'estre surprise, j'avois mis ces jours passés cent mosquetaires pour sa défense mais à faute de munition, n'ayant pas eu autant pour se défendre une seule nuit, j'estois obligé de les retirer, pour ne pas les hasarder au mesme temps, de quoy V.EX. pourrat juger la garnison de guerre qu'il y a dans des lieux des quels la conservation est de si haute importance pour l'interesse de sa Majesté [...] ».³⁶ Afin*

³⁴ *Mémoires de Montecuculi, généralissime des Armées, et Grand-Maître de l'Artillerie de l'Empereur avec les Commentaires de Monsieur le Comte Turpin de Crissé, Maréchal des Camps et Armées du Roi, Inspecteur Général de Cavalerie et de Dragons, des Académies Royales des Sciences et Belles lettres de Berlin et de Nancy, Leipzig, 1770, 412-413.*

³⁵ Jean BERENGER, *Léopold I^{er} (1640-1705). Fondateur de la puissance autrichienne*, P.U.F. Paris, 2004, 310.

³⁶ Österreichisches Staatsarchiv Wien (désormais ÖStA), Allgemeines Verwaltungsarchiv (désormais AVA), Familienarchive (désormais FA), Harrach, Familienarchiv, Familie in specie, 301.47, lettre du 13 janvier 1680. A comparer à M. MATUNÁK, *Život a boje na Slovensko-tureckom pohraničí*, Bratislava,

de faire efficacement face à la poussée de l'armée ottomane, la Cour de Vienne se vit alors obligée de mobiliser tous les moyens disponibles.

Pour la nouvelle campagne de 1664, les Habsbourg s'efforcèrent de réunir une armée considérable : 21 régiments d'infanterie comprenant 36.000 fantassins et 19 régiments de cavalerie avec 15.000 hommes résultèrent des augmentations qui mirent à la disposition de l'armée impériale quelques 51.000 soldats. A cela s'ajoutèrent les troupes hongroises, levées par les grands seigneurs mais entretenues en partie aux frais du roi de Hongrie, c'est à dire de l'Empereur Léopold I^{er}. Les princes de l'Empire, eux-aussi, envoyèrent leurs troupes comptant environ 15.000 hommes. Les Electeurs de Brandebourg, de Bavière et de Saxe participèrent à leur tour, avec quelque 4.000 soldats. La Ligue du Rhin, quant à elle, proposa un corps d'armée fort de 7.000 recrues sous le commandement du comte de Hohenlohe. Et il ne faut pas oublier le corps expéditionnaire de Louis XIV de 6.000 hommes menés par le comte de Coligny.³⁷ Au total, l'armée chrétienne représenta environ 90.000 hommes ce qui fut, à l'échelle des armées de l'époque, qui dépassaient rarement les 20.000 soldats, une force extraordinaire.³⁸

La réunion d'une si grande armée présenta cependant des problèmes considérables d'organisation, ne serait-ce que pour assurer les déplacements, le ravitaillement et l'équipement. Commander une telle armée composée de différentes nationalités présentait également de nombreuses difficultés. Il fallut tout d'abord résoudre la question de la communication. Parmi les soldats se trouvèrent les Tchèques, Allemands, Wallons, Italiens. Jean Louis Ratuit de Souches fut Français, le commandant en chef de l'armée impériale, Montecuccoli, descendait d'une famille italienne...

Malgré les difficultés évoquées, les Impériaux réussirent à faire face à l'ennemi redoutable. Il est inutile de décrire ici toutes les opérations de l'armée principale commandée par Montecuccoli, d'autres le firent avant nous.³⁹ Nous allons nous consacrer plutôt aux exploits de Jean Louis Ratuit de Souches qui commandait parallèlement un corps de l'armée auxiliaire en Haute-Hongrie.

A la fin de mars 1664, de Souches, fort de 8.500 hommes de renforts, arriva devant la ville de Bojnice et entreprit ensuite une marche le long de la rivière Nitra. L'armée hongroise sous le commandement des lieutenants Koháry et Beresényi passa devant la ville du même nom (Nitra) et se mit à bloquer les accès vers Neuhäusl. Le 17 avril, de Souches avec 16.000 hommes commença le siège de

1983. L. BENCREDY, «*Životné pomery vojakov pohraničných pevností v 17. storočí*», *Historické štúdie*, 10, 1965, 94-106.

³⁷ Ces troupes n'agissent pas sous le pavillon du roi, mais au titre de la Ligue du Rhin car Louis XIV reste officiellement l'allié du sultan. Sur les relations entre la France et l'Empereur voir de manière générale Klaus MALETTKE, *Les relations entre la France et le Saint-Empire au XVII^e siècle*, Honoré Champion, Paris, 2002.

³⁸ Jean NOUZILLE, «*Les Impériaux aux XVII^e et XVIII^e siècles*», IN : Jean BERENGER (sous la dir. de), *La révolution militaire en Europe*, 65-102, ici 71-77 avec la littérature correspondante.

³⁹ Georg SCHREIBER, *Raimondo Montecuccoli. Feldherr, Schriftsteller und Kavalier. Ein Lebensbild aus dem Barock*, Graz-Wien-Köln, 2000, 167-188.

Nitra qui capitula le 3 mai. « [...] *Désormais, mes armées avaient attaqué simultanément les places de Kanizsa et Nitra. En ce qui concerne la dernière, je suis de bon espoir car de Souches se trouve devant. L'autre sera en revanche une très dure noix à casser [...] Que Dieu nous donne sa bénédiction. Si Deus pro nobis, quis contra nos ? P.S. : A ce moment vient d'arriver le messager de de Souches m'informant que Nitra fut prise, avec la Grâce de Dieu, le 3^e de ce mois par les nôtres ; il faut alors espérer que cela fera un bon effet pour la suite* »⁴⁰ écrivit Léopold I^{er} à son confident, comte Pötting à ce sujet. Lors des opérations devant Nitra, de Souches tomba grièvement malade et fut soigné et guéri par le médecin de l'Empereur, dénommé Billot.⁴¹

Six jours plus tard, les Impériaux se trouvèrent devant Levice (Léva, Leuwenz) mais cette fois-ci, l'armée auxiliaire turque, forte de 15.000 hommes, partie à leur rencontre, les fit renoncer à leur plan. Ce fut à ce moment-là que de Souches demanda alors de l'aide à Vienne qui lui promit d'envoyer le général Heister. Jusqu'au milieu du mois mai, en attendant les nouveaux contingents, de Souches affrontait les Turcs dans la vallée de Hron. D'après l'Empereur, l'affaire turque représentait toujours « [...] *vraiment une très grosse et dure noix à casser* ». ⁴² Pour attendre les renforts annoncés, les Impériaux se retirèrent à Szent Kereszt an der Gran (Svätý Kríž nad Váhom) où ils livrèrent, le 16 mai, une bataille victorieuse. « *J'espère néanmoins qu'avec l'aide de Dieu nous allons pouvoir encore une fois montrer nos dents [...] Le comte de Souches eut une heureuse rencontre avec ennemi, durant laquelle il fit face aux 12 000 Turcs et Tatares alors qu'il disposait seulement de quelques 3 000 hommes ; contraint à se battre, il quitta le champs après quelques heures de combat en laissant derrière lui environ 1 000 Turcs morts [...]* » écrivit à cette occasion Léopold I^{er} au comte Pötting.⁴³

Le 9 juin 1664, de Souches réapparut devant Levice qui capitula le 14 du même mois. « [...] *Levice vient d'être délivrée par de Souches et comme l'affaire était très chaude, je ne pris aucun plaisir de vous écrire avant de connaître le résultat* ». ⁴⁴ Suite à l'ordre de Vienne qui craignait l'avancement des Turcs contre l'Autriche, de Souches partit à Hlohovec afin de défendre la ligne dessinée par la rivière de Váh, plus à l'Ouest. Selon les plans stratégiques du Président du Conseil de guerre Wenzel Eusebius de Lobkowitz, de Souches devait même détacher une partie de ses troupes pour les envoyer en Moravie afin d'assurer la défense du pays.⁴⁵ Lors

⁴⁰ Alfred Francis PRIBRAM – Moriz LANDWEHR VON PRAGENAU (éd.), 53, lettre N° 33, Regensburg, 7 mai 1664.

⁴¹ Ferenc TOTH, *Saint-Gotthard 1664 : une bataille européenne*, Panazol, 2007, 115.

⁴² Alfred Francis PRIBRAM – Moriz LANDWEHR VON PRAGENAU (éd.), 56, lettre N° 35, Linz, 30 mai 1664.

⁴³ Ibidem.

⁴⁴ Ibidem, 59, lettre N° 37, Mautern, 24 juin 1664.

⁴⁵ Voir une lettre adressée par Wenzel Eusebius de Lobkowitz, le 2 juillet 1664, à Ferdinand de Dietrichstein où Lobkowitz conseilla d'entretenir une correspondance régulière (« *fleißig correspondiren* ») avec le général Jean Louis Ratuit de Souches. MZA Brno, G 140, RA Dietrichstein, N°1926/66, carton 470, folios 55-56.

de sa marche, il apprit les nouvelles sur la concentration de l'ennemi (de 15.000 à 20.000 hommes) près de Parkan (Štúrovo). Sans trop attendre, il fit demi-tour et traversa la Hron pour s'imposer face à l'ennemi.⁴⁶

La victoire la plus brillante l'attendit le 19 juillet 1664, de nouveau près de Lewenz (Levice). Ce jour-là, de Souches battit l'armée de Sara Hussein qui perdit 6.000 hommes, les bagages, 100 drapeaux et de nombreux canons.⁴⁷ « Monsieur, je n'ai pas le loisir d'écrire à Votre Excellence toutes les particularités de la bataille que nous avons eue avec les Turcs dont par la grâce de Dieu les hommes de Sa Majesté ont obtenu une victoire complète ; nous les [les = les Turcs] avons tellement mis en désespoir après plus de deux heures que l'action a duré qu'ils n'ont pas eu le temps de faire résistance dans le principal camp [...] où ils ont été trouvé bagage ; et dans la poursuite de deux lieux entières ce qui les plus prompts à prendre la fuite avoient envoyé devant de bagage est resté entre nos mains et esté tués tant en la fuite que pendant le combat [...] je vous espère [!] Monsieur que de 25 mille hommes qu'ils estoient ils en reste bien peu en estat de faire [combat] sur de longtemps ce qui obligera le Grand vizir de partager les forces ; Ainsi je scai que Sa Majesté [l'Empereur] se resoudra aussi de m'en envoyer davantage et que Sa Majesté de vera faire plus d'effort pour la subsistence de ce corps que cela n'a fait jusques ici [...] ».⁴⁸ Ce fut avec ces mots que de Souches en personne décrivit le déroulement de la bataille afin d'en tenir informé le comte Ferdinand de Dietrichstein.

Un témoignage précieux nous est parvenu grâce à une lettre que le médecin Billot soignant de Souches devant Nitra envoya à un de ses amis. Témoignage d'autant plus intéressant qu'il s'agit d'un texte rédigé par un civil dont le rapport aux affaires militaires ne fut sûrement pas pareil que chez les soldats : « Le Général, qui avoit harangué ses officiers et ses soldats à se maintenir courageusement, soustint le premier choq sans branler, l'ennemy furieux recommença à les attaquer ; les soldats cachez avancèrent, l'aile droite commandée par M. Heister essuya la décharge des janissaires ; il les rompit après cette descharge, l'aile gauche prit les Tartares, Moldaves, et Turcs, en flanc, et le reste du corps d'armée s'avançant, poussa si heureusement ces barbares, qu'il en est demeuré six à sept mille sur la place. Trois Bassas commandoient cette canaille, un est demeuré entre les morts, l'autre fort blessé, et le troisième avec le reste des fuyards , court encore, ayant laissé vingt pièces de canon, un nombre de chariots innombrables, chargez de toutes sortes de provisions, tous meubles des plus

⁴⁶ La description des opérations de Souches menées en Haute-Hongrie fut établie d'après Vojtech KOPČAN – Klára KRAJČOVIČOVÁ, 94-96. Vojtech KOPČAN, «Der osmanische Krieg gegen die Habsburger (im Hinblick auf die Slowakei)», Asian and African Studies, 2, 1993, 169-189. Georg WAGNER, *Das Türkenjahr 1664: Eine europäische Bewährung*, Eisenstadt, 1964, passim.

⁴⁷ Alfred Francis PRIBRAM – Moriz LANDWEHR VON PRAGENAU (éd.), 60-63, lettre N° 39, Vienne, 23 juillet 1664.

⁴⁸ Le rapport sur la bataille („Schlachtbericht”), rédigé le 20 juillet 1664 en allemand avec les commentaires en français par de Souches-même et adressé à Ferdinand de Dietrichstein. Voir MZA Brno, G 140, RA Dietrichštejnů, carton 206, N° 604.

précieux ; huit à dix mille bœufs, plus de cent standards, des chameaux en grand nombre, beaucoup de beaux et bons chevaux, des armes de toutes sortes, et des plus belles. Nous apprendrons en bref, la suite de cette victoire, ce Généreux chef n'en demeura pas là, d'autant qu'il a gagné avec peu de perte, ne comptant pas plus de cente des siens demeurez sur la place, avec quelques blessez. Il n'y a qu'une personne de considération de tué, qui commandoit seulement trois cens hongrois qui estoient restez entre les Allemands, les autres s'estant retirez peu de jours auparavant ce combat, comme ils font souvent, c'estoit un homme bien-fait que j'ay veu au camp et se nommoit M. Cohari [István Koháry]. A mon arrivée tout le monde m'a félicité de cette heureuse cure et promptement l'on m'attribue l'honneur de cette victoire. »⁴⁹

La nouvelle de la victoire se répandit très vite et fit sensation partout où elle fut diffusée. Ainsi, en Angleterre, le Secrétaire à l'Amirauté Samuel Pepys, nota dans son diaire : « *Le premier août 1664. Suis allé au 'coffee-house' où tout le monde n'en avait que pour la victoire que le général de Souches, Français, soldat de Fortune, commandant une partie de l'armée allemande, avait obtenu contre les Turcs en tuant 4 000 hommes et s'emparant d'un butin extraordinaire. »*⁵⁰

Pour exploiter cette victoire, de Souches embarqua 10.500 hommes sur 4 galères et 40 galiotes pour descendre le fleuve de Hron (Garam) et attaquer Parkan, en face d'Esztergom.⁵¹ Il réussit à détruire un pont de pontons sur le Danube près de Parkan et empêcha ainsi les Turcs de passer le fleuve. « [...] *Le 2 de ce mois [août], de Souches délivra Parkan et détruisit le pont au confluent de Garam et Danube ce qui n'est pas des moindres choses [...]* » écrivit Léopold I^{er} au comte de Pötting.⁵²

Simultanément aux opérations en Haute-Hongrie, l'armée impériale commandée par Montecuccoli, anéantit le 1^{er} août l'armée turque à Saint-Gotthard.⁵³ Il n'est pas de notre intention de donner ici une description détaillée de la bataille car cela ne concerne pas le sujet de notre étude. Rappelons seulement quelques traits essentiels. L'armée chrétienne attaqua à 9 heures du matin et la bataille fit rage jusqu'à 16 heures. Au début des combats, on se demandait si les Alliés tiendraient le choc, car dans la première furie de l'ennemi, 1.000 hommes furent massacrés et quelques officiers prirent la fuite. Montecuccoli cependant demeura impassible. Les Turcs subirent de très grosses

⁴⁹ Cité d'après Ferenc TOTH, 115-116.

⁵⁰ « *August 1st. [1664] To the Coffee-house, and there all the house full of the victory Generall Souches, who is a Frenchman, a soldier of fortune, commanding part of the German army, hath had against the Turke ; killing 4000 men, and taking most extraordinary spoil. »* *Diary and Correspondence of Samuel Pepys, Secretary to the Admiralty in the reigns of Charles II and James II*, Richard Braybrooke (éd.), London, 1854 (5^e édition), vol. II, 154. Traduction P. Klapka.

⁵¹ Jean BERENGER, *La Hongrie des Habsbourg*, 131.

⁵² Alfred Francis PRIBRAM – Moriz LANDWEHR VON PRAGENAU (éd.), 63-65, lettre n° 40, Vienne, 6 août 1664.

⁵³ La toute dernière monographie consacrée à la bataille et aux événements la précédant fut publiée par Ferenc TOTH, op. cit. Elle contient également une bibliographie précieuse mise à jour.

pertes et selon les évaluations scientifiques les plus récentes et probablement les plus précises, ils perdirent 7.000 ou 8.000 hommes ce qui représentait environ 10% de leurs effectifs actifs. Quant aux troupes coalisées, leurs pertes s'élevèrent à 5.000 ou 6.000 hommes. Mais pour les Turcs, les hommes disparus comptèrent doublement puisqu'il s'agit pour la plupart de l'élite de l'armée ottomane, les meilleures troupes de janissaires et de spahis dont la disparition décapita littérairement l'armée du Grand vizir.⁵⁴

Malgré le succès incontestable des armes chrétiennes, auquel contribua également le général Jean Louis Ratuit de Souches grâce à ses manœuvres en Haute-Hongrie, la menace turque était toujours sensible et le gouvernement de Vienne en était bien conscient. Dans cette situation, les Turcs surent transformer un échec militaire en un succès diplomatique éclatant. Léopold I^{er} s'empressa de signer une trêve de 20 ans avec le Grand vizir, à Vasvar le 10 août 1664, et la bataille de Saint-Gotthard, indiscutable victoire de l'armée chrétienne, se solda par une défaite diplomatique. En effet, la paix prévoyait la cession par l'Empereur des places conquises par les Ottomans depuis 1660, dont les positions hautement stratégiques de Nagyvárad et Ersékújvár, et Léopold I^{er} reconnut le protectorat de la Sublime Porte sur la Transylvanie, ce qui suscita un vif mécontentement parmi les magnats du double royaume de Hongrie et Croatie.⁵⁵

⁵⁴ Ibidem, 107. Au sujet des janissaires par exemple Gerhard SCHWEIZER, *Die Janitscharen. Geheime Macht des Türkenreiches*, Salzburg, 1984 (2^e édition).

⁵⁵ Ferenc TOTH, 117-120.

Géza M. Szabeni

Les dilemmes d'antan d'une gauche d'antan...*

Abstract

The signing of the Common Program of the French Socialist Party and the French Communist Party in 1972 was based on the belief of both sides that they can offer alternative and new perspectives to the crises stricken French society. They were wrong. The failure of the Common Program can be attributed to the fact that all along of the period of their common government they competed for a total influence on the French left on the one hand and on the other a new paradoxical phenomenon emerged namely the notion of progress and development were parts of the conservative politics of that time. The revolution in sciences and technologies of the last decades of the XXth century necessitated a concentration and mobilisation of capital never seen before and the Left paralysed by its own ideologies based on social justice and an equal distribution of richness was incapable to assume the consequences i.e. the liquidation of the welfare state. The French Socialist Party by becoming „*the faithful housekeeper*” of capitalism could offer valid solutions and survive meanwhile the French Communist Party locked itself in an ideological fortress and was drifted on the brink of extinction.

Keywords: French Communist Party, French Socialist Party, Common Program, Common Government, Georges Marchais, Francois Mitterrand

La signature du programme commun du Parti communiste français et du Parti socialiste en 1972 prouva que la gauche française – ou plutôt les communistes et les socialistes – se rendit compte que les contradictions de la société française de l'époque pouvaient être dénouées au cas où cette gauche proposait une alternative politique commune. A leurs sens les difficultés accumulées en France offraient des circonstances prometteuses pour une percée politique majeure. Ils ont déduit de cette nouvelle donne que s'ils étaient capables de donner un nouvel élan à leur alliance politique cette percée serait réalisable. Tout laissait supposer qu'en réorganisant leurs rapports ce projet serait couronné de succès.

De la signature du Programme commun à la chute du gouvernement commun les relations des deux partis de la gauche ont créé l'archétype de la (très rare) coopération socialo-communiste en Europe occidentale. L'union de la gauche qui se présentait comme une alternative sociale en France était gravement chargée

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

par le fait que dans la conception des deux partis sur l'union les éléments stratégiques et tactiques se confondaient tout le temps, par conséquent l'union était un manœuvre électoral et une action commune pour les changements sociaux à la fois. Au sein de l'union l'activité du Parti socialiste était caractérisée par un certain parallélisme qui facilitait largement la mise en œuvre des visées socialistes d'absorber une grande partie de l'électorat communiste. À l'instar d'autres membres de l'Internationale socialiste le PS s'est intégré dans les systèmes économiques et politiques du capitalisme moderne, il a aussi certifié que le capitalisme était réformable par l'harmonisation de la démocratie politique et économique. Mais il s'est avéré qu'en refusant les solutions révolutionnaires une partie de ses buts – démocratie économique, le renforcement des libertés, la solidarité sociale etc. – étaient identiques avec ceux des mouvements plus radicaux et ainsi ces buts étaient plus attrayants pour l'électorat de gauche modérée qui refusait le radicalisme communiste. En plus le Parti socialiste était une nouvelle force politique (vu le congrès d'Épinay en 1972) et ainsi il ne faisait part du système et de cette façon il avait une carte blanche. Un pourcentage considérable de ceux qui voulaient un changement politique optaient tout simplement pour „*une critique modérée du capitalisme*” parce que le programme bolchevique révolutionnaire de la transformation sociale était irréalisable en Europe occidentale et cela donnait un avantage considérable au PS vis-à-vis du PCF.

Ce dernier s'est trouvé confronté à un dilemme extrêmement délicat: le devoir de supporter le programme modéré des socialistes est devenu un acte politique obligatoire sinon l'alternative de gauche aurait été torpillé et en même temps le PC se serait mis sur une plateforme identique avec la droite. Cette situation était une véritable voie de garage puisque en dépit des attaques virulentes contre „*les égarements*” réels ou imaginaires du PS, lors des élections les communistes devaient impérativement supporter leurs partenaires socialistes. La donne devenait plus compliquée par le fait que les socialistes - ayant acquis le support des communistes – faisaient des pas vers les forces du centre et ainsi leur programme de gauche s'était dilué d'une façon considérable. Avec la disparition des masses ouvrières de l'industrie lourde mourante la base sociale du Parti communiste s'est graduellement désintégrée et ce phénomène jouait un rôle décisif dans la perte de vitesse de la Place du colonel Fabien. En plus il est devenu clair qu'il n'y avait pas d'alternative révolutionnaire par conséquent la seule politique possible était l'intégration dans de l'ordre social établi et la conquête pacifique des structures politiques de celui-ci. Par la force des circonstances le Parti communiste devait élaborer une stratégie de réformes sociales et il devait alterner sa politique *révolutionnaire* de luttes des classes avec une politique quasi *réformiste*. La nouvelle stratégie communiste qui objectivement convergeait avec la politique socialiste et rendait possible le Programme commun, la politique unitaire et enfin le gouvernement commun a produit une situation paradoxale. Il n'échappait plus à personne que dans les sociétés capitalistes les problèmes accumulés ne pouvaient pas être résolus qu'en tenant compte la logique du capital

et cela supposait l'acceptation des règles du jeu. Le résultat était l'effritement d'une partie de son électorat traditionnel et en plus le PCF se trouvait sous les contraintes de se faire reformer.

En dépit du début de plusieurs vagues de réformes internes la direction du PCF était incapable de se donner un nouveau visage et le paradoxe était devenu insoluble. Le résultat était le déclin du PCF juste au moment où il aurait dû se renforcer après avoir forgé la politique d'union avec les socialistes. Il était un élément décisif dans le processus de marginalisation du PCF que son renouvellement „*extérieur*” n'allait pas en pair avec un renouvellement „*intérieur*”. Ainsi la possibilité d'une restauration bolchevisante était présente indépendamment du fait que le parti était à la recherche d'une modernisation sincère (eurocommunisme, le socialisme aux couleurs de la France, l'abandon de la dictature du prolétariat, etc.) et sous la pression des courants conservateurs le PCF était incapable de devenir un parti de programme axé sur la réforme sociale et non pas sur la révolution sociale. Ce qui était encore plus grave c'est que les rapports hiérarchiques internes, le centralisme démocratique ont rendu impossible le contrôle de la direction par les militants, donc le pouvoir des preneurs de décision est devenu absolu. La modification d'une pratique politique étonnée, le débat sur les programmes alternatifs sont devenus impossibles. L'ajournement de la rupture avec cette situation anachronique aboutissait à ce que le rôle du PCF s'était limité à la protestation stérile contre les abus du capitalisme et à la représentation radicale des intérêts d'une petite minorité. Il en résultait l'isolement et le PCF s'est exclu d'influencer le processus de la transformation de la société française. Il est vrai que dans une certaine mesure les problèmes insurmontables des „*pays du socialisme réel*” ont joué à la défaveur du PCF.

Par contre la stratégie de la politique d'union et du „*rééquilibrage de la gauche*” était une réussite totale pour le Parti socialiste. Il s'est montré capable non seulement de devenir la force motrice incontestée de l'alternative offerte par la gauche mais aussi il a réussi à aligné à ses côtés certains composants du centre. Les succès électoraux socialistes ont prouvé que l'influence du PS s'est renforcée et il n'a pas souffert des difficultés de l'union de la gauche. Grâce à ses courants le PS pouvait se présenter tantôt une force sociale-démocrate devenue un des pôles de l'alternance politique de l'ordre établi tantôt un parti de la gauche qui conteste le pouvoir. Sa capacité d'adaptation a rendu possible pour son gouvernement „*la politique de la rigueur*” c'est-à-dire l'échange brusque de la politique économique keynésienne en une politique économique monétariste-conservatrice. Il est vrai que ses champs de manœuvre n'ont pas été mis en difficulté par des considérations idéologiques étant donné qu'il n'était pas un parti idéologique à l'instar du PCF. „*La stratégie de l'union*” a mené le Parti socialiste jusqu'au sommet du pouvoir tandis que le destin du Parti communiste était l'émiettement de son électorat et sa marginalisation irréversible.

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République a ouvert une période nouvelle dans l'histoire de la gauche française. C'était la première

alternance politique entre la gauche et la droite sous la V^e République. Les élections législatives de juin étaient un triomphe pour les socialistes : pour la première fois de leur histoire, ils ont obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale et devançaient nettement le PCF qui a enregistré un recul certain. Pierre Mauroy a formé son gouvernement auquel participaient quatre ministres communistes. Il est devenu incontestable que désormais le PS portait la responsabilité majeure pour les changements sociaux avec l'assistance du PCF dont la présence s'est considérablement affaiblie. En dépit de sa recule le PCF était content du résultat de l'élection présidentielle et les commentaires du Bureau politique ont souligné l'importance de la défaite de la droite tout d'abord et puis ils ont ajouté que cette victoire était rendue possible par „*la contribution décisive*” du parti communiste (oubliant que le secrétaire général du PCF s'est présenté au premier tour et son score de 15.45% était le plus mauvais depuis 1936).¹ Le PCF s'est déclaré disponible à une participation dans le nouveau gouvernement disant que sans son concours „*le changement*” ne serait pas possible et il s'est montré prêt à entamer des consultations avec les socialistes en vue d'un „*accord gouvernemental*” - dont il ne voulait même pas entendre plus tôt. Le Parti socialiste n'a pas exclu cette éventualité mais il était exprès sur le point que toutes les formations politiques qui contribuaient à la victoire de Mitterrand auraient leur place dans le gouvernement y compris les radicaux de gauche et les gaullistes de gauche et d'autre part qu'il n'avait aucune intention de se lancer dans les négociations sur la composition de son gouvernement sans avoir connu les résultats des élections législatives.² Les changements de la tactique du PCF étaient mis en relief par la session du Comité central le 18 mai 1981 où les ténors du parti ont souligné que le parti était disposé à relancer les négociations avec le PS et à poser des candidats communs lors des élections législatives du mois prochain – en espérant à faire réélire ainsi ses 86 députés issus de la consultation précédente. La prompte déclaration de sa disponibilité à une coopération électorale contribuait à ce que le PCF s'est mis dans une situation de force et par là il a été contraint à céder l'initiative politique au PS. La direction de celui-ci tirait d'avantage de cette situation et il a rendu clair qu'il irait mener les négociations d'une position de force et il a laissé entendre qu'il ne considérait plus le PCF comme un partenaire exclusif mais tout simplement comme un élément parmi les autres de la majorité présidentielle. Le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin refusait la proposition communiste sur la présentation des candidats communs et il a ajouté qu'il ne serait possible qu'un accord sur les désistements réciproques en vertu de la discipline républicaine – mais avec tous les partis de la gauche.

L'intransigeance des socialistes était justifiée par le fait que le premier gouvernement Mauroy – nommé le 21 mai – a pris sans tarder des mesures sociales (suivant les débats intérieurs au cours desquels Jacques Delors insistait sur l'introduction immédiate de la rigueur économique, de la dévaluation du franc et

¹ L'Humanité, le 13 mai 1981.

² Pierre Mauroy, Europe 1., le 11 mai 1981.

de l'ajournement des mesures sociales) qui ont augmenté la confiance dans les socialistes et ont renforcé leur chances électorales. L'augmentation du SMIC de 10% a concerné trois millions de travailleurs et pour alléger la pression du chômage le gouvernement – signalant l'engagement personnel de Mitterrand - a immédiatement libéré 50 milles d'emplois dans le secteur public et il a pris des mesures sur l'imposition des grandes fortunes. Les résultats immédiats n'ont cessé à modifier les rapports de force en faveur des socialistes. Le PCF a déclaré que les intentions réciproques des deux partis sont identiques et elles visent la création d'une „majorité stable et unifiée”.³ Il aurait été une faute grave de ne pas aller dans la direction de la politique de l'union mais en dépit de ce fait l'intention de coopération si promptement déclarée des communistes étaient assez étonnante. Pour cette raison la direction du PCF jugeait utile de prouver la nature cohérente de sa politique et le secrétaire général Georges Marchais a développé les thèses du parti dans un long article. Le PCF ne suit servilement les évènements – écrivait-t-il – et sans lui la victoire de la gauche et la transformation démocratique du pays ne sont pas possibles.⁴ Il a ajouté dans une interview télévisée qu'ils étaient de très importantes convergences entre les programmes socialistes et communistes et qu'il était d'accord avec 100 des 110 propositions du Mitterrand – propositions qu'il jugeait préalablement „opaques”.⁵ Les prises de positions des communistes – concernant surtout la participation dans le gouvernement – était motivé par le fait que personne n'attendait à ce que le Parti socialiste remporterait une victoire écrasante après celle des présidentielles lors des élections législatives. Au cas d'une majorité relative Mitterrand voulait composer avec les forces centristes multicolores et non pas avec les communistes. Les communistes eux aussi attendait cette éventualité et l'insistance sur leur participation au gouvernement socialiste visait déjà le période au cours duquel ne faisant pas partie du gouvernement socialo-centriste ils représenteraient tout seul l'alternative de gauche et ils pourraient déclarer que le PCF était prêt à entrer dans le gouvernement mais ce n'était pas à gauche que les socialistes cherchaient leur alliance. Mais les résultats des élections législatives produisaient une situation inédite.

Lors du premier tour (où les communistes ont présenté 186 candidats) le 14 juin 1981 les communistes ont obtenu les 16,17% des voix contre les 37,51% des socialistes. L'accord conclu entre les deux partis le lendemain n'a pas changé la situation dramatique des candidats communistes. Une semaine plus tard le deuxième tour décisif a largement justifié les tendances indiquées par les élections présidentielles. Des 186 candidats communistes il n'y avait que 43 qui ont réussi à gagné – la moitié des députés communistes de la législature précédente. Et ce qui faisait encore plus mal était que plusieurs membres du Bureau politique ont perdu leurs mandats. Le Parti socialiste avec ses 270 députés avait tout seul la majorité

³ Le Monde, le 6 juin 1981.

⁴ Ibid.

⁵ FR 3, le 11 juin 1981.

absolue à la Chambre des députés. (À propos de l'étendu de la victoire Jacques Delors disait : „*Notre succès est trop grand. Nous allons faire des bêtises.*”).⁶ La gauche socialiste a pratiquement obtenu le plein pouvoir puisque la majorité présidentielle et la majorité parlementaire étaient identiques.

Lors des consultations sur l'entrée des communistes dans le gouvernement le Parti socialiste a imposé des conditions très dures qui signifiaient une soumission totale des communistes et ces derniers les ont acceptées déclarant qu'ils témoigneraient une solidarité absolue avec la politique que les français ont choisi en donnant leur confiance à François Mitterrand. Il était clair que les postes gouvernementaux ne seraient pas possible qu'en cas de cette solidarité parce que rien et personne ne pouvaient forcer les socialistes à un partage – fût-il minimal – de leur pouvoir sauf leur bonne volonté. Par ailleurs le PCF a déclaré que le parti était disposé à accepter la responsabilité qui lui incombait et les convergences dans la politique des deux partis sont suffisantes pour gouverner ensemble et de ce point de vue il n'y avait aucune difficulté.⁷

Les difficultés se trouvaient ailleurs. Le prix de la relance d'une nouvelle politique industrielle suivant la crise de 1974 était la perte de 684 milles emplois et à partir de cette date-là le gouvernement n'a pas diminué ni ses dépenses ni les salaires pour balancer le coût du prix envolé de l'énergie. L'augmentation des taux de dépense de l'industrie était couverte par le taux de profit dans l'industrie et par conséquence entre 1975-1981 le taux net du profit industriel est tombé de 17% à 9,6% tandis que la partie des charges salariales des recettes a augmenté de 6,8% à 7,5% et sa partie imposable de 2,7% à 4,3%. La baisse des profits a entraîné la baisse des investissements. Le volume des investissements privés a baissé de 14% entre 1971-1981. Le gouvernement précédent a consacré ses ressources à l'exportation des armements, des usines à clé et des investissements infrastructureux massifs et il faisait face à la demande des biens de consommation par l'importation - et tout cela a gravement alourdi la tâche du gouvernement socialiste et approfondissait les problèmes structureux. Comme les entreprises qui produisaient sur le marché intérieur ont subi des pertes considérables à la suite de l'offensive d'exportation allemande et nipponne. La demande intérieure faisait augmenter l'importation des produits finis d'une vitesse vertigineuse. Les conséquences indésirables de la politique économique des gouvernements de droite étaient l'inflation et la croissance de la consommation en dépit de la stagnation. La balance commerciale a présenté un trou de 60 milliards de francs.

Le programme économique des socialistes était acceptable pour tous les membres de la coalition gouvernementale. Selon les prévisions la relance économique internationale en 1982 allait assurer de nouveaux marchés pour l'exportation française et par cette relance cette dernière aurait pu absorber le déficit commercial. Le nouveau gouvernement n'a pas choisi la politique de la

⁶ BAUCHARD, P., *La guerre des deux roses: du rêve à la réalité, 1981-1985*. Ed. B. Grasset, Paris, 1986. 34.

⁷ L'Humanité, le 6 juin 1981.

rigueur par des considérations politiques et Mitterrand a déclaré un peu plus tard que dans l'ivresse générale de la victoire lui et son parti a compté avec une rapide croissance économique.⁸

En plein d'accord avec les communistes le gouvernement s'empressait de provoquer une relance économique, de créer de nouveaux emplois et d'accroître la consommation intérieure en augmentant ses propres dépenses. Dans l'hypothèse de la nouvelle majorité cette redistribution des revenus et des emplois aurait dû provoquer un „boom” de consommation qui de sa part – en une réaction de chaîne – aurait abouti à une hausse de la production industrielle. Au début ce „keynésianisme redistributif” avait des résultats sociaux considérables. Les allocations familiales ont été augmenté de 81% après deux enfants et de 44% après trois enfants, la subvention au logement des ménages à modeste revenu a été augmenté de 44%, la sécurité sociale a été étendu aux chômeurs et aux travailleurs en temps partiel. Le gouvernement a augmenté les retraites de vieillesse et le salaire minimum. Pour diminuer le nombre des chômeurs il a introduit des mesures importantes. Il a réduit la durée du travail hebdomadaire de 40 heures à 39, il a introduit une cinquième semaine de congé payé. L'aile gauche du PS et le PCF ont protesté contre la possibilité d'une baisse des salaires dû à la réduction de la durée du travail hebdomadaire tandis que l'aile droite du PS a développé des arguments „pour”. Le président Mitterrand a résout le problème en l'envoyant au niveau des entreprises où on a voté contre la baisse des salaires. La conséquence immédiate en était l'affaiblissement de la capacité de création d'emploi des petits et moyens entreprises.

Une autre mesure de poids était le lancement „des contrats de solidarité” au mois de janvier 1982. En vertu de ceux-ci les travailleurs pouvaient prendre leur retraite à l'âge de 55-60 ans avec les 70% de leur salaire. Dans le cas où l'entreprise a embauché de jeunes salariés pour remplacer ceux qui partaient à la retraite le gouvernement couvrait les coûts de cette opération. À la suite de cette mesure 100 milles emplois se sont ouverts cette année.⁹ Au mois de mars le gouvernement a introduit d'autres avantages. N'importe qui pouvait prendre sa retraite à l'âge de 60 ans à condition d'avoir cotisé pendant 37,5 ans à la Sécurité sociale avec une retraite qui se situait entre les 80% du SMIC et les 50% du salaire d'un cadre moyen d'entreprise. Ainsi le gouvernement a libéré 200 milles emplois à la charge du budget.

Ces mesures avaient un succès immense. La situation matérielle des catégories sociales les plus désavantagées s'améliorait d'une façon spectaculaire. La plupart des travailleurs pouvait prendre leur retraite plutôt sans une perte financière et passer plus de temps en vacances. Le gouvernement – en dépit de la masse des travailleurs immigrés – a donné un coup de freine à l'augmentation du chômage. En 1982 le taux de chômage était 4% en France, 29% en RFA et 22% aux USA.

⁸ Témoignage Chrétien, 11-17 juillet 1983.

⁹ Le Monde, janvier 1983. Bilan économique et social 1982

Aucun des gouvernements ne se trouvaient pas dans la possibilité de présenter un tel résultat, mais les coûts de cette politique sociale étaient extrêmement élevés. La compétitivité de l'industrie française a baissé puisque l'augmentation de la masse salariale et des charges sociales ont abouti à une perte de 34 milliards de francs.¹⁰ Les dépenses publiques ont augmenté de 11,4% en 1981-1982 et le déficit budgétaire a monté à 3% du GDP contre 0,4% des années précédentes. Un problème supplémentaire s'est produit par le fait que les salaires augmentaient deux fois plus vite que le volume de la production et c'était l'augmentation de l'importation qui a épongé la différence. En 1982 l'importation des voitures a augmenté de 40%, celle de l'électroménager de 27% et celle des autres biens de consommation de 20% par rapport à l'année précédente. Cette avalanche de l'importation a fait gonfler le déficit du commerce extérieur à 93 milliards de franc en 1982 contre le déficit de 56 milliards enregistré en 1981. Ce qui s'est produit n'était d'autre que le gouvernement voulait donner un coup d'accélérateur à l'économie française liée à l'économie du Marché commun au moment où ses partenaires les plus importants ont donné un coup de frein à leur économie suivant les formules de la politique monétaire libérale. De cette manière l'économie française sensiblement liée à l'importation est entrée dans une phase asynchronisée avec ses partenaires les plus importants. Une conséquence immédiate était une série de difficultés dans la balance des paiements à la suite de laquelle le franc subissait des attaques sauvages sur les marchés internationaux monétaires et tout cela était rendu plus dramatique par le retard de la reprise économique internationale.

Pour éliminer les troubles survenues dans l'économie le gouvernement optait pour la rigueur économique mettant ainsi une fin au keynesianisme redistributif précédant. La première question à résoudre était la mise au point de la parité franc-deutschmark puisque la plus grande partie de l'exportation française était absorbée par la RFA et les prix des produits français ont augmenté deux fois plus vite que ceux de la concurrence allemande. Par conséquent le gouvernement a trois fois dévalué le franc contre le deutschmark (le 4 octobre 1981, le 12 juin 1982, le 21 mars 1983). En principe cette mesure aurait pu être bénéfique mais cet espoir était détruit par le fait que l'importation française se réalisait en dollar et le cours de ce dernier a dramatiquement changé. En 1980 le dollar cotait 4.20, en avril 1981 5.35 et en 1984 le cours du dollar a atteint les 8.60 francs. Mitterrand essayait convaincre le président Reagan à faire baisser le taux de l'intérêt du dollar, mais les américains ont refusé cette demande parce que c'était ce taux élevé qui assurait le flux aux USA la masse du capital libre qui se trouvait sur les marchés internationaux. Le cours élevé du dollar combiné avec d'autres difficultés a produit une situation extrêmement compliquée. La croissance économique n'était que 1%, le chômage et l'inflation ont monté, le déficit budgétaire était en hausse de 36 milliards. En 1982 à la suite de la perte des cours l'importation française a produit un déficit commercial de 57 milliards de franc.¹¹

¹⁰ Ibid., le 2 avril 1983.

¹¹ Ibid., le 24 mars 1983.

Le 13 juin 1982 le gouvernement a introduit une politique de rigueur économique dont le but était de faire baisser le déficit aux 3% du GDP d'une part et d'autre part de faire améliorer la situation financière des entreprises. Les dépenses publiques prévues pour 1982 étaient réduites de 20 milliards de francs et les salaires – sauf le SMIC – étaient gelés jusqu'au mois d'octobre et le gouvernement a gelé aussi les charges sociales des entreprises. Il a réduit de 10% les taxes professionnelles et une partie de leur contribution aux allocations familiales était déplacée aux employés et enfin l'industrie de machine-outils était exemptée de la TVA pour une période de trois ans.¹² Cette modification de la politique économique a laissé voir que le Mitterrand modifiait ses priorités. D'abord il voulait redistribuer les revenus en faveur des couches sociales les plus désavantagées sans prendre en considération que les coûts de son action doivent être couverts par les branches productives. La première vague de la rigueur lancée le 13 juin 1982 faisait entendre que le gouvernement a compris qu'il devait soulager les charges des branches susdites pour tenir debout l'économie nationale et il était convaincu que de faire couvrir une part des coûts par les employés et les consommateurs était la bonne solution.

Puisque l'effet de ses mesures n'a pas apporté les résultats escomptés et le déficit commercial n'a pas cessé d'augmenter, le 23 mars 1983 les socialistes ont introduit d'autres mesures pour rééquilibrer la balance budgétaire. Le gouvernement a augmenté les impôts de 40 milliards de francs et il a diminué ses propres dépenses de 24 milliards. 15 millions des 22 millions de contribuable devaient payer 1% de ses revenus sous la forme d'une nouvelle taxe et 8 millions de contribuable devaient mettre à la disposition du gouvernement 10% de leur impôt comme un prêt obligatoire remboursable en trois ans. Le prix des produits des entreprises publiques était augmenté de 8% ainsi que les prix du tabac, des boissons alcoolisées et des carburants. Le gouvernement a fixé une limite de 8% pour l'augmentation des salaires et des prix pour un période indéterminé. Les touristes français ne devaient pas prendre avec eux plus de 2 milles francs et cette mesure a porté un coup assez sévère à la popularité du gouvernement étant donné que les français ont dépensé plus de 30 milliards de francs lors de leurs voyages l'année précédente.¹³ Les mesures prises par le gouvernement ont provoqué des manifestations antigouvernementales et la popularité de Mitterrand a dramatiquement baissé. Le Parti socialiste était déçu dans ses espérances liées au keynésianisme redistributif - malgré le retard de l'essor de l'économie internationale et malgré le cours de dollar toujours montant - et ses espoirs de mettre l'économie française sur la piste d'une croissance se sont évaporés. Le premier ministre Mauroy en a tiré la conclusion amère en disant qu'une véritable politique de gauche n'est pas réalisable en France que dans le cas où tous les pays de l'Europe suivraient le même chemin.¹⁴

¹² L'Express, le 20 juin 1982.

¹³ Le Monde, le 26-27 mars 1983.

¹⁴ L'Express, le 30 mai 1983.

L'aile gauche du Parti socialiste – le CERES – avait d'autres idées. Les représentants de ce courant pensaient qu'il fallait que la France quittât le système monétaire européen et la relance économique pourrait être réalisée par les mesures protectionnistes et par la restriction de l'importation en s'appuyant sur l'indépendance monétaire et le développement du marché intérieur.¹⁵ Mais la direction du parti a refusé cette option puisque la sortie du „*serpent monétaire*” aurait gravement compromis les intentions de „*bâtir l'Europe*” de Mitterrand et elle n'aurait pas donné une solution valable pour les difficultés des paiements et le déficit budgétaire. Le PS a choisi de continuer à restreindre la consommation et à alléger les taxes professionnelles des entreprises. De plus il a décidé de faire transférer les fonds libérés par l'amputation des dépenses sociales et militaires aux entreprises publiques en forme d'investissements directs.

Il est indéniable que la politique de la rigueur et les mesures qui en découlaient ont apporté des résultats tangibles par rapport au déficit commercial et à l'inflation mais elles ont provoqué des conséquences négatives à la suite de l'arrêt de la croissance économique et du chômage grandissant. Mais les conséquences politiques étaient les plus graves qui menaient directement à l'éclatement de la coalition gouvernementale de la gauche et à l'effritement de l'électorat multicolore du PS. L'effet qui n'a pas tardé à se présenter était la perte des élections législatives de 1986.

Par sa participation au gouvernement dominé par les socialistes le PCF se trouvait dans une situation inextricable et devant un dilemme insoluble. Dans le cas où les socialistes offraient des solutions valables par leur programme modéré aux problèmes sociaux les changements radicaux proposés par les communistes perdraient leur sens et ne mobiliseraient pas pour renforcer l'influence du Parti communiste. Par contre au cas où le programme socialiste échoue le PCF doit partager la responsabilité politique découlant de l'insuccès et faire face à un affaiblissement ultérieure de sa position. En fin de compte les communistes ont choisi la participation aux gouvernements de Mauroy pour se libérer du dilemme susdit et ainsi ils ont opté pour le programme modéré du PS à plus forte raison qu'ils n'avaient pas d'autre possibilité valable. Dans sa solidarité totale avec le gouvernement le PCF est allé jusqu'à renoncé à présenter ses candidats aux élections législatives partielles de 1982 et il faisait campagne partout en faveur des candidats socialistes. Les dilemmes des communistes ont enfanté une politique de zigzag qui balançait entre une critique véhémement de la politique gouvernementale et un support sans condition. Le Parti socialiste a trouvé sa place au pouvoir d'une façon plus difficile comme prévu. Il était bien compliqué de faire un équilibre entre les devoirs quotidiens de la politique gouvernementale et les attentes exagérées sur le plan social. Il est à noter qu'au cours du „*premier congrès après la victoire*” les socialistes ont cherché une réponse à la question de leur relation avec le pouvoir. La quasi totalité des intervenants a souligné que le

¹⁵ Le Nouvel Observateur, le 30 mai 1983.

parti n'avait aucunement l'intention de devenir un simple soldat du gouvernement, son but n'était pas autre que la défense de la réalisation sans faille du programme gouvernemental. De cette prise de position est né une situation inédite – le PC est devenu l'appui pondéré et patient tandis que - lors de son congrès au moins - le PS s'empressait de pousser le gouvernement de sa position de centre vers la gauche. Mais la tentative du congrès de faire basculer le gouvernement à la gauche était vouée à l'échec. Les militants socialistes n'avaient tout simplement d'autre alternative que d'être les troupiers du pouvoir puisqu'en vertu de la Constitution de la V. République le gouvernement pouvait toujours faire valoir sa volonté par un simple vote de confiance. D'autre part cette tentative devait échouer parce que dans les démocraties parlementaires les partis sont les *instruments* de la conquête du pouvoir et des positions gouvernementales et non pas les *détenteurs* du pouvoir comme dans la forme bolchévique de la pratique du pouvoir.

Le PCF s'est efforcé de trouver une réponse pour la situation paradoxale qui consistait dans le fait qu'en dépit de sa participation au gouvernement son électorat s'effritait d'une façon vertigineuse. Mais son 24^{ème} congrès était incapable de porter des réponses satisfaisantes. Le secrétaire général a déclaré que la raison principale de la chute graduelle mais continue de l'influence du parti était l'incapacité des communistes de comprendre les traits élémentaires du développement de la société française. Le parti – disait-il – était un prisonnier d'une certaine image du socialisme formée dans le moule soviétique et ainsi il était incapable de tirer les conséquences appropriées des changements de la société française. L'unité de la gauche a fait l'illusion de pouvoir changer la société par les déclarations, par les rencontres au sommet et par les réformes issues du parlement – sans la participation directe des masses laborieuses. Il était une grave erreur d'avoir plongé sans condition le parti dans la politique unitaire parce qu'ainsi le parti a perdu son visage à lui et cette politique a fait suggérer que le Parti socialiste reflétait justement les aspirations de la gauche unie – en dépit de ses tendances sociale-démocrates. La victoire de la gauche a prouvé que la politique du PCF visant à la transformation de la société était juste, mais les travailleurs optaient pour un rythme plus modéré. Au moment où les français voudraient une réforme plus profonde, plus radicale ils retourneraient à l'électorat du PC. L'intervention du secrétaire général et la résolution du congrès ont justifié la participation communiste au gouvernement en déclarant que le parti a mérité ses portefeuilles puisqu'il avait sa part de la victoire de la gauche.

L'analyse défectueuse au congrès du période 1977-1981 démontre qu'en dépit du fait que la direction du PCF faisait une critique très dure du stalinisme à cette occasion il était incapable de rompre avec un des aspects les plus néfastes de la pratique politique du stalinisme notamment avec la mise en relief excessive des éléments tactiques et avec la promotion ultérieure des décisions tactiques sur un niveau stratégique. La raison hypothétique de la politique du PCF à cette époque était le fait que les communistes étaient incapables de faire disparaître la

contradiction qui s'est élevé entre son choix de la voie parlementaire et son caractère révolutionnaire et il n'a réussi que de trouver des quasi-solutions. De plus il n'a pas réalisé qu'il se trompait de cadence et il ne se rendait pas compte de la transformation de la société occidentale gauchisante jusqu'au milieu des années 70. Celle-ci sous les effets contraignants des changements structureaux de l'économie mondiale ont opté pour une direction néolibérale comme une issue valable de la crise. Le PCF suivait la trace de ses analyses désuets c'est à dire la réponse des masses laborieuses à la crise ne peut pas être d'autre qu'une radicalisation, une situation révolutionnaire – mais ces masses laborieuses ne voulaient pas s'engager dans cette voie-là. Il semble que de ces analyses erronés découlaient toute une série d'inconsistances de la participation communiste au gouvernement, sa position „*in and out*” à la fois jusqu'au moment de la rupture de la coalition gouvernementale.

Lors des élections cantonales de 1982 la gauche a subi un revers. En conséquence de cet échec les militants socialistes ont de nouveau critiqué le gouvernement pour le retard et l'inconsistance de celui-ci dans la réalisation des progrès sociaux. Par contre le PCF a reconnu qu'ils existaient certainement des électeurs qui considéraient que „*les choses n'avancent pas assez vite*” et il a conseillé la patience à l'électorat de la gauche en disant que les changements voulus par les français ne pouvaient pas être réalisés suivant la cadence voulue puisque le régime précédant a laissé derrière une crise profonde et la solution de celle-ci avait la priorité. Ainsi le PCF a choisi à supporter la politique gouvernementale comme sa ligne politique principale et cela produisait une situation inédite, autrement dit en raison des débats intérieurs des socialistes le PCF était la force unique qui soutenait sans condition le gouvernement Mauroy.¹⁶

Mais les conséquences de la politique de la rigueur ont donné un champ de manœuvre plus large aux communistes. Selon ses analyses certaines modifications se sont réalisées à la gauche depuis les élections présidentielles : l'influence du PS s'est affaiblie tandis que le PC a réussi à stabiliser sa position. En conséquence le PC s'est lancé dans une série de critiques assez dure à l'encontre du gouvernement soulignant que le gouvernement „*cédaient à la pression de la droite ne s'acquittent pas de ses promesses*” et il en résulte „*un malaise et un mécontentement*” parmi les masses des travailleurs. Mais en dépit du fait qu'un bon nombre des mesures gouvernementales était „*le contraire des promesses*” et „*une concession à la pression de la droite et du capital*” les communistes n'ont pas cessé de porter leur soutien total au gouvernement.¹⁷ En plus le Bureau politique a déclaré dans son document pour les élections municipales que les mesures prises par le gouvernement „*étaient les plus vastes réformes de l'histoire de la France*”.¹⁸

Les résultats des élections municipales de 1983 ont mis en évidence le fait déjà soupçonné au PC que le mécontentement du monde du travail s'est accru et une

¹⁶ L'Humanité, 22 mars 1982

¹⁷ L'Humanité, le 5 octobre 1982 (session du comité central)

¹⁸ Cahiers du communisme – Mars 1983

partie de son électorat est tombé sous l'influence du Front national qui manifestait une démagogie extrême droite. Dans les rangs des socialistes une polarisation assez marquante pouvait être observée. Le CERES – l'aile gauche du parti – développait la thèse selon laquelle le gouvernement aurait dû continuer la politique lancée en 1981 assurant une priorité à „*la sociale*”. Le courant centriste – les rocardiens – voulait une relation plus équilibrée entre les exigences de la politique économique et de la politique sociale et enfin selon la ligne Mauroy-Delors-Bérégovoy les difficultés écrasantes (le déficit, la dette publique, l'instabilité du franc, l'inflation, la stagnation des investissements) rendaient nécessaires l'introduction de la deuxième phase de la rigueur. Le troisième gouvernement Mauroy dévaluait le franc pour la troisième fois et le plan Delors concentrant sur les restrictions budgétaires et sur l'équilibre commercial a rendu claire que la rigueur qu'on a pensée passagère s'est définitivement installée. Le CERES a lancé des attaques contre cette politique en disant qu'elle était incompatible avec des idées maîtresses du PS et avec les 110 propositions du Mitterrand¹⁹ tandis que le PCF a déclaré qu'il n'était point contre la rigueur mais celle-ci devrait viser „*les spéculateurs, les couches privilégiées et les apports des capitaux*”.²⁰

Une nouvelle pomme de discorde s'est manifestée lors du débat des „*euromissiles*”. Le PCF supportait la thèse soviétique qui exigeait aux américains à Genève que les missiles nucléaires français soient pris en considération en tant que partie intégrante de la force atomique occidentale. Le secrétaire général du PC a ajouté que la modernisation de „*la force de frappe*” était égale avec l'intensification du cours aux armements et cela entraînait en contradiction avec le document signé par les deux partis en faveur du désarmement.²¹ Le président de la république a assez durement réagi aux propos du G. Marchais disant que ce dernier mettait en doute l'un des aspects fondamentaux de la politique de la défense nationale. Il a souligné que l'acceptation des prises de positions des communistes aurait été la mise en question de la solidarité de la France avec ses alliés contre „*le bloc de l'Est*”. À la suite des tonnerres élyséens le PC appuyait sur les freins et il s'est déclaré prêt à continuer la participation au gouvernement indépendamment du fait qu'il a chuté dans les sondages malgré ses critiques adressées aux socialistes.

Au début de 1984 la nouvelle politique industrielle du gouvernement (Plan de la restructuration industrielle) s'est donné un visage. Cela n'était pas autre qu'un changement de structure totale de l'industrie française toute entière y compris le large démantèlement de l'industrie lourde et de la construction navale. Lors du comité directeur du PS le gouvernement a arraché l'accord des „*caciques*” du parti suivant une attaque brutale de Jacques Delors contre les dirigeants socialistes qui exigeaient

¹⁹ Le Monde, le 8 octobre 1983

²⁰ Révolution, le 1-7 avril 1983

²¹ Témoignage Chrétien, le 1-7 août 1983

des mesures immédiates pour stopper l'érosion de l'influence du parti dans l'électorat. Delors a souligné que ces changements sont incontournables et il fallait faire face aux conflits issus des mesures impopulaires. Le comité directeur a cédé.²²

Le PCF a de nouveau exécuté son „*grand écart*” et il a déclaré que le gouvernement ne défendait pas les marchés intérieurs et ne se souciait pas de défendre les emplois.²³ Il a ajouté d'une façon tout à fait erronée que les branches vouées à la disparition sont celles de l'industrie de l'avenir et que cette politique était une erreur „*tragique*”. Malgré les discordes la direction du parti a saisi toutes les occasions de faire savoir aux électeurs qu'il ne quitterait pas la coalition sous aucune circonstance parce que – a-t-elle ajouté – la sortie des communistes du gouvernement ne donnerait aucune solution aux problèmes mais au contraire elle créerait les conditions des conséquences plus graves c'est à dire les conditions de la chute de la gauche toute entière.²⁴ Les socialistes ont refusé en bloc l'analyse du PCF soulignant que ce que le parti communiste voulait était irréalisable et désuet. Mitterrand de sa part a déclaré voulant mettre en relief ses engagements pour la nouvelle politique industrielle que l'accord signé par les deux partis en 1981 n'engageait en rien le président de la République française. Il était assez naturel qu'une vague de contestation déferlait sur la Lorraine pimentée d'une grève générale mais ce qui était plutôt bizarre était le fait que Georges Marchais le numéro un du PCF se trouvait à la première ligne du cortège de la manifestation contre la politique industrielle du gouvernement - à laquelle quatre ministres communistes prenaient part. Toutefois la direction du PC n'a pas cessé de répéter que le parti était un allié sûr, le débat ne concerne que le „*comment*” de la réalisation des buts communs.

Mais les résultats des élections européennes de 1984 ont profondément changé la donne. Bien que la direction du parti fût sûre d'un succès et du renforcement de son influence les résultats des élections étaient un vrai débâcle. Le score était le plus mauvais de l'histoire du PCF – 11,2%. Celui des socialistes à peine était brillant mais leur 22,25% a été jugé passable et ils ont décidé de continuer la politique économique fraîchement lancée. Constatant la poussée de la droite et de l'extrême droite ils ont déclaré que seule une gauche unie et forte – y compris le PCF – était capable à résister à la droite montante. Au PC il y avait des débats internes. Des „*réformistes*” ont déclaré que la cause principale de la chute des résultats électoraux et de l'influence des communistes était le fait que „*le PCF est le prisonnier d'une image d'un certain socialisme incompréhensible pour le pays.*” Un des membres du Bureau politique a tout simplement déclaré que „*le parti ne comprend pas la société et la société ne comprend pas le parti.*”²⁵ Cependant une analyse profonde des scores catastrophiques était laissée à l'écart et à la surprise générale le Comité central a déclaré que tout ce qui se passait

²² Le Monde, le 9 janvier 1984

²³ L'Humanité, le 11 janvier 1984

²⁴ Révolution, le 12-19 mars 1984

²⁵ L'Humanité, le 22 juin 1984

antérieurement prouvait la pertinence de sa politique et qu'un PC fort était nécessaire pour faire changer la politique économique du gouvernement. C'étaient des vœux pieux puisque au sein du Parti socialiste et à l'Élysée ceux qui voulaient une rigueur économique plus ferme et plus cohérente prenaient l'avantage sur l'aile gauche des socialistes et prônaient la justesse des solutions „*social-démocrate*” à une telle mesure que le PCF ne se trouvait plus dans la situation de pouvoir participer au gouvernement Fabius. La rupture était inévitable d'autant plus que le PCF se berçait dans l'illusion de pouvoir éviter „*la Bérézina*” lors des élections législatives de 1986 par son choix.

L'échec du gouvernement commun était ainsi consommé. Il était un phénomène paradoxal que la notion du progrès et du développement était une partie intégrante de la marche triomphale de la politique conservatrice de l'époque. La cause principale de ce phénomène paradoxale était le fait que lors des changements structurels et sous la pression de ces derniers une véritable révolution scientifico-technologique s'est dégagée exigeant une mobilisation et une concentration incomparable des capitaux. La gauche paralysée par son idéologie qui se basait sur la justice sociale et la juste répartition de la richesse n'était point capable de se charger des conséquences de la mobilisation et de la concentration des capitaux susdite c'est à dire la suppression les attributs de „*l'état providence*” - l'emploi garanti, les dépenses sociales etc. Il y avait deux solutions possibles pour la gauche pour sortir de cette contradiction. La première était de se refuser la responsabilité gouvernementale et d'organiser de nouvelles élections. La deuxième était „*un tournant conservateur*” dans la politique économique qui – tandis que la gauche conserve sa phraséologie de gauche - offrait une solution fiable pour les changements structurels. Le Parti socialiste a brillamment réussi à faire ce „*salto mortale*” et il est devenu – avec les mots de Léon Blum – „*le gérant loyale du capital*”. Le Parti communiste incapable de se réformer s'est fermé dans une forteresse idéologique sans se rendre compte de la réalité contemporaine et s'est marginalisé à la limite de la disparition.

Zsolt Forgó

Malta and the French Revolution, and „la petite expédition” in 1798*

Abstract

Between the Order of Saint John and France had always existed a very extensive system of relations, but after the outbreak of the French Revolution these relations deteriorated. The Order suffered significant territorial and financial losses due to the revolutionary wars. Several French noblemen emigrated and arrived to Malta where the revolutionary ideas spread rapidly among the Order's knights. The Order tried to support the King's power and his unsuccessful escape later. After the incident of Varennes and the execution of the King, Malta got into the scope of the French foreign policy more dynamically. The French wanted to take possession of Malta, because they knew that the Maltese islands had considerable strategic and commercial advantages in the Mediterranean area. Until 1797, France did not have the necessary means to the execution of this plan. Finally, the rise of Napoleon Buonaparte and his eastern plans gave the Directory a chance to realize their conceptions. Actually, the Directory was afraid of Napoleon's growing popularity and his ambitions for power. So because of these fears, the Directors permitted the starting of the Eastern campaign together with the occupation of Malta.

Keywords: Malta, France, Napoleon Buonaparte, French Revolution, Eastern Campaign, Order of Saint John, Revolutionary Wars

The islands of Malta had always played an exceptionally important role in the history of the pool of the Mediterranean Sea. Since the Middle Ages, his history has been closely connected to the Sovereign Military Hospitaller Order of Saint John of Jerusalem of Rhodes and of Malta. The Order as a defender of Christianity possessed the ownership of the islands and guarded the safety of maritime pilgrimages to the Holy Land. After a while serious confrontations took place against the uprising Ottoman Empire, which wanted to take possession of the Maltese islands at all costs. After the Order was chased out of his home of Rhodes in 1522 by force, the knights were able to take possession of their new home at Malta in 1530, thank the Holy Roman Emperor, Charles V. The most memorable encounter was in 1565, when the Ottoman forces laid siege to the new headquarters of the Order. The heroic knightly firmness brought its results and managed to defend the islands from the besieging armies, at the expense of enormous sacrifice with the leadership of Grandmaster Jean Parisot de Valette. The Hospitallers achieved Europe's respect and began building the new

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

fortressed capital, La Valetta. Later, the Order undertook the task to get the pirates of the Mediterranean Area under control, however, they did not perform this mission so successfully. Over the centuries, Malta became the most fortified maritime base of the European continent, which had a considerable role from the viewpoint of the political and commercial relations of the area. By the end of the 18th century, all great European powers sought to extend their influence over the islands by various means, which would have been possessed as an important military base and/or a strategic position. Also by this period the decrease of the role and the authority of the Order reached its lowpoint, due to which Napoleon Buonaparte may have considered it was time to make a step to the field of acts.

About Malta in 1798

The name of Malta had arabic origins, which came from the names Malath or rather Melath, which meant asylum or refuge, earlier their local colony had been called to Mélite after the name of the famous Nereid, and because of the sweet honey of the island by the ancient Greeks. The name of the islands won its definitive form during the period of the Arabic conquests.¹ Malta consists of three major and several smaller islands, the head island is called Malta together with Gozo and Comino. Malta lies 90 kilometres from Sicily and approximately 300 kilometres from the coasts of North-Africa. In the west and in the south, the coastlines were steep and rocky, but the northern and eastern coastlines could be used as great seaports. In 1798, its population was more than 100,000 people, its ground was rocky which was covered by eight to ten inches of soil. The cotton was its main economic crop. The ancient capital of the main island was Noble-Ville alias Citta Vecchia until the foundation of Valetta in 1566. Malta owned the best harbour of the Mediterranean with big quays, grain depositories and beautiful fountains. Valetta was a highly fortified city which was built by huge block of stones, the lesser and bigger defensive positions hit each other, the depots and stocks were protected against the artillery, so that place was practically impregnable. Besides, the city was surrounded by an extensive trench system. Even in the 18th century its occupation by siege needed enormous material- and human casualties with great amount of equipment.² The islands of Malta, the capital and the harbours were fortified in an extraordinary measure as a result of the continuous defensive building operations.³ „*For subdivided as it was into small*

¹ DE SALLES, F., *Annales de l'Ordre de Malte ou des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem Chevaliers de Rhodes et de Malte Depuis son Origine jusqu'à nos Jours. Du Grand-Prieuré de Bohême – Autriche et du Service de santé volontaire avec les listes officielles des Chevaliers-Profès et de Justice des Chevalliers d'Honneur, etc.*, St. Norbert, Vienne 1889. 374-382.: XXI. *L'île de Malte au Temps des Chevaliers*: The review of the islands' history, attributes and spectacles.

² *Commentaires de Napoléon Premier. Tome II.*, Henri Plon, Paris 1867. 193. (hereafter: *Commentaires II.*)

³ DE MEYER, (Chevalier), *Révolution de Malte en 1798; Gouvernement, Principes, Loix, Statuts de l'Ordre. Réponse au Manifeste du Prieuré de Russie.*, 1799. 7-13.: The specification of the fortresses and

fields, scarcely larger than a cottage garden, and each of these little squares of land inclosed with substantial stone walls; these too from the necessity of having the fields perfectly level, rising in tiers above each other; the whole of the inhabited part of the island was an effective fortification for all the purposes of annoyance and offensive warfare.”⁴

Strained relations between the Order and France during the Revolution

From the beginning, the relationship between the Maltese Knights and France was always very active. The French influence and the proportion of the knights from this country were always high in the organization. On the time of the French Revolution, from eight of the accepted languages of the Order three were French.⁵ On 11th August 1789, the French National Assembly abolished the tithe; with this, they caused a significant loss of revenue to the Hospitallers in the respect of maintenance of the French Priors. During the autumn, the Order submitted one third of its considerable French revenue even without the tithe to financial minister Jacques Necker, who requested the landowners for a contribution to the financial problems of the treasury.⁶ After this, the French Nation secularized the church persons and goods with the help of the Civil Constitution of the Clergy with which the open antipathy of the conservative Maltese Order, the Pope and the entire catholic community in Europe was achieved. Later the Legislative Assembly declared the Hospitallers as a foreign organization in France and burdened them with taxes and the French knights were deprived of their nationality because the Order was qualified as an aristocratic organization.⁷ The fear became permanent in the milieu of the Knights especially on the islands, but actually they were not afraid of the revolution but rather the nightmare of the internal rebellion floated before their eyes. The French Priors of the Knighthood offered another quarter of their incomes as a patriotic gift to the followers of the revolution, too. Grandmaster Rohan⁸ asked all the European Catholic rulers and the Pope to be mediators because of the unlawful financial losses of the Order, but strictly

defensive system of the islands. Cf. MIÈGE, M., *Histoire de Malte. Tome I.*, Paulin, Paris 1840. 81-117.

⁴ COLERIDGE, S. T., *The Friend: A Series of Essays. Volume III.*, William Pickering, London 1837. 270-271.

⁵ <http://www.orderstjohn.org/osj/cross.htm>: From the very beginning, the Order was built in linguistic structures, in which the Priors of each language-area were handled separately. The four arms of the Maltese cross in the coat of arms of the Order symbolize the four Christian virtues: Perseverance, Wisdom, Justice and Continence. The eight apices of the cross symbolize the eight languages: Provence, Auvergne, France, Italian, Aragon-Navarrese, Bavarian (German territories), English (with Scotland and Ireland) and Castel-Portuguese. But at present days there are other theories about the structure of the cross.

⁶ COHEN, R., *Knights of Malta 1523-1798*, Plain Label Books, Oxford 1920. 52.

⁷ CASTILLO, D., *The Maltese Cross: a strategic history of Malta*, Greenwood Publishing Group, Westport, Connecticut 2006. 96.

⁸ Emmanuel de Rohan-Polduc (1725-1797), the 70th Grandmaster of the Order from 1775, French nobleman.

prohibited the participation of his knights in counter-revolutionary organisations. Moreover, he tried to suppress the counter-revolutionary propaganda even more. Of Course the Order supported the King, but after the escape of Varennes, on 19th September 1792, their French estates and other possessions were confiscated because of the contacts between the Order and King Louis XVI.⁹ In November 1792 the island's military protection was organized by the Knights because a small French fleet appeared. They responded panicky to the proximity of the French ships. No one was allowed to disembark on the islands who looked like suspicious for fear of spying. Moreover, Knight Grimaldi, President of the Supreme Council of Justice recommended the conduction of state penal procedures against who were infected with the revolutionary idea. The deportations started which affected mostly people of French nationality under cover of their opposition to the peace. All foreigners were regarded as spies, often their houses were rummaged and their trade goods were revised. At this time some of the younger French knights exited the Order, they left the islands and joined the revolution. In spite of these measures the voices of the revolution could not be repressed. The knights were afraid of a rebellion, and as it later turned out, not without reason.¹⁰

In 1793 the increase of the Maltese wine taxes and other small local taxes did not improve the financial situation, what is more the continuous arrival of masses of French immigrants to Malta further spoiled the Order's creditability because they wanted to become members of the Order, too. On 7th March 1793 the Comite of Salute Public raised the possibility that Malta should give up its earlier neutrality and become one of France's graindepots in the Mediterranean in exchange for protection. The Jacobin agent and his accompanies were received dismissively, they were not even permitted to disembark on the island by Grandmaster Rohan, because of parts of a guillotine were found amongst their equipment. On 1st October 1793 (or on 10th October 1794) the Grandmaster of the Order stated in his manifesto that his Order did not acknowledge the New French Republic, later this issue served as the main reason besides several others for the French to attack the islands.¹¹ In 1795 a royalist knight [Ferret] wanted to organize a cavalry regiment on the islands as part of the emigrational army of Prince Condé. The Order prohibited the recruitment on the islands, and although it did not become the ally of the French, it henceforth provided assistance to French sailors. In 1796 one of the special deputy of the Order made negotiations with the Directory with the

⁹ The Order supported the organization and execution of the escape of Louis XVI. with 500,000 livres.

¹⁰ CIAPPARA, F., *La peur de la Révolution française à Malte*. In: *Annales historiques de la Révolution française*. (AHRF) Numéro 341. juillet-septembre 2005. 53-68. and in English: *The 'Great Fear' of the French Revolution in Malta*. IN: *Proceedings of History Week 1999*. (137-157). [Malta: The Malta Historical Society, 2002].

¹¹ DE BOISGELIN, (Knight) L., *Ancient and modern Malta, containing a description of the ports and cities of the islands Malta and Goza. Volume III. Part II.*, Richard Phillips, London 1805. 233-234. *Appendix No. XII.: Manifesto of the Grand-Master of Malta*. Cf. <http://www.chivalricorders.org/orders/smom/maltaisl.htm>.: According to other researchers the manifesto dated on 10th October 1794 and it is supposed to be fake.

helpful mediation of the Spanish King about the compensation of their lost possessions, forasmuch their economic resources slowly exhausted because of their financial losses.¹² The Order lost its estates near the border at the Rhine as a result of the first Coalition War, then also their Italian possessions were lost as a consequence of Napoleon's North-Italian campaign. The Hospitallers got into a serious financial trouble, but the Third Partition of Poland furnished the Polish priory into the hand of the Russian Tsar which was reorganized as Russian in exchange for considerable financial incomes.

In 1797, Napoleon's plan about an invasion materialized at Ancona, when he intercepted a message between the Tsar and the Grandmaster which implied the Order's „*Russian relations*”. At the same time, another reason was the authorized recruitment of the British and Spanish fleets on the islands.¹³ Napoleon expressed his concerns towards the Directory concerning the possibility that the Tsar and the Order bargained about the purchase of the Maltese islands.¹⁴ The fact that even a Greek Catholic monastery was established for his instruction on the island justified the Tsar's influence, in exchange for the fact that the Polish Priory was turned to Russian, which brought a substantial revenue, too.¹⁵ The Russian Tsar's permanent delegate, Knight O'Hara, almost always represented the Russian interests near the Grandmasters.

Further invidious signs appeared in 1797. Two high-ranking Maltese officer organized a rebellion for the democratisation of the Order. They wanted their „*own*” maltese Language, to open the islands before the French, as well as free trade with the High Porte. Their movement came to light and they got into prison. Since the outbreak of the French Revolution, the power of the local Maltese Republican Party grew continuously, several French knights and Maltese citizens fell in line behind the revolutionary ideas.¹⁶

As mentioned the greater French influence always existed in the Order, but they did not intend to broaden their diplomatic relations with the Republic. At the same time the English were treated with higher respect in their harbours, not to mention the influence of Tsar Paul I. for them. Finally, in September 1797, the Directory allowed Buonaparte to lay serious emphasis on his military and occupational plans in connection with Malta.

As regards the financial state of the Order, the Maltese Knights always counted as rich people since their organization had inherited the financial legacy of the

¹² CIAPPARA, AHRF No. 341. 53-68.

¹³ COHEN 52-54.

¹⁴ Napoleon's letter to the Directory from Ancona on 10th February 1797. IN: *A Selection from the letters and despatches of the first Napoleon with explanatory notes*. Edited By BINGHAM, (Captain) D. A., Chapman and Hall, London 1884. 138. and *Correspondance de Napoléon I^{er} publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III. Tome II.*, Henri Plon and J. Dumaine, Paris 1859. piece 1475. 318.

¹⁵ DE SALLES 392-395. and 404-405.

¹⁶ GREGORY, D., *Malta, Britain, and the European Powers 1793-1815*, Associated University Presses, Madison, New Jersey 1996. 40. Cf. VASSALLO, G. A., *Storia di Malta*, Tiphographia Difrancesco Cumbo, Malta 1854. 728-730.

Templars in the 14th century. Furthermore, even in 1789, they still possessed 18-20 million livres assets per year from which approximately 7 million derived from France. The average annual income of the Knighthood, which reached Malta, totaled up to a very small percentage of the expenditure's and revenue's difference. However, the Order operated with more than 600 estates and with numerous staff, too, across Europe, which cost very much, so the Order's property consisting of real estates represented a much more considerable value than its chattels.¹⁷ In 1788, in the last year before the outbreak of the Revolution, 189,216 livres pure profit reached the Maltese treasury which can be called significant but after the Revolution broke out the positive balance turned into negative like a shot. Because of the revolutionary wars the Order lost the properties of its three „*French Languages*” and its surrounding Navarrese and German areas. Additional German and Italian territories vanished under the First Coalition Wars. Within 10 years the Hospitallers lost two-thirds of their incomes.¹⁸ The significance of the Order was not in a proportion to the quantity of their incomes, since the protection of the Holy Land and the Holy Sepulchre were not already amongst their tasks, and they were unable to supply their sea defensive commission against pirates, so they turned useless in the eyes of the European monarchs. Even the knights and their leaders led by Grandmaster Hompesch — Rohan's successor — were mostly aged, world-weary people who were only motivated by comfortable existence and happy idleness. Neither their conviction of faith nor their personal pride were enough to take their arms for the protection of their islands which they belonged to or where they went into exile voluntarily.¹⁹

On the time of the French Revolution big problems were caused by the unemployment and the overpopulation of the islands to the Order. The high unemployment and the big population were considered a potential hotbed of an insurrection.²⁰ The social conflicts were further sharpened through the fact that very few local aristocrats were found among the members of the Order, or rather, the ethical debauchery also spreaded amongst the knights. Celibacy as the Order's statutes urged the ravenous knights to a boisterous behaviour.²¹ It was quite obvious that the knights used the Maltese citizen's women and their daughters to satisfy their desire, with which their vows were disobeyed and the aborigines were turned against themselves. They debauched at the aborigine's expense and they had great parties harming the inhabitants of the islands regularly.²² In the 18th century the knights' moral

¹⁷ COHEN 36-38.

¹⁸ BOISGELIN 55-57. Cf. THORNTON, W. H., *Memoir on the finances of Malta, under the Government of the Order of St. John of Jerusalem, during the last years of its Dominion, and as compared with those of the Present Time*, The Government Press, Malta 1836. The exposition of the Order's financial situation, changes of incomes and revenues due to the French Revolution.

¹⁹ *Commentaires II*. 195-196.

²⁰ GREGORY 28.

²¹ GREGORY 38-39.

²² DOUBLET, P. J. L. O., *Mémoires historiques sur l'invasion et l'occupation de Malte par une armée française, en 1798*, Firmin-Didot, Paris 1883. 16.

corruption and their destructive behaviour against the Maltese community reached its peak. Doublet mentioned all the signs of the moral corruption and with the following statement he represented well his experiences with which he summoned the spirit of the place: „Of what use the impregnable walls if the spirit of fear and confusion reign within.”²³ Later Bourrienne conceived of similarly: „Malta certainly possessed vast physical means of resistance; but no moral means. The knights did nothing dishonourable: nobody is obliged to do impossibilities.”²⁴ The famous English writer, Samuel Taylor Coleridge gained similar experiences when he lived on the island as personal secretary of Governor Sir Alexander Ball.²⁵ The knights' prestige was also undermined by another fact that namely in the last two centuries of the history of the Order, the elections of aged Grandmasters became extremely common. Knights over 70 were elected as Grandmasters regularly, that weakened the Order's strength and unity even if these knights lived until 80 or 90 years of age.²⁶

Napoleon and the Eastern Expedition

By Spring 1797, the situation of the Hospitallers became more serious, Grandmaster Emmanuel de Rohan's deteriorating health condition and probable death in the near future contributed to this, which foreshadowed the possible variants of an upcoming election. Every European power tried to use their influence to manipulate the result of the election, Buonaparte himself thought alike in the interest of his eastern plans. In the eyes of Napoleon, Malta appeared as the subject of the desire of all European Monarchs, an island loaded with knights, with a weak and obsolete government, onto which England, Russia and the Austria whetted their teeth, not to mention the Prince of the Peace who took notice of Spanish and selfish interests in this matter.²⁷ After Napoleon ordered to confiscate the Italian property of the Order and its utilisation to pay his army, Grandmaster Rohan asked a Spanish knight and deputy Azara to entrust the Prince of Peace with an intervention at the Directory for the restoration of the Order's Italian properties.²⁸ Since earlier always, in all circumstances, even in wars, the chattels of the Knighthood were respected on the European continent for which neutrality, free trade and free shipping were guaranteed in exchange by the Order for all European nations on the Mediterranean Sea.

²³ Quoted from Doublet by Schermerhorn. In: SCHERMERHORN, E. W., *Malta of the Knights*, AMS Press, New York 1978. 277.

²⁴ BOURRIENNE, L. A. F., *The Life of Napoleon Bonaparte. Volume I.*, Henry Colburn and Richard Bentley, London 1831. 137.

²⁵ COLERIDGE 230-232.

²⁶ COHEN 36.

²⁷ COLBERT-CHABANAIS, (Marquis) N.-A.-J., *Le Général Auguste Colbert (1793-1809) - Traditions, Souvenirs et Documents touchant sa Vie et son Temps. Tome I.*, Berger-Levrault, Paris 1888. 158.

²⁸ *Correspondance Inédite Officielle et Confidentielle de Napoléon Bonaparte avec Les Cours Étrangères, Les Princes, Les Ministres et Les Généraux Français et Étrangers, en Italie, en Allemagne et en Égypte. Livre Premier*, C. L. F. Panckoucke, Paris 1819. 385-387. (hereafter: CIOCI.)

In a letter which was dated on 26th May 1797, Napoleon explained his concerns about that the Maltese islands were extremely important for the Republic, because Malta is the most fortified place in Europe which is indispensable in terms of the French authority over the Mediterranean. As Grandmaster Rohan was dying, Napoleon presupposed that a German successor would be elected instead of him. He suggested the possibility towards the Directory that it would be practical if a Spanish Grandmaster were chosen, under the pressure of the Prince of the Peace and in exchange of a bribe of 500,000-600,000 francs. Perhaps as the British naval presence in the Mediterranean then was not significant, the French and/or Spanish fleet might as well gain the islands and Valletta. They could count with a considerable French population of the 37,000 residents of Valletta, who would favourably receive the possibility of a French takeover presumably. Since the military defense of the Order was vanishing, the Neapolitan King's presence of power came to mind towards the acquisition of the islands because they were of an extraordinary strategic importance in that region.²⁹ Naturally the Prince of the Peace promptly started a double game. The French became aware of Manuel Godoy would like to get to the top of the Order sparing no financial means, all done with the permission of the Spanish King. This situation set the French thinking because since the treaty of San Ildefonso they were allies with the Spanish. So the possibility arised that would be more beneficial diplomatically, if the Spanish would try to acquire the islands. Anyway the Directory was unwilling to carry out Napoleon's plan, because Malta lent assistance to the French fleet and sailors too and was neutral in principle.³⁰ However Buonaparte's Maltese ambitions could not be suppressed anymore.

In August 1797, Napoleon wrote to Talleyrand: „*That the time was not far distant when we should see that, to destroy the power of England effectually,...that it would be necessary to attack Egypt, which did not belong to the Grand Seigneur.*” Talleyrand, the newly appointed Foreign Minister replied: „... *his ideas respecting Egypt were certainly grand, and that their utility could not fail to be fully appreciated.*”³¹ With the eastern campaign, Napoleon wanted to smite to England but he was aware that Egypt was the key towards India as much as Malta would be the direct prerequisite to conquering Egypt. Generally known that Egypt played the primary role in the French's eastern plans, the opportunity of the occupation of Malta only was realized to real events by the establishment of the circumstances and Napoleon's ambitions. Buonaparte desired to become the ruler of the Mediterranean and with the occupation of Malta he would be able to

²⁹ *Correspondance de Napoléon I^{er} publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III. Tome III.*, Henri Plon and J. Dumaine, Paris 1859. piece 1828. 65-66. (hereafter: *CN III.*) and BINGHAM 162. and *CIOC I.* 287.

³⁰ *Correspondance Inédité Officielle et Confidentielle de Napoléon Bonaparte avec Les Cours Étrangères, Les Princes, Les Ministres et Les Généraux Français et Étrangers, en Italie, en Allemagne et en Egypte. Livre Deuxième*, C. L. F. Panckoucke, Paris 1819. 48. (hereafter: *CIOC II.*)

³¹ BOURRIENNE 127.

keep the English and Russians on the Mediterranean Sea at bay. Egypt's occupation as a colony was intended to endanger the Indian authority of the British. However the acquiescence of the High Porte was needed for this.³² In his letter dated on 13 September 1797, at Passariano, Bonaparte openly stated the question to the Ministry of the Foreign Affairs: „*Why should we not seize upon the island of Malta? Admiral Brueys might anchor there and seize upon it. Four hundred knights and a regiment of 500 men alone constitute the defenders of La Valette. The inhabitants, about 100,000 in number, are very favourable to us, and very much disgusted with their knights, who are dying of hunger. I confiscated all their property in Italy on purpose. With the isle of St. Peter, ceded to us by the King of Sardinia, Malta, Corfu, &c., we shall be masters of the whole Mediterranean.*”³³

Just at the same time, we know from another letter also sent from Passariano, that contradictory news circulated about the appearance of a British squadron at Malta. So for the good of the French fleet, it would be practical if Admiral Brueys avoided them, because if the news were true, the British wanted to take possession of the Levantine islands and even then Buonaparte did not want any conflicts with the British in the interest of the latter successes.³⁴

After Grandmaster Rohan had died on 13th July 1797, four days later a German knight, Ferdinand von Hompesch zu Bolheim was elected to the top of the Order.³⁵ With Hompesch, the first German Grandmaster was elected as leader, which fact brought up the Austrian ambitions towards Malta among many others, so the Directory had to react favourably to Buonaparte's plan, who was informed about it by Talleyrand. Indeed the Austrians' expansion had to be prevented on the sea as well as that of the Russians. As mentioned earlier the islands could have been a key commercial and/or a great naval base for the French just like for other European nations.³⁶ According to Talleyrand's information, the Directory was afraid of Malta's falling into Austrian hands because Italy and the Cisalpin Republic would have been endangered by the maritime triumvirate of Malta, Istria and Dalmatia. They were in dread of the Russian or British takeover in the same way. In theory, the Directory approved of the commencement of the preparations for Napoleon. They thought, that Austria's action against Ragusa gave a legal basis to the French for the occupation of Malta.³⁷ Although Grandmaster Hompesch

³² DE SALLES 399.

³³ CN. III. piece 2195. 293-294.: „*Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de l'île de Malte? L'amiral Brueys pourrait très-bien mouiller là et s'en emparer. Quatre cents chevaliers et, au plus, un régiment de cinq cents hommes sont la seule défense de la ville de la Valette. Les habitants, qui montent à plus de cent mille, sont très-portés pour nous et fort dégoûtés de leurs chevaliers, qui ne peuvent plus vivre et meurent de faim. Je leur ai fait exprès confisquer tous leurs biens en Italie. Avec l'île de Saint-Pierre, que nous a cédée le roi de Sardaigne, Malte, Corfou, etc., nous serons maîtres de toute la Méditerranée.*”

³⁴ CN. III. piece 2186. 287-288.

³⁵ VILLENEUVE-BARGEMONT, (Vicomte) L. S., *Monumens des Grand-Maitres de l'Ordre de Saint Jean de Jérusalem. Tome II*, J.-J. Blaise, Paris 1829. 275-322.: Biography of Grandmaster Hompesch.

³⁶ CIOC. II. 221-223.

³⁷ CIOC. II. 223-224.

immediately welcomed the French Republic and the Directory on the day of his appointment but he was late with his gesture.³⁸

At that time the not so cloudless relationship between Buonaparte and the Directors had great influence onto the organization of all planned military expeditions. After the Peace of Campoformio, Napoleon was respected as the nation's vengeful hero by the whole French people who despite his young age made a blow to the continental monarchs in the name of the Republic. The Directory worried about respect and enthusiasm surrounding Bonaparte, they saw the first herald of their upcoming fall in him. Both sides went in fear of each other, Napoleon wanted to rise his glory while the Directory wanted to keep himself in power. After Buonaparte had revealed his plan, the Directory hesitated firstly then hurried by accepted it. As the Directory considered Egypt as „*The cradle of human knowledge*” its falling into French hands had a huge motivation, not to mention Napoleon's absence. A rich colony is obtained in case of success, a road is opened up towards the trade of India and a fatal blow is made to the eastern power of England. At the same time in the case of a failure they no longer had to count with an extremely strengthened rival in the person of Napoleon. Bourrienne agreed with that statement absolutely: „*The Directory, at first, disapproved of the expedition against Malta, which Bonaparte had proposed long before the treaty of Campo-Formio was signed. The expedition was decided to be impossible; for Malta had observed strict neutrality, and had, on several occasions, even saved our ships and seamen. Thus we had no pretext for going to war with her. It was said, too, that the legislative body would certainly not look with a favourable eye on such a measure. This opinion, which, however, did not last long, vexed Bonaparte. '...he said to Bottot (Barras's agent), shrugging his shoulders, 'Mon Dieu! Malta is to be sold!' Some time after, he himself was told, that 'great importance was attached to the acquisition of Malta, and that he must not suffer it to escape.*”³⁹ Clearly Malta was the first independent object that embodied the later emperor's lust for power and which was attached organically to the greater usefulness of the eastern campaign. His individual hunger for power and his political interests were laid down as firmly as years later as emperor: „*Yes; I have tried every thing. They do not want me (probably alluding to the office of Director.) I ought to overthrow them, and make myself king; but it will not do yet. The nobles will never consent to it. I have tried my ground. The time is not yet come. I should be alone. But I will dazzle them again.*”⁴⁰ Moreover Napoleon ventured far more mentally in the aspect of the entire eastern campaign, because according to Bourrienne, he said: „*He used to say, 'Europe is a mole-hill. There have never been great empires and revolutions except in the east.'* He considered that part of the world as the cradle of all religions, of all metaphysical extravagancies.”⁴¹ Bourrienne explained his own opinion too about the relationship between the

³⁸ HARDMAN, W., *A History of Malta, during the Period of the French and British Occupations 1798-1815*, Longmans, Green and Co., London 1909. 8-9.

³⁹ BOURRIENNE 128.

⁴⁰ Ibid., 132.

⁴¹ Ibid., 129.

Directory and Napoleon: „...*I am of opinion, that the wish to get rid of an ambitious young man, whose popularity excited envy, triumphed over the evident danger of removing, for an indefinite period, an excellent army, and the more probable loss of the French fleet.*”⁴² The Directory was in deadlock, should they let go the trustee of the Treaty of Campoformio so far when they had to face with new threats? In their eyes Campoformio was only an armistice and they knew that if they let Buonaparte go, they would be in trouble against the next continental coalition, but Napoleon convinced them and himself of the need of his leave.⁴³

As mentioned earlier in September 1797, lastly the Directory and Talleyrand nodded approval to Buonaparte's plan who immediately began to organize the expedition. He wanted to prepare the public opinion for the execution of the expedition against Malta and Egypt; with this, onto the rise of his own reputation. He organized the preparations with extraordinary activity, he knew every little detail of the preparations. He acquired the orders from the Directory independently, mainly with the help of Director, Merlin de Douai. It happened many times that Buonaparte worded the Directory's commands which was subsequently signed by the affected persons.⁴⁴ To the process of planning, Napoleon got significant help from the well-known Gaspard Monge, the former Minister of Marine and Colonies, who obtained naval documents and maps for his friend.⁴⁵ Bonaparte made recommendations in a letter to the organization of a large French Mediterranean fleet and emphasized the crucial role of Corfu. He made the entire organization with extraordinary thoroughness and precision for example in the matter of the role of Admiral Brueys. The Directory was supplied with wide-ranging naval advice too by the proposals.⁴⁶

On 12th November 1797, Citizen Poussilgue was sent to Malta by Napoleon whose official task was to investigate the relationship between the Mediterranean islands and the related French commercial contacts which would promote the welfare of France and the neighboring states. In fact his real task was to gain influence and carry propaganda out at Malta to feel out the concrete consequences of a possible French expansion.⁴⁷ Poussilgue, who was employed by the French Embassy at Genoa had many personal connections on the islands because the commander of the harbour was his cousin for example. In fact he made the strategic survey which affected the presentation of the expected benefits and difficulties, the influence on the French knights, the description of the French Governments' point of view for the impressionable Maltese. Several Maltese knights who may have been known by Buonaparte in person from Brienne were sent to his headquarters by this

⁴² Ibid., 130.

⁴³ COLBERT 158-160.

⁴⁴ BOURRIENNE 128-129.

⁴⁵ *Memoirs of Count Lavalette adjutant and private secretary to Napoleon and postmaster-general under the empire.* Gibbings and Company, London, 1894. 143.

⁴⁶ CN. III. piece 2247. 331-333.

⁴⁷ CN. III. piece 2355. 435-436.

deputy, while the whole plan was handled in the largest secret. The preparations progressed exceptionally quickly, meanwhile Napoleon talked about a travel to Germany as a diversion which was scheduled after the conclusion of the peace.⁴⁸ In Napoleon's communication towards the Directory, he presented Poussilgue's task so that the deputy would put an offer onto the islands over against the Tsar. He was convinced that the Russians want to buy Malta.⁴⁹ From the beginning, Napoleon trusted extremely in the success of Poussilgue's emissarian activity meanwhile he hoped that the financial and verbal influence would take effect on the knights.⁵⁰ On 14th November, Napoleon informed Admiral Brueys about the sending of the emissary which we may consider as the starting point of the sea preparations.⁵¹ The confidence and the self-myth of invulnerability of Grandmaster Hompesch existed resolutely in time of the reports of the French preparations. Even in February 1798, Admiral Brueys' visit did not distress in him. His attitude was mostly negative if the idea of a possible French expedition arose.⁵²

Poussilgue — and later the famous minerologist and knight, Dieudonné Dolomieu — successfully accomplished his agitational activity on Malta. He carried over knight Bosredon de Ransijat who was the treasurer of the Order and knight Jean de la Fay who was the commander of the fortresses.⁵³ We may appreciate an unambiguous sign of his success that during his eighteen days at Malta, several high-ranking officers were converted to the French side.⁵⁴ Also contacted with his former military schoolmate who had been in service on the island for years. Poussilgue's letters and messages clearly stated the the French-speaking knights did not have high fidelity towards the Order and they did not even ask for any bribing money or financial support, because they only wanted to leave the islands to go home. The French Consul of Malta, Jean-André Carusson joined to the movement as well. Poussilgue described Grandmaster Hompesch as a not too clever man who probably would neither use the Order's military potential nor the defensive system of the islands to resist. In Poussilgue's opinion the people around the Grandmaster had great influence on him and both the English and Russian diplomacy tried to place their hands upon the islands for which they made used every method of influencing. Napoleon was convinced that a powerful military demonstration was needed around the island which would make direct pressure on the Grandmaster and the islands would be furnished to French hands.⁵⁵

⁴⁸ LAVALETTE 143-144.: The Directory was afraid of the power and fame of Napoleon, they did not want to see him among themselves so they let his plans trickle in its own bed rather than they have a tiff with the conqueror of Italy.

⁴⁹ BINGHAM 192. and *CN. III.* piece 2354. 434-435.

⁵⁰ COLBERT 158.

⁵¹ *CN. III.* piece 2364. 441.

⁵² VILLENEUVE-BARGEMONT 281-283.

⁵³ CASTILLO 100.

⁵⁴ HARDMAN 19.: In the period between 24th December 1797 and 11th January 1798, Poussilgue's cousin aided according to the commands of Napoleon and the emissar with everything.

⁵⁵ LAVALETTE 146-147.

Poussilgue's summary report was sent from Milan to Paris on 8th February 1798. In his letter he reported fully about the financial situation of the Grandmaster and the Order, about the state of the fortifications, he made a proposal to the methods of the expansion of the French influence, provided starting points for favourable places of a possible French military attack and reported the points of view of international politics in connection with the islands.⁵⁶

On 26th October 1797, abreast the maltese plans, the Directory ordered the establishment of the Army of England under Napoleon Buonaparte's command who was substituted by general Louis Charles Antoine Desaix in his absence.⁵⁷ Crossing the English Channel and the invasion of Britain were intended to be the tasks of the military forces. However Napoleon, his well-prepared officers and the admirals knew exactly that the plan was impossible if they considered the leeways of the French fleet, despite the preparations were started that successfully diverted the attention of intelligence services from the organizations of the Eastern campaign. Contemplating the opportunities realistically, in fact, there was no chance to a succesful landing in England. In spite of this, there were serious intentions behind the plans but not the right time. This superb diversion of the Directory and Napoleon proved operable against the foreign intelligences. On 9th January 1798, Buonaparte as the organizer of the Army of England requested an artillery rearrangement from Minister of War, Barthélemy Louis Joseph Schérer. There were two centres for this rearrangement, Douai and Rennes; with this, sustaining the illusion of a debarkation plan in England.⁵⁸ In some units of the French artillery the calibre of cannons were modified to those in use at the British land forces. One month later the supposed preparations were surveyed by General Louis Desaix at Brest and General Jean Kléber at Le Havre and the logistics of the port of Boulogne was organized by General Caffarelli du Falga at least in principle. The official correspondence vouched about concrete ideas, the French had a full plan for the invasion of England and they did everything so that the appearance has a reality-base. At the same time the preparations for the Eastern Campaign were kept secret not just ahead of the agents of the British Government but also the characters of the upcoming campaign.⁵⁹ As later Napoleon told it to one of his aide-de-camps on the island of Saint-Helena: „*The British Government had prepared for all eventualities, except that of an invasion of Egypt; they felt certain the expedition was intended to join the Spanish fleet at Cadiz, make for Brest, and then land simultaneously in England and Ireland.*”⁶⁰ In February 1798, Napoleon personally travelled through the northern coastlines and ports for two reasons: On

⁵⁶ HARDMAN 20-28.: Poussilgue's report.

⁵⁷ CLERGET, C., *Tableaux des Armées Françaises pendant les guerres de la Révolution*, Librairie Militaire R. Chapelot, Paris 1905. 66.

⁵⁸ HOWARD, J. E., *Letters and Documents of Napoleon. Volume I.: Rise to Power*, Oxford University Press, New York 1961. 219.

⁵⁹ COLBERT 165-166.

⁶⁰ HARDMAN 35.

the one hand he wanted to maintain the illusion of an invasion against Britain, and on the other hand, he collected detailed informations from the local maritime professionals about the habits, movements and deployment of the British fleet. After Buonaparte had returned to Paris, he immediately began to organize the practical preparations for the Eastern Campaign.⁶¹ At this time Admiral Brueys and his fleet from Corfu appeared before Malta and he got into the harbour to repair his previously storm-damaged vessels which did not serve any other objective than remapping the power relations of the islands.⁶²

In the course of the preparations extraordinary logistical and financial difficulties arose. One of the key members of the financial organization was Benoit Georges de Najac at Toulon, who was helped by Gaspard Monge.⁶³ The financial means were mostly rearranged from Bern and Rome to Toulon from the sources of the confiscated Swiss and the Papal treasuries. At this time the financial administration of the Directory was quite disorganized which facilitated Napoleon's work to aggregate the money. In time the Directory everyway spilt out from the control and the organization of the expedition. The occupational plan of Malta became the sole passion of Napoleon and the politics had no voice in that. The Directory's role shifted towards passivity.⁶⁴

On 5th March 1798, the functional preparations of the eastern campaign were ordered under the personal command of Napoleon Buonaparte. Napoleon organized every detail of the campaign, the army rearrangements, collecting scientists and artists and forming the staff sparing no pains. The size and intensity of the preparations assumed one thing for the observers, the upcoming invasion of England. The outside observers remained uncertain only in one question, about the presence of the scientists.⁶⁵ The Directors were informed continually by Napoleon's letters about the general's concrete ideas and plans. At the same time the Directory began the rearrangements of the armed forces to the mediterranean coasts with his secret orders.⁶⁶ Buonaparte invoked those scientists who he wanted to take with him to the conviction of the Executives so the influence of science validated its pressure onto politics. As regard the generals, Napoleon wished to take along his main comrades from the Italian theatre of war, as well as some special talents who did not serve with him but they earned his trust with

⁶¹ BOURRIENNE 126-127.

⁶² BOISGELIN 60.

⁶³ SCHOM, A., *Napoleon*, Aquila, Debrecen 2001. 96-103. and 113-119.: The presentation of the incurring financial problems and their detailed analysis in the course of the preparations.

⁶⁴ HARDMAN 29.

⁶⁵ ADER, J. J., *Histoire de l'Expédition d'Égypte et de Syrie*. Ambroise Dupont, Paris 1826. 1-8.

⁶⁶ *Correspondance de Napoléon I^{er} publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III. Tome IV*, Henri Plon and J. Dumaine, Paris 1860. pieces 2426-2434. 1-10. (hereafter: *CN IV*): Napoleon's detailed project for the Directory in point of the costs, equipments and necessary human resources in base-accorded dissociation. And the orders of the Directory acting about the execution. The whole documentation about the organization of the eastern campaign is traceable in the fourth volume of Napoleon's correspondence, where both the military and the financial documentations can be found. So in present case we would not go into their detailed review.

their actions. Among others general Louis Charles Antoine Desaix, general Jean-Baptiste Kléber [who volunteered], and general Louis Marie Maximilien de Caffarelli du Falga.⁶⁷ The preparations were organized under cover on five different sites under the leadership of five senior officers: Caffarelli in Toulon, Reynier in Marseille, Baraguey d'Hilliers in Genoa, Desaix in Civita-Vecchia and Vaubois on Corse. They had to be ready to the deadline of 15th April 1798.⁶⁸ The chief of staff was general Alexandre de Berthier, the commander of the scientists and the technical units was the highly accurate and solid organizer, general Caffarelli du Falga.⁶⁹

In his letter addressed to the Directory dated on 17th March 1798, Napoleon mentioned the progression of the logistical preparations. General Jean Lannes was delegated to help organizing and distributing in Toulon. The Minister of War handed down orders in Lyon for large amount of equipment and clothing.⁷⁰ On 26th March 1798, Napoleon wrote a letter to former Interior Minister, Pierre Bénézech in order to call for cooperation of the Republic's press office and the arab-speaking Citizen Langlés, according to which the above officer and the other arab-speaking employees should join the military contingents.⁷¹

Buonaparte Napoleon's appointment as Commander-in-Chief of the Eastern Army was officially confirmed again on 12th April 1798, more than a month after the preparations had been progressing on the quiet. The mentioned order was probably written by Napoleon himself and the Directory signed it only later.⁷² The process of the organization and planning was approaching the marked deadline but the foreign intelligences were still kept in doubts. As Buonaparte himself expressed it, he planned for six months or for six years depending on the circumstances which latter time interval should be sufficient to conquer India.⁷³ He also received an authorization from the Directory to seize Malta inasmuch as it did not jeopardize the main goal of the expedition in any way, namely the occupation of Egypt.⁷⁴

The departure scheduled for 19th April had to be postponed because on one hand the preparations were delayed compared to the planned date and on the other hand anti-French demonstrations happened in Vienna. On 23th April, general Jean-Baptiste Bernadotte reported from Vienna that in the midst of the unrests the tricolor was ripped off from the French Consulate. The postponement of the departure was asked by the Directory because of the threat concealing in this situation. The Executives were in dread of the effects of the events of Vienna, as

⁶⁷ COLBERT 160-164.

⁶⁸ *Commentaires II*. 185-186.: They started the expedition with food enough for 100 days and with drinking water enough for 40 days. With detailed tables.

⁶⁹ *Commentaires II*. 187.

⁷⁰ *Oeuvres de Napoléon Bonaparte. Tome II*, C. L. F. Panckoucke, Paris 1821. 128.

⁷¹ HOWARD 230-231. and *CN. IV*. piece 2452. 24.

⁷² *CN IV*. piece 2491. 50.

⁷³ BOURRIENNE 130.

⁷⁴ *CN. IV*. pieces 2496-2497. 53-54.

the Swiss cantons also rebelled, so they wanted to keep Buonaparte at home but meantime they feared from his growing power and glory too, so finally on 3rd May they gave again a new departure command. They chose the less risky decision for themselves.⁷⁵

The recurrence of the continental war threatened the success of the mission and the preparations keeping in secret from the very beginning so the departure of the army was overdue with twenty days because of the fear of the Executive Power. Napoleon was furious to Bernadotte, he blamed the general for only 25 days remaining for the travel time of the expedition instead of the planned 45 days. At the same time it was to be feared that the arrival of a larger British fleet to the Mediterranean Sea which would have meant the failure of the entire mission. The English warships led by Admiral Nelson missed the departure of the French contingents, despite, they paid attention to the cover of the strategically important harbours in the region, including Naples, Messina, Tripoli and Tunis.⁷⁶ Later when they started chasing the French, they did not calculate on the excursion of the French fleet to Malta and their residence there.⁷⁷ According to Lord Nelson's letter which dated on 7th May, at this point the British fleet at Gibraltar had no idea about where the French fleet was preparing to go. They prepared for several possibilities, they waited for them at the Strait of Gibraltar but they expected the invasion of Naples, too. Therefore the Admiral asked for more accurate information from the Admiralty.⁷⁸ Hardman's work give a detailed account about the uncertainty of the British Intelligence which was caused by the conflicting information which had leaked to them before and admit that the first accurate information about the target of the French expedition [Egypt] were only received by the British on 29th May. Although in April 1798, a squadron was ordered to the Mediterranean Sea under the command of Horatio Nelson by the British Admiralty at that time just for watching the French armament preparations. However by the time they reached the area of Toulon, the French had left the harbour. But for that time the time was on the French's side and Nelson was unable to catch them up until their arrival in Egypt.

„La petite expédition,, — from 19th May 1798 – to 18th June 1798

The French units convening in Marseille were puzzled concerning their destination, accordingly some guesses often took wing during the completion of their preparations.⁷⁹ Finally, on 7th May, the contingent of Marseille set sail for

⁷⁵ COLBERT 167-171.; Cf. *CN. IV. pieces 2528-2529. 74-75.*: The latest possible departure time of the fleet: 29th April.

⁷⁶ *Commentaires II.* 191. and BOURRIENNE 132-133.

⁷⁷ COLBERT 182.

⁷⁸ NICOLAS, Sir N. H., *The Dispatches and letters of Vice admiral Lord Viscount Nelson. Volume III*, Henry Colburn, London 1845. 14.

⁷⁹ BRICARD, A. – BRICARD, J., *Journal du Cannonier Bricard 1792-1802*, Ch. Delagrave, Paris 1891. 297.

Toulon, the commanders consciously kept things private before the residents on board, even so it was suggested that later they would move along to Egypt. Marseille was left with curiosity mixed with excitement because it was not known when they may return home again at all. Even during the short coastal journey the appearance of the seasicknesses caused serious problems among the soldiers of the infantry units. Their joining to Toulon's squadron happened amongst hard vicissitudes as because of the unfavourable winds they got there with difficulty. There they joined a never seen sized fleet, under command of the Orient that was the gem of the French Navy. The unrest of the Toulon days heightened the discomfort feelings of the soldiers.⁸⁰ The waiting, the big mass, the curiosity were frustrating and challenging simultaneously. As Miot notices, the majority of the soldiers awaited anxiously the start of the expedition because they were lured by glory and wealth, the blessed effects of which they may had experienced in Italy. They desired to free and easy success and great glory with little effort but all the greater benefits. Miot described the Toulon's contingent as well-equipped forces.⁸¹ „A young officer at Toulon, Michel de Niello Sargy, later wrote: I was far from having any idea of the nature of the armament that was prepared, and even less of its destination, when I threw myself—like so many other young persons—into that audacious expedition. I was seduced by the renown of the commander in chief and by the glory of our arms. It was a delirium, a nearly universal compulsion.”⁸² According to Cole: „...the flower of French young manhood being sent far away from France without knowing their destination, and worrying that they might never return.”⁸³ At the same time there happened desertions and insubordinations regularly which projected the unfavourable evolution of the morality.

On 19th May, Napoleon informed the Directory about the departure.⁸⁴ At the top of the collected fourteen ships-of-war the sailing out started. Only half of the usual naval crew were on board, all of the remaining places and positions were filled by the soldiers of the French regular army troops.⁸⁵ According to the calculations of Jonquiére the total military staff consisted of 49,608 people. Together with the scientists and the attendants this number exceeded 50,000.⁸⁶ Admiral Brueys was the commander of the fleet which consisted of approximately 500 ships under whose command and several other talented and respected naval officer took part in the expedition such as the captain of the Orient, Luc-Julien-

⁸⁰ VERTRAY, M., *L'Armée française en Égypte 1798-1801*, G. Charpentier, Paris 1883. 11-15.

⁸¹ MIOT, J., *Mémoires pour servir à l'Histoire des Expéditions en Égypte et en Syrie*. Le Normant, Paris 1814. 3-6.: The enumeration of the ships-of-war and frigates of the Toulon's contingent. Cf. VERTRAY 189-196.: The detailed presentation of the expeditional army.

⁸² COLE, J., *Napoleon's Egypt: invading the Middle East*, Palgrave Macmillan, New York 2007. 5.

⁸³ COLE 6.

⁸⁴ CN. IV. piece 2604. 114-115.

⁸⁵ LAVALETTE 419.: Appendix N° 1.: On-board calling command.

⁸⁶ DE LA JONQUIÈRE, C., *L'Expédition D'Égypte. Volume I*, Henri Charles-Lavazelle, Paris 1899. 518-538.: Detailed review.

Joseph Casabianca. Other ships joined the military operation from Genoa, Ajaccio and Civitavecchia, under the leadership of Toulon's fleet.⁸⁷ According to Denon's description the supply was running out exceptionally quickly and the water became undrinkable and stinky, so their supplement became necessary as soon as possible.⁸⁸ The departing fleet made bad weather soon, which further increased the soldiers' fear on board. The larger ships stood against the swells relatively easily but the smaller ones and their crews were liable to the elements' strength. It was typical of the uncertainty that the simple soldiers did not know that they were led by Admiral Brueys and the pursuer was called Admiral Nelson, they mostly believed that they were going to Scily.⁸⁹ On the same night that the French fleet set sail in Toulon, Lord Nelson's patrolling ships were ruined by a storm in the area amongst Provence, Corse and Spain. Thanks to this storm, the French gained advantage. Napoleon wrote in his letter of 6th June to Admiral Brueys that he had planned the blockade of Malta and its ports. The rest of the fleet was also needed for the realisation but the plan of occupation had been delineated irrespectively of the Maltese reactions by that time.⁹⁰ On 8th June, the French squadron of Civitavecchia under the command of General Desaix appeared in front of Gozo. Feeling the danger, the Grandmaster summoned the Knights' Council to discuss how they should respond to this direct threat. Naturally, the Council was divided into two parties. The debates were smartened, both groups of the Council related its own opinions, the pros and cons of their standpoints.⁹¹ One of them would have taken up arms against the French and would have called the population of the islands into war, while the other group was sitting on the fence because this time not the pagan Turks attacked but a Christian fleet appeared on the coasts not definitely with hostile intentions. The sequence of events and the situation considered as an outside observer, the arguments of the capitulatory knights seemed more rational but the leaders of the Order did not think so yet. The pressure of the European diplomacy towards the Grandmaster played a considerable role in it. Knight Schoenau, who had taken part at the Congress of Radstadt as the Order's assigned minister, indicated the opportunity of a possible attack to the Grandmaster in his telegram dated on 18th May. His information was gained from high-ranking French political circles and he solicited the Grandmaster to take all necessary steps for resistance so that the European allies would win some time to intervene. If the Order had surrendered to Napoleon without resistance, it would have evoked the disapprobation of whole Europe.⁹²

⁸⁷ SAVARY, J.-A.-M. R., *Memoirs of the Duc of Rovigo. Volume I. Part I*, Henry Colburn, London 1828. 27-28.

⁸⁸ DENON, D. V. – AIKIN A., *Travels in Upper and Lower Egypt, in Company with several divisions of the French Army, During the Campaigns of General Bonaparte in that Country. Volume I*, T. N. Longman and O. Rees, London, 1803. 37-38.

⁸⁹ VERTRAY 17-20.

⁹⁰ *CN. IV.* piece 2618. 125-126.

⁹¹ *Commentaires II.* 196-197. and COLBERT 182-183.

⁹² HARDMAN 44.: The telegram reached Malta on 4th June.

The Order provided with a ship-of-war and a frigate its harbour's constant defense, the presence of the two warships made the arriving French restless.⁹³ Hitting the islands, Joachim Murat made a mistake when he wanted to discover Malta's outside defense with a separate vessel but he was noticed. Later the Order's only ship-of-war approached the French during its patrol. Whereof the frigate sailing under the French tricolor, also to the command of Murat warned the Maltese ship, which returned to the port and alerted; with this, the chances of an unexpected disembarkation vanished.⁹⁴ The French fleet arriving in Malta — first of all Desaix's outpost — was ordered to not enter the port of the Knighthood, just to patrol. The Grandmaster was surprised by the fact that such a large fleet did not even attempt to sail to the port. Hompesch had sent a deputy to the leading frigate of the French convoy who estimated the strength of the French forces during his discussion with General Louis Desaix. Desaix informed the deputy they would like to recharge their supply of water and they were leading for Egypt.⁹⁵ The whole French fleet arrived the next day, the image of the expedition changed with Napoleon's appearance. The French Consul, Caruson [Napoleon's undercover man and Poussilgue's helper] who was Hompesch's deputy simultaneously, then discussed with the commanding general, too, while the head of the Order ordered the organization of defense and the arming of the militias. Caruson gave a list of 4,000 names to Napoleon who made a promise for that, that a sign is given to them by the first salvo onto the fortress to turn against the knights.⁹⁶ Eventually the Grandmaster permitted the supply of the convoy, but only four ships' entries to the port of Valletta and their refilling were authorized per day, which meant a twenty day period even for a fleet-part consisting of eighty ships, not to mention the whole French fleet consisting of more than five hundred vessels. Napoleon was enraged by the message of the Grandmaster which set back his plans with this condition, at the same time he was aware that he could not expect on more favourable feedback. This response made for the justification of the concrete armed action for Napoleon because his claim had been rejected, which, among other things, he considered as the violation of the hospitality which belonged to the Order's principles.⁹⁷

A knight from Auvergne, Bosredon de Ransijat exclaimed against the idea of the resistance.⁹⁸ Several French knights joined him, who did not want to take up arms against their own. They had been put in prison then the defense of the islands was planned and the knights were assigned in the fortifications. The opposition was defined by two sharp ideas. On the part of the knights: „*One single thought dominated all minds: the dangers and impossibility of the defence.*”⁹⁹ On

⁹³ SAVARY 30. and CASTILLO 91.: San Zacharia ship-of-war and frigate Santa Elizabetta.

⁹⁴ LAVALETTE 154-155.

⁹⁵ SAVARY 28-29.

⁹⁶ BOISGELIN 73.

⁹⁷ MIOT 7-8.

⁹⁸ MEYER 23.

⁹⁹ *Commentaires II.* 200.: „*Un seul sentiment domina tous les esprits: l'impossibilité et les dangers de la défense.*”

the part of the French: „*Valletta was not able to, did not want to, did not have to defend itself. It was not able to resist a bombardment for twenty four hours.*”¹⁰⁰ At the same time with the land operations, Napoleon who was on board of *Orient*, ordered the firing of the Maltese galleys, with which they were drove them back to the island's port. We can search for the reason of the crabby resistance's leeway in the fact that from the beginning of the Revolution numerous young French emigrant noblemen had come to the islands and become the members of the Order. However, because of their secular bringing-up and life, their integration in the rows of the Hospitallers became extremely difficult. A new clique was formed with their presence in the Knighthood, which in the course of time wanted to leave the rock of their volunteer exile. With the French fleet's appearance, the opportunity of a new life appeared in these people that they tried to catch. The French knew that the capturing of the capital's fortress without serious siege is almost impossible while the British fleet approached them. If they had been caught up at Malta, the progress of the expedition and planned success would have been queried. However, marching off without the occupation of the islands would have been equal with the possibility of an English takeover and with significant loss of prestige.¹⁰¹ Boisgelin's report also confirm that two-thirds of the knights were French nationality, moreover, the defense of the islands was mostly managed by knights of French nationality, too, for example knights Camille de Rohan, Mesgrigny, Valin, Guérivière. The only non-French commander of fort was the Italian knight, Tommasi.¹⁰² Approximately 6,300 people were equipped to an armed conflict on the islands which number would have been increased to 10,000 people at best. In Boisgelin's opinion the holistic defense of Malta would have been feasible with 24,000 men.¹⁰³

The organization of defense was essentially unstructured on the part of the Maltese and they were not convinced of the need of resistance because they did not possess the necessary resources neither in supply nor in manpower. This information was confuted by the more narrow-minded French descriptions, but they agree that the Order's fortifications were not well-equipped with food and water, which made the major part of resistance hard for the defenders.¹⁰⁴ The unpreparedness of the Maltese is exemplified well that the supplies and war materials were not rearranged to the key defensive positions in time, only two hours before the events of war did they begin to the logistical organization and distribution while the replenishment of the fortifications would have lasted at least eight days even in peacetime.¹⁰⁵ The descriptions about the lack of water and grain-based food were wrong in fact because the French infantry

¹⁰⁰ *Commentaires II*. 196.: „*La Valette ne pouvait, ne voulait, ne devait pas se défendre. Elle ne pouvait résister à vingt-quatre heures de bombardement.*”

¹⁰¹ MIOT 9.

¹⁰² COLBERT 184.

¹⁰³ BOISGELIN 65-68.: In his work, he lists the military commanders' names of each island and fortification.

¹⁰⁴ VILLENEUVE-BARGEMONT 285-286.

¹⁰⁵ BOISGELIN 73.

found a great amount of accumulated supplies after the occupation of the islands. Squarely the disorganization of logistics meant the main problem for the defenders.

On 9th June, Napoleon gave orders to his generals about who, where and with how large contingent had to land and the acquisition of supplies was also ordered.¹⁰⁶ Napoleon stated that he would handle the Maltese as enemies because they refused his request then the next-day landing was ordered, too. General Reynier on Gozo, Generals Desaix and Bon had to land at Marsa-Scirocco, whilst the infantry of the Genoese fleet was to land on the island of St. Paul.¹⁰⁷

In his letter dated on 10th June, Napoleon informed the Grandmaster about that he considered as the mockery of hospitality and as resistance that only four French ships would have been replenished their supply simultaneously in Malta's port. This would have been very time-consuming and humiliating for the French fleet, because of this he felt empowered to get what he needed by force.¹⁰⁸ At dawn on 10th June, the French fleet settled into a semicircular offensive line and blockaded the port of Malta. Then Napoleon's troops began the landing at four strategically important positions, while the French ships and the defensive positions started firefight. The turrets and the smaller defensive forts were captured less than an hour by the French infantry under the command of General Baraquay d'Hilliers. The resistance was not considerable, at noon the island of St. Paul and the southern roads of the main island fell into French hands. At Marsa-Scirocco, the resistance was slightly more considerable, but the French easily advanced under the command of General Desaix here too. The advanced guard was led by Jean-Anne-Marie-René Savary, who secured the safety of the landing and led the marching infantry units towards the fort of Valletta. The French infantry's landing unit occupied the smaller outer fortifications of the main island systematically. However the siege of Valletta's citadel carried some risk because of its natural conditions and well-established defensive system. The fort's artillery and the ditch system surrounding the fort meant a serious threat for the French but the Grandmaster was afraid of the number of the attackers. The head of the Order was able to detail only a few soldiers, just a few knights took up arms, just as the majority of the population, either. The French presence was not the same as an Ottoman invasion which latter would urge the inhabitants to acts. The defensive positions became useless so the invaders advanced towards the fortress of the main island without resistance. Savary and the entire French military staff were surprised by the opportunity of this easy conquer on a place that had been judged uncaptureable previously.¹⁰⁹ The rich inhabitants of the city and the knights locked themselves into the fortress of Valletta. The turrets of the fort and the French warships fired at each other without results and *vica versa*.¹¹⁰ Desaix and his units

¹⁰⁶ *CN. IV. pieces 2620-2628. 127-132.*

¹⁰⁷ *Commentaires II. 198-199. Cf. ADER 14-15.*

¹⁰⁸ *CN. IV. piece 2629. 133.*

¹⁰⁹ *SAVARY 30-31. Cf. COLBERT 180-181.*

¹¹⁰ *DENON – AIKIN 49-51.*

captured the whole of Marsa-Scirocco while General Vaubois marched into the old capital Ville-Noble without resistance. At the same time General Reynier continued the siege of the island of Gozo both on land and water. Reynier accumulated a large amount of ships in the port with considerable firepower, his landing was covered by Admiral Brueys. The resisting people had to be taken, but they had to try to the retention, calmness and possibly the application of lower-intensity armed clashes on the islands.¹¹¹

The French expected about eight hundred to nine hundred knights and the militia similar in numbers from Maltese part, such active, fully valued, operational people who attended the defense of the islands. Nevertheless the Order became unfit for effective defense because of its multinationality and laziness. The militists approached to the question of defense resignedly, because they watched boringly the knights' enviable life and did not want to take risks for them. The patriotic islanders felt strangers in their country and they had faith in the French protecting their rights and interests while the knights were afraid that a militistic rebellion in the case of a French landing would banish them from the island. As far as the fortifications of the islands were impregnable so bad was the unified spirit and moral attitude in the defenders. Well in advance the siege of Mantua came to in all of the knights' minds, the generosity and regalness of Napoleon were manifested because he imparted General Wurmser in unique treatment, who lost that city.¹¹² The Maltese knights hoped for a similar situation well in advance in case the islands fell. „*The military spirit was ended, there was neither discipline nor rules.*”¹¹³

After the initial fear was over, the inhabitants welcomed the invaders with pleasure and almost peacefully, they considered the French as their saviors who would liberate the people from the impregnate power of the arrogant and oppressive knights. After the appearance of the French and because of the helplessness of the Order, the enraged Maltese people attacked some knights. Grandmaster Hompesch locked himself in the citadel of Valletta, he did not dare to become aware of the disastrous situation in which he embroiled himself and the Order.¹¹⁴ The French disembarkation itself would have proven to be little merely to the complete success but the revolutionary propaganda which was boosted by the soldiers raised the Maltese people against the oppressive government of the knights who left them to themselves and because of this a general uprising began.¹¹⁵ From the landing to the capitulation, wild and brutal events were going

¹¹¹ *Correspondance Militaire de Napoléon I^{er} Tome I*, E. Plon, Paris, 1876. piece 218. 493-495. (hereafter: *CM I*.)

¹¹² *Commentaires II*. 194-196.

¹¹³ KERM OYSAN, J., *Napoléon, recueil par ordre chronologique de ses lettres, proclamations, bulletins, discours sur les matières civiles et politiques etc. Tome I*, Firmin-Didot, Paris 1857. 185.: „*L'esprit militaire s'était éteint; il n'y avait plus de règle ni de discipline.*”

¹¹⁴ VILLENEUVE-BARGEMONT 295.

¹¹⁵ BOISGELIN 78-79.

on in Valletta about which a correct report was made by Knight Meyer as an active participant and witness of these events. According to his description, a real revolution was going on against the Order, a popular uprising which defeated the Knight's government and the Order did not fall a victim to the French.¹¹⁶ Many of the French knights had been corrupted earlier who were mentioned as „*Buonaparte's spies*” by the arriving soldiers. There was not a great resistance with ill-equipped defense and rising population. Gozo's fortresses fell against the charges of the French infantry in three hours in contempt of the defenders' firing and rockbombs of the defenders and the French lost only two men.¹¹⁷ At dawn, on 11th June, the French fleet began a bombardment from five directions simultaneously against Valletta under the command of Caffarelli. The inhabitants of the besieged city found refuge at the ramparts with their families and pets, the panic increased in the defenders.¹¹⁸ The bombardment did the desired effect, all of the Maltese people rose up in protection of their lives and their goods, but not against the besieging French but against the incapable knights. Many of them were killed by the Maltese, those member of the Knights Council who voted for the resistance, asked the French for refuge. In time the rebels pierced into the palace and they looted, went on rampage and murdered. Meanwhile General Reynier occupying Gozo, brought French knights in front of Napoleon as prisoners of war, who were received quite rawly by the commanding general: „*After having questioned them, Bonaparte said to them with a stern voice: Since you have taken up arms against your country, you should have known how to die. I will not accept such prisoners you may therefore return to Malta, which is not yet in my possession.*”¹¹⁹

The mark of the committed destructions denoted by the invaders is that the French Army was called „*new Goths and Vandals*” because they destroyed a lot of great historical values. Some eye-witnesses considered incomprehensible that how an army completed with more than two hundred scientists could have been so barbarian.¹²⁰ The key momentum of Boisgelin's account was the mention of responsibility of the stigmatized knights as traitors, while other contemporary sources such as Doublet's report accused the population of treachery and betrayal. The former clearly blamed his traitorous knight companions anonymised and the whole Maltese population who returned thanks for prosperity to his Christian superiors with betrayal.¹²¹ Bricard acknowledged in his diary that the shops were closed and the city was nearly extinct because of some French soldiers' vicious cruelty.¹²² As usual some french soldiers had a debauch at the expense of the

¹¹⁶ MEYER 25-43.

¹¹⁷ VERTRAY 20-23.

¹¹⁸ *Commentaires II.* 200-201.

¹¹⁹ DENON – AIKIN 53.

¹²⁰ BOISGELIN 99.

¹²¹ *Ibid.*,. 59.

¹²² BRICARD 306.

population so the richer citizens hid their goods, closed their shops and they defended their women from them.¹²³ The revolt of the Maltese people against the Order and against the Council of the defense party realized all the fears of the Grandmaster. He was forced to negotiate for the good of himself and his Order.¹²⁴ The freshly released knight, Bosredon de Ransijat was appointed to conduct the negotiations, who had been closed earlier because he had refused the armed resistance against his compatriots.¹²⁵

During the evening, Napoleon received the deputy of the Order on board of the *Orient*, who asked for the suspension of hostility in the name of the Grandmaster and the Knights' Council. Their resistance was explained referring to their neutrality (not opening of the ports). But from the start of the negotiations they committed themselves to the French national laws and to the generosity of the commanding general. The Russian Consul, O'Hara had criticized the idea of the truce because he wanted to play the islands into the Russian forces' hands expected by him. Contrarily, the Grandmaster believed that the arriving British fleet would rescue him from the island during the time of the truce negotiations.¹²⁶ Still on 11th June, Napoleon sent General Jean-Andoche Junot as deputy to the Grandmaster, ordering him to open the gates of Valletta. The armistice was concluded by Grandmaster Hompesch and from French side by General Junot, Poussilgue and Dolomieu in Valletta.¹²⁷ On the night of 11th June, the Grandmaster himself, who was in attendance upon knight Bosredon de Ransijat, came on board of the *Orient* to sign the capitulation. Finally, on 12th June at 2 o'clock in the morning the treaty of capitulation was signed, so Malta and the Order of Saint John fell.¹²⁸ In addition, another eight-point document was drawn which had reference to the receipt of the islands: It contained detailed rules which were standards for the French and Maltese too, relative to the change of ownership of the islands. The resignation of the Order from the sovereignty and ownership of Malta was added in, for the benefit of the French Republic. For the Grandmaster, a yearly 300,000 francs pension was established and a principedom equivalent with the lost one was promised to him in one of the European countries — of course in an area under French authority — as well as financial compensation for his confiscated possessions. Furthermore, while he stayed in Malta he should receive obligatory military honours. The French knights' homecoming were supported by the Republic. In its satellites, the Republic permitted the settlement of knights of other nationalities. The French Republic suggested an apportionment of yearly 700 francs which was lifted to 1,000 francs above the age of 60

¹²³ DENON – AIKIN 60.

¹²⁴ ADER 16.

¹²⁵ ADER 17-18.

¹²⁶ LAVALETTE 155.

¹²⁷ *Commentaires II.* 201-202. and COLBERT 186.

¹²⁸ *Commentaires II.* 202. and HOWARD 236-237.: Text of the capitulation. and *CN. IV.* pieces 2636-2637. 136-138. The rules of transaction of the capitulation and surrender.

irrespective of the knights' nationality. The French promised that the rights of the Order's members and their personal properties are guaranteed in other European states. The French wanted to ensure the rights to free conscience rights for the Maltese people. They decided that all the civil acts passed by the Order's government should remain effective and about their continuous fulfillment.¹²⁹ Naturally, almost nothing materialized from the laid principles.

On the same day Napoleon wrote a letter to the bishop of Malta in which he set the bishop at ease concerning that the clergy would not be harmed and thanked for his role with which the bishop poured oil on troubled waters and Napoleon asked him to ensure the peace between the people and the clergy in the near future.¹³⁰ Meanwhile, General Caffarelli examined the fortifications minutely and said: „*It is very lucky for us that there were people in the place to open the gates for us; for if it had been deserted, the army would never have got in, notwithstanding all our exertions.*”¹³¹ On 13th June, the Maltese handed over every island and all fortresses to the French, the land forces marched in, Napoleon landed in disguise and surveyed his conquest. At noon the French fleet sailed into Valletta's huge harbour and began the filling of the stocks, and also the takeover of the vehicles and depots. Buonaparte sent a report to the Directory about the success of the expedition.¹³² Besides all this, Napoleon published a leaflet as indictment in which he recited the sins of Malta during the years of the Revolution which were committed against France and which gave reasons for his appearance in his opinion.¹³³ After Napoleon had occupied Malta, appointed himself the lord of the islands, part of the Order's ottoman slaves were released and sent home to Constantinople wanting to get the benevolence of the High Port with this gesture because the Order had been irreconcilable enemy of the Ottomans earlier.¹³⁴ The Ottoman and Arabian prisoners had already mourned over the eternal captivity but Napoleon freed them in order that the news of his compliance and his generosity would precede him in Egypt. „*The General's first care was to break the chains of the Turkish and Arabian slaves; he wanted his fame of generosity and clemency to precede him in Egypt.*”¹³⁵ In spite of Buonaparte's good will, 800 Turkish prisoners were taken to the boards of the ships-of-war.¹³⁶ Thirty-four French knights were enrolled to the French army where they received a rank, an

¹²⁹ *Commentaires II.* 202-204.

¹³⁰ *Commentaires II.* 204-206. Cf. BINGHAM 209.

¹³¹ LAVALETTE 155-156. Cf. *Commentaires II.* 193. and BOURRIENNE 137.

¹³² *CN. IV.* piece 2641. 140-142.

¹³³ *CN. IV.* piece 2642. 142-143.

¹³⁴ BERTHIER, (Général de division) A., *Relation des Campagnes du Général Bonaparte en Égypte et en Syrie*, Imp. Rue Neuve, Milan 1799. 29. Cf. BOURRIENNE 137. and DENON – AIKIN 57.

¹³⁵ ADER 19-20.: „*Le premier soin du général fut de briser les fers des esclaves turcs et arabes; il voulait se faire précéder en Egypte par une renommée de générosité et de clémence.*” and COLBERT 188. and HOWARD 243.

¹³⁶ *CN. IV.* piece 2675. 163.: From among the turkish and berber prisoners the ones who entering voluntarily were admitted into the army as supplements.

additional fourteen knights joined the Army voluntarily same as the Grandmaster's grenadiers, the arabic-speaking administrative staff members were assigned to the French Generals, the older knights and soldiers were sent to Corfu and Corse in three groups. The Grandmaster and his followers got a free passing together with all the knights to the place, which they considered suitable. Twelve-hundred guns, forty-thousand handguns and one million portions of gunpowder were found by the French from which the stocks were complemented. Furthermore, they supplied themselves with water and easily filled up their stocks from the accumulated grain for 3 years. In fact, the French officer corps seized the multiple of the officially reported value of one million in the different form of chattels and money. The total value of the attained goods reached seven million francs in clear income. However, the whole of the seized goods lost soon.¹³⁷ The French troops obtained clear drinking water again instead of the stinking water and they compensated their needs with fresh oranges while the unpleasant effects of the intense heat had to be tolerated.¹³⁸ The knights left the islands with Italian and French passports towards the aforementioned destinations.

On 17th June, Grandmaster Hompesch left the island with a neutral vessel which was at his disposal which was escorted by a French frigate to Trieste. The frigate *Artemisa* — on board with Lavalette — escorted the Grandmaster and his officers to the Adriatic Sea to prevent them from looting or their falling into pirates hands. At this time the French became aware of that the British were heading for Malta. During his one-week's residency, Buonaparte reorganized the administration of Malta totally. Among others he set up the national guard, obligated the wearing of the tricolor cockade, abolished slavery, disarmed the population, announced the dissolution of the Order of Saint John, reorganized the ecclesiastical system, established a new tax, founded schools, made health provisions and ordered public-area maintenance too.¹³⁹ His disposal which gave the children of the rich Maltese families a fair show to their schooling in France, in fact, meant hostage taking and an assurance to avoid the anti-French rebellions.¹⁴⁰ The first Maltese newspaper was founded which was written in French and was entitled to „*Le Journal de Malte*”.¹⁴¹

During the week which Buonaparte spent with the reorganization, he looked

¹³⁷ SCHOM 129. and BOISGELIN 104.: Later, treasures and artifacts which were stolen from Malta as well as the entire cash were destroyed in the Battle of Aboukir on 1st August when the British sank the Orient, while the treasures of the frigate *Sensible* also were acquired by the British on 19th August. Cf. ADER 19.: He mentions as a plunder: One and a half million tons of gunpowder and coinages worth three million francs were found.

¹³⁸ MIOT 8-9. Furthermore the French confiscated goods worth of one million silver coins which they wanted to use for supply aims in Cairo.

¹³⁹ MIOT 12-14. and the summary of Napoleon's commands: IN: HOWARD 238-242.: Orders from 13 to 18 June. With full text: IN: KERMOYSAN 190-204. and CN. IV. pieces 2643-2645., 2647-2648., 2650., 2664., 2668-2673., 2686-2687., 2691-2698., 2700-2701.

¹⁴⁰ ADER 21. Cf. BERTHIER 1.

¹⁴¹ Edward FENECH: *Contemporary Journalistic Maltese: an analytical and comparative study*, Brill, Leiden 1978. 4.

for the alliance of Ali, Pasha of Janina to reach an outburst of a rebellion on Greek areas with which Napoleon could have bound the hands of the Ottomans but he failed.¹⁴² On 17th June 1798, Buonaparte reported to the Directory again that he was able to capture the most defended place of Europe which had been sold to the Russian Tsar five days ago in exchange of 400,000 roubles.¹⁴³ He wanted to upload his forces from the Corsican infantry units so additional troops were ordered from the Directory and French teachers to the newly founded Maltese schools. General Alexandre Berthier tried to make up for the deficiency of medicines, salted meat and conserved foods from Toulon. The Directory did not respond to either requests. The frigate *Sensible* sailing under the command of the mentally unstable General Baraguey d'Hilliers was sent to Paris by Napoleon, naturally under the flag of the Order with various valuable relics on board.¹⁴⁴ Bosredon de Fansijat was elected as the first man of the newly formed interim government subordinated to the Directory, but, in fact, as commissioner of Napoleon, then General Vaubois'.¹⁴⁵

By 18th June there were no — anti-French — knights left on the islands. General Vaubois and his men took control. The necessary minimal military forces of 8,000 could not be placed in the garrisons.¹⁴⁶ Although Napoleon had planned to place 8,000 men to resolve the full protection but their replacing proved to be insurmountable from the aspect of the further progression of his campaign. The army weakened by 4,000 men but 2,000 Maltese were enlisted instead of them. Europe was shocked by the occupation of Malta but in France it was accepted with enormous enthusiasm.¹⁴⁷ On 18th June, avoiding the coming British fleet, the French sailed towards Egypt.¹⁴⁸ Admiral Nelson became aware of the French's Maltese presence only after when the enemy fleet had already left for Egypt. Nelson had earlier reported about a series of damage which the fleet had suffered in a storm and which set back his progress. Before this, when the French were already sailing towards Malta, Nelson's fleet belatedly blockaded Toulon on 1st

¹⁴² ADER 20-21.

¹⁴³ BINGHAM 210. and HOWARD 243-244. and *CN. IV.* piece 2676. 163-164. Cf. SCHOM 129.: The real possibility of a Russian takeover was very small. A serious bid to the island may have occurred but we may talk about the maintenance costs of the Russian Priory as can be seen at Schom.

¹⁴⁴ KERM OYSAN 189-190.

¹⁴⁵ BOISGELIN 98.

¹⁴⁶ *CN. IV.* piece 2658. 150-151.: General Vaubois and 3,053 French soldiers together with five artillery units remained for the defense of the islands. But later additional troops were requested from the Directory by Napoleon. See piece 2667. 155-156. and BERTHIER 1.

¹⁴⁷ *Commentaires II.* 206-208. and HOWARD 242-243.

¹⁴⁸ LAVALETTE 156.: It's interesting, as the memoir describes Napoleon's and the French sailors' opinion about a possible naval battle against the British. Their belief in victory bear testimony to self-confidence, but probably the author assumed correctly that the French fleet would have bled to death in the fire of the British frigates in a possible battle. Thus, the whole Egyptian campaign would have been in danger which would have had serious consequences in the future, but thanks to the fear and the early capitulation of the Maltese, this did not happen. Cf. *CM. I.* piece 219. 495-497.: Napoleon's general order with the steps of Malta's leaving and the enumeration of defensive units staying there.

June. Then on 10th June, as the Admiral was anchoring at Naples, he received information about the French's landing on Malta. Since he knew that the French were going towards Egypt, he travelled from Messina to Alexandria, where he arrived on 29th June. Napoleon himself had received news about the reinforced presence of the British on the Mediterranean Sea on 25th June. Thanks to the fortune and the more sophisticated French intelligence merely, the sea clash between Napoleon and Nelson was cancelled.¹⁴⁹

In the course of the deeper examination of the occupation of Malta, we can discover the combined role of the presence of three different factors. The cohesion of the military, financial and individual factors within the confines of „*la petite expédition*” are perfectly suitable for understanding the Napoleonic mentality.

Napoleon's eastern campaign including the Maltese episode can be regarded as an exceptionally instructive one. If we consider the structure of his military organization and setting up an army, the selection of a trusted officer's group can be observed well, who during the latter campaigns and then during the time of the Empire formed the main core of military commanders and then the marshals. From among the officers taking part in the eastern campaign several of them substantiated their careers here and raised their own reputations even more in this expedition too. Although some of them died soon (Desaix, Kléber, Caffarelli) most of them advanced at least to the status of aide-de-camp (Rapp, Savary, Murat) within the confines of the Napoleonic military system under the Consulat, then the Empire.

At the same time, the Maltese expedition can clearly be regarded as a capital-forming military action. If we take notice of the major financial difficulties before the start of the eastern campaign, the acquisition of the financial means which referred to the financing of the additional operations as well as the supplement of their deficit, played a huge role, besides reaping laurels of the occupation of the islands. The acquired financial means would have served military and individual political interests simultaneously.

In the individual factor, we can see the materialization of Napoleon Buonaparte's desire for power and his personal defiant hunger for glory. After all „*the conqueror of Italy*” was forced to prove his caliber onto a bigger power which however he could not win yet. At the same time, he was aware of that every victory, every conquest, every winning battle would help his future ambitions after his return and he was unwilling to give up these ever. The occupation of Malta even if it lasted for short time, increased Napoleon's personal fame, strengthened his supporters and terrified his enemies. We can consider it his first totally individual feat of arms as the first independently planned and organized step of a great future career. The real power of the Order of Saint John disappeared with the French occupation, although the Order is still viable, his real political and

¹⁴⁹ BOURRIENNE 138-139.: Notes.

military role ended at the time of Buonaparte's intervention. Later still in his life, Grandmaster Hompesch was proclaimed as traitor by the Priory of St. Petersburg and elected Tsar Paul I. as Protector then Grandmaster of the Order. The French takeover proved to be short-lived, namely the badly developed economy politics and religious contrasts led to the revolt of the population against the French garrison, already on 2nd September 1798. The british naval blockade and the assistance of several European powers worsened the General Vaubois led French garrison's difficult situation who locked themselves in the fortifications due to the uprising of the people. Finally, after the siege of Valletta, two years later, on 5th September 1800, the French surrendered and Malta became a British dominion.

Les questions européennes à la fin du XIX^e et au XX^e siècle

La deuxième partie de ce volume présente des études en anglais et en allemand sur l'histoire de l'Europe à la fin du XIX^e et au XX^e siècle. On y découvre la politique anglaise en Egypte (*Jaroslav Valkoun*), la crise bosniaque en 1908 (*Aleš Skřivan, Sr.*), la question de Fiume à la fin de la première guerre mondiale (*László Gulyás et Loránt Bali*), les relations entre Prague et la Chine (*Aleš Skřivan, Jr.*), la politique d'Adenauer (*Zoltán Maruzsa*), le film comme moyen de propagande en Tchécoslovaquie socialiste (*Martin Kovář*), et les étudiants de l'Université de Iași dans les années 1950 (*Adrian Vițalaru*).

Jaroslav Valkoun

The British Foreign Policy and Egypt in the 1880s¹

Abstract

This study deals with the British foreign policy and the Egyptian affairs in the 1880s. From 1882 when the British occupied Egypt for strategic and imperial reasons, they endeavoured to leave Egypt, which complicated the British diplomatic position in Europe, so that the British reputation and honour wasn't injured. For this purpose, the British Prime Minister, Marquis of Salisbury, despatched the diplomat Sir Henry Drummond-Wolff to Constantinople to reach an agreement with the Sublime Porte on the British presence in Egypt. In 1887, Sir Henry succeeded in his effort to conclude a British-Ottoman convention on Egypt, which solved up the problematic position of the British Army in the country. Joint French-Russian pressure and threats to the Sultan and his empire gave rise the decline of the agreement. Despite Sir Henry's failure, the British diplomacy managed to realise the passage of the British-Ottoman convention on the Suez Canal. In 1888 the representatives of European Powers and the Ottoman Empire signed a document ensuring free navigation in the Suez Canal in periods of peace and war. Thus, the British-Ottoman negotiations in the years 1885 and 1887 meant the last serious attempt to reach an agreement on Great Britain's withdrawal from Egypt. From this time on, the occupation became permanent, coming to an end only with the British declaration of a protectorate over Egypt in 1914.

Keywords: British foreign policy, history of Egypt, British-Ottoman relations, the Suez Canal, British colonial policy

The British in Egypt

Opening the Suez Canal was not only a revolutionary act for transporting, but also an important factor in the British imperial policy, for the passage from the British islands to the Indian subcontinent was cut by miles and a course from London to Bombay now only took 20 days.² Since the early 1860s, British investors had been showing heightened interest in Egypt, related to the economic conjecture, credit service and its favourable geographic position, which put it on the shortest connection line with India.³ Although the

¹ This article has been published as a part of the research project PRVOUK „Historie v interdisciplinární perspektivě” (scientific discipline AB – history; coordinator: Prof. PhDr. Ivan Šedivý, CSc.), partial project „Evropa a (versus) svět: Interkontinentální a vnitrokontinentální politické, ekonomické, sociální, kulturní a intelektuální transfery a jejich důsledky” (leading project researcher: Prof. PhDr. Josef Opatrný, CSc.).

² PIQUET, C., *Histoire du canal Suez*, Paris 2009. 100-101.

³ JOHNSTON, H. H., *Lord Cromer's „Modern Egypt”*, *Journal of the Royal African Society*, Vol. 7, N° 27, 1908. 242.

Suez Canal became a key junction, until the 1890s, the British Admiralty considered the Cape Town base more important than the Suez Canal for strategic reasons.⁴ The exportation lobby, on the other hand, gave the Canal the highest priority. Despite the fact that commodity transportation through the Suez Canal had only an 11%⁵ share in the total of Great Britain's imports and that four out of five ships navigating through the Canal flew a British flag.⁶

From the beginning, French entities and the Egyptian lieutenant had taken part in the Canal construction and they therefore split the emitted shares of the Suez Canal Company mostly among themselves.⁷ At that time, they already sensed that „*whilst the Canal awakes certain enthusiasm in France, the British rather turn their nose up at it*”.⁸ The British government originally disagreed with any project of digging a canal through the Isthmus of Suez, fearing it as a threat to the British naval dominance and their Indian connection. They however changed their mind upon the opening of the Canal, when started to make efforts to gain a share in the project. In 1874, Egyptian Khedive Ismail, constantly overwhelmed by debts, decided to sell his whole share in the Suez Canal Company, considering it an „*unproductive*” asset: the dividends could only be paid in twenty five years from the Canal's opening. Moreover, the Canal didn't seem to turn into a successful project in the future, either.⁹ The British Prime Minister, Benjamin Disraeli, took the opportunity to increase the influence of the British Empire in the area and obtained a credit of 4 million pounds from the Rothschilds in London with a 2,5% interest. When the transaction, made discretely in November 1875, went public, all had been successfully accomplished.¹⁰ British middle classes, endowed with imperial thinking, were ravished; the Daily Telegraph even wrote about „*a shout of triumph as if the world were conquered*”.¹¹ An ownership of 44% didn't give the government a direct control of the Canal, the gain of voting rights, however, gave them the possibility to block French decisions and to control the Suez Canal

⁴ Military ships with a draught higher than 23 feet could not navigate through the Canal. See more FARNIE, D. A., *East and West of Suez: The Suez Canal in History 1854-1956*, Oxford 1969. 292.; HOPKINS, A. G., *The Victorians and Africa: A Reconsideration of the Occupation of Egypt*, *The Journal of African History*, Vol. 27, N° 2, 1986. 373.

⁵ HOSKINS, H. L., *Suez Canal Problems*, *Geographical Review*, Vol. 30, N° 4, 1940. 667-668.

⁶ MARLOWE, J., *Cromer in Egypt*, London 1970. 75.

⁷ Khedive Ismail immediately issued 176,642 shares of the Suez Canal Company as a part of a total share issue of 400,000 shares. French entities held 207,888 shares and several lesser shareholders from the Netherlands, Tunisia, Switzerland, Piedmont, Belgium, Tuscany, the Kingdom of Naples, Prussia, Denmark and Portugal disposed of the rest. PIQUET 43.

⁸ PIQUET 44.

⁹ See more CRABITÉS, P., *Gordon, The Sudan and Slavery*, London 1933. 11.; FARNIE 67. and 244.; HYAM, R., *Britain's Imperial Century 1815-1914: A Study of Empire and Expansion*, London 1976. 250.; MANSFIELD, P., *The British in Egypt*, London 1971. 7.; SLOANE, W. M., *Egypt and England*, *Political Science Quarterly*, Vol. 19, N° 3, 1904. 460.

¹⁰ Cf. AITKEN, R. A., *The Origins of the Anglo-French Condominium in Egypt, 1875-1876*, *The Historian*, Vol. 36, N° 2, 1974. 267-269.; FARNIE 231-232.; LANGER, W. L., *European Alliances and Alignments 1871-1890*, New York 1931. 254.

¹¹ FARNIE 235.

Company indirectly.¹²

The purchase of the Canal shares led to a boost in investments in the British financial spheres: the shares also guaranteed that the Cabinet in London would not be indifferent to the British interests in the region. Important events such as the massacre of Alexandria¹³ of June 11, 1882, or the revolt of Urabi Pasha from the summer of the same year made Great Britain to engage more in the Egyptian internal crisis caused by a general decline of the Ottoman influence and the financial troubles of the Khedive. The then Under-Secretary of State for the Foreign Office, Sir Charles Dilke, only said regarding the situation that a policy of non-intervention and passivity in the Egyptian matter „*would destroy not only the prestige of this country, but also of Europe in the East*”.¹⁴ In July, the Royal Navy, under the commands of Admiral Sir Beauchamp Seymour, started to bombard Alexandria's fortification and soon afterwards took the city.¹⁵ In mid-August, the British Army proclaimed the armed force of Khedive Tawfiq, disembarked in the Canal area without facing a serious resistance and advanced successfully towards Cairo.¹⁶ On September 13, 1882, British General Sir Garnet Joseph Wolseley fought the decisive battle of Tel el-

¹² The executive board of the company had 32 members appointed by the shareholders' general meeting for an 8-year term, later a 6-year term. Article 51 in the contract on the Suez Canal Company stated that a holder of more than 4% of shares is entitled to one vote whilst no politician could have more than 10 votes. The measure served as a protection against big shareholders. The decision of the Board from 1871 deprived Ismail's share of his right of vote until the moment the presumed dividend should be disbursed, i. e. until the beginning of 1895. Until then, the Khedive was bound to pay annually the British £200,000 of amends. See more AITKEN 269.; FARNIE 244.; FERGUSON, N., *Britské impérium: Cesta k modernímu světu*, Praha 2007. 255-256.; MARLOWE (1970) 73-74.; PIQUET 44.

¹³ Alexandria ranged amongst the rather cosmopolitan cities as opposed to the „*fanatic*” ones. The presence and influence of local Europeans gave rise to xenophobic feelings. Throughout the 1870s and in the beginning of the 1880s occasional ethnical and religious clashes occurred, although they were not always Christian-Muslim conflicts. A few days before the riots as such, several signs used to show indicating that something was about to happen: Muslim trash would shout slogans about „*the Doomsday of Christians*”. On June 11, 1882, a spontaneous slaughter of Europeans broke out: they were attacked savagely in the streets of Alexandria while European houses and businesses were pillaged. Egyptian security forces literally ignored the riots for several hours and only intervened on Urabi's direct orders. 75 Europeans and 163 Egyptians were killed in the massacre, among the huge quantity of injured there was the British Consul in Alexandria, Sir Charles Cookson, who was severely injured on his head; he only saved his life when he took flight. More details in AL-SAYYID-MARSOT, A. L., *Egypt and Cromer: A Study in Anglo-Egyptian Relations*, London 1968. 21.; BARING, E., *Modern Egypt, Vol. 1*, London 1908. 281. and 287.; COLE, J. R. I., *Of Crowds and Empires: Afro-Asian Riots and European Expansion, 1857-1882*, Comparative Studies in Society and History, Vol. 31, N° 1, 1989. 119-123.; REIMER, M. J., *Colonial Bridgehead: Social and Spatial Change in Alexandria, 1850-1882*, International Journal of Middle East Studies, Vol. 20, N° 4, 1988. 546.; ROWLATT, M., *Founders of Modern Egypt*, London 1962. 83.

¹⁴ GALBRAITH, J. S. – AL-SAYYID-MARSOT, A. L., *The British Occupation of Egypt: Another View*, International Journal of Middle East Studies, Vol. 9, N° 4, 1978. 484.

¹⁵ KOVÁŘ, M., *Britská koloniální politika v Africe za druhé Gladstonovy vlády (1880-1885)*, IN: BALÍK, S.; DRŠKA, V.; STELLNER, F., *Pocta Aleši Skřivanovi: Sborník příspěvků jeho žáků k 50. narozeninám*, Praha 1994. 30.

¹⁶ Egyptian littoral was protected by fortresses (Damietta, Rosetta, Abukir), the Canal area, on the other hand, was the weak point of Urabi's defence. SABRY, M., *La gènèse de l'esprit nation Égyptien, 1863-1882*, Paris 1924. 223.

Kebir, where he defeated Urabi's slightly predominant army.¹⁷

Although on August 12, 1882, the British liberal Prime Minister, William Ewart Gladstone, proclaimed in front of the members of parliament that „we have no intention to occupy Egypt,” the reality proved otherwise.¹⁸ In the first days of occupation, the British had to declare publicly that they only conquered Egypt for the Khedive and not for themselves.¹⁹ At that time, the argument seemed more appropriate than a declaration of an immediate annexation or a protectorate, although Bismarck recommended it.²⁰ Gladstone officially confirmed that the British intervention had no other aim than to restore order and the authority of the Khedive, and also to protect the Canal. The liberal government also pledged to withdraw the troops as soon as the situation in the country allowed it.²¹

Great Britain took Egypt mainly for strategic and defensive reasons.²² Shortly after the „massacre of Alexandria”, General Wolseley already planned military operations to protect the Canal, whose security was jeopardized by the Urabi Revolt according to the War Office.²³ The imperial need to secure a way to India along with the political instability of the Khedive's regime was a natural reason for the British to undertake a form of a political and economic penetration into the area. A secondary reason, significantly reflected by contemporaries,²⁴ was the interest of British commercial and financial milieus. The popular argument that Urabi was a threat to the economic and political stability of the region played a considerable role, too. Among the opponents to the imperial motivation of the invasion, there was Wilfrid Scawen Blunt and his friends, who subscribed to yet another thesis, quite wide-spread and „polished” until 1920, seeing the main reason for the occupation in the British creditors' pressure on the cabinet in London.²⁵

The French, who at the crucial moment chose not to join the occupation, now decided to make use of their influence and started to stand up against the British attitudes in the Egyptian questions; the split between the one-time allies was

¹⁷ British casualties reached 58 killed, 379 wounded and 22 missing. The Egyptians had about 2,000 killed and 800 wounded. See more TYLDEN, G., *Tel-el-Kebir, 13th September, 1882*. Journal of the Society for Army Historical Research, Vol. 31, N^o 126, 1953. 52-57.

¹⁸ FAHMY, M., *La question d'Égypte*, Genève 1917. 69.

¹⁹ CARMAN, H. J., *England and the Egyptian Problem*, Political Science Quarterly, Vol. 36, N^o 1, 1921. 52.

²⁰ Cf. KOVÁŘ 29.; SLOANE 462.

²¹ KOVÁŘ 30.; TIGNOR, R. L., *Modernization and British Colonial Rule in Egypt 1882-1914*, Princeton 1966. 22.

²² British admiralty overestimated the Canal's importance. FARNIE 292.

²³ Ibid. 286.

²⁴ Evelyn Baring, Auckland Colvin, Edward Dicey and Alfred Milner.

²⁵ Cf. AUCHTERLONIE, P., *From the Eastern Question to the Death of General Gordon: Representations of the Middle East in the Victorian Periodical Press, 1876-1885*, British Journal of Middle Eastern Studies, Vol. 28, N^o 1, 2001. 16.; HARRISON, R. T., *Gladstone's Imperialism in Egypt*, London 1995. 23.; HOPKINS 365-369.; TIGNOR (1966) 10-11.

getting clearly shaped. One week after the battle of Tel el-Kebir, the French Prime Minister, Charles Duclerc, mentioned with the British *chargé d'affaires* in Paris that it would be appropriate for Great Britain to outline their view of Egypt's future soon.²⁶ At the end of September, however, Gladstone dropped the idea of a narrow British-French cooperation, disconcerted by French absence in the military operations against Urabi.²⁷ In January 1883, Lord Granville finally decided to calm the turbulent atmosphere by sending a circular to all diplomatic representatives, in which he outlined his nation's policy: „...although for the present a British force remains in Egypt for the preservation of public tranquillity, Her Majesty's Government are desirous of withdrawing it as soon as the state of the country, and the organization of proper means for the maintenance of the Khedive's authority.”²⁸

The special mission of Lord Dufferin, the then British Ambassador in Constantinople, meant the first actual step of the Gladstone cabinet towards a clearer definition of the British attitude to the Egyptian question. Starting from November 7, 1882, when Dufferin arrived to Cairo, he became *de facto* an even more influential person than British Consul-General Edward Malet himself, at least for some time.²⁹ Dufferin was deputed to feed the government with „first hand” information and in consequence to recommend a complex plan of an efficient British management of the Egyptian matters (with a particular focus on the extent of administrative reforms).³⁰ In his instructions, British Secretary of State for Foreign Affairs Lord Granville emphasised that Dufferin should deal mainly with the security issue, peace maintenance, future prosperity and stabilization of Khedive's power.³¹ Even though he had not prepared his final report, he advised

²⁶ Cf. BARING Vol. 1, 339.; KOVÁR 30.

²⁷ This reason was also strengthened by the fact that after having summoned their Controller-General, Marquis de Blignières back to Paris in March 1882 for an indefinite period of time, the French were not sufficiently represented, for his successor Léon Brédif was present Cairo only on an irregular basis. COLVIN, A., *The Making of Modern Egypt*, London 1906. 23-24.; RAMM, A., *Great Britain and France in Egypt, 1876-1882*, IN: GIFFORD, P. – LOUIS, W. R. (Eds.), *France and Britain in Africa*, London 1971. 83. and 112. and 116.

²⁸ At the same time, Granville assured the powers that the cabinet in London respected the existing international agreements (financial measures incorporated in the Law of Liquidation, foreign privileges, i.e. capitulations and Mixed Courts, the right of free passage in the Suez Canal) and committed to make necessary amendments only after having discussed them with the stake holding powers. Granville's circular, Foreign Office, January 7, 1883. *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1^{re} Série, Tome IV, N° 592, 571.

²⁹ DICEY, E., *The Story of the Khedivate*, London 1902. 328.

³⁰ TIGNOR (1966) 52.

³¹ The British government demanded a proposition of a solution in these supremely pressing matters: 1) reorganization of military and police forces, 2) replacing the dual control by a more appropriate system, 3) raise of the administration's efficiency and Egyptian substitutes for foreign elements, 4) improving justice for the local population, 5) fiscal equity of foreigners and Egyptians, 6) constitution of representative institutions favourable to the development of freedoms, 7) prevention of the slave trade and 8) protection of the transfer in Egypt, especially the passage in the Canal. See MARLOWE (1970) 69.

the Khedive in December to end the dysfunctional dual control. The semi-political character of the Controllers-General caused serious troubles to the Egyptian government who wished to dissolve the institution; the British public opinion was favourable to the dissolution, too.³² The existing dual British-French control was replaced by a system based on one European financial adviser, appointed on the British government's recommendation. Thus London could make the then British Controller-General, Sir Auckland Colvin, the „*second most powerful British man*” in the country.

The British administration considered two alternatives for their next move: either a quick evacuation, or a reform policy. One alternative would automatically rule out the other.³³ On February 6, 1883, Lord Dufferin submitted to the impatient British government a final report in which he summarized his suggestions to reorganize the Egyptian administration. As the crucial condition for carrying out the reformist policy, he set out the necessity to prolong the on-going occupation to at least five years, or better for an unspecified period of time.³⁴ The British envoy did not mention any specific solutions, he only provided generalizations. In order to improve the country's welfare, he suggested boosting the agricultural productivity while charging the British counsellors with running a functioning administration, army and judiciary branch. He meant to appease the population by reducing the tax burden and strengthening elected institutions. On the margin, he made some observations on the issues of medical care and public education. Dufferin assumed that he would need a body of colonial officials with compulsory British India experience. The report was viewed as generally acceptable in liberal circles: on the one hand, it favoured limited British presence; on the other, it did not reject the standing influence of the British.³⁵ Many Europeans³⁶ along with foreign institutions in Egypt opted for permanent British presence, too.³⁷ Three months after having finished his propositions, Lord Dufferin left Cairo.

Sir Edward Malet had served in Egypt as a British Consul-General during the previous three years, i. e. the years full of turbulent events and unexpected turns. During the Urabi Revolt, he found difficult to comply with all the duties of a British resident.³⁸ He obviously did not possess sufficient authority to enforce the reform agenda and that was why he was, quite paradoxically, „*promoted*” to the post of the ambassador to Brussels. The London cabinet asked Sir Evelyn Baring, first Earl of Cromer, to fill in the vacancy and he felt honoured by the offer.³⁹ The new British

³² During the talks the French party even refused a concession the British offered: the post of the *Caisse de la Dette Publique* chairman. BARING Vol. 1, 340.

³³ BARING Vol. 1, 333.

³⁴ Cf. BARING Vol. 1, 344.; DICEY 327.

³⁵ TIGNOR (1966) 53-57.

³⁶ Between 1838 and 1881, the number of European residents grew from 10,000 to more than 90,000. See HYAM 251.

³⁷ MILNER, A., *England in Egypt*, 6th Ed., London 1899. 25.

³⁸ See more MALET, E., *Egypt, 1879-1883*, London 1909.

³⁹ BARING Vol. 1, 345.; COLVIN 43.

Agent and Consul-General with the authority of a plenipotentiary ambassador of the diplomatic service arrived to Cairo on September 11, 1883, only to change the course of the history of Egypt and of the late-Victorian era, too. Malet himself spoke of him as a „*bright example of a typical English man in his best attributes*”.⁴⁰

Sir Evelyn Baring united both financial and administrative brilliance with an autocratic character, which were the qualities necessary, if not compulsory, in the first phases of the British occupation.⁴¹ The newly appointed Consul-General had been in his office only for a few weeks when he had to face a defeat and the death of a British Consul on the Red Sea littoral, both coinciding with a widespread cholera epidemic (producing up to 100,000 dead), a troublesome situation in Sudan and an onset of a financial crisis.⁴² On top of all that, his financial counsellor Sir Auckland Colvin stepped down after having replaced Baring as the finance expert in Lord Ripon's administration. He was succeeded by Sir Edgar Vincent, who later became the first Viscount D'Abernon and whom his contemporary Alfred Milner described as a strong man unafraid of his own unpopularity.⁴³

Lord Cromer belonged to the generation of colonial rulers strongly influenced by the Indian rebellion of 1857. Most British protectors were shocked by the event: the Indian society did not accept the application of Western institutions and rules in the colonial area. The generation of Cromer's contemporaries began to realize the importance of the traditional way of life in the Oriental society and therefore carried out reforms in Egypt with more delicacy regarding the natives, as compared with the previous era.⁴⁴

In October 1883, the Egyptian government under Muhammad Sharif Pasha obtained from the British authorities a reduction in the occupation troops down to 3,000 men. In addition, the until-then dislocated troops in Cairo had to move to Alexandria.⁴⁵ A historical happenstance, however, made all agreements worthless. On November 22, 1883, Cairo got the news of a complete havoc of the Egyptian army in Sudan, raising a threat to the country's security. Baring was concerned about the farmer population in the Upper and Central Egypt who could possibly take advantage of the conjecture and ally with the rebels: he therefore cancelled the agreed displacement of the occupation army. Until then, the British side had not interfered with the Sudanese policy of the Egyptian government, after the defeat; however, Sudan became an issue for Great Britain, too. There were two possible solutions: either to send some more troops and crush the Mahdists, or to withdraw from Khartoum and to defend Egypt along its natural borders.⁴⁶

⁴⁰ OWEN, R., *Lord Cromer: Victorian Imperialist, Edwardian Proconsul*, Oxford 2004. 139.

⁴¹ TIGNOR, R. L., *The „Indianization” of the Egyptian Administration Under British Rule*, *The American Historical Review*, Vol. 68, N° 3, 1963. 651.

⁴² COLVIN 44.

⁴³ MILNER 87.

⁴⁴ TIGNOR (1966) 95-96.

⁴⁵ Cf. COLSTON, R. E., *The British Campaign in the Soudan for the Rescue of Gordon*, *Journal of the American Geographical Society of New York*, Vol. 17, 1885. 128-129.; DICEY 338.

⁴⁶ TIGNOR (1966) 61-62.

The British government was aware of the fact that the state of the Khedive's armed forces, half way through reorganization, did not allow their employment in Sudan. London also turned a deaf ear to the appeals of the Egyptian population and government, asking to send British troops to crush the rebellion. The British did not intend to meddle with the intricate Sudanese matters. The news about London considering an evacuation and even giving up Sudan, filled Sharif's cabinet with considerable consternation.⁴⁷ On December 12, 1883, the Egyptian government arrived at the conclusion the best solution to the whole situation would be to ask the Ottoman Sultan for help. Sir Evelyn cabled the decision to Lord Granville, who replied with resolution on the following day: „*Her Majesty's Government have no intention of employing British or Indian troops in the Soudan. Her Majesty's Government have no objection to offer to the employment of Turkish troops, provided they are paid by the Turkish Government, and that such employment be restricted exclusively to the Soudan, with their base at Suakin ... Her Majesty's Government recommend the Ministers of the Khedive to come to an early decision to abandon all territory south of Assouan, or, at least, of Wadi Haifa. They will be prepared to assist in maintaining order in Egypt proper, and in defending it, as well as the ports of the Red Sea.*”⁴⁸

The presence of Ottoman troops was ruled out in advance by the British term limiting their prospective employment, as the perpetually indebted Sultan was short on extra money for a chancy „*Sudanese adventure*”. What also disadvantaged the Sublime Porte was the Egyptian fear that once an Ottoman army came, it might not leave anymore.

On December 22, 1883, the Egyptian government handed Baring a memorandum expressing categorical disagreement with leaving Sudan, which they considered indispensable for Egypt's security and future. The serious political crisis culminated at the beginning of 1884 with the demission of Sharif's administration, leading to British intransigence in the Sudanese question.⁴⁹ After the new Prime Minister candidate, Riaz Pasha, refused to form a government on January 7, 1884, the existing dismal atmosphere only worsened and enhanced a government crisis. Unless the Khedive could find a convenient candidate within next 24 hours, as a last resort, Baring was ready to temporarily take over the government control and the immediate management of the country. On the same day late at night, the Consul-General visited Tawfiq, who formally announced his approval of the planned evacuation. Armenian Nubar Pasha was appointed Prime Minister after a pledge to comply with the policy lines proposed by the British.⁵⁰

Nubar was by far the most controversial of all prime ministers in Baring's (Cromer's) era. Ones praised him for his acquaintance with diplomacy and foreign

⁴⁷ DICEY 339.

⁴⁸ BARING Vol. 1, 379-380.

⁴⁹ Ibid. 380-383.

⁵⁰ DICEY 344.

languages combined with charismatic personality, rounded off with his charm.⁵¹ The others saw him as the „foxy Armenian”, and traitor of the country. Nonetheless, he supposedly served Egyptian interests better than Sharif Pasha.⁵² During the government crisis, London imposed an important precedent on the Khedive and his ministers, making them consult all important matters concerning Britain with Baring and conform to his advice.⁵³

In January 1883, the Egyptian government appointed an international commission in order to „process” the claims of all owners who suffered prejudice during the unrests in Alexandria. The measure was preceded by an extensive correspondence between the British administration and powers implied. As to real estate damaged by the fleet of Admiral Seymour and by the subsequent ransacking, the prejudice was quantified on the basis of the property's value before the damage. Mutual confidence between the European community and the Egyptian population was restored thanks to the offer of financial settlement.⁵⁴ In the beginning of 1884, however, the European started to grumble about the perpetual putting off the disbursement and a general decline in commerce.⁵⁵

Economic recession caused by the Urabi Revolt, the costly and failed military expedition in the Suakin area, indemnification for the damage in Alexandria and operational costs of the occupation army lead to a severe financial crisis. Egypt was not paying its international financial liabilities in conformity with the Law of Liquidation from 1880.⁵⁶ The Egyptian government was not gathering enough means to cover interests and debt amortisements in spite of stiff austerity measures on the expenditure side.⁵⁷ Sir Evelyn thought that the only solution was a change in the quittance system so that the administration core would not be threatened. It was all complicated by the fact that amendments to the Law of Liquidation required an agreement of six European powers, vouching for the financial arrangement. Baring suggested openly a law amendment without previous consultation with the involved states in exchange for a guarantee that the British would leave as soon as the situation in Egypt stabilized. The government in London, on the other hand, wished to solve the crisis in concord with Europe.⁵⁸

On April 19, 1884, Lord Granville suggested to the Sultan and the Europeans powers to call a conference reflecting potential impacts of the war events of 1882

⁵¹ He was especially warmly received among the British, for he did not object against enrolling British civil servant to Egyptian services. Cf. COLVIN 54.; DICEY 362.

⁵² Cf. ELGOOD, P. G., *The Transit of Egypt*, London 1928. 99.; SLOANE 460.

⁵³ TIGNOR (1966) 65.

⁵⁴ COLVIN 39.

⁵⁵ BARING Vol. 1, 418.

⁵⁶ DICEY 371.

⁵⁷ All the governmental offices made expenditure cuts. The Department for Education was found redundant. The number of civil servants was reduced too and those who stayed had their pays cut. For instance, the Khedive could only spend 10 % less than usual and he was made to sell his luxurious yacht. See NEWMAN, E. W. P., *Great Britain in Egypt*, London 1928. 137.

⁵⁸ TIGNOR (1966) 75-76.

on the Law of Liquidation. The British submitted two main proposals to the discussion: 1) a modification of the Law of Liquidation giving the Egyptian government larger freedom in using its incomes and 2) an approval of a bridging loan of 9 million Egyptian pounds.⁵⁹ The conference was held in London between June 28 and August 2, 1884, with the presence of the ambassadors of France, Italy, Germany, the Ottoman Empire, Austria-Hungary and Russia. British Secretary of State for Foreign Affairs Granville, Chancellor of the Exchequer Childers, members of the *Caisse de la Dette Publique*, Marquis de Blignières and French Consul-General in Egypt Camille Barrère participated as advisers to the government in Paris and the Egyptian delegation led by Sir Evelyn Baring.⁶⁰ Crucial negotiations were naturally held between the British and the French. In May and June, both powers of Western Europe made a preliminary agreement of Great Britain's leaving Egypt in three and a half years, i. e. at the end of 1888, if the state of the country allowed it. In return, the French promised to occupy the Egyptian territory only with a British consent and to join the guarantee of neutrality, most particularly for the Suez Canal.⁶¹ In exchange for a fixed date of withdrawal from Egypt, London demanded that the powers approve an interest cut and a temporary suspension of debt payments. However, the French administration of Jules Ferry gave in to the pressure of local creditors and rejected the British proposals. The conference was dismissed after seven meetings without coming to a conclusion or fixing a date of a new reunion.⁶²

The British failure in the negotiations made Gladstone send a High Commissioner, Lord Northbrook, the then First Lord of Admiralty, to Egypt where he was to examine the financial situation of the country, help his cousin Sir Evelyn and produce reliable reports on what was happening. On September 9, 1884, Northbrook arrived to Cairo and found the situation critical. On his advice the Egyptian government stopped its regular payments to the *Caisse de la Dette Publique* and started to transfer all the revenues under the control of the State. This clear violation of the Law of Liquidation launched an immediate protest of the continental powers. The commissioner of the *Caisse* sued the Egyptian

⁵⁹ The loan should cover the immediate budgeted deficits from 1881–1884 (££161,000, ££850,000, ££1,635,000, ££512,000, indemnities for bombarding Alexandria (££3,950,000), costs of the withdrawal from Sudan (££1,000,000) and necessary investments into the irrigation improvements (££1,000,000). Cf. ELGOOD 104.; OWEN 202.

⁶⁰ Among unofficial participants of the conference, there were Tigran Pasha, the son-in-law of Nubar, and the former Khedive Ismail who hoped to re-conquer the throne. Cf. COLVIN 105.; ELGOOD 105.; OWEN 206.

⁶¹ Baring wished that the British left Egypt in five years at earliest. The five year period was however obstinately rejected by the French who asserted that two years were „*more than enough*”. Details in the telegram of French Ambassador in London William Henry Waddington to Minister of Foreign Affairs Jules Ferry. London, May 20, 1884. *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1^{re} Série, Tome V, N° 274, 295.; MOWAT, R. C., *From Liberalism to Imperialism: The Case of Egypt 1875-87*, *The Historical Journal*, Vol. 16, N° 1, 1973. 118.; ROBINSON, R. – GALLAGHER, J. – DENNY, A., *Africa and the Victorians: The Climax of Imperialism in the Dark Continent*, New York 1961. 142-143.

⁶² DICEY 371-372.

government at the Mixed Court, but achieved only a withdrawal of the government revenue yielded on advice of special commissioner Northbrook.⁶³ Following the episode, the European countries paradoxically adopted a somewhat more indulgent attitude, favourable to a less rigorous amendment of the Law of Liquidation.

During the six-week stay of Lord Northbrook in Cairo, Baring and Vincent used him to „lobby” for a reduced international supervision over the country’s economy.⁶⁴ On November 20, 1884, the High Commissioner handed two final reports, nonetheless contradictory to the Prime Minister’s view. He *de facto* confirmed previous Baring’s proposals, saying that the Egyptian government was in a pressing need of more financial freedom to be able to stabilize its economy and make necessary investments, especially into the irrigation system.⁶⁵ Gladstone didn’t want Britain to be the only warrantor of the credit and he therefore sought a joint guarantee with all the other powers.⁶⁶

Northbrook set off for his mission with good faith – only to be bitterly disenchanted when some of his proposals were rejected. On the matter of a British withdrawal, he merely noted: „*I cannot recommend Her Majesty’s Government to fix any date at which the British troops serving in Egypt shall be withdrawn.*”⁶⁷ Even though the mission was failed, it contributed to a settlement on a compromise among the representatives of the six continental powers: Egypt got its loan warranted by the international community.⁶⁸ The firmness of the British attitude was also confirmed in the speech of Joseph Chamberlain, delivered on January 5, 1885, in Birmingham: „*We are in Egypt at this time in pursuance of an unselfish object ... But we will not be driven from our intentions. We will not yield one jot either to the perfidious suggestion of dubious friends abroad or to the interested clamour of financial greed at home.*”⁶⁹

The impossibility to pay the Alexandrian indemnities to European entities along with British open threats of a bankruptcy made the European states and mostly France to give way.⁷⁰ On March 18, 1885, the London Convention was signed, ending formally the second conference in London. The Egyptian party obtained the international (not merely British) loan and a minor reduction of interest rates on the existing credits. In return, the British were to allow an enlargement of the

⁶³ Ibid. 397-398.

⁶⁴ OWEN 207.

⁶⁵ He also recommended that a change in capitulations be negotiated (particularly in the fiscal matters), irrigation be extended, the dual control of railroads, former Khedive’s lands and forced labour banned, land tax and transfer and export tolls reduced and a loan of £E9,000,000 granted and warranted by the British. Such plan didn’t fail to consternate the government in London. Cf. BARING Vol. 2, 369-370.; GOOCH, G. P., *History of Modern Europe 1878-1919*, London 1923. 91.

⁶⁶ MOWAT 118.

⁶⁷ BARING Vol. 2, 370.

⁶⁸ MILNER 49.

⁶⁹ BENNETT, G. (Ed.), *The Concept of Empire Burke to Attlee 1774–1947*, 2nd Ed., London 1962. 291-292.

⁷⁰ TIGNOR (1966) 77.

Caisse concerning Germany and Russia. Unless Egypt was to achieve solvency before the end of 1887, there would be another intervention of the investigation commission with international participation.⁷¹ Between 1885 and 1904, there were no more international discussions concerning the issue of Egyptian finance.⁷² Until the signing of the British-French *Entente Cordiale* in 1904, the decree from March 1885 was still effective.⁷³

On July 27, an act was issued amending the existing Law of Liquidation and introducing a new obligation to keep the Egyptian budget balanced. First, an annual limit of debt payments had to be observed. Should the state run a surplus, it would be equally split between the *Caisse* and the Egyptian government. Had the Khedive's administration wished to invest even one pound more beyond the approved budget, they would have to spare two and share them with the *Caisse*.⁷⁴ The newly approved administrative expenditures were of £5,237,000 (originally £4,897,000), to be able to officially raise them, the government needed an approval from the commissioners of the public debt.⁷⁵

In case of Egypt's insolvency and a subsequent constitution of an international investigation commission, the British control would have faced the threat of a French intervention.⁷⁶ That was why Sir Evelyn Baring tried to win the virtual „battle”, or the „race” against bankruptcy. In 1885-1886 a balanced budget could not be achieved, whilst 1887 presented a threat of a relapse into the deficit situation of previous years. That was the moment Baring decided to prevent an intervention of the undesirable investigation commission with a „tiny” accounting contrivance: the Egyptian civil servants only got their December pay in January, i. e. in a new fiscal year.⁷⁷

Starting from 1888, Egypt entered a period of budgetary surpluses and stable foreign liability payments. However, there still existed doubts, either of the British, or of the public debt commissioners, that economic oscillations might occur. A British financial advisor, Sir Edgar Vincent, therefore prepared an arrangement protecting Egypt, but also its foreign creditors, against unpredictable financial events. In conformity with the convention of 1885, one half of potential surpluses went to the *Caisse de la Dette Publique*, who subsequently remitted the money to the debt service through an *ad hoc* established Special Sinking Fund. Amounts of money reimbursed to the creditors from this account went beyond the framework of the Law of Liquidation. The second half remained to the government who

⁷¹ OWEN 209-210.

⁷² AI-SAYYID-MARSOT (1968) 45.

⁷³ In 1904, the *Caisse de la Dette Publique* came through a radical transformation. It still gathered payments for creditors, but it could no longer intervene in internal administrative matters. BARING Vol. 2, 310.

⁷⁴ BARING Vol. 2, 305-307.

⁷⁵ Cf. MARLOWE, J., *Anglo-Egyptian Relations 1800-1956*, 2nd Ed., London 1956. 162.; TIGNOR (1966) 78.

⁷⁶ MOWAT 118.

⁷⁷ TIGNOR (1966) 81.

transferred it to the Special Reserve Fund, created for the purpose of running investments. On June 12, 1888, the Khedive promulgated a decree, approved in advance by the *Caisse* and the British colonial administration, suspending temporarily the Sinking Fund and newly constituting the General Reserve Fund. Until the surpluses gathered in the Fund reached £2,000,000, the foreign creditors were not to get more than the prescribed amounts. The General Reserve Fund could be used by the Egyptian government only with an approval of the *Caisse*.⁷⁸

Sir Henry Drummond-Wolff and the British-Ottoman Convention

In June 1885, Gladstone's administration in Britain fell and Marquis of Salisbury became a new Prime Minister. Before his taking up the office, when he still was the leader of Her Majesty's Opposition, he would consider the occupation of Egypt as a „*milestone of the British foreign policy*”. After getting into the Prime Minister's chair, he assured the public that his cabinet's only aim was to restore the authority of the Khedive and then withdraw the British troops. He now saw the occupation not only as an „*unbearable burden*”, but also the most vulnerable spot of London's foreign policy, most particularly with regard to France,⁷⁹ for the British troops in Egypt had no official status, only the character of „*an accidental visitor*”.⁸⁰ In 1887, Salisbury wrote: „*I heartily wish we have never gone into Egypt.*”⁸¹ The Prime Minister was firmly convinced that only an early commitment to evacuate the troops could relieve the British diplomatic position in Europe.⁸² At the same time, Salisbury realized the strategic importance of Egypt and he sent Sir Henry Drummond-Wolff⁸³ to meet the Sultan to try to improve mutual relations and to obtain an agreement on the conditions of the British withdrawal and on sustaining the influence of the insular empire in the area. In 1886, Salisbury defined the Drummond-Wolff's mission to the French Ambassador in London William Henry Waddington as follows: „*Your government is wrong to suppose that we wish to stay in Egypt indefinitely; we [the British government – J. V.] are just*

⁷⁸ At the end of 1889, it already disposed of EE754,516. Cf. BARING Vol. 2, 308.; COLVIN 184-185. and 209.

⁷⁹ Cf. PENSON, L. M., *The Principles and Methods of Lord Salisbury's Foreign Policy*, Cambridge Historical Journal, Vol. 5, N^o 1, 1935. 99.; TIGNOR (1966) 82-83.

⁸⁰ MILNER 29.

⁸¹ PENSON 100.

⁸² WILSON, K. M., *Constantinople or Cairo: Lord Salisbury and the Partition of the Ottoman Empire 1886-1897*, In: WILSON, K. M. (Ed.), *Imperialism and Nationalism in the Middle East: The Anglo-Egyptian Experience 1882-1982*, London 1983. 46.

⁸³ Sir Henry Drummond-Wolff (1830-1908) was a British diplomat and a conservative politician of Jewish background. He gained experience with the Egyptian-Ottoman environment as a member of the Goshen-Joubert mission in 1876 and the British Commissioner for the reorganization of Eastern Rumelia after the Berlin Congress. Within the Conservative Party, he took part in the Fourth Party, i. e. a group around Lord Randolph Churchill, considered an *enfant terrible* of the House of Commons. For details on the activities of the Fourth Party, see QUINAULT, R. E., *The Fourth Party and the Conservative Opposition to Bradlaugh 1880-1888*, The English Historical Review, Vol. 91, N^o 359, 1976. 315-340.

looking for a way to leave with honour.”⁸⁴

In August 1885, the British special plenipotentiary envoy arrived to Constantinople. On October 24, Sir Henry Drummond-Wolff and the Ottoman finance minister signed a preliminary foreign convention, which defined the area of the discussed issues in six articles: 1) sending high commissioners to Egypt, 2) calming Sudan by peaceful means, 3) reorganizing the Egyptian Army with the cooperation of the Khedive, 4) looking into and carrying out prospective administration changes with regard to the issued imperial firmans, 5) approving more international liabilities of the Khedive, unless they were in conflict with the Sultan’s revenues and 6) finding an agreement on the conditions under which the British troops would withdraw from Egypt.⁸⁵

The British-Ottoman talks then moved to Cairo, where the commissioners should size up the situation on the spot. At the end of October, the British representative arrived – Sir Henry. The representative of the other party only arrived two months later – it was General Gazi Ahmed Muhtar Paşa, who had won his glory during the last Russian-Ottoman war. The Sultan, however, did not choose him for his military reputation. He became a burden in Constantinople for many different reasons and the Egyptian mission was a convenient opportunity to push him away to an actual exile. The Sublime Porte also took into account the fact that a presence of a prominent Ottoman representative along with the British occupation would awake a wave of enthusiasm towards the Sultan in the Egyptian intellectual circles, who in decades had only showed him ambition for more autonomy. Muhtar stood for Ottoman power, legitimacy and sovereignty.⁸⁶

The diplomats in Cairo took their time with the negotiations. Baring was not at all excited about signing the convention or the presence of two high commissioners in the country: they disturbed his „*established power monopole*”. The Egyptian government was afraid that a prospective British-Ottoman agreement could lead to a restoration of the Sultan’s influence. The continental creditors and especially the French considered any form of intervention into the Egyptian matters coming from Constantinople a threat to their financial interests.⁸⁷ The last Egyptian Khedive Abbas Hilmi II described Muhtar’s mission in his memoirs in the following way: „*Naturally, he had to demolish all flights of fancy regarding Egypt’s independence and prevent the Khedive, by all means, from increasing the prerogatives and liberties that he possessed through his firmans of investiture. It was also his responsibility to watch over the maintenance of the religious prestige of the Caliph and his authority throughout the country. But he also*

⁸⁴ Telegram of the French Ambassador William Henry Waddington to Minister of Foreign Affairs Charles de Freycinet, London, November 3, 1886. *Documents diplomatiques français, 1871–1914*, 1^{re} Série, Tome VI, N° 342, 346.

⁸⁵ HUREWITZ, J. C., *Diplomacy in the Near and Middle East: A Documentary Record: 1535-1914*, Vol. 1, Princeton 1956. 200-201.

⁸⁶ PERI, O., *Ottoman Symbolism in British-Occupied Egypt, 1882–1909*, Middle Eastern Studies, Vol. 41, N° 1, 2005. 103-104.

⁸⁷ Cf. DICEY 411.; OWEN 216-217.

had to defend the rights of Turkey against the encroachments of Great Britain.”⁸⁸

In spite of the efforts of Sir Henry, the discussions of the pre-set issues dragged from the very start because of petty squabbles and Muhtar’s obvious ambition to interfere in Egyptian internal matters. For instance, at the first meeting on January 9, 1886, Muhtar complained about „*the British policy of abandoning and evacuating the Sudan to be inexcusable*”. Naturally, the Briton could not adhere to the opinion.⁸⁹ Briefly afterwards, the two commissioners were having a serious discussion on the Muhtar’s project to reorganize the Egyptian army. Without considering the financial aspect of his proposals, the Sultan’s representative demanded a steep surge in the Khedive’s troops up to 18,000 men, a re-conquest of Dongola as an effective rear base against the Mahdists, an almost double boost in the military budget and a replacement of the standing British officers by their Ottoman counterparts.⁹⁰

There was a turn in the situation after the downfall of Salisbury’s administration in February 1886. The new Secretary of State for Foreign Affairs, Lord Rosebery, instructed Drummond-Wolff to reject Muhtar’s proposals.⁹¹ The liberal government had however little time for the British-Ottoman matters and Sir Henry therefore remained in Cairo without particular instructions, sustaining shallow discussions, producing reports and suggesting changes in the wording of the prospective British-Ottoman agreement, which virtually ended in a deadlock.⁹²

When the Marquis of Salisbury returned to the head of the cabinet in August 1886, he renewed talks with the Sublime Porte. Although he appointed the decrepit Lord Iddesleigh as a Secretary of State for Foreign Affairs, he still had the Foreign Office firmly in his hands. Lord Iddesleigh, like Sir Henry, was a member of the Fourth Party and supported a „*revival*” of the Drummond-Wolff’s mission until his death in January 1887. At the end of 1886, after several weeks of intensive pondering over the next step, Salisbury called Drummond-Wolff to a consultation in London.⁹³ In the winter of 1886-1887 the Prime Minister assumed the Egyptian question to be an unbearable burden for the British foreign policy. In January 1887, he decided to send Sir Henry on a new mission to Constantinople; he expected direct dealings with the Porte to bring more promising results than the heavy-footed „*bargaining*” with the Ottoman representative in Cairo.⁹⁴ The failure of the running talks was caused by the fact that the negotiators were unable to agree on a fixed date at which the British troops should be withdrawn and that the British did not fancy Muhtar’s activities and his presence in Egypt.⁹⁵ The Marquis of Salisbury, even though unfavourable to a permanent

⁸⁸ SONBOL, A. (Ed.), *The Last Khedive of Egypt: Memoirs of Abbas Hilmi II*, Reading 1998. 97.

⁸⁹ HORNIK, M. P., *The Mission of Sir Henry Drummond-Wolff to Constantinople, 1885-1887*, *The English Historical Review*, Vol. 55, N° 220, 1940. 607.

⁹⁰ MARLOWE (1970) 112.

⁹¹ OWEN 217-218.

⁹² COLVIN 151.

⁹³ OWEN 218.

⁹⁴ HORNIK 612.

⁹⁵ Gazi Ahmed Muhtar Paşa was not declared a politically undesirable person before 1906. MARLOWE (1970) 114.; PERI 109-113.

occupation of Egypt which was also contradictory to the British official pledges, did not intend to evacuate the troops at all costs and still tried to keep the negotiations with the Ottoman going and to make it conclude successfully.⁹⁶

On May 22, 1887, Sir Henry Drummond-Wolff and the Sultan's foreign secretary signed a new British-Ottoman convention on Egypt.⁹⁷ The importance of the document consisted in its almost resolving the problematic position of British troops in the country. The first and the second article re-affirmed the validity of the imperial firmans concerning the Egyptian status and the delimitation of the Khedive's territory. In the third article, the Sublime Porte „invited” the powers participating in the Berlin Treaty to approve the convention granting free passage through the Suez Canal in the times of both peace and war.⁹⁸

The fourth and fifth articles constituted the most important part of the document, regulating the British position in Egypt. Great Britain was obliged to withdraw its troops within three years after the date of signing the convention. If, however, an internal or an external threat appeared in the meantime, the occupation could be prolonged until the threat would have been eliminated. With regard to the mercurial situation on the Egyptian-Sudanese border, Her Majesty's government was to supervise the defence and organization of the country for two more years after the withdrawal. The most controversial disposition of the convention gave the Ottoman Empire a right to occupy Egypt. The Sultan was allowed to intervene as soon as there was a threat of invasion violating internal security and order or in case the Khedive refused to fulfil his duties implied by the firmans. On the other hand, under the stated circumstances, the British government was allowed to send troops to secure Egypt, too; cooperation of Ottoman and British troops was expected in such situations. Both expeditionary corps would have been withdrawn once the causes for the intervention passed off. Had the Ottoman government encountered any obstacle to detach an army, they were to send a commissioner to join the British commander.⁹⁹

Marquis of Salisbury was hoping, quite unrealistically, that the British withdrawal to Malta or Cyprus would enable Britain to keep an eye on Egypt without provoking the Muslim population with the presence of „infidels”.¹⁰⁰ In an attempt to improve

⁹⁶ Letter of Marquis of Salisbury to Queen Victoria, Foreign Office, February 10, 1887. IN: BUCKLE, G. E. (Ed.), *The Letters of Queen Victoria: A Selection from Her Majesty's Correspondence and Journal between the Years 1886 and 1901*, 3rd Series, Vol. 1, London 1932. 252-273.

⁹⁷ Historians disagree on who co-signed the convention with Drummond-Wolff: whether the Foreign Secretary, or two Sultan's plenipotentiaries. Cf. COLVIN 153.; MANSFIELD 83.

⁹⁸ HORNIK 616.

⁹⁹ HUREWITZ 201-202.

¹⁰⁰ STEELE, D., *Britain and Egypt 1882-1914: The Containment of Islamic Nationalism*, IN: WILSON, K. M. (Ed.), *Imperialism and Nationalism in the Middle East: The Anglo-Egyptian Experience 1882-1982*, London 1983. 11-12.

chances to a favourable reception of the May convention by the powers, London finally dropped the article limiting the capitulation-based privileges of foreigners.¹⁰¹ The convention was to come into force only if there were a bilateral ratification within a month after the signature date. All the signers of the Berlin Treaty (France, Italy, Germany, Austria-Hungary and Russia) were to be invited to respect its stipulations.¹⁰² For Salisbury, the approval of the rest of the powers was the main condition for a successful and smooth application of the convention.¹⁰³

As soon as the convention clauses went public, French voices were heard in a sensitive reaction to the passages on a joint British-Ottoman military occupation and to the fact that the French „*special interests*” in the area had not been taken into account. Paris actually sought a recovery of the times before the dual control of the Egyptian administration, i.e. times when no power had privileged or special rights and when only political and financial influence mattered.¹⁰⁴ The Russian party too felt harmed by the new convention, considering Egypt some sort of a „*pawn*”, used to pressurize Great Britain in the Balkan matters.¹⁰⁵ The Russian were particularly irritated by the fact that the convention confirmed *de iure* the special and exclusive relation of the British Empire towards Egypt and its adjacent areas (particularly the Suez Canal), a product of the military intervention of 1882.¹⁰⁶

In June 1887, Russia and France both increased pressure on the Sultan, making him refuse to ratify the signed convention. The Russian Ambassador in Constantinople, Aleksandr Ivanovich Nelidov, threatened to occupy Armenia and move towards Bosphorus, whilst the French representative at the Sublime Porte, Louis Gustave Lannes Count de Montebello made threats of an invasion to Tripoli and Syria. At that moment, Italy, Germany and Austria-Hungary took part with Britain, faithful to their African and Mediterranean policies, but as it turned out, it was not a decisive factor. The Ottoman party did not dare to ratify the concluded convention because of their fear of „*dividing their territory into lots*”. On the Sultan’s request and after Drummond-Wolff’s pleading, Salisbury finally prolonged the ratification period by five more days, i.e. until June 27, and definitively refused any more discussion on the wording, asked for by the Ottoman. Even though there was one more prolongation of the term, the final ratification never happened. The mission of Sir Henry Drummond-Wolff failed and the politician had to leave the Ottoman capital in mid-June.¹⁰⁷

¹⁰¹ CANNON, B. D., *Nubar Pasha, Evelyn Baring and a Suppressed Article in the Drummond-Wolff Convention*, International Journal of Middle East Studies, Vol.5, N° 4, 1974. 482.

¹⁰² Telegram of French Ambassador in Constantinople, Louis Gustave Lannes Count de Montebello to Minister of Foreign Affairs Émile Flourens, Péra, May 29, 1887. IN: *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 1^{re} Série, Tome VI, N° 534. 544.

¹⁰³ MARLOWE (1970) 117.

¹⁰⁴ Cf. DICEY 414.; MARLOWE (1970) 118.

¹⁰⁵ HORNIK 617.

¹⁰⁶ MARLOWE (1970) 118.

¹⁰⁷ Cf. BARING Vol. 2, 378-379.; DICEY 415; HORNIK 618-621.; MARLOWE (1970) 119.

Marquis of Salisbury described the subsequent British policy towards Egypt in a telegram to the British Ambassador in Constantinople, Sir William Arthur White: „Great Britain will remain in Egypt until the moment Her Majesty’s government will be convinced that the Egyptian Cabinet is strong enough to face internal and external threats.”¹⁰⁸ The intention not to sit at the negotiation table with the Ottoman satisfied in a way Sir Evelyn Baring, who argued that had the Britons left Egypt, there would have been no one else to take over the complicated governing system and the country would have fallen into chaos.¹⁰⁹ The public on the islands greeted the failure of the British-Ottoman convention with general satisfaction; on a daily basis, the press blamed the Sultan of giving in to the Russian and French pressure and denigrated France and Russia. Salisbury, on the other hand, lost a „diplomatic battle” which could have legalized the British position in Egypt.¹¹⁰ The British-Ottoman negotiations from 1885–1887 meant the last serious attempt to reach an agreement on withdrawing the British from Egypt. From that time on, the occupation started to get a more permanent than temporary shape.

Convention on free navigation through the Suez Canal

Even though Sir Drummond-Wolff’s mission as such was a failure, British diplomacy still achieved to apply the third article of the convention, in which the Sublime Porte invited the Berlin Treaty signers to approve a convention granting free navigation through the Suez Canal in the times of war and peace. After 1882, when General Wolseley disembarked in the Canal area and used it as a base for his subsequent military operations against Urabi, the attention of colonial powers turned to neutralization or pacification of the Suez Canal. In January 1883, Granville’s circular published a passage on free navigation in the Suez Canal; the matter was also discussed during British-French preliminary talks preceding the conference of powers on the Egyptian financial matters in 1884. The representatives of the powers, Spain and the Netherlands only gathered a year later in Paris, on a request of the French government, and discussed the issue of the future international status of the Canal. A commission was called to define „in perpetuity” a system of guarantees for the free use of the maritime canal for all the powers.¹¹¹

On March 30, 1885, the first meeting took place after a solemn opening by the French Prime Minister, Jules Ferry. The French party did take the chair of the joint commission; the talks, however, had only a formal character. Contentious matters were actually solved in a sub-commission, presided by an expert on Egyptian issues, the French Camille Barrère. The most heated discussion was sparked around the status of the Suez Canal itself, along with potential rights and

¹⁰⁸ MARLOWE (1970) 119.

¹⁰⁹ TIGNOR (1966) 84.

¹¹⁰ MARLOWE (1970) 120.

¹¹¹ BARING Vol. 2, 384-385.

prerogatives of the Sultan. Most of the countries wanted the Canal to be international. France also demanded that a new commission be established to guarantee the free navigation and to supervise the adjacent canals and the surroundings. Great Britain protested against the proposal and, partly supported by Italy, demanded directly that the Canal be neutral instead of granting guarantees. On June 13, after ten weeks of negotiations, the representatives of the superpowers and the two powers met for the last round of talks. Briefly afterwards, the situation got complicated with the downfall of the liberal cabinet. „*The Suez Issue*” temporarily lost importance and the conference was dismissed without reaching an agreement. The matter of the Suez Canal was approached again in the third paragraph of Drummond-Wolff’s convention, including passages on free navigation in the form the British had obtained during the talks in Paris in 1885.¹¹²

On October 29, 1888, after long talks between the French and the British, the representatives of France, Italy, Germany, the Netherlands, the Ottoman Empire, Austria-Hungary, Russia, Spain and Great Britain signed in Constantinople a convention on free navigation in the Suez Canal, regulating the passage of military vessels. The extensive document of 16 articles stated in its first paragraph: „*The Suez Maritime Canal shall be always free and open, both in times of war and peace, for every trading and military vessel regardless of its flag.*”¹¹³

The free passage had been already granted by the concession from 1856. However, in 1877 and 1882, it had been partially restricted. In 1888, the military vessels were excluded from all Egypt’s territorial jurisdiction and could therefore navigate through the neutral Canal even without a previous approval from the Egyptian.¹¹⁴

According to the fourth article, the most comprehensive and the most significant one, the Canal and the adjacent ports in the area of three nautical miles from the Canal’s entrances could not be used during a war for military operations or to obstruct free navigation. Gaining or stocking reserves in the Canal area and its adjacent ports was not allowed to the vessels of fighting camps with the exception of an acute state of emergency. The passage of a vessel had to be completed without unnecessary delays, too: a vessel was only allowed to stay in the roadstead for one day. The entrance and exit of fighting sides were delimited by a 24 hour interval. The following articles also comprised important stipulations including specifying, restraining or proscribing clauses. For instance, the Canal area¹¹⁵ should never become an object of a blockade, any construction of permanent fortification systems was forbidden, fighting parties were not allowed to embark or disembark troops, ammunition or other military material in the area

¹¹² Cf. BARING Vol. 2, 385-386.; FARNIE 329-330.; GOOCH 93.

¹¹³ HUREWITZ 203.

¹¹⁴ FARNIE 337.

¹¹⁵ The Canal itself, the adjacent fluvial canal, the ports of Port Said and Suez, Lake Timsah and the Great and Little Bitter Lakes.

(with the exception of strictly defined cases). Only in the „*entrance*” ports of Port Said and Suez could the non-fighting powers hold up to two military vessels.¹¹⁶

Naturally, the Sultan, formally represented by the Khedive, was exempt from the above mentioned measures of public order maintenance and defence of Egyptian territory. According to the eighth article, the Egyptian agents chosen by the convention signers as their representatives had the right to supervise the fulfilment of the contract; they were allowed to act in case of a security threat in the Canal. It was assumed that no power should proceed to action, the local Consuls-General were therefore supposed to establish a commission which would empower the Egyptian ruler to intervene in case of need.¹¹⁷

It is necessary to point out that the convention allowed construction of temporary fortifications and that is why we cannot talk of a demilitarization of the Canal. From the point of view of the international law, the Suez Canal served as a neutral international communication and every state had the unalienable right to use it. Egypt had to suffer transit in its own territory and in its territorial waters. They had not the right to fortify it, to fight in its own waters or to enforce a blockade or a ban on the passage of foreign military vessels.¹¹⁸ Regarded the fact that the restrictions were indirectly aimed at Great Britain as the protector of Egypt, it was only a matter of individual opinion how much the contractual condition would have been taken into account in case of a war between two European powers.

Although the British envoys did approve the clauses, they only did so while showing considerable reservation from the very start. In fact, they did not manage to push through their original suggestion to banish military vessels of war booty from the Canal.¹¹⁹ The British logically pointed out the contradiction between military restrictions and their presence in the country. The incompatibility of the treaty with the current situation prevented the document from being sufficiently effective. Great Britain accepted the convention as a whole, but insisted on a validity suspension of the eighth paragraph (on the supervision of the maritime canal) as long as the British occupation lasted. That was a condition that France would not accept. The on-going conflicts were definitively overcome with the *Entente Cordiale* in 1904. Its sixth article also stated: „*In order to ensure the free passage of the Suez Canal, His Britannic Majesty's Government declare that they adhere to the stipulations of the Treaty of the 29th October, 1888, and that they agree to their being put in force.*”¹²⁰

¹¹⁶ HUREWITZ 203.

¹¹⁷ *Ibid.* 204.

¹¹⁸ FARNIE 338-339.

¹¹⁹ *Ibid.* 338.

¹²⁰ The force of the whole of the second paragraph was still suspended, though (on the participation of the Sultan and the meeting of the Consuls-General commission, as was the last sentence of the first paragraph of the eighth article (on drawing a regular annual report on the fulfilling of the convention). More details in CAMBON, P.; LANSLOWNE, *Declaration between the United Kingdom and France Respecting Egypt and Morocco, Dated April 8, 1904*, *The American Journal of International Law*, Vol. 1, N^o 1, 1907. 7-8.

Aleš Skřivan, Sr.

Die Frage der Kompensationen für Serbien während der Bosnischen Annexionskrise 1908–1909¹

Abstract

As decided by the Berlin Congress (1878), Austria-Hungary received the right to occupy two Ottoman provinces in the Balkan Peninsula – Bosnia and Herzegovina. In summer 1908, the outbreak of the Young Turk Revolution brought the possibility of full restoration of Ottoman sovereignty over these two provinces. This was the main reason for the decision of Vienna to annex both provinces. On 6th October, 1908, the annexation was proclaimed that led to a very dangerous international crisis, which lasted from October 1908 to the end of March 1909. During this crisis, Serbia raised claims for territorial compensations, although, in the light of the international law, Belgrade had no right to place such demands. On the one side, Russia weakened by both defeats in the war with Japan and the revolution and could not support Serbia effectively. On the other side, Germany supported decisively his ally, Austria-Hungary, what led to the diplomatic victory of Vienna and to the rejection of the Serbian demands. However, this result was only a Pyrrhic victory of the Habsburg monarchy. The relations between Vienna and St. Petersburg irreparably damaged and Austria-Hungary fell into international isolation.

Keywords: Austria-Hungary, Occupation of Bosnia, Young Turk Revolution, Bosnian Annexation Crisis, Claims of Serbia.

Kurz nach dem Ausbruch der Bosnischen Annexionskrise, in der letzten Oktoberwoche des Jahres 1908, besuchte der russische Außenminister Izvol'skij Berlin, wo er während der Verhandlungen mit dem Staatssekretär des deutschen Auswärtigen Amtes Schoen festgestellt hatte, dass Deutschland nicht der Idee der internationalen Konferenz zur Lösung dieser Krise geneigt ist und unter allen Umständen seinen Verbündeten, Österreich-Ungarn, unterstützen beabsichtigt.

Die eindeutige deutsche Unterstützung wurde in Wien mit großer Befriedigung aufgenommen, denn sie erlaubte es Österreich-Ungarn, während der weiteren Entwicklung der Krise sowohl im Rahmen des Großmächtekonzertes, insbesondere gegenüber Russland, als auch im Zusammenhang mit den Forderungen Serbiens eine entscheidende Haltung einzunehmen.

¹ Diese Studie ist das Ergebnis von Forschungen im Rahmen des Forschungsprojekts MSM 0021620827 *Die Tschechischen Länder inmitten Europas in der Vergangenheit und heute*, dieser Träger die Philosophische Fakultät der Karlsuniversität Prag ist.

Schon am 5. Oktober 1908 meldete der Legationssekretär der österreichisch-ungarischen Gesandtschaft in Belgrad Franz, dass „*der heutige Kronrat unter Vorsitz des Königs die sofortige Mobilisierung der gesamten Armee und die Kriegserklärung an die Monarchie für den Fall der Proklamierung der Annexion beschlossen hat*“.² Serbien erklärte der Habsburgermonarchie nach Bekanntgabe der Annexion zwar nicht den Krieg, es kam aber zur Einberufung der Reserven,³ und Franz schickte unablässig warnende Nachrichten über die Entwicklung der Lage nach Wien.⁴ Die Belgrader Regierung hatte sich in gewisser Weise durch eigene Schuld in eine Sackgasse manövriert, aus der es, wie es sich auf dem Höhepunkt der Krise zeigte, keinen für sie in irgendeiner Weise günstigen Ausweg gab. Über Jahre hinweg hatte sie großserbische Propaganda toleriert, ja unterstützt, es war also durchaus folgerichtig, wenn unter den gegebenen Umständen die öffentliche Meinung eine entschiedene Aktion gegenüber der Habsburgermonarchie verlangte. Die Annexion Bosniens und der Herzegowina ging allerdings vom Standpunkt des Völkerrechts in erster Linie Österreich-Ungarn und die Türkei etwas an, gegebenenfalls noch die Signatarmächte des Berliner Abkommens von 1878. Auf keinen Fall waren jedoch Serbiens Rechte berührt. Diesen Umstand haben während der Krise über kurz oder lang alle Großmächte grundsätzlich anerkannt. Der Gedanke territorialer Kompensation der Habsburgermonarchie war für Österreich-Ungarn von Beginn an absolut unannehmbar und war mit Rücksicht auf das internationale Recht auch kaum durchsetzbar.

Der ehemalige Ministerpräsident Nikola Pašić⁵ und weitere Führer der Radikalen Partei übten Druck auf die Regierung aus, damit diese entschieden handle. In den Straßen Belgrads fanden Massenkundgebungen statt. „*Die Mehrheit derselben (war) von der Pašić-Partei und berufsmässigen Agitatoren inszeniert ... König Peter hat sich bald für, bald gegen den Krieg geäußert, je nach seinen Zuhörern*“.⁶ Auf dem Spiel stand selbstverständlich auch das Schicksal der Dynastie Karadjordjević, die 1903 durch einen Umsturz an die Regierung gelangt war. Eine übereilte Entscheidung für einen Krieg, in dem es kaum Erfolgsaussichten gab, konnte ihre wankende Position ebenso erschüttern wie Unentschlossenheit oder der Druck von Pašićs Gruppe. „*Der Tag der definitiven Ernüchterung wird zeigen*“, konstatierte der Legationssekretär Franz in diesen bewegten Tagen, „*ob die Partei Pašić stark genug sein wird, um König und Land zu Aktionen hinzureissen; beginnen würden sie durch Auftauchen von Banden und*

² Österreich-Ungarns Außenpolitik von der Bosnischen Krise bis zum Kriegsausbruch 1914 (weiter nur ÖUA). Bd. I, Ausgewählt von BITTNER, L., PRIBRAM, A. F., SRBIK, H., und ÜBERSBERGER, H., Wien 1930. Nr. 135., 132., Telegramm von Legationssekretär Otto Franz, Nr. 76., 5. 10. 1908.

³ ÖUA, I, Nr. 147., 137., Telegramm von Franz, Nr. 79., 6. 10. 1908.

⁴ ÖUA, I, Nr. 165-166. und 181., 146-147. und 155., Vgl. Telegramme von Franz, Nr. 80., 84., 92., vom 7. und 8. 10. 1908.

⁵ Nikola Pašić war der serbische Ministerpräsident in den Jahren 1906-1908, 1909-1911 und 1912-1918.

⁶ ÖUA, I, Nr. 265., 204., Bericht von Franz, Nr. 61A., 13. 10. 1908.

terroristische Attentate in den neuen Provinzen der Monarchie".⁷ In der serbischen Hauptstadt kam es zu Übergriffen auf österreichische Staatsangehörige und ihr Eigentum. Der Sonderkorrespondent der Neuen Freien Presse wurde beschimpft, und serbische Militärpolizisten nahmen sogar den deutschen Militärattaché fest, weil sie ihn für einen österreichischen Spion und hielten. Der Versuch der Menge, bis zur österreichisch-ungarischen Gesandtschaft vorzudringen, wurde im letzten Moment von der Reiterei vereitelt.⁸ Schon auf die ersten Nachrichten aus Belgrad instruierte österreichisch-ungarischer Außenminister Aehrenthal Franz dahingehend, dass er die serbischen Behörden ersuche, die Sicherheit der österreichisch-ungarischen Staatsangehörigen und ihres Eigentums sicherzustellen. Er gab ihm folgende Anordnung: „*Sie werden sich in solchen Fällen jeder comminatorischen Wendung enthalten, Ihre Forderungen aber in nachdrücklicher und ernster Weise vorbringen*“.⁹

Das Kabinett Velimirović versuchte in dieser äußerst komplizierten Situation, den Druck von Pašić und seinen Radikalen durch diplomatische Aktivitäten zu mildern, die Serbien wenigstens Teilerfolge einbringen sollten. Der ehemalige Ministerpräsident und frühere Gesandte in der Türkei, Novaković, wurde mit dem Auftrag nach Konstantinopel geschickt, die dortige Stimmung gegen Österreich-Ungarn und Bulgarien auszunutzen. Der türkische Außenminister Tewfik Pascha offerierte dem serbischen Emissär den Abschluss einer Militärkonvention zwischen der Türkei, Serbien und Montenegro, wobei das letzte Wort in diesem Bündnis allerdings der Türkei zugekommen wäre.¹⁰ Dieser Umstand und die Annahme, Großbritannien würde sich der vorgeschlagenen Kombination entgegenstellen, das Scheitern der Mission verursachte. Ein der grundlegender Ziele der Belgrader Regierung war die Erzielung der territorialer Kompensationen, die nach ihren Vorstellungen eine wichtige Voraussetzung für die Beruhigung der innenpolitischen Lage waren. Ministerpräsident Velimirović bat in einer Unterredung mit dem österreichisch-ungarischen Gesandten Forgách am 22. Oktober um eine „*geringfügige Grenzkorrektur*“, die die serbische öffentliche Meinung beruhigen sollte, er wurde aber eindeutig mit der Erklärung abgewiesen, dass „*die Ausdehnung unserer Souveränität auf Bosnien Serbien keinerlei Kompensationen (berechtigte) und es solche nie erhalten (werde), weder durch die Reise des Herrn Milovanović, noch auf einer Konferenz*“.¹¹ Der österreichisch-ungarische Diplomat spielte mit dieser Bemerkung auf eine Rundreise an, auf der der serbische Außenminister Milovanović Berlin, London, Paris und Rom besucht hatte. Belgrad setzte offenbar große Erwartungen in diese Mission, aber schon in der deutschen Hauptstadt musste der serbische Politiker eine sichtliche

⁷ Ebd. 206.

⁸ ÖUA, I, Nr. 320-321., 246-247., Telegramme von Franz, Nr. 109 und 110., 18. 10. 1908.

⁹ ÖUA, I, Nr. 306. 234., Außenminister Aehrenthal an Franz, Nr. 2027., 17.10.1908.

¹⁰ Näher zu diesen Verhandlungen. vgl. NINTCHICH, M., *La crise bosniaque (1908-1909) et les puissances européennes. Bd. II*, Paris 1937. 85-95.

¹¹ ÖUA, I, Nr. 369., 285., Telegramm Forgáchs, Nr. 115., 23. 10. 1908.

Enttäuschung hinnehmen. Er wurde weder von Bülow noch dem Kaiser empfangen und es gab zu seinen Ehren kein offizielles Mittags- oder Abendessen. Der Chef des Auswärtigen Amtes, Schoen, hörte sich zwar höflich seine Argumente und Vorstellungen darüber an, wie Österreich-Ungarn „einen kleinen Streifen des Landes, höchstens ein Zehntel von Bosnien und der Herzegowina darstellend“, abgeben sollte „welcher eine natürliche Verbindung zwischen Serbien und Montenegro bilden und ihm somit ein *débouché* nach dem Adriatischen Meer eröffnen würde“ und auf Kosten der Türkei „einen geringen Gebietszuwachs“¹² gewinnen würde. Er machte ihm allerdings nicht die geringste Hoffnung darauf, dass Deutschland die serbischen Forderungen unterstützen oder die Rolle des Vermittlers zwischen Belgrad und Wien spielen würde. Der serbische Außenminister verhandelte auch mit dem österreichisch-ungarischen Botschafter in Berlin, Szögyény, der ihn ausgesprochen kühl empfing und erklärte, dass die Verbesserung der bilateralen Beziehungen in erster Linie von einem vernünftigen Verhalten Belgrads abhinge.¹³

Milovanović weilte einige Tage in Berlin, denn er wollte sich mit Izvol'skij treffen, der in der deutschen Hauptstadt erwartet wurde. Die Haltung St. Petersburgs hatte für Belgrad selbstverständlich eine Schlüsselbedeutung. Der russische Außenminister hatte drei Wochen zuvor im Gespräch mit dem serbischen Gesandten in Paris, Vesnić, einen verhältnismäßig gemäßigten Ton angeschlagen, die Serben zu keinen unbedachten Handlungen angestachelt und hatte sogar ihnen empfohlen, die Annexion anzuerkennen. In Berlin äußerte er sich, offensichtlich beeinflusst sowohl durch die Reaktion in Russland als auch durch die Entwicklung in Serbien, grundlegend anders. Er versicherte den serbischen Minister, sollte Österreich-Ungarn die Idee einer Konferenz ablehnen, würde Russland die Annexion nicht anerkennen und erklärte, auch wenn die Annexion anerkannt würde, müsste man Bosnien nicht verloren geben. Er unterrichtete seinen serbischen Partner darüber, dass Russland vorhabe, den Schwerpunkt seiner Außenpolitik wieder nach Europa verlegen, und dass Serbien in diesem Zusammenhang ein wichtiger Faktor sei.¹⁴ Für den gegebenen Moment empfahl er, Österreich-Ungarn nicht zu provozieren und einem Krieg fürs erste aus dem Weg zu gehen. Russland war zu dieser Zeit zu keiner eventuellen militärischen Unterstützung Serbiens in der Lage. Die falschen Hoffnungen, die Izvol'skij mit seinen Äußerungen bei den Serben erweckte, waren nur ein weiterer Beleg für das unstete und unbedachte Vorgehen des russischen Ministers, dessen Positionen

¹² *Die Große Politik der Europäischen Kabinette 1871–1914, Bd. XXVI/1, (weiter nur GP)*. Hg. LEPSIUS, J. von, MENDELSSOHN-BARTHOLDY, A., und THIMME, F., Berlin 1926. 258-259. Nr. 9100., Aufzeichnung Schoen, 20. 10. 1908. Kaiser Wilhelm II. bemerkte über Milovanovićs Forderungen am Rand der Abschrift dieser Aufzeichnung lakonisch: „Verrückt! Ausgeschlossen!“

¹³ Haus-, Hof- und Staatsarchiv Wien (weiter nur HHStA), Politisches Archiv (weiter nur PA) III, Preußen (Deutschland), Kt. 166, Berichte 1908/III–XII; ÖUA, I, Nr. 370., 285., Telegramm Szögyénys Nr. 201., 23. 10. 1908.

¹⁴ BOGHITSCHEWITSCH, M., *Die auswärtige Politik Serbiens 1903–1914, Bd. I*, Berlin 1931. 20., Nr. 19. Bericht Milovanovićs an Belgrader Außenministerium vom 11./25. 10. 1908.

von gegensätzlichen Faktoren beeinflusst wurde. Auf der einen Seite stand die militärische Schwäche Russlands und auf der anderen die stürmische Reaktion der russischen Presse, die eine entschlosseneren Aktion zur Unterstützung Serbiens verlangte.

Was die Forderung nach territorialen Kompensationen an Serbien und Montenegro betraf, begegnete man Milovanović nicht einmal in London mit großer Begeisterung. Der britische Außenminister Grey hatte allerdings begriffen, dass man gegenüber Russland nach der Weigerung, über Meerengenstatus zu verhandeln, etwas Entgegenkommen zeigen sollte. Er sagte in dieser Sache deshalb seine diplomatische Unterstützung zu, wenn auch keinesfalls um jeden Preis. Bei den abschließenden Verhandlungen empfahl Unterstaatssekretär Hardinge dem Minister sehr eindringlich, Serbien möge den Frieden bewahren und sich jeglicher Provokation Österreich-Ungarns enthalten.¹⁵ Einige Historiker deuten dies Unterstützung versprechen, das angeblich entgegen anderslautenden Meinungen von Londoner Kabinettsmitgliedern gegeben worden war, als negative widersprüchliche Folge der Allianz, denn *„ebenso wie sich Wilhelm II. und Bülow zur Unterstützung des Kurses des österreichischen Verbündeten, den sie persönlich nicht guthießen, so unterstützte Grey aus diplomatischen Gründen eine Politik, über die er nicht glücklich war. So offenbarte sich auf äußerst unangenehme Weise die Unzulänglichkeit der Allianzen“*.¹⁶

Wurde Milovanović in London zumindest zum Teil Unterstützung zugesagt, so waren die Ergebnisse seiner Mission in Paris äußerst schwach. Der französische Außenminister Pichon war der Idee der territorialen Kompensationen zugunsten Serbiens von Anfang an nicht gewogen und hatte nicht die Absicht, die übermäßigen Forderungen Belgrads zu unterstützen.¹⁷ Er teilte dem österreichisch-ungarischen Botschafter in Paris Khevenhüller, mit, *„dass er Herrn Milovanović gesagt habe, Serbiens Forderung nach territorialer Entschädigung sei aussichtlos, man solle sich auf das Feld ökonomischer Kompensationen begeben. Keinesfalls würden Serbiens exzessive Ansprüche von Frankreich unterstützt werden“*.¹⁸

Italien nahm den serbischen Forderungen und Vorstellungen, seiner Mitgliedschaft im Dreibund zum Trotz, eine verhältnismäßig sehr positive Haltung ein. König Viktor Emanuel III. und Außenminister Tittoni sagten Serbien auch in Zusammenhang mit der Idee der territorialen Kompensationen, die nach ihren Vorstellungen in das Programm der angestrebten Konferenz aufgenommen werden sollte, ihre Unterstützung zu. Der serbische Minister fand in Rom eine

¹⁵ BOGHITSCHEWITSCH, M., op. cit., 31-32., Nr. 26. Telegramm Milovanovićs an Belgrader Außenministerium vom 19. 10./1. 11. 1908.

¹⁶ SCHMITT, B. E., *The Annexation of Bosnia 1908-1909*. London, New York, Toronto, Bombay, Calcutta, Madras, Tokyo, 1937. 69.

¹⁷ ÖUA, I, Nr. 501., 313., Telegram des österreichisch-ungarischen Botschafters in Paris Khevenhüller an Aehrenthal, Nr. 45., 26. 10. 1908.

¹⁸ ÖUA, I, Nr. 501., 382., Telegramm Khevenhüllers Nr. 49., 4. 11. 1908.

unerwartet wohlwollende Aufnahme. An den Unterhandlungen zwischen Tittoni und Milovanović nahm auch der russische Botschafter in Rom teil. Der österreichisch-ungarische Botschafter Lützow kritisierte sogar die Position seiner Regierung und stellte im Gespräch mit dem serbischen Außenminister fest, dass nur England irgendeinen Einfluß auf Österreich-Ungarn ausüben und es zu mehr Rücksicht auf Serbien bewegen konnte.¹⁹ Die eindeutig positive Haltung überrascht besonders bei Tittoni, der ursprünglich mit der Idee einer territorialen Entschädigung der Balkanstaaten nicht einverstanden war, sich aber während des Besuchs des serbischen Außenministers für eine eventuelle Zusammenarbeit Italiens mit Rußland und Serbien aussprach. Obwohl der Ministerpräsident Giolitti die Wahrscheinlichkeit, dass Österreich-Ungarn sich auf eine territoriale Kompensation an Serbien einließ, sehr skeptisch beurteilte, ermunterte König Viktor Emanuel III. Milovanović und vertrat die Ansicht, Milovanović konnte auf der Konferenz eine ähnliche Rolle bei der Durchsetzung der serbischen Sache spielen, wie sie Graf Cavour im Jahre 1856 während der Pariser Friedenskonferenz nach dem Krimkrieg hinsichtlich der Einheit Italiens innegehabt hatte.²⁰

Der serbische Außenminister versuchte auch durch direkte Verhandlungen mit Wien eine Lösung zu finden. Unter Vermittlung des ehemaligen serbischen Gesandten in London, Mijatović, kontaktierte man den österreichisch-ungarischen Botschafter in London, Mensdorff, der gebeten wurde, Aehrenthals Meinung zur Möglichkeit eines Treffens mit Milovanović bei seinem eventuellen Zwischenstop in Wien auf dem Rückweg aus Rom nach Belgrad festzustellen.²¹ „Wenn nicht irgendein Erfolg für Serbien erreicht werden würde, könne (die) Dynastie Karadjordjević sich nicht halten“, erklärte Milovanović. Der serbische Außenminister „erkläre sich bereit, nach Wien zu gehen, selbst ganz auf eigene Verantwortung, wenn die Ermutigung erhielte, einige Chancen auf Erfolg zu finden“. Auf die Frage, was er denn unter dem Begriff „Erfolg“ meinte, entgegnete der serbische Emissär: „eine kleine Konzession“, und schloss mit den Worten: „Geben sie uns eine Wiese oder eine Mühle, irgend etwas, um das Land zu beruhigen“.²² Milovanović hatte also die Absicht, in Wien für die Gewährung wenigstens einer kleinen, ja symbolischen territorialen Kompensation zu Werben, doch auch diese Forderung war für Österreich-Ungarn aus Prestige Gründen absolut unannehmbar. Im übrigen ließe sich in der neueren Geschichte kaum ein Beispiel für eine Situation finden, in der eine Großmacht, ohne einen Krieg verloren zu haben, bereit gewesen wäre, einem kleinen Staat Land abzutreten, auf das dieser nach dem Völkerrecht zudem gar keinen Anspruch hatte. Von diesem Gesichtspunkt betrachtet, erscheinen die serbischen Bemühungen während der Bosnienkrise um territoriale Kompensation auf Kosten Österreich-Ungarns als ein in hohem Maße absurdes

¹⁹ BOGHITSCHEWITSCH, M., op. cit., 35. Nr. 30. Telegramm Milovanovićs an Außenministerium vom 29. 10./11. 11. 1908.

²⁰ SCHMITT op. cit., 70.

²¹ ÖUA, I, Nr. 532., 408., Telegram Mensdorffs, Nr. 107., 8. 11. 1908.

²² ÖUA, I, Nr. 537., 410-411., Telegramm Mensdorffs, Nr. 109., 9. 11. 1908.

Unterfangen. Aehrenthal stellte denn auch in seiner Antwort an Mensdorff für den eventuellen Empfang Milovanovičs die Bedingung, dass die Frage der territorialen Entschädigung überhaupt nicht erwähnt wurde.²³

Auch die Reise des Kronprinzen Georg und des Führers der Radikalen Partei Pašić nach St. Petersburg, die sie am 25. Oktober antraten, sollte der Unterstützung der serbischen Sache dienen. Die Mission wurde von der öffentlichen Meinung und der Presse Russlands wohlwollend aufgenommen. auch den Verlauf der Audienz beim Zaren konnten die Serben als gewisse Zusage auffassen. Die Haltung der offiziellen Stellen war allerdings verhältnismäßig zurückhaltend. „Serbien soll ruhig bleiben und darf nichts unternehmen, das Österreich provozieren und ihm die Gelegenheit geben könnte, Serbien zu vernichten“,²⁴ konstatierte Izvol'skij, der von der Befürchtung beeinflusst wurde, das geschwächte Russland könnte Serbien keine Hilfe leisten. Er teilte auch den Großmächten mit, dass er den Serben Zurückhaltung und Mäßigung empfohlen habe,²⁵ was allerdings nur zum Teil der Wahrheit entsprach. Die Unbeständigkeit seiner Haltung spiegelte sich wieder einmal in den Äußerungen des russischen Außenministers. Auf der einen Seite versicherte er, dass Russland die Annexion nicht anerkenne, was für die Serben eine Ermunterung sein musste, andererseits erklärte er, dass Russland wegen Bosnien jetzt nicht in einen Krieg gehen konnte und wollte.²⁶ Auch der Zar riet den serbischen Gästen mit Rücksicht darauf, dass „die bosnisch-herzegowinische Frage nur durch einen Krieg zu entscheiden sei“, vorerst zur „Verständigung mit der Türkei, zu ruhiger Haltung, militärischer Vorbereitung und zum Abwarten“.²⁷

Es stellt sich die Frage, wie die Serben die russischen Verlautbarungen aufgefasst haben. Jedenfalls wurden in Serbien und Montenegro die Kriegsvorbereitungen fortgesetzt, sei es nun in Bezug auf die regulären Armeeverbände oder die irregulären Einheiten, die auf mögliche Aktionen auf dem Gebiet Bosniens vorbereitet wurden. Aehrenthal wandte sich nach wiederholten warnenden Nachrichten von Gesandten Forgách²⁸ am 6. November 1908 mit einem Zirkular an die Großmächte, mit dem er sie auf die serbischen Kriegsvorbereitungen hinwies und sie bat, „ihre Bemühungen in Belgrad im Interesse des Friedens fortzusetzen und durch ihre Vertreter die erteilten friedlichen

²³ ÖUA, I, Nr. 545., 417., Telegramm Aehrenthals an Mensdorff, Nr. 87., 10. 11. 1908.

²⁴ BOGHITSCHEWITSCH, M., op. cit., 25-30., Nr. 24. Vgl. Pašićs Informationen über die Verhandlungen mit Izvol'skij, enthalten im Memorandum vom 29. 10. 1908.

²⁵ Telegram Nicolsons an Grey, No. 236. In: *British Documents on the Origins of the War 1898–1914 (weiter nur BD)*, Bd. V, London 1928. No. 424. 479.; Bericht Pourtalès an Bülow, Nr. 502, 13. 11. 1908. In: *GP*, XXVI/1, Nr. 9112. 268-270; ÖUA, I, Nr. 519. 396-398. Bericht Berchtolds, Nr. 44 D, 6. 11. 1908.

²⁶ BOGHITSCHEWITSCH, M., op. cit., 33., Nr. 27. Telegramm Pašićs an Außenministerium, 20. 10./2. 11. 1908.

²⁷ BOGHITSCHEWITSCH, M., op. cit., 36-37., Nr. 31. Telegramm Pašićs an Außenministerium, 30. 10./12. 11. 1908.

²⁸ ÖUA, I, Nr. 487. bzw. 512., 371-372. bzw. 387-388., Bericht Forgáchs, Nr. 72 D und 74 A, 3. 11. bzw. 6. 11. 1908.

*Ratschläge und Ermahnungen nachdrücklichst zu wiederholen.*²⁹ Izvol'skij konnte sich bei dieser Gelegenheit mit der Idee einer gemeinsamen Note durchsetzen, die die Vertreter der fünf Großmächte in der serbischen Hauptstadt am 18. November 1908 überreichten. Ihr Wortlaut war ganz gemäßigt. Belgrad wurde empfohlen, seine Truppen von der Grenze mit Österreich-Ungarn abzuziehen, und der Text machte auf „*disastrous consequences*“ aufmerksam, „*which might result from the eventual formation (...) of bands directed against Bosnia*“.³⁰ Ministerpräsident Velimirović gab den Großmächtevertretern hinsichtlich des Truppenabzugs und der Kontrolle der irregulären Verbände recht und ergriff seinerseits die Initiative. Er überreichte ihnen ein Aide-mémoire, in dem er Österreich-Ungarn der Vorbereitung einer Aggression gegen Serbien bezichtigte und ersuchte die Großmächte, auch Wien „*freundschaftliche Ratschläge*“ angedeihen zu lassen. Auf der österreichischen Seite bereitete man sich natürlich ebenfalls auf einen kriegerischen Konflikt vor. Das XV. Armeekorps in Bosnien wurde verstärkt und Verstärkungen wurden auch in Dalmatien geschickt. Die Vorbereitungen zur Mobilmachung gegen Serbien waren im Gange und Generalstabschef Conrad rechnete für das Frühjahr 1909 mit dem Krieg.³¹ Die Serben versuchten die Situation auszunutzen und ersuchten die Großmächte Anfang Dezember 1908 „*to urge upon the Austrian government the cessation of these measures and the restoration of the normal military situation on the frontier, as has already been effected on the part of Serbia*“.³² Wie es zu erwarten stand, lehnten die Deutschen jegliche Ausübung von Druck auf den Verbündeten ab. Izvol'skij zögerte, und Grey lehnte nach Konsultation mit den Großmächtevertretern und der Versicherung des österreichisch-ungarischen Botschafters Mensdorff, dass die Österreicher keine Mobilmachung vorbereiten, die Idee einer diplomatischen Intervention in Wien ab.

Wien und Berlin hielten die Idee einer Konferenz, auf der erst irgendeine Kompromisslösung der bestehenden internationalen Krise gefunden werden müsste, für nicht annehmbar. Zu diesem Standpunkt war man in erster Linie durch die Befürchtung gekommen, der Misserfolg von Algeciras könnte sich wiederholen. Beide Zentralmächte waren zur Teilnahme nur unter der Bedingung bereit, wenn es im Vorfeld gelänge, ein Programm auszuhandeln, dass eine solche Möglichkeit eindeutig ausschloss. In einer Lage allerdings, in der es zu keinem Ausgleich zwischen Österreich-Ungarn und der Türkei gekommen war und in der die Möglichkeit eines bewaffneten Konflikts mit Serbien bestand, war es vorerst unmöglich, die Konferenz von einem auf den anderen Tag ad acta zu legen.

²⁹ ÖUA, I, 389., Nr. 111. Aehrenthals Telegramme nach Berlin; Nr. 57. Paris; Nr. 136. St. Petersburg; Nr. 82. London; Nr. 112. Rom; Nr. 215. Konstantinopel und Nr. 56. Belgrad, .11.1908.

³⁰ Telegramm Whiteheads an Grey, No. 25., IN: BD, V, Nr. 448. 498.

³¹ Zu Charakter und Umfang der militärischen Vorbereitungen Österreich-Ungarns während der Bosnienkrise und zur Haltung Conrads vgl. HÖTZENDORF, F. C. von, *Aus meiner Dientszeit. Bd. I*, Wien, 1921. 113-164. bzw. 601-627.

³² Telegram Greys an British Ambassador in Paris Bertie, No. 264., In: BD, V, N° 471. 516.

Was die Idee als solche betraf, so war es vor allem der russische Außenminister Izvol'skij, der ihre Durchsetzung betrieb. Er wollte so zweifellos seine angeschlagene Stellung auf der heimatlichen Bühne verbessern, und gleichzeitig hatte er die Absicht, auf diesem Weg die russischen Vorstellungen unter Mitwirkung und mit Unterstützung der westlichen Großmächte, möglicherweise auch Italiens zu verwirklichen. Kurz nach der Rückkehr von seiner sechswöchigen Europareise empfing er den österreichisch-ungarischen Botschafter Berchtold³³ und überreichte ihm das Konferenzprogramm, das er zusammen mit Grey ausgearbeitet hatte. Gleichzeitig informierte er die deutsche Regierung in einem Memorandum über das Konferenzprogramm und rief sie zur Zusammenarbeit auf. Berlin hatte jedoch ernste Vorbehalte und Anmerkungen, über die es umgehend Berlin informierte.³⁴ Die deutsche Regierung gab vor allem der Ansicht Ausdruck, dass die Konferenz erst dann zusammentreten könnte, wenn zwischen allen Großmächten, die das Berliner Abkommen unterzeichnet hatten, vollkommene Übereinstimmung in allen Fragen erreicht wäre.³⁵ Ebenso lehnte sie es ab, sich an der Anerkennung Bulgariens zu beteiligen, so lange nicht die Fragen der finanziellen Verpflichtungen Bulgariens gegenüber der Türkei geklärt waren. Sie bezeichnete die Annexion Bosniens und der Herzegowina „*als Tatsache, über die nicht diskutiert werden könne*“.³⁶ Sie verband ihre Zusage ausdrücklich mit der Teilnahme Österreich-Ungarns und schlossen die Möglichkeit, über ihre Anmerkungen zu diskutieren aus.³⁷ Aehrenthal nahm die Haltung des Verbündeten mit Befriedigung auf und bedankte sich im Gespräch mit Botschafter Tschirschky dafür, „*dass die kaiserliche Regierung sich in allen zweifelhaften Punkten so loyal und entschieden auf den Standpunkt österreichischer Regierung stelle*“.³⁸ Die deutsche Unterstützung ermöglichte es Wien, einige Punkte des russischen Vorschlags abzulehnen, insbesondere die mögliche Behandlung der Annexionsfrage der Konferenz.³⁹

³³ ÖUA, I, Nr. 462., 355. Telegramm Berchtolds Nr. 171., 30. 10. 1908. und ÖUA, I, Nr. 465. 356-358. Der Inhalt der Gespräche während dieses Empfangs faßt Berchtolds Bericht zusammen, Nr. 42., 17./30. 10. 1908.

³⁴ Bericht Schoens an Tschirschky Nr. 1583. 31. 10. 1908. In: GP, XXVI/I, Nr. 9129. 287. Die Anlage zu diesem Bericht umfaßt sowohl den russischen Vorschlag (Ebd 287-289) als auch einen Überblick der deutschen Vorschläge, Änderungen und Ergänzungen (Ebd. 289-290).

³⁵ Ebd. 289.

³⁶ Ebd. 290. Es geht um eine Formulierung aus dem vierten Punkt des Zusatzes, wo eindeutig eingeführt wird: „*Le cabinet de Berlin considère cependant dès à présent l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine comme un fait accompli indiscutable.*“

³⁷ Ebd. 290. Diese Haltungen geben die Punkte 5-7. des vierten Zusatzes wieder: „*5. Cependant l'Allemagne subordonnera son adhésion à celle de l'Autriche-Hongrie. 6. Le Cabinet de Berlin considère cette proposition comme indiscutable. 7. L'Allemagne n'adhérera qu'à à les propositions approuvées par l'Autriche-Hongrie.*“

³⁸ Telegramm Tschirschkys, Nr. 378., 2. 11. 1908. In: GP, XXVI/I, Nr. 9130. 290.

³⁹ ÖUA, I, 404-405., Memorandum des Außenministers über den Entwurf des Konferenzprogramms. Zweite Anlage zu den Instruktionen für Legationsrat v. Flotow nach Berlin, Nr. 2268. von 7. 11. 1908.

Der österreichisch-ungarische Außenminister wurde auch durch die Feststellung zu einer entschlossenen Haltung ermuntert, weil die Schlüsselfiguren des russischen Kabinetts, Ministerpräsident Stolypin und Finanzminister Kokovcov, „fest entschlossen sind, dafür zu sorgen, dass die zur Zeit in Russland herrschende serbophile Strömung keinen Schaden anrichte“.⁴⁰ Nicht einmal der russische Generalstab nahm eindeutig eine kriegerische Haltung ein. Auf die direkte Frage nach Russlands Aussichten im Kriegsfall, bekam Izvol'skij die Antwort, dass „ein Waffengang mit Österreich-Ungarn allein nicht aussichtslos wäre“, ein Krieg gegen die beide westliche Nachbarn wurde ihm gegenüber jedoch als hoffnungslos hingestellt.⁴¹ Die Standpunkte Stolypins und Kokovcovs, die davon bestimmt waren, dem vom verlorenen Krieg und der Revolution geschwächten Russland den Frieden zu erhalten, sind bekannt. Andererseits bleibt die Frage, inwieweit die österreichische Position vom Kontakt Zar Nikolaus mit dem österreichisch-ungarischen Thronfolger Franz Ferdinand d' Este beeinflusst wurde, der durch eine Geheimmission irgendwann an der Wende zwischen Oktober und November des Jahres 1908 zustande kommen war.

Vom 4-7. November war Kaiser Wilhelm II. zu Gast auf der Jagd in Eckartsau bei Franz Joseph I. und Franz Ferdinand. Bei dieser Gelegenheit wurde natürlich die internationale politische Lage erörtert. In einem Telegramm vom 5. November informierte Wilhelm II. Reichskanzler Bülow: „Vom Kaiser Nikolaus II. sei ihm (Franz Ferdinand – A. S.) vor kurzem eine geheime Mission zugesandt worden, in welcher ihm versprochen wurde, stets gute Freundschaft mit Österreich zu halten, und aus Anlass der jetzigen etwaigen Verwickelungen (Serbiens) solle kein Mann gegen Österreich von Russland aufgestellt werden“.⁴² Über die Glaubwürdigkeit eines solchen Versprechens lässt sich natürlich streiten und es ist zumindest strittig, inwieweit Izvol'skij über die Initiative des Zaren unterrichtet war. Auf jeden Fall rief der Besuch Wilhelms II. in Österreich-Ungarn große Beunruhigung beim russischen Außenminister hervor, der die Lage wie folgt einschätzte: „Die Militärpartei in Wien sei sehr kriegerisch und treibe zu einem Angriff auf Serbien; an der Spitze dieser Partei stehe der Thronfolger, aber der alte Kaiser widersetzte sich allen derartigen Versuchen. Muß man nicht fürchten, dass Kaiser Wilhelm die Militärexperten unterstützen wird.“⁴³ Diese Bemerkung spricht nicht gerade für den höchsten Informationsstand des russischen Ministers. Der Thronfolger Franz Ferdinand war nämlich kein Befürworter von militärischen Mitteln zur Lösung der Bosnienkrise, umso weniger war er Anhänger einer militärischen Konfrontation mit Russland.

⁴⁰ ÖUA, I, Nr. 539. 445., Privatbrief Aehrenthals an Bülow, Nr. 2381., streng vertraulich. 14. 11. 1908.

⁴¹ ÖUA, I, Nr. 579. 445., Bericht Berchtolds, Nr. 46 D. 9./22. 11. 1908.

⁴² Telegramm Wilhelms II. an Bülow, Nr. 3, gänzlich geheim, 55. 11. 1908. IN: GP XXVI/1, Nr. 9086. 240.

⁴³ Brief Izvol'skijs an den russischen Botschafter in Paris, Nelidow, 23. 10./5. 11. 1908. IN: SIEBERT, B. von, *Diplomatische Aktenstücke zur Geschichte der Ententepolitik der Vorkriegsjahre*. Berlin, Leipzig, 1921. 72.

Aus dem Blickwinkel der internationalen Lage war Russlands Position nicht besonders günstig. Die Briten hatten Serbien zwar ihre Unterstützung zugesagt, diese entsprach aber, wie schon gesagt, nicht ihren Vorstellungen. In Frankreich herrschte lange Zeit eine durch Casablanca Zwischenfall ausgelöste Nervosität vor.⁴⁴ Die Pariser Regierung neigte auch nach seiner Beilegung eher zu einer gütlichen Lösung, und Außenminister Pichon versprach dem österreichisch-ungarischen Botschafter sogar „*dass er auf Rußland mässigend einwirken wird, wenn unsere Interessen dort beleidigt werden sollten*“.⁴⁵ Auch Bülow's Reichstagsrede am 7. Dezember 1908,⁴⁶ in der er erklärte, dass Deutschland seinem Verbündeten jegliche nötige Unterstützung gewähren würde, bestärkte Aehrenthals unnachgiebige Haltung zur Konferenz. Der österreichisch-ungarische Außenminister ließ im Bemühen, eine Schuldezuweisung für das Scheitern der Konferenz von der Habsburgermonarchie abzuwenden, am 23. Dezember die Regierungen der Großmächte über den Inhalt des Notenwechsels informieren, der zwischen Wien und St. Petersburg in dieser Angelegenheit im November und Dezember 1908 stattgefunden hatte.⁴⁷ Nach Veröffentlichung der österreichischen Note vom 8. November stellte sich heraus, dass die russische Regierung die Gespräche über Bosnien und die Herzegowina ursprünglich inszeniert und Wien in dieser Sache sogar eine freundschaftliche Haltung versprochen hatte. Dieser Umstand bedeutete eine weitere Desavouierung des russischen Außenministers, wieder kamen, besonders bei den Briten, Zweifel an seine Glaubwürdigkeit auf. „*The preliminary explanations which Mr. Iswolsky gave me did not seem to me to be quite convincing (...) it may be that Mr. Iswolsky committed himself a little further than he is willing to admit*“,⁴⁸ schrieb Botschafter Nicolson am 2. Januar 1909 an Grey. Das österreichische Vorgehen rief abermals große Empörung beim russischen Minister hervor. Er protestierte gegen die Veröffentlichung der Note vom 17. Dezember, da sie Informationen über eine geheime österreichisch-russische Übereinkunft aus dem Jahr 1897 enthielt. Da es sich um „*eine persönlich Übereinkunft zweier Herrscher*“ gehandelt hatte, sei die Person des Zaren durch seine Veröffentlichung berührt worden.⁴⁹

⁴⁴ Zum sog. Casablanca Zwischenfall war es am 25. 9. 1908 gekommen, als der deutsche Konsul in dieser marokkanischen Stadt sechs Deserteuren aus der französischen Fremdelegion zur Flucht verhalf. Diese Männer wurden unmittelbar vor Auslaufen des Dampfers, mit dem sie Marokko verlassen wollten, von den Franzosen festgenommen. Bei dieser Gelegenheit kam es zu einer Auseinandersetzung, bei der der Sekretär des deutschen Konsulats verletzt wurde. Berlin forderte die Freilassung der drei festgenommenen Deutschen und eine Entschuldigung der französischen Regierung. Die Angelegenheit drohte, zu einem ersten Konflikt zu werden, doch gerade die Bosnienkrise zwang beide Großmächte zu einer friedlichen Lösung.

⁴⁵ ÖUA, I, Nr. 571. 440., Bericht des österreichisch-ungarischen Botschafters Khevenhüller, Nr. 34 A., 14. 11. 1908.

⁴⁶ *Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Deutschen Reichstages, XII. Legislatur Periode, I. Session, Bd. 6, 6046-6048.*

⁴⁷ Es ging um die österreichischen Noten vom 14. 11. und 8. 2., die russischen Noten vom 22. 11. und 17. 12. 1908. Vgl. Nr. 2882. Anweisungen nach London; Nr. 2883. Paris; Nr. 2884. Rom und Nr. 2885. Berlin, ÖUA, I, Nr. 790., 656-657.

⁴⁸ Nicolson an Grey, No. 4., IN: *BD, V, No. 498.*, 547.

⁴⁹ ÖUA, I, Nr. 813., 820., 826., 670-672 und 683-685. Telegramme Fürstenbergs, Nr. 233 und 235,

Heute zweifelt kein der Historiker darüber, dass während der Verhandlungen beider Außenminister in Buchlovica in der Septemberhälfte 1908 gab Izvol'skij Aehrenthal Zusicherung einer „*freundschaftlicher Haltung*“ gegenüber der Annexion. Nach der Bekanntmachung der Annexion erklärte der russische Außenminister, dass es sich um eine vorläufige Sache gehandelt habe, da zu diesem Schritt nicht die Zustimmung seines Herrschers vorlag.

Die letzten Tage des Jahres 1908 brachten den Höhepunkt der Krise in den russisch-österreichischen Beziehungen. Am 30. Dezember wurden auf Befehl des Zaren diplomatischen Beziehungen beider Großmächte auf das unbedingt nötige Minimum eingeschränkt. Weiteres Öl ins Feuer war auch ein langer persönlicher Brief Nikolaus II. an Kaiser Franz Joseph I. vom gleichen Tag,⁵⁰ in dem der russische Herrscher den österreichisch-ungarischen Außenminister entgegen den traditionellen diplomatischen Gepflogenheiten sehr scharf kritisierte. Der österreichisch-ungarische Chargé d' affaires in St. Petersburg, Prinz Fürstenberg, schrieb dies vollkommen ungewöhnliche Verhalten dem Einfluss Izvol'skij zu. Der Minister befürchtete seiner Ansicht nach, dass Aehrenthal mit der Veröffentlichung der diplomatischen Korrespondenz fortfahren würde und veranlasste in seiner Verzweiflung den Herrscher zu besagtem Schritt.⁵¹ Im übrigen wandte sich Izvol'skij am 7. Januar 1909 aus dem gleichen Grund mit der Bitte an das Berliner Kabinett, Aehrenthal Enthüllungen Einhalt zu gebieten.⁵² Die Tatsache, dass es zu einem faktischen Moratorium in den österreichisch-russischen Beziehungen gekommen war, kam Aehrenthal ohne Zweifel entgegen, denn die Idee zur Einberufung einer Konferenz wurde nach einiger Zeit ganz und gar „*ad acta*“ gelegt.

In dieser komplizierten Situation bemühte sich Kaiser Wilhelm II. durch die Wiederbelebung der Meerengenfrage um eine gewisse Entspannung in den Beziehungen zu Russland. Angeregt durch seinen Militärbevollmächtigten am Zarenhof, Kapitän zur See von Hintze, schlug er Bülow vor, Deutschland solle in dieser Frage eine für Russland günstigere Haltung einnehmen.⁵³ Der Reichskanzler und Staatssekretär von Schoen hielten jedoch die Situation für ein allzu entschlossenes Handeln und die Abkehr von bewährten Mustern für zu ungünstig. Hintze wurde deshalb angewiesen, dem Zaren mitzuteilen, dass die Deutschen „*ihm niemals bezüglich der Meerengen Schwierigkeiten gemacht hätten oder machen würden, gern seine diesbezüglichen Wünsche unterstützen*“ würden, doch „*die Schwierigkeit liege in London*“.⁵⁴ Es scheint, als hätte diese Antwort Nikolaus

28. und 30. 12. 1908. und Bericht Fürstenbergs, Nr. 1 A., 2. 1. 1909.

⁵⁰ ÖUA, I, Nr. 822. 678-680. Privatbrief des Zaren Nikolaus II. an Kaiser Franz Joseph I., 17./30. 12. 1908.; Korrespondenz Franz Joseph I. mit Nikolaus II. vom 29. 9. 1908. – 28. 1. 1909. Vgl. *Krasnyj archiv*, Bd. 3, Jg. 1925. 41-53.

⁵¹ ÖUA, I, Nr. 827. 687. Bericht Fürstenbergs, Nr. 1 B., 1. 1. 1909.

⁵² Staatssekretär Schoen an den Botschafter in Wien, Tschirschky, 7. 1. 1909. IN: *GP, XXVI/1*, Nr. 9172. 359.

⁵³ Wilhelm II. an Bülow, 13. 12. 1908. IN: *GP, XXVI/1*, Nr. 9181. 369-372.

⁵⁴ Aufzeichnung Staatssekretär Schoens, 15. 12. 1908. IN: *GP, XXVI/1*, Nr. 9184. 379.

II. zufriedengestellt. Bei einer Unterredung mit Hintze am 19. Dezember 1908 in Carskoe Selo erklärte der Zar unter anderem: „*As a matter of fact, when the annexation of Bosnia and Herzegovina and the independence of Bulgaria were proclaimed, then my first idea – and that of Iswolsky and of a good many other people who know Russia’s needs, was that, the Treaty of Berlin being broken, this would mean an opportunity to raise the question of Straits. (...) But I want to settle that question legally, by negotiations with the signatories of Berlin treaty. (...) I don’t know whether there ever will be a conference – but I say, if there is a conference, I shouldn’t like to impede, I mean, I don’t want to render the heavy task of that conference still heavier by raising the question of Straits. But in the future, in the near future, I wish this question to be dealt with, and then I shall have great pleasure in availing myself of His Majesty’s help*”.⁵⁵ Diese Äußerung des Zaren war ohne Zweifel von Izvol’skijs diplomatischem Mißerfolg in dieser Sache in Paris und besonderes in London beeinflusst. Eine wichtige Rolle hat vermutlich auch den Umstand gespielt, dass der Zustand der Schwarzmeerflotte zu dieser Zeit gar keine nennenswerte Ausnutzung eines veränderten Meerengenstatus zugelassen hätte. Die Frage der Meerengen war mit anderen Worten vom russischen Außenminister voreilig aufgeworfen worden und darüber hinaus hielt man diese Angelegenheit in St. Petersburg für keine angemessene Kompensation im Zusammenhang mit Bosnien und der Herzegowina. Dieser Ansicht waren sowohl Ministerpräsident Stolypin als auch Finanzminister Kokovcov. Beide Minister äußerten sich in diesem Sinne während der Verhandlungen, die sie mit dem deutschen Finanzmann Fischl, Vertreter des Bankhauses Mendelssohn in St. Petersburg, gegen Ende 1908 führten. In seinem Bericht über diesen Verhandlungen schrieb Reichkanzler Bülow: „*Interessant war, dass Kokowzow motu proprio an Fischel sagte, Iswolsky habe Unrecht gehabt, die Dardanellenfrage auf seine Rundreise auszuschneiden. Iswolsky habe sich eingebildet, die Dardanellen könnten eine Kompensation für die Annexion Bosniens und der Herzegowina bilden. Diese Auffassung hielten Kokowzow und Stolypin für ganz falsch. Sie waren der Ansicht, dass Rußland jetzt gar kein Interesse an der Öffnung der Dardanellen habe, dass es keine Flotte im Schwarzen Meer besäße. Außerdem würde die russische öffentliche Meinung in der Befriedigung der russischen Dardanellenwünsche keine Kompensation für die endgültige Angliederung Bosniens und der Herzegowina an Österreich erblicken. Das hätten Stolypin und Kokowzov carrément an Iswolsky gesagt, der auch eingesehen habe, dass der große Fehler begangen hätte. Er habe zweimal seine Demission angeboten, die aber nicht angenommen worden wäre. Jetzt stände Iswolsky wieder fest, aber unter der Bedingung, dass er täte, was Stolypin und Kokowzow wollten*”.⁵⁶ Auch

⁵⁵ Den englischen Text der Bemerkung des Zaren führt der Militärbevollmächtigte in St. Petersburg Kapitän zur See von Hintze, in seinem Bericht an Wilhelm II. an. Nr. 55, 19. 12. 1908. IN: *GP*, XXVI/1, Nr. 9185., 380-381.

⁵⁶ Ebd. 381.

der Brief des Zaren vom 28. Dezember 1908⁵⁷ signalisierte keine sichtbaren Anzeichen für eine Veränderung der russischen Haltung hinsichtlich der Annexion, wenn die deutsche Erklärung in Zusammenhang mit den Meerengen auch positive Aufnahme gefunden hätte. „*Austria’s annexation of Bosnia and Herzegovina (...) produced in Russia an uproar of indignation (...), it made a such deep and bad impression upon my people and upon myself (...), the resentment against Austria became exceedingly strong. Our press began to attack her violently and Germany too, I am sorry to say. This reasoning was – Austria alone would never have ventured to break a pledge of the Berlin treaty, therefore she must have had some power behind her back and that must be her friend and ally – Germany*“, schrieb der Zar seinem gekrönten „*Vetter und Freund*“. Er ließ es zwar gelten, dass Deutschland „*was taken by surprise exactly in the same way as Russia*“, nannte Aehrenthal einen „*mischiefmaker (...), the only man responsible for all that has happened*“, und bezeichnete Berichte über die Aufstellung bewaffneter Gruppen in Serbien und Montenegro als „*lies of the Hungarian and Jewish press*“. Ein eventueller Krieg Österreich-Ungarns mit den Balkanstaaten brächte Russland in eine schwierige Situation. Berlin könnte seiner Ansicht nach dadurch zu einer Lösung beitragen, dass es Österreich-Ungarn zu verstehen gab, ein Balkankrieg wäre „*danger to the peace of Europe*“.⁵⁸ Es ist nicht bekannt, ob der Zarenbrief mehr die Berliner Regierung oder der Kaiser erregte, die Antwort Wilhelms II. war jedenfalls im Verhältnis zur übrigen Korrespondenz beider Monarchen ungewohnt scharf.⁵⁹ Der Kaiser erklärte, Deutschland sei „*informed about Austria’s intentions even later than you*“. Die Ansicht, Deutschland hätte den österreichischen Annexionsplan initiiert, bezeichnete er als „*absurd and as untrue as it was in the case of the Sanjak Railway*“, Wien hätte diesen Schritt unternommen „*without previously consulting us*“, doch Berlin „*could not side her opponents*“. Das alles „*does not mean that we intend to drop our friendly relations with Russia. Nothing is further my mind than that (...) Germany and Russia should be as closely united as possible; their union would form a powerful stronghold for the maintenance of peace and of monarchical institutions.*“ In anderen Passagen kritisierte der Kaiser relativ offen das Abkommen zwischen Großbritannien, Frankreich und Russland, das die Presse aller drei Länder regelmäßig als Instrument gegen Deutschland bezeichnete. Die „*tendency of Russian policy to prefer to lean on England and France was particularly noticeable in the present crisis*“, erklärte er und fügte hinzu, dass ihm in der gegebenen Situation nichts anders übrig blieb, als „*giving*

⁵⁷ Brief Nikolaus II. an Wilhelm II., 15./28. 12. 1908. In: *GP, XXVI/2*, Nr. 9187. 387-388.

⁵⁸ Ebd. 387.

⁵⁹ Wilhelm II. an Nikolaus II., 5. 1. 1909. In: *GP, XXVI/2*, Nr. 9188. 388-391. bzw. *Briefe Wilhelms II. an den Zaren 1894–1914*. hg. GOETZ, W., Berlin 1920. 395-398 (ursprüngliche englische Version) und 241-246 (deutsche Übersetzung). In dieser Ausgabe wird der Brief in beiden Fassungen falsch auf den 8. 1. 1909 datiert. Konzipiert wurde er im Auswärtigen Amt nach einer Anregung des Botschafters in St. Petersburg Pourtalès. Im Begleitsschreiben vom 5. 1. 1909 bat Reichskanzler Bülow den Kaiser, eventuelle Veränderungen sorgfältig abzuwägen. Der Monarch nahm eine Reihe stilistischer Eingriffe in den Text vor.

counsels of moderation to both sides”. Am Ende seines Briefes gab er der Überzeugung Ausdruck, dass die russischen Vorstellungen der weiteren Entwicklung zu pesimistisch waren, den „*Austria is not going to attack Serbia*”, doch es sei „*necessary for the small Balkan states to be prudent and loyal, avoiding all provocations as well as put a stop to all warlike preparations*”.⁶⁰

Die Behauptung des deutschen Kaisers, er hätte beide Seiten zur Mäßigung aufgerufen, entsprach zwar der Wahrheit, schon anlässlich seines Österreichbesuchs im November hatte er sich für den Erhalt des Friedens ausgesprochen.⁶¹ Am 8. Dezember 1908 schickte Aehrenthal Reichskanzler Bülow einen sehr langen privaten Brief, in dem er die aktuelle Lage analysierte und zum Schluss erklärte: „*Bekanntlich sind alle unsere Vorbereitungen für den Fall eines europäischen Konfliktes auf der Grundlage des Dreibundes aufgebaut*”.⁶² Unter diesen Umständen enttäuschte Berlin nicht seinen Verbündeten. Die eindeutige deutsche Unterstützung ermöglichte Österreich-Ungarn die hartnackige Ablehnung aller Vorschläge, die nicht seinen Vorstellungen entsprachen.

⁶⁰ Ebd. 389-391.

⁶¹ Aufzeichnung des kaiserlichen Gefolgschaftsrates Gesandten Jenisch, an Bülow, geheim. 7. 11. 1908. In: *GP*, XXVI/1, Nr. 9088. 245.

⁶² Privatbrief Aehrenthals an Bülow, Nr. 2718., 8. 12. 1908. HHStA, PA I (Allgemeines, rot), geheime Akten, Liasse XXXVIII, Kt. 484. Briefwechsel Aehrenthal-Bülow 1907-1909, Aehrenthal-Bethmann Hollweg 1909-1911.; *ÖUA*, I, Nr. 703. 558-563.

László Gulyás- Loránt Bali

The Fiume Question 1918-1920*

Abstract

In October 1918 in the course of the dissolution of the Habsburg Empire a serious and adventurous period started in the life of Fiume. The Italian and the Croatian inhabitants started a heavy struggle for the city. The Hungarian governor and the officials did not see their lives in secure and fled. In November with the help of several warships and troops the Italians took control over the city. The great powers were unwilling to give the city over to Italy. The Fiume question led to heated discussions in the Versailles peace talks. While the changing Italian governments and Versailles delegations made unsuccessful efforts to annex Fiume, on August 24 Italian nationalists and fascists launched a military action in order to prevent an agreement with the Southern Slav state to give the city over to them. Gabriele D'Annunzio declared the military control over the city. The prime minister Nitti disapproved of Fiume's occupation. The moderate Italian inhabitants turned against D'Annunzio and his aspiration for a historical role. On November 12, 1920 the new Gioletti government signed an agreement with Yugoslavia in Rapallo. According to the agreement Fiume became a free state, but it enjoyed its free status for a few years only. In 1924 Fiume became part of Italy.

Keywords: Dissolution of the Habsburg Empire, Italian-Croatian conflict, Fiume question, Allied Forces, Southern Slav policy, Francesco Nitti, Gabriele D'Annunzio

The Fiume Question in the Fall of 1918

In October 1918 the dissolution of the Habsburg Empire was already in an irreversible state and the national councils of several of its nations proclaimed their intention of either seceding from the Empire, or joining a newly forming state.¹ Fiume was part of this series of events.²

On 16th October, 1918, Emperor Charles IV announced that the Austro-Hungarian Monarchy was to be transformed into a federal state.³ It was also stated that Fiume would either become part of Croatia, or, of the newly founded Southern Slav Kingdom. Two days later Fiume's representative in the Hungarian

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

¹ The details see SIKLÓS András, *A Habsburg-birodalom felbomlása 1918: A magyarországi forradalom*, Kossuth Kiadó, Budapest 1987, 126-143.

² PAP Norbert, *L'Ungheria ed il Mediterraneo. Il carattere geografico dei rapporti fra l'Ungheria e gli stati dell' Europa meridionale*, Imedias Editore, 2008, 159.

³ ZÖLLNER, Erik, *Ausztria története*, Osiris Kiadó, Budapest 2000, 369.

parliament, Andrea Ossoinack, held a parliamentary speech, in which he emphasized that Fiume had never been part of Croatia; it was Italian and it should remain a part of Italy.⁴

In October 1918 parallelly two national councils came into being in the city. On the one hand it was the Italians who set up the Italian National Council of Fiume, and, on the other, the Croats brought about the Fiume Committee of the Zagreb National Council. The birth of these two parallel bodies is indicative of the fact that the Italian-Croatian struggle for Fiume started. The Croatian army entered Fiume on October 23. The last week of October in Fiume can best be described by marching soldiers. In several of the city's streets Croatian soldiers marched under their Croatian flag, while in other streets it was the Italians who marched under their Italian flags.⁵

This situation rightfully raises another question. Where were Fiume's Hungarian leaders and inhabitants during these events? The answer to this question is simple. Zoltán Jékelfalussy, Fiume's last Hungarian governor, having realised that the Hungarians did not stand a chance to fight back the Italian or the Croatian crowds of demonstrators, left for Budapest on October 28th. After the governor left, the office holders of the Hungarian state, including public servants, employees, soldiers, policemen, office workers, railwaymen, also fled. In the city of Fiume these groups of Hungarian people did not see their lives and their future secure.⁶

Fiume's Italian population, as well as the Croats aimed at solving the situation for their own good. In order to come to a decision, the Italian National Council of Fiume, presided by Grossich Antonio, in the city's main square on October 30, 1918 proclaimed the city's annexation to Italy.⁷ The Italian-Croatian rivalry is illustrated well by the fact, that the official Croatian delegation arrived from Zagreb on the very same day to take charge of the city. Comissar Rajčević, head of the delegation, moved into the governor's mansion. Antonio Grossich immediately protested in the name of the Italian National Council and declared that they would support the union with their mother country, i.e. Italy, and look upon the Southern Slav occupation as a temporary situation. During the following days the Croatian-Italian conflicts were becoming strained in Fiume. One of the special features of this relationship was the changing of the flags. The Croats removed the Italian flags from the buildings, while the Italians did the same with the Croatian flags. On public buildings this changing of the flag took place on several occasions. In addition, there were a lot of violent crimes, looting, burglary and theft.

⁴ FRIED Ilona, *Fiume*, Enciklopédia Kiadó, Budapest 2004, 22.

⁵ HORVÁTH József, *A magyar Fiume végnapjai 1914-1924*, Hadtörténelmi Közlemények, 2003/1. szám 172-175.

⁶ HAJDÚ Zoltán, *Fiume (Rijeka) kérdéséről*. IN: PAP Norbert (szerk.), *A Balatontól az Adriáig*, Lomart Kiadó, Pécs 2006, 104-109.

⁷ FRIED 2004, 22.

On 4th November two destroyers, the Stocco and the Sirtary got into the harbor. The commander of the fleet was Admiral Rainer, who, in front of the Italian City fathers of Fiume, who had come to greet him, announced that he had come in the name of the king of Italy and also that he would do everything in his power to defend Fiume's Italian population.⁸ During the following days several other warships arrived and on 17th November Italian land forces – troops of general San Marzano - also appeared. In order to avoid conflict with the Italian armed forces, the Croatian troops left the city on the very same day.

In addition to the Italian soldiers in November 1918 Allied Forces troops, including the Americans, the British and the French, also arrived in Fiume. They came, because the great powers that made up the Allied Forces, were unwilling to give the city over to Italy. The presence of the Allied troops did not prevent the Italians from considering Fiume as a city of their own. On November 28, 1918 Cagni, an Italian general, while paying a visit to Fiume, was greeted with outstanding ovation by the local Italians. In his speech the general announced: *'This is our land. And it will remain ours.'*⁹

This utterance was taken seriously by the Italian inhabitants of Fiume, who started to follow an *'Italian way of life'* in the city by undertaking the following steps: in January 1919 all postal stamps,¹⁰ then the banknotes were stamped over and the schools were taken over. In August 1919 the background of Fiume's public servants was investigated and only those could continue in their jobs, who were approved and taken over by the Italian National Council. The others were forced to leave the city.¹¹

The Fiume Question in the Peace Conference

The Fiume question led to heated discussions in the course of the Versailles peace talks, starting in January 1919. Within this context the Fiume question was part of a larger problem. This so-called *'Italian'* problem was rooted in the fact that in 1915 it had been absolutely essential for the Allied Forces to engage Italy on their side. On April 16, 1915 a secret treaty was signed in London and the Allied Forces promised Italy the possibility of a territorial expansion of considerable scale, including the area of South Tirol, other areas in the Mediterranean region, such as Trieste and its neighbourhood, the islands of the Kvarner Gulf, the northern part of Dalmatia (including the port of Zara), some islands in southern Dalmatia and part of Albania (Valona).¹²

The problem was also rooted in another fact, namely, that the Allied Forces had promised Serbia certain areas of the Adriatic region, namely the Croatian

⁸ HORVÁTH 2003, 176.

⁹ HORVÁTH 2003, 178.

¹⁰ FRIED Ilona, *Emlékek városa Fiume*, Ponte Alapítvány, Budapest 2001, 186.

¹¹ HORVÁTH 2003, 181.

¹² ROMSICS Ignác, *Nemzet, nemzetiség és állam Kelet-Közép- és Délkelet-Európában a 19. és 20. században*, Napvilág Kiadó, Budapest 1998, 160.

areas including Fiume, and the larger part of Dalmatia, meaning that the same areas had been promised both to Italy and Serbia.¹³ Wilson, U.S. president thought that the way out of the awkward situation was to theoretically denounce and nullify all secret treaties. Wilson could come up with this proposal because he had not been among the signatories of the London treaty.

It is also important to note that in general Wilson led a pro-Serbia policy (or, rather a Southern Slav policy) and he believed that southern Slav interests should seriously be taken into consideration in order to achieve stability in the Balkans. These considerations made the American president disregard Italy's claims during the peace talks.¹⁴ In addition, neither the French, nor the British delegation stood by Italy.

As a result, the Italian delegation faced a very serious dilemma and they had two alternatives. One of these options was to insist on the resolutions of the secret treaty of London. In this case they would have to give up Fiume, since its possession had not been mentioned in the London treaty. Or, as a second alternative, they would give up the London Treaty, or, some parts of it, and they could claim certain territories on ethnic basis, including Fiume.

At the same time a third plan was emerging. It was Orlando Vittorio Emanuele, Italy's prime minister of that time, and Sidney Sonnino (foreign minister in Orlando's government), who elaborated a third scenario, by which they would claim areas based on the Treaty of London, as well as the annexation of Fiume. This third version was absolutely unacceptable for the Allied Forces. Thus the Italian territorial claims were in danger. When it became clear for the Italians in the course of the peace negotiations, Orlando left for Italy in March 1919. But since the process of drawing the borders continued in his absence as well, several weeks later he decided to return and resume the talks.

The question of Fiume was discussed after Orlando's return. On April 3, 1919 Orlando had a significant speech in a meeting of the Council of Four, explaining his view of the Fiume question.¹⁵ In his explanation the question of Fiume had not yet been mentioned in the treaty of London, because at that time the total dissolution of the Austro-Hungarian Monarchy had not yet been seen. But, he argued, now Fiume was to be handed over to Italy both for economic and ethnic reasons. One of his arguments was that the Croats and the Slovenians, both nations having been parts of the Habsburg Empire, were hostile towards each other, so, meeting Italy's territorial claims was both acceptable and reasonable in this situation. Neither Wilson nor Clemenceau accepted the Italian arguments. But since the peace conference concentrated on the elaboration of the German peace treaty, they temporarily put off the solution of the Fiume question.

¹³ PÁNDI Lajos, *Köztes-Európa 1763-1993. Térképgyűjtemény*, Osiris-Századvég, Budapest 1995, 266.

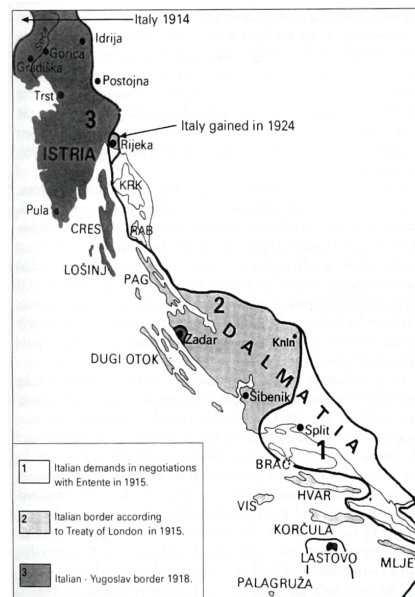
¹⁴ ORMOS Mária-MAJOROS István, *Európa a nemzetközi küzdőtéren*, Osiris Kiadó, Budapest, 1998, 255.

¹⁵ KIS Aladár, *Olaszország története 1748-1968*, Akadémiai Kiadó, Budapest 1975, 140.

On April 19, 1919 the Council of Four once again put the issue on their agenda. Orlando was once again given the opportunity to enumerate his economic, political, national, strategic and historical arguments. Wilson was still unyielding and he ruled out the possibility of Fiume's annexation by Italy. At the same time he supported the recommendation, by which all Dalmatia be annexed to the new southern Slav state while Fiume be made a Free State, controlled by the League of Nations.¹⁶ It should also be noted that even in some circles of Fiume's Italian citizens the trend of supporting their city's free status was well known.

On April 23, 1919 Wilson issued a proclamation to the Italian people, in which he repeated his recommendation. Orlando responded with a counter-proclamation, then, as a protest, on April 24 he once again left the conference venue. On May 6, 1919 he returned, but he had to leave again – this time for good due to internal political reasons. On June 19, 1919 the Italian parliament withdrew their confidence from Orlando's government (262 yes and 78 no votes), thus on June 2 Orlando had to resign from his position as prime minister.¹⁷

It is also to be noted, that the unwillingness of the peace conference to meet all the territorial claims of Italy resulted in the emergence of the notion of '*vittoria mutilata*' (mutilated victory) in the public opinion. Its logic is as follows:¹⁸ the Italians' bloodshed and sacrifice in the war were all in vain; the unfaithful allies (the U.S, England and France) betrayed and dispossessed them and deprived them of the fruits of victory. Consequently, the Italian victory is infact a defeat. The nation's task is clear in this situation and it is to strive for real victory. After Orlando's fall Francesco Savario Nitti became the next prime minister, whose government was in power from June 1919 through June 1920.¹⁹ Nitti and the new Versailles delegation, Tommaso Tittoni and Victor Scialoja, were of more moderate



Italian-Yugoslav territorial dispute 1915-1924

Source: GOLDSTEIN, Ivo: Croatia. A History.
Hurst Company. London. 114

¹⁶ HERCZEGH Géza, *A szarajevói merénylettől a potsdami békekonferenciáig*, Magyar Szemle Könyvek, Budapest 1999, 105.

¹⁷ KIS 1975, 141.

¹⁸ KIS 1975, 140.

¹⁹ HEARDER, Harry, *Olaszország története*, Maecenas Könyvek, Budapest 1992, 190.

views in foreign affairs. They cut back on Italy's territorial claims. Eventually their claims were approved by the Versailles conference and Italy could annex South Tirol and the port of Trieste. It is interesting to note that Trieste, as well as the French-occupied Strasbourg were the two most populous cities, acquired by the Allied Forces in the aftermath of the war.²⁰ Nitti's foreign policy in relation to the Fiume question concretely meant that Italy was trying to come to an agreement with the southern Slav state and they gave the city over to them.

D'Annunzio's Adventure

Nitti's more moderate foreign policy provoked Italian nationalists and fascists, who called the prime minister the greatest traitor of the nation. In order to prevent the agreement with the southern Slav state, they launched military action. On August 24 the Sardinian grenadiers, who were garrisoned in Fiume, left the city under the pretences of going to the small town of Ronchi, their new station in the vicinity of Monfalcone. They did so indeed, but having arrived at Ronchi, their nationalistic officers immediately contacted Gabriele D'Annunzio, who, at that time, was in Venice. Upon the officers' request D'Annunzio went to Ronchi and organised a troop of legionaries.

In the meantime the Italian government signed the Saint Germain Treaty on September 10, 1919, determining Austria's borders. This treaty was a success for Italy, since they got South-Tirol.²¹ In spite of this two days later D'Annunzio's legionaries marched into Fiume.²² D'Annunzio delivered a speech on the balcony of the governor's mansion, in which he announced that he would annex Fiume '*in the name of Italy*'. His speech was met with the inhabitants' enthusiasm. The following day D'Annunzio declared that he was taking over the military control over the city and demanded that the military representatives of the Allied Forces to leave. The British, American and French troops did as he said and left Fiume without resisting. General Pittaluga, Italian commander of Fiume, hesitatingly, and with some bad conscience, but hugged the 'nation's poet' and gave the power over to him.²³

Nitti's government disapproved of Fiume's occupation, but it was not strong enough to take resort to arms and fight D'Annunzio's troops. Thus it was only D'Annunzio's legionaries who represented armed forces in Fiume. In the meantime D'Annunzio was devising new plans. He was thinking of two possible scenarios. One of them was that in case of the resignation of Nitti's government he would form a new Italian government which would undertake the issue of

²⁰ HEARDER, 187.

²¹ GULYÁS László, *A Dél-Tirol-kérdés rövid története*, ARACS. 2006/3. szám, 84-93.

²² DUGGAN Chistofor, *A Concise History of Italy*, Cambridge University Press Cambridge and New York 1994, 196.

²³ KIS Aladár, *A Duce*, Zrínyi Kiadó, Budapest 1989, 111.

²³ ORMOS Mária, *Mussolini*, Kossuth Könyvkiadó, Budapest 1987.

finalising Fiume's annexation. His other plan was to occupy Rome with his legionaries using Fiume as his base.

Mussolini, who had an increasing significance in Italian internal politics of that time,²⁴ first seemed to support D'Annunzio's second scenario. On September 25, 1919 he wrote a letter to D'Annunzio, suggesting the occupation of Trieste, proclaim the overthrow of the monarchy, and appoint a governing directorate with the purpose of dispatching troops to the major cities of northern Italy.²⁵

Mussolini's attitude changed within two weeks. On October 7, 1919 he flew to Fiume, where he had a 2-hour long discussion with D'Annunzio. Unfortunately, no written records of this discussion survived. It is likely that referring to the elections of November 16, 1919, he asked D'Annunzio to be patient. It means that Mussolini most probably asked the 'Commander' to postpone the implementation of his second plan.²⁶ Mussolini changed his attitude because he had expected his own political views to gain momentum in the elections of November 16, consequently the Fiume question became of secondary significance for him.

In addition to elaborating his plans, D'Annunzio, as commander of Fiume, took concrete steps to take all power into his hands. On October 26, 1919 he held a referendum to decide Fiume's national status. Based on census figures 10,330 people had the right to vote, but 30% of them refrained from voting. A total of 7,155 votes were collected, from which 6,999 voted for the 'Commander', as D'Annunzio preferred to be addressed, and his national party list.²⁷

Although the commander won in the elections of October, later serious conflicts arose between D'Annunzio and the members of Fiume's Italian National Council. The legionaries demonstrated in front of the commander's mansion almost on a daily basis in order to prove their loyalty. D'Annunzio used these opportunities to incite his followers to fight. Most often he spoke about poor and exploited proletarian nations, which can only free themselves by launching a new, holy war against the robber nations, who had accumulated all the wealth. Fiume, in his view, would become the centre of the new Crusade. These speeches were very effective: his supporters celebrated their Commander in extasy.²⁸

It is also interesting to note that D'Annunzio - who had already been a celebrated poet and writer before the First World War - was the forerunner of modern political communication. His personality, way of communication and public speeches were admired by huge masses.²⁹

The Fiume National Council was unwilling to accept the historical role, envisaged by D'Annunzio. They only wanted to join Italy.³⁰ Most importantly, they

²⁴ DUGGAN 1994, 198.

²⁵ ORMOS Mária, *Mussolini*, Kossuth Könyvkiadó, Budapest 1987, 125.

²⁶ ORMOS, 126.

²⁷ KIS 1975, 143-144.

²⁸ KISS 1989, 111-112.

²⁹ FRIED 2001, 180.

³⁰ FRIED 2001, 188.

had enough of D'Annunzio's conflicts with the Italian government.³¹ This is why the city's Italian intellectuals started to distance themselves from D'Annunzio. The Commander, in order to stabilise his power, on September 8, 1920 proclaimed the Italian Regency of Carnaro in the City of Fiume. He elaborated the Carnaro Charter, the constitution of the new state as well. By this time the political situation became hopeless; the majority of the city's citizens looked upon the legionaries as parasites, depleting the city's food reserves. The situation was not getting any better, although, D'Annunzio occasionally engaged in piracy in order to fill up the supply depots.³²

The end of the Fiume Adventure

In June 1920 the Nitti government fell and on June 15 the celebrity of Italian politics, the 78-year old Giovanni Gioletti formed a new government. The first step of Gioletti's foreign policy was to come to an agreement with the Yugoslav government. On November 12, 1920 Italy and the Yugoslav state signed an agreement in Rapallo,³³ by which Italy renounced Dalmatia, and, in return, the Yugoslav state gave up the Istrian Peninsula, including the city of Trieste.³⁴ The ports of Abhasia (Opatija) and Zara (Zadar) were placed under Italian authority, while Fiume became a free state.³⁵

D'Annunzio did not recognise the Treaty of Rapallo and threatened with military action. Gioletti sent a parliamentary delegation to Fiume but they were unable to compromise with D'Annunzio. Gioletti decided to blockade Fiume and D'Annunzio responded by declaring war between Fiume and Italy. The Italian troops on the holy night of December 1920, at the expense of heavy street fights were able to enter Fiume. Andrea Dorina a battleship shot at the main strategic points of the city from the port. Following a 5-day war, D'Annunzio's troops left Fiume, leaving 53 casualties and 207 wounded legionaries behind.³⁶

D'Annunzio locked himself up in his residence, located on the shore of Lake Garda. It was the end of his Fiume adventure. The city became a free city, protected by the League of Nations, but it was able to enjoy its free status only for a few years. In 1924 Fiume became part of the Italian state.³⁷

³¹ FRIED 2001, 181-187.

³² FRIED 2001, 188.

³³ GOLDSTEIN, Ivo, *Croatia. A History*, Hurst Company, London, 114-115.

³⁴ This step of Yugoslav government was sharply criticized by Croatian politicians, see SOKCSEVITS Dénes, *Horvátország története a 7. századtól napjainkig*, Mundus Novus, Budapest 2011, 479-480.

³⁵ The full document see HORVÁTH Jenő, *A trianoni békeszerződés megalkotása és a revízió útja*, Magyar Tudományos Akadémia, Budapest 1939, 405.

³⁶ FRIED 2001, 188.

³⁷ HAJDÚ, 108.

Aleš Skřivan, Jr.

On the Formation of Relations Between Newly Established Czechoslovakia and China¹

Abstract

China and Czechoslovak-Chinese relations played an insignificant role in the foreign policy of the new Czechoslovak government. This disregard of the Far East affected the rather complicated relations between the Ministry of Foreign Affairs and Czechoslovak representative bodies in China. Favourable development of Sino-Czechoslovak relations was hindered – in addition to other obstacles – also by lengthy negotiations concerning an agreement which would provide a suitable platform for Sino-Czechoslovak political and economic relations. The absence of an agreement had adverse effects on mutual relations. On the other hand, it is almost impossible to determine the real impact of the non-existent agreement – for example on mutual trade relations.

Keywords: Czechoslovakia, China, International Relations, Shanghai, Prague.

Dramatic events and the unique process of Europe's transformation during the last stage of World War I allowed for the formation of independent Czechoslovakia, which had to, along with many other important tasks, adopt a stance to the surrounding world and at least to outline its future foreign political and economic policies. Czechoslovak-Chinese relations or rather efforts towards their successful development, were not among the main priorities of the Czechoslovak government. Naturally, Czechoslovak foreign interests were focused on Europe, while the Far-East region took a back seat with only little appeal for the creators of the new Czechoslovak foreign policy. We must point out here that this phenomenon did not change even in the ensuing years. Czechoslovakia did not have any important political goals in relation to the Far East, which relatively emphasized the importance of economic relations with China. Nevertheless, generally speaking, the interest in as well as efforts of the Czechoslovak government to intensify the relations with China (including economic ties) remained, with a few exceptions, relatively weak, even insufficient.

When analyzing Czechoslovak relations with China in the inter-war period, first of all, we must realize that they were developed in very specific, unique conditions. At the time of the establishment of the Czechoslovak state, the Middle Kingdom was undergoing a deep crisis, which had other dimensions than merely political power. At the turn of 1911 and 1912, China „buried” the imperial regime,

¹ This text has been published as part of the research project MSM 0021620827 „*The Czech Lands in the Midst of Europe in the Past and Today*” at the Faculty of Arts, Charles University, Prague.

but it had hard time finding a new, functional social system. On the other hand, China still considered itself an exceptional culture, superior to the outside world. Chinese perception of other countries, formed not only by cultural differences but also, last but not least, through historical context, was rather unusual from European point of view and as it turned out, difficult to understand for the Czechoslovak government. With a slight exaggeration we can say that from the Chinese point of view, Czechoslovakia was a mere „dot on the map,” an interesting, yet not very understandable result of the dramatic events in Europe.² On the other hand, after the break-up of Austria-Hungary, there was not a clear, correct answer to the question of how Czechoslovakia should approach distant and exotic China. Czechoslovakia soon started negotiations with China from the position of the more developed country, which wanted to achieve similar conditions, contractually enshrined, as were those extracted by the Western powers in the past. As it turned out, it was a step in the wrong direction, which was indicative of the incorrect assessment of the political situation in the Far East and an erroneous estimate of realistic options of the Czechoslovak government. Naturally, all this became manifest when negotiating an agreement which was to outline the political and economic relations between both countries.

Czechoslovak Diplomats in China

Czechoslovak legions appeared in Manchuria at the end of World War I. The very presence of a Czechoslovak army in the Chinese territory as well as the fact that the Chinese government officially recognized Czechoslovak units as part of allied forces represented an important factor at the time of the emerging Czechoslovak-Chinese relations. Milan Rastislav Štefánik, who established the representative office in Harbin³ and an office for the advisor for Czechoslovak affairs as part of the French consulate in Shanghai, was present in China at the turn of the 1918 and 1919.⁴ Nevertheless, this promising beginning was soon followed by major complications in the development of the official Czechoslovak-Chinese relations. First of all, it was caused by an actual lack of interest of the Ministry of Foreign Affairs in the events in the Far East and in activities of Czechoslovak representatives in China. It did not concern merely the absence of the above-mentioned general contract, in fact, there was no institutional basis for

² I can confirm from my own experience that this approach on the part of the Chinese to Czechoslovakia, or the Czech Republic has generally persisted to today.

³ The transcription used throughout the text reflects the official pinyin with possible variations being stated in parentheses.

⁴ Bakešová, Ivana: *Československé legie v Číně* [Czechoslovak Legions in China], in: *Nový Orient*, Year 58, N^o 10, 2003, 440-441. For more information on the relation between Czechoslovak legions and Chinese authorities, see e.g. Archives of the Ministry of Foreign Affairs of the Czech Republic, Prague (further AMFA), Political Reports (further only PR), Harbin, Lieutenant Colonel Miloš Hess' letter to Dr. Edvard Beneš, minister of foreign affairs, dated Apr. 6, 1920, informing about General Jan Syrový's stay in Harbin.

Czechoslovak-Chinese relations. The accreditation of the Office of the Delegate of the Czechoslovak Republic in China⁵ was insufficient, in fact, it was void. The communication of Czechoslovak representatives in China (Beijing, Shanghai and Harbin) with the Ministry of Foreign Affairs was very poor to say the least as the officials in charge at the ministry mostly simply ignored their activities. The view of the Ministry of Foreign Affairs concerning the situation in China did not correspond to reality. The relations between the ministry in Prague and Czechoslovak diplomats in the Far East were repeatedly negatively affected by personal controversies and antipathies. It took several years for Prague's attitude towards the Czechoslovak representatives in China, their activities and generally speaking, to all of official relations with China to change considerably.⁶

After the rather unfortunate initial stage, Czechoslovak representative offices began to play the natural role of diplomatic institution with one of the main goals being protecting Czechoslovak interests in China in co-operation with the Ministry of Foreign Affairs – in many cases, these were economic activities. Czechoslovak diplomats created the basic link between the Czechoslovak government and China. Studying their attitudes and perception of the Chinese reality (for instance their opinions on important events in the history of interwar China) is very interesting and thought-provoking. Some of their observations and comments were completely erroneous, which was repeatedly caused by the lack of relevant and primarily correct information. On the other hand, we must admit that with hindsight and the knowledge of the further development it is much easier for us to evaluate the situation of the time. The reports to Prague, however, also contained a lot of information, which manifest a very capacity to observe the Chinese reality and formulate apt conclusions.

We should mention for instance the comments by Czechoslovak diplomat Karel Halla assigned to Beijing on the situation in China at the time of Sun Yixian's death in March 1925. In his reports sent to Prague, Halla describes Sun Yixian (Sun Yat-sen) as an important symbol of the reform effort and an extraordinary figure, who left behind a strong ideological legacy. At the same time, however, Halla realized that Sun Yixian's factual power in a way did not reflect his cardinal role in the patriotic movement and was considerably limited mainly by prominent militarists. Halla also correctly evaluated Sun Yixian's co-operation with the Soviet Union, which he understood as a primarily purposive alliance concluded in very specific historical circumstances.⁷

⁵ The official title of this office appears in several versions (even in the heading of official reports from China). Also the name of the Czechoslovak state is sometimes stated inaccurately in these materials. I quote the particular sources exactly as they were stated, including possible flaws, typing errors, etc. In 1920, the seat of the office of the Czechoslovak delegate was officially relocated from Harbin to Beijing. For more information on its operations in Beijing, see e.g. AMFA, PR, Beijing, Report No. 308 from the Office of the Delegate of the Czechoslovak Republic in China dated Sept. 29, 1920.

⁶ For more information on Czechoslovak legions' activities in the Far East and the difficult work of the first Czechoslovak representatives in China, see Bakešová, Ivana: *Československé legie* [Czechoslovak Legions], 433-445.

⁷ AMFA, PR, Beijing, Extraordinary report N° 6 by Karel Halla, a delegate of the Czechoslovak

Several years later, during the final weeks before the Mukden Incident and the beginning of the Japanese invasion of Manchuria in September 1931, the Ministry of Foreign Affairs in Prague received reports from China on the rapidly growing number of incidents which stimulated the generally strengthening tension in the Sino-Japanese relations as well as information about Japan's unrelenting interest in a dynamic economic and political expansion to Manchuria and about the „conspicuously frequent visits of Japanese officials to Manchuria and eastern Siberia in recent times.”⁸ Reports from autumn 1931, with a few exceptions, evaluate the dramatic situation on the other side of the Great Wall correctly and among other things, shortly after the beginning of the conflict, they contain reflections about the Japanese plans to form a new government in Manchuria, criticism of the Chinese failure to set at defiance to Japanese as well as doubts about the genuine intention of the Japanese to co-operate with the League of Nations on the solution of the „*Manchurian crisis*”.⁹

The reports from China also provide interesting information about people working in favour of Czechoslovakia in China. For instance they suggest that the first Czechoslovak ambassador to China, Robert Feitscher was a man of extreme political views. His texts – in places of a very strong emotional character – attest to his very critical views of the Chinese communists. In connection with Chiang Kai-shek's fights with the „*communist hordes*” he also states that „*from official sources, it was regularly reported that the very following week the Reds will be exterminated. Weeks pass without the promised result being accomplished.*”¹⁰ These and similar statements in a way correspond with other, later comments by Robert Feitscher which indicated certain sympathies to the Nazis.¹¹

The Czechoslovak consulate in Harbin found himself in an unusual situation after a puppet regime dependent on Japan was established in Manchuria. Czechoslovakia, together with a majority of other countries, did not recognize the state of Manzhouguo (from 1934 Manzhoudiguo). This fact as well as the attitudes of Edvard Beneš, who openly supported the Nanking government in the Sino-Japanese controversy, naturally „*complicated*” the communication between the Harbin-located consulate and the government in Manzhouguo. The consulate in Harbin avoided contacts with the government officials of the new state and as

Republic in Beijing, dated March 25, 1925; Ibid. Regular political report no. 2 for February 1925 by Karel Halla, a delegate of the Czechoslovak Republic in Beijing, dated March 10, 1925. For more information on the co-operation between Sun Yixian and the USSR, see Heinzig, Dieter: *Sowjetische Militärberater bei der Kuomintang: 1923-1927*, Baden-Baden 1978.

⁸ AMFA, PR, Shanghai, Report by Rudolf Hejny, a Czechoslovak consul in Harbin, dated Sept. 8, 1931.

⁹ E.g., AMFA, PR, Shanghai, Periodic report for 4th quarter of 1931, dated Jan. 16, 1931, written by Envoy Robert Feitscher.

¹⁰ AMFA, PR, Shanghai, Periodic report for 4th quarter of 1931, dated Oct. 19, 1931, written by Envoy Robert Feitscher

¹¹ Cf. Bakešová, Ivana: *Československo-Čína 1918-1949* [Czechoslovakia-China 1918-1949], no publisher listed 1997, 104. Here we should also mention the fact that Robert Feitscher was a Czechoslovak citizen of German nationality.

consul Hejný wrote at the end of 1932 „it only discussed with them Manzhouguo's debts to the Czechoslovak Zbrojovka [Czechoslovak Arms Factory of Brno] and the Škoda Works, and only when it was in the interest of Czechoslovak citizens.”¹²

After the occupation of Manchuria by the Japanese army and the declaration of the state of Manzhouguo, the living conditions of the Czechoslovak colony in Harbin quickly deteriorated,¹³ which was due to economic problems as well as flooding and cholera.¹⁴ Throughout the 1930s, the consulate in Harbin made efforts to at least partially aid the colony members, particularly the poorest ones. Consul Hejný carried out various activities which were to, within the bounds of possibility, make the daily life of compatriots easier, while assuring them that Czechoslovakia did not forget about them.¹⁵ Unfortunately, the consulate's efforts were not always successful; for instance, in January 1936 the consulate in Harbin asked through the Ministry of Social Care the Czechoslovak Foreign Institute to procure „positions in Czechoslovak companies operating in the Far East” for citizens of Czechoslovak origin living in Manchuria.¹⁶ They addressed the Škoda Works, which however strictly rejected the possibility of employing compatriots in Manchuria or Shanghai, where it had an office. It thus clearly indicated that it did not intend to even ask its customers in China whether they could employ some citizens of Czechoslovak origin.¹⁷

On the other hand, the Czechoslovak representative office also sent reports to Prague other than those criticizing the situation in Manchuria. Consul Hejný's comments suggested that although he considered the measures by the new government controlled by the Japanese as incompatible with basic democratic principles, he found the gradual placation and stabilization of the situation in

¹² AMFA, PR, Harbin, Report N° 170/conf. .32 (Overview of Political Situation in Manzhouguo) from the Consulate of the Czechoslovak Republic in Harbin, dated Dec. 31, 1932. In 1931 and 1932 Czechoslovak diplomats in China, mainly the representative office in Harbin, paid great attention to the case of General Gajda, who maintained contacts with the Russian emigrants (members of the White Guard) in Manchuria and participated, in unclear circumstances, in the plans of the military operations against the Bolshevik government in Moscow. For more information on General Gajda's activities, see e.g. AMFA, PR, Shanghai, Report no. 13/32/confidential (Russian emigration in the Far East. General Gajda) from the Consulate of the Czechoslovak Republic in Harbin, dated Jan. 26, 1932. More information also Bakešová, Ivana: *Československo–Čína 1918-1949* [Czechoslovakia-China 1918-1949], 69-70.

¹³ In interwar China, the greatest number of Czechoslovaks lived in Harbin and Shanghai.

¹⁴ For more information see the National Archives, Prague (hereafter NA), The Czechoslovak Foreign Institute I (hereafter CFI I), folder 46, A Report on the History and Fates of the Czechoslovak Colony in Manchuria from the Consulate of the Czechoslovak Republic in Harbin, dated March 30, 1933.

¹⁵ Interesting information on the activities of Consul Hejný, particularly on his help to the Czechoslovak colony can be found in *Vzpomínky sinologů. Věra Sýkorová* [Sinologists' Memories. Věra Sýkorová], the interview was prepared and conducted by Ivana Bakešová, in: *Fénix*, Year 5, N° 3, 2004, 4-22.

¹⁶ NA, CFI I, folder 46, a letter from the Ministry of Social Care to the Czechoslovak Foreign Institute dated Jan. 17, 1936.

¹⁷ In brief, the Škoda Works gave preference to the rational economic calculation over the „patriotic sentiments”. NA, CFI I, folder 46, a letter from the Škoda Works to the Czechoslovak Foreign Institute dated Jan. 29, 1936.

Manchuria as positive.¹⁸ He repeatedly also mentioned rather favourable prospects of the Czechoslovak export to this territory. We can mention for instance his comments from the mid-1933, when the interest in Czechoslovak products in the Manchurian market had increased, although in rather unusual circumstances. Among others, Consul Hejný reported to Prague that the increased demand for Czechoslovak goods in the first half of 1933 was related to „*the boycott of German goods started by the local Jews. The boycott is clearly organized although it is not reported as such. The consulate often deals with queries of Jewish businessmen concerning Czechoslovak goods and addresses of Czechoslovak factories.*”¹⁹ Here we must admit that some of Hejný's comments on the prospects of the Czechoslovak export to Manchuria were – as was later indicated by the actual development – excessively optimistic. In connection with the mention of boycotts we should also state the fact that in comparison with events in Manchuria, the repeated boycott of Japanese goods in the area of China unoccupied by the Japanese was a more important phenomenon. However, also these boycotts only had little effect on the import of Czechoslovak products and were not in any way a major incentive for the Czechoslovak export to China.²⁰

Complicated Path to the Sino-Czechoslovak Agreement

Negotiations about an agreement, which would establish the essential framework of relations between the two countries, were a rather controversial as well as a sensitive issue in the interwar Czechoslovak-Chinese relations. The necessity to conclude such an agreement arose soon after the foundation of the Czechoslovak state and the naming of the first Czechoslovak representatives in Harbin and Shanghai. It was primarily Lieutenant Colonel Miloš Hess, the first to hold the office of the Czechoslovak delegate in China, as well as his successors who became conscious of the need to conclude such an agreement. The Ministry of Foreign Affairs, on the other hand, approached the question from a completely

¹⁸ AMFA, PR, Harbin, Report N° 121/conf./33 (Manzhouguo, a political overview of 1933) from the Consulate of the Czechoslovak Republic in Harbin dated Dec. 31, 1933; Ibid., Periodic report N° IV for the 4th quarter from the Consulate of the Czechoslovak Republic in Harbin dated Dec. 31, 1936.

¹⁹ AMFA, PR, Harbin, National economic report for the 2nd quarter of 1933 from the Consulate of the Czechoslovak Republic in Harbin dated July 3, 1933. Cf. NA, Headquarters of Chambers of Commerce and Trade (hereafter HCCT), folder 284, National economic report for 1934 from the Consulate of the Czechoslovak Republic in Harbin dated Dec. 31, 1934.

²⁰ Particularly British companies took advantage of the mentioned boycotts of the Japanese goods in central and southern China. For more information on the Chinese boycott of the Japanese goods, see e.g. Wilson, Sandra: *Containing the Crisis: Japan's Diplomatic Offensive in the West 1931-1933*, Modern Asian Studies, Volume 29, N° 2 (May 1995), Cambridge University Press, passim. Cf. article entitled *Bojkot japonského zboží v Číně podkladem japonsko-čínského konfliktu* [The Boycott of the Japanese Goods in China as the Source of the Sino-Japanese Conflict], in: *Slovanské trhy, Zprávy Hospodářské Jednoty pro Slovanský Východ* [Slavic Markets. Reports by the Economic Union for the Slavic East], Year 12, N° 1/2, standard, N° 115/116, p. 6. The above mentioned copy is available at the NA, HCCT, folder 122.

different angle and its attitudes often differed from those of the Czechoslovak diplomats in China. Generally speaking, Hess as well as his successors were more willing to make concessions to the Chinese, while the Czechoslovak ministry repeatedly considered the Chinese demands as exaggerated. As has been suggested, the Czechoslovak government approached the negotiations about the agreement from the position of a country, which intends to win the same rights and privileges as were those that the Western powers had gained through unequal agreements before. Among other things, Czechoslovakia demanded the right of extraterritoriality in the Chinese territory for its citizens and negotiations for low customs rates for exports from Czechoslovakia, like those that Western countries contractually secured in the past.²¹

The tactics of the Prague government, which failed to reflect some apparent differences between the conditions of the former imperial regime and the situation in the Chinese Republic, however, met with strong opposition by the Chinese, who repeatedly criticized the Czechoslovak demands. Last but not least, there was no particular reason that would force China to accept Czechoslovak conditions. These facts as well as other factors (such as the instability of the Chinese government) led to very complicated, protracted and repeatedly interrupted negotiations. Both parties had for a long time a markedly different ideas concerning the final version of the planned document. Czechoslovak chances that an agreement according to its original ideas could ever be signed were relatively rapidly decreasing. The Ministry of Foreign Affairs thus exhibited an increasingly greater willingness to compromise. The signing of Sino-German equal agreement in 1921 became an important landmark although Germany was a country defeated in World War I and it was driven to this step mainly by objective circumstances. On the other hand, concluding an equal agreement with such an important country as Germany remained (at least from the economic point of view) was for the Chinese government another cogent argument when rejecting the unequal agreement with Czechoslovakia.²²

In the 1920s, the general interest of the Ministry of Foreign Affairs to finally conclude the question of the Czechoslovak-Chinese agreement gradually grew stronger. Czechoslovak diplomats, not only those posted in China, for instance regularly informed Prague about the negotiations between China and other countries, which were motivated by concluding new agreements regulating mutual relations. At the same time, texts, particular provisions of the final documents as well as their applicability on the potential Czechoslovak-Chinese agreement were

²¹ Cf. e.g. AMFA, PR, Beijing, Report No. 308 from the Office of the Delegate of the Czechoslovak Republic in China dated Sept. 29, 1920; AMFA, national economy section N° 4 (hereafter NES4), folder 846, Extraordinary Political Report N° 3 (A Question of Extraterritoriality in China) from Office of the Delegate of the Czechoslovak Republic in China dated March 19, 1924.

²² For the complete text of the Sino-German agreement, see AMFA, NES4, folder 847, Extraordinary Political Report N° 3 (Sino-Chinese Agreement) from the Czechoslovak Legation in Tokyo dated July 13, 1921, enclosure a.

analyzed.²³ Nevertheless, it took Czechoslovakia and China over ten years to find mutually acceptable solution. *The Amicable and Commercial Agreement between the Czechoslovak Republic and the Chinese Republic* was signed as late as in February 1930,²⁴ at the time when further delay in signing the document appeared – at least from the Czechoslovak government’s point of view – as completely irrational. In 1928-1930, China regained its customs autonomy. Moreover, Chiang Kai-shek’s government experienced a period of success and certain stabilization, and strengthening of the Nanking regime was reflected also in international relations, for instance during negotiations about the elimination of extraterritoriality. In this situation, the Czechoslovak government lost its remaining leeway and in fact was forced to accept the Chinese conditions.²⁵ The Czechoslovak-Chinese agreement was signed during a critical period. On the one hand, the relative stabilization of the Nanking government and Chiang Kai-shek’s ambitious plans for the acceleration of the economic growth and the modernization of the Chinese economy pinned the Czechoslovak companies hope on better results of their export to China in the future, which could, in certain circumstances, be aided by the normalization of the official relations between Czechoslovakia and China. On the other hand, the beginning of the Great Depression, the changing political and military situation in the Far East, the occupation of Manchuria by the Japanese army and several other factors in a way reduced the importance of this long-prepared document, its actual influence on the further development of the Czechoslovak export to China.²⁶

²³ For detailed documents on the new bilateral agreements, see AMFA, Prague, NES4, folder 847.

²⁴ The exchange of the ratified agreements took place in Nanjing on Nov. 20, 1930. In Czechoslovakia, the agreement came into force by its publication on Dec. 5, 1930 in the Collection of Laws (chapter 81) as legislation no. 171/1930. Sections XII and XIII in fact ensured the most-favoured-nation clause to both parties. Cf. English version of the agreement *The China Year Book 1931*, London, Chicago, Shanghai 1931, 479-480. This agreement was the basis for the official opening of the Czechoslovak legation in Shanghai as well as consulates in Shanghai and Harbin. Cf. investigation of the Headquarters of Chambers of Commerce and Trade, which were to ascertain the interest of the chambers of commerce and trade in establishing a consulate in Harbin, NA, HCCT, folder 80, a letter from the Headquarters of Chambers of Commerce and Trade in Prague to the individual chambers of commerce and trade and dated Aug. 4, 1930.

²⁵ For more information on the circumstances of the signing of the agreement, see Bakešová, Ivana: *Československo-Čína 1918-1949* [Czechoslovakia-China 1918-1949], passim; Bakešová, Ivana: *Čína ve XX. století* [China in the 20th Century], Volume 1, Olomouc 2001, 27-28, 40, 54-56. Cf. Holásek, Peter – Kubů, Eduard: *Zahraniční politika buržoázného Československa k niektorým štátom Ázie a Afriky* [Foreign Policy of the Bourgeois Czechoslovakia Concerning Some Countries in Asia and Africa], *Historický časopis* [Historical Journal], Year 34, N^o 4, 1986, 545-550. Details on the Czechoslovak-Chinese negotiations about the agreement can be found e.g. in the abounding documents kept in AMFA, NES4, mainly folder 846. Comments of the Czechoslovak Press on the Negotiation About the Agreement, NA, Ministry of Foreign Affairs – Clipping Archives I, Prague (hereafter MFA-CA I), folder 1634.

²⁶ Cf. Bakešová, Ivana: *Československo a Čína 1918–1938 aneb Nezvládnutá diplomacie výstrahou!* [Czechoslovakia and China 1918–1938 or Poorly Handled Diplomacy as a Warning!], in: *Prostor*, year 26, N^o 77/78, 2008, 98.

During my research I came to the conclusion that a serious analysis of the issue of the Czechoslovak-Chinese agreement and related phenomena is a very demanding task. To what extent were the steps of the Czechoslovak government in negotiations on the agreement legitimate and rationally justifiable, for instance considering the real priorities of the Czechoslovak foreign policy and also the considerably unstable situation in China? To what extent the absence of the agreement harmed Czechoslovak exporters? I believe that it will be impossible to find an unequivocal answer to these questions even in the future. To date, this issue was primarily addressed by Ivana Bakešová, who is a major critic of the steps taken by the Czechoslovak government in negotiating with China and who focused on the Czechoslovak-Chinese agreement – to a larger or smaller extent – in several works. In this context she states that „*the CSR tried to penetrate China economically under the same terms as were those of the Western powers in trade with China, which it could have never succeeded. As a result, our economic relations remained deep below their potential.*”²⁷ In general, Bakešová attributes great importance to the delayed negotiation of the agreement as it had a considerable negative effect for instance on the Czechoslovak export to China. As she writes, „*by hesitating to sign a bilateral agreement until 1930, the Czechoslovak government harmed the interests of many companies, but primarily those of the Škoda Works.*”²⁸ In a different place she labels the attitude of the Czechoslovak government to China as dismissive and warns against a similar „*poorly managed diplomacy,*” which blindly follows the attitudes of the great powers.²⁹ Rudolf Fürst disputes Ivana Bakešová, or more specifically some of her conclusions stated in her monograph entitled *Československo-Čína 1918-1949* [Czechoslovakia-China 1918-1949] trying to defend, at least to some extent, the attitude of the Czechoslovak government – among other things also its right to the extraterritoriality, which was in his opinion „*absolutely essential considering the unacceptable quality of the Chinese judiciary.*”³⁰ As well as several other issues, Fürst also criticizes the fact that this monograph by Ivana Bakešová „*completely failed to explain in what respects was the Czech trade limited by the non-existence of an international agreement (before 1930) ...*”³¹

The actual impact of the absence of an agreement on the Czechoslovak export to China is difficult to estimate. Ivana Bakešová's conclusions are in fact supported by some reports sent from interwar China, which claimed that the absence of the

²⁷ Bakešová, Ivana: *Československo-Čína 1918-1949* [Czechoslovakia-China 1918-1949], 3.

²⁸ Bakešová, Ivana: *Československé zbrojní dodávky do Číny v době mezi dvěma světovými válkami* [Czechoslovak Arms Deliveries to China in the Period Between Two World Wars], in: *Historie a vojenství* [History and the Military], year 41, N° 4, 1992, 37.

²⁹ Bakešová, Ivana: *Československo a Čína 1918-1938* [Czechoslovakia-China 1918-1938], 95-100.

³⁰ Fürst, Rudolf: *Politické vnímání Číny v Čechách: mezi věcností a nevěcností, orientalismem a okcidentalismem* [Political Perception of China in Bohemia: Between the Objectivity and Its Lack, Orientalism and Accidentalism], in: *Mezinárodní vztahy* [International Relations], year 40, N° 3, 2005, 36.

³¹ *Ibid.*

agreement represented a major obstacle for the development of the mutual trade and was an important factor, which among other things impeded the reduction of business through intermediary companies. In connection with the non-existing agreement they also point out the higher customs rate, to which the direct import from Czechoslovakia to China was subjected.³² The monograph entitled *Československo-Čína 1918-1949* [Czechoslovakia-China 1918-1949] presents many interesting observations not only concerning the issue of the Czechoslovak-Chinese agreement thus being an indisputably fundamental work on this theme. Even so, I cannot agree with some of her conclusions. I believe that Bakešová's emphasis on the problem of the non-existent agreement is exaggerated and the absence of this document had a smaller influence on actual results of the Czechoslovak import to China than that suggested in the monograph.

Foreign brokerage services undoubtedly played an important role – be it primarily negative or positive – in the Czechoslovak producers' penetration to the Chinese market in the 1920s. Nevertheless, I do not believe that the absence of an agreement was the main reason for Czechoslovak firms to use foreign companies. I believe that even if the conclusion of the agreement was not delayed, the situation would be similar, mainly considering the lack of experience and the unwillingness of most of Czechoslovak companies to bear the risk related to the direct involvement in such an exotic territory as interwar China was. In the 1930s, that is after the agreement had been signed, the importance of the intermediary services in the Czechoslovak export to China generally dropped, which was naturally reflected particularly in the case of large companies. First of all, we must realize that this phenomenon corresponded with the general trends in the Czechoslovak export – in other words, in comparison to the 1920s, the ensuing decade witnessed a general growth of interest in Czechoslovak companies in more distant regions as well as willingness to directly penetrate these markets.

As has been indicated, the question of customs rates – whether Czechoslovakia would for instance manage to achieve a more favourable customs rate, used in China by Western powers thanks their earlier non-equal agreements – was one of the original controversial issues, which delayed the signing of the agreement and also the one, which from the economic point of view seemed to be the most important theme of the Czechoslovak-Chinese negotiations. After World War I, Czechoslovakia was officially subject to a special customs tariff with higher rates as was the case of other countries without bilateral agreements.³³ The 1920s practices however indicated the imperfections of the customs rates and in general called into question the actual importance of the „*customs issue*” for import from

³² E.g. AMFA, NES4, folder 1208, Report N° 664/adm (Manchuria – business report) from the Office of the Delegate of the Czechoslovak Republic in Beijing dated Apr. 18, 1925.

³³ The base „*contractual customs rate*” was 5%, it was repeatedly adjusted by surcharges according to the sort (category) of imported goods. AMFA, NES4, folder 505, Report N° 187/res/27 (Differentiation of the Czechoslovak goods in import to China) by Karel Halla, a delegate of the Czechoslovak Republic in Beijing dated Dec. 18, 1927.

Czechoslovakia at that time. A major part of the Czechoslovak goods imported to China was not identified by the Chinese authorities and marked as Czechoslovak goods. Available reports by Czechoslovak diplomats mention frequent cases, when deliveries were declared as imported from Czechoslovakia and assigned – in fact, contrary to the regulations – a lower customs rate.³⁴ It seems that in the 1920s the question of customs rates in fact did not play a very important role in the penetration of Czechoslovak goods to the Chinese market and the reduction of the customs rates appertaining to the import from Czechoslovakia thus represented a „*merely*” potentially important incentive for Czechoslovak deliveries to China.³⁵

Conclusion

The formation of the Czechoslovak diplomacy and basic strategies of the foreign policy during the first years after the foundation of the independent state was characterized by logical flaws. From a certain standpoint, the rather passive and in a way also dismissive attitude of Czechoslovakia to the Far East could be considered one of the errors, which undoubtedly complicated the efforts of the Czechoslovak diplomats in the Middle Kingdom. The evaluation of this phenomenon, however, should not be one-sided. The inappropriate attitude of the Czechoslovak government to the Far East region was far from being the only factor, which hampered the development of the Czechoslovak-Chinese relations. Considering the fact that the general political as well as economic importance of the relations with China was from the standpoint of the Czechoslovak foreign policy quite limited, we cannot criticize the Czechoslovak government for its long-term lack of interest in dealing with the problems of Czechoslovak-Chinese relations. Moreover, gradually it turned out that the flaws in political or formal diplomatic relations influenced the development of the Czechoslovak-Chinese trade relations only to a limited extent.

³⁴ AMFA, NES4, folder 505, Report no. 56/adm (Import of the Czechoslovak goods to China) by Karel Halla, a delegate of the Czechoslovak Republic in Beijing dated Jan. 15, 1925.

³⁵ Ivana Bakešová focused also on the customs in her monograph *Československo-Čína 1918-1949* [Czechoslovakia-China 1918-1949]. On the one hand, she suggests that the customs differentiation was for Czechoslovakia – at least at the beginning – a noticeable problem (13 and 25). In a different place, however, she points out the above mentioned fact – that in the 1920s the Czechoslovak goods as well as products of other countries without bilateral agreements was cleared with lower customs rate (54). Cf. documents on Chinese customs rates and regulations, AMFA, NES4, folder 230.

Zoltán Maruzsa

Erinnerung und Wirklichkeit – Das Ungarnbild von Konrad Adenauer anhand seiner Memoiren¹

Abstract

Konrad Adenauer was the first chancellor of the Federal Republic of Germany 1949-1963, and the founder and leader of the Christian Democratic Union. His *Memoirs* were published in four volumes between 1965 and 1968 (English edition 1966-70). This study is focusing on the chancellors views on Hungary in the early years of Cold War based on his Memoires.

Keywords: Konrad Adenauer, Hungary, Memoires, Erinnerungen, Cold War.

Erinnerung und Wirklichkeit sind wegen der Natur des Menschen unterschiedlich und subjektiv, und dies wird nur noch eindeutiger, wenn es sich um historische Ereignisse oder Prozesse handelt. Gerade deshalb spielt die historische Literatur eine sehr bedeutende Rolle, aber die Memoiren müssen vorsichtig und die Quellen mit Kritik behandelt werden. Gegenstand meiner vorliegenden Studie sind die Memoiren von Konrad Adenauer, mit dem Titel *Erinnerungen*. Natürlich hatte ich – in Betracht der Ausbreitung der Memoiren des ehemaligen Kanzlers – nicht die Möglichkeit, das Gedruckte mit der historischen Wirklichkeit von Zeile zu Zeile abzugleichen. Ich hielt es aber für interessant, anhand der Memoiren das Ungarnbild von Konrad Adenauer, und den historischen Hintergrund dazu zu untersuchen.

Konrad Adenauer

Konrad Adenauer ist am 5. Januar 1876. in Köln, in einer kleinbürgerlichen Familie zur Welt gekommen. Wichtiges Element seiner katholischen Erziehung war das Lernen. Er machte im Jahr 1894 sein Abitur, und studierte danach Rechtswissenschaft und Volkswissenschaft. Ab 1902 arbeitete er in Köln, bei der Staatsanwaltschaft. 1906 trat er der katholischen Zentrumspartei bei, ab 1909 war er stellvertretender Bürgermeister von Köln, und ab 1917 war er der Oberbürgermeister. Zwischen 1920 und 1933 war er Präsident des Preußischen Staatsrates, so wurde er als Politiker im ganzen Land bekannt.

Nach der Machtübernahme der Nationalsozialisten wurde Konrad Adenauer seiner Ämter enthoben, dann, nach einigen Jahren in den Ruhestand geschickt.

¹ Vorgetragen auf ungarisch am 23.8.2011 in Klausenburg (VII. Internationaler Kongress für Hungarologie).

Nach der militärischen Kapitulation des Dritten Reiches wurde Adenauer wieder aktiv: er wurde für einige Monate wieder Oberbürgermeister von Köln, dann wurde er Vorsitzender der, 1946 in der britischen Besatzungszone gegründeten, CDU. 1948 wurde er zum Präsidenten des, für die Ausarbeitung der neuen deutschen Verfassung zuständigen Parlamentarischen Rates gewählt. Nach den Wahlen, am 15. September 1949 wurde der schon 72 Jahre alte² Politiker zum 1. Bundeskanzler gewählt, dieses Amt erfüllte er bis zum 15. Oktober 1963. Nach seinem Rücktritt blieb er weiterhin Parlamentsabgeordneter, und nahm, obwohl er in Rhöndorf zurückgezogen lebte, aktiv am öffentlichen Presseleben teil und beriet seine Nachfolger, bis er am 19. April 1967 – in seinem 91. Lebensjahr – starb.³

Ziel dieser Studie ist nicht das Vorstellen der politischen Tätigkeit von Adenauer, aber man kann mit Sicherheit feststellen, dass in seiner Persönlichkeit Gründer der Bundesrepublik Deutschland geehrt werden kann. Ohne ihn wäre Deutschland heute nicht das, was es ist. Durch seine Tätigkeit als Kanzler trug er nicht nur zum Wiederaufbau des Westdeutschen Staates, sondern auch zur Schaffung der europäischen Integration bei.

Die Erinnerungen von Konrad Adenauer

Das Memoir besteht aus vier Bänden,⁴ und verarbeitet die Ereignisse der Epoche zwischen 1945 und 1963. Adenauer teilte 1963 seine Absicht diese Erinnerungen schriftlich festzuhalten mit und wurde bis zu seinem Tod mit 3 Bänden fertig, diese erschienen der Reihe nach 1965, 1966 und – nach seinem Tod – 1967. Das vierte, letzte Band ist ein Fragment geblieben, welches mit Leitung von Anneliese Poppinga von ihren Kollegen zustande kam, und mit einem, sich auch auf die vorigen Bänder beziehendem Namen- und Inhaltsverzeichnis versehen wurde.⁵

Die enorme Arbeit hat sogar den Autor überrascht: der eigentlichen Konzeption zufolge wollte er nur zwei Bände schreiben, eins über die Zeit vor 1945, und eins über die Zeit zwischen 1945-1963. Interessanterweise ist das Band

² Weitbekannte Anekdote ist, dass ihm sein Arzt, trotz seines hohen Alters erlaubt hat das Kanzleramt für 1-2 Jahre anzunehmen... Mária ORMOS, *Németország története a 20. században* (Die Geschichte Deutschlands im 20. Jahrhundert.), Rubicon, Budapest 2008, 321.

³ Die sich mit seiner Person beschäftigenden bedeutendsten Publikationen: WEYMAR, Paul, *Konrad Adenauer. Die autorisierte Bibliographie*, München 1955.; OSTERHELD, Horst, *Konrad Adenauer*. Stuttgart 1987.; KÖHLER, Henning, *Konrad Adenauer*. Frankfurt a. M. 1994.; SCHWARZ, Hans Peter, *Anmerkungen zu Konrad Adenauer*. München 2004.; RECKER, Marie-Luise, *Konrad Adenauer. Leben und Politik*, C.H. Beck, München 2010. Im Ungarischen: Géza M. SZEBENI, *Egy kereszténydemokrata az új Németországgért. Konrad Adenauer*, Magyar Szemle, Budapest 2010.

⁴ ADENAUER, Konrad, *Erinnerungen 1945-1953*. DVA, Stuttgart 1965.; *Erinnerungen 1953-1955*. DVA, Stuttgart, 1966.; *Erinnerungen 1955-1959*. DVA, Stuttgart 1967. *Erinnerungen 1959-1963*. Fragmente. DVA, Stuttgart 1968.

⁵ MENSING, H.P., *Die Adenauer-Memoiren: Entstehung, Zielsetzung, Quellenwert*. In: Historisches Jahrbuch 114 (1994), 396-411.

über die Zeit vor 1945 nur ein Plan geblieben, genauso, wie die ursprünglich geplante Beilage: eine Dokumentations-Sammlung.

Es ist wichtig zu wissen, dass Adenauer nie Dokumente gesammelt hat um seine Erinnerungen zu schreiben, und auch keine Notizen gemacht hat. Er hat die Ereignisse retrospektiv, anhand seiner Erinnerungen und gesammelten Quellen rekonstruiert. Wir können hinzufügen, dass dies die Wahrscheinlichkeit auf Fehler und Ungenauigkeiten gesteigert hat, auch wenn er von Anfang an mit der Kritik rechnete und deshalb – seiner eigenen Aussage nach – danach strebte so objektiv wie möglich zu bleiben und seine Aussagen durch Mitteilen zeitgerechter Quellen zu unterstützen. Dies ist in seinen Memoiren übrigens so dominant, dass nur ca. 20-25% des ganzen Textes eigene Schriften von Adenauer sind, der restliche Text besteht aus Zitaten aus anderen Dokumenten. Dementsprechend ist der Inhalt weniger persönlich, in seiner Struktur jedoch recht subjektiv, denn er stellt die individuelle Leitung eines Politikers aus einer individuellen Perspektive dar.⁶

Wir können auch sagen, dass das Werk zu geringerem Teil Lebenslauf und zum größeren Teil Publizistik ist. Trotzdem ist das Werk *Erinnerungen* eine bedeutende Quelle, und was die frühe Geschichte der BRD betrifft, bis heute eine Grundlektüre.

Das Ziel der Ausgabe dieser Memoiren hat Adenauer noch zu seiner Lebenszeit mitgeteilt: er wollte seine Erfahrungen für die zukünftige Politik verwendbar machen, seine Zielsetzungen in solchen Fragen wie die europäische Integration, das französisch-deutsche Verhältnis oder gerade die Wiedervereinigung Deutschlands klarstellen.⁷ Dieses streben ist in seinem Werk ständig zu erkennen: er betrachtet nicht nur die Geschehnisse der Vergangenheit, und legitimiert nicht nur seine Entscheidungen, sondern verwendet dieses Werk quasi als Lehrstoff, als Hilfsmittel für die Schule der politischen Kultur. Er hielt es offensichtlich auch für wichtig seinen Standpunkt solchen Meinungen gegenüber festzustellen, mit denen er als – oft einziger – genauer Kenner der Ereignisse sich nicht identifizieren konnte. Dadurch strebte er auch danach, das über ihn als Kanzler entstandene Bild ins positive Licht zu rücken. Dass er in seinem Werk das ganze deutsche Volk anspricht wird durch seine Widmung „Für mein Vaterland“, die in allen vier Bänden zu sehen ist, eindeutig.⁸

Das Ungarnbild von Adenauer anhand seiner Memoiren

Aus Hinsicht unserer Analyse ist die Untersuchung des Ungarnbildes von Konrad Adenauer besonders wichtig und interessant. Die Analyse können wir deshalb durchführen, weil auf den Seiten der „*Erinnerungen*“ Ungarn sehr oft vorkommt.

⁶ KÜSTERS, H.J., *Die „Erinnerungen“ Konrad Adenauers*. IN: F. Bosbach/M. Brechtken: *Politische Memoiren in deutscher und britischer Perspektive* (2005), 133-157.

⁷ RECKER, 100.

⁸ KÜSTERS, 133-157.

Bevor wir die einzelnen Stellen analysieren sehen wir uns an, was die historische Forschung über das Ungarnbild von Adenauer weiß. Wir können sofort feststellen: wenig, denn mit dieser Frage hat sich bisher noch niemand beschäftigt, obwohl das Verhältnis zwischen Deutschland und Ungarn in beiden Ländern Teil der historischen Forschungen bildet.⁹

Daraus kann indirekt darauf geschlossen werden, dass der Kanzler keinerlei sonderliche Sympathie oder Antipathie Ungarn gegenüber verspürte, denn sonst hätten das die Autoren seines Lebenslaufes bestimmt erwähnt.¹⁰ Als Politiker des Rheinlands wandte er sich viel mehr an den Westen, wie zum Beispiel seine Kollegen aus dem südlichen Teil Deutschlands, und zur Zeit des Kalten Krieges war für ihn Ungarn nur noch eins von vielen, unter kommunistischer Regierung stehenden Ländern hinter dem eisernen Vorhang. Es ist fast schon klischeeartig, dass die meisten Demokraten des Westens in den 1950er und 1960er Jahren so auf diese Länder blickten, dass dort Kommunisten mit Hilfe der Sowjets über arme, eventuell zu befreiende Länder regieren. Dieser Aspekt war für ihre Ansichtswiese auch prägend. Sie waren dazu geneigt den Widerstand den Sowjets gegenüber zu überwerten, verachteten grundsätzlich die kommunistischen Kader, die das Land leiteten und ihre Position nicht durch demokratische Wahl errungen haben, und weiterhin nicht gebildet genug waren. Weiterhin kannten die demokratischen Politiker die relativ schwache wirtschaftliche und gesellschaftliche Lage dieser Länder, welche auch durch die schwer bewaffneten Volksarmeen nicht kompensiert werden konnte.¹¹ Kleinere Betonungs- und Sympathie-Unterschiede kommen aber vor, und zwar in erster Linie dort- wie wir sehen werden-, wo aus weltpolitischer Hinsicht bedeutende Ereignisse geschahen (z.B. Die Revolution in Ungarn im Jahr 1956), oder dort, wo sich in den internationalen Kontakten solche Änderungen bemerkbar machten, die gegebene Länder wertvoller oder gerade wertloser machten (z.B. als Rumänien in den 60er Jahren durch seine dem Schein nach von der Sowjetunion unterschiedliche Politik für wertvoller betrachtet wurde, oder gerade als die Tschechoslowakei in den Jahren nach dem Eingriff der Sowjetunion im Jahr 1968 für wertloser galt).

Weiterhin kann es interessant sein das Vorkommen von Ungarn in diesem Werk mit den anderen Ländern der Region zu vergleichen. Ergebnis ist folgendes:

Polen:	29 Fälle
Tschechoslowakei:	24 Fälle
Ungarn:	21 Fälle

⁹ Eine gute Zusammenfassung über das Ungarnbild der deutschen historischen Literatur geben folgende zwei Bände, unter denen vor allem die hier publizierten Studien von Holger Fischer und Gerhard Seewann: *Das Ungarnbild der deutschen Historiographie*. Redaktion: Márta FATA, *Schriftenreihe des Instituts für donauschwäbische Geschichte und Landeskunde*, Band 13. Franz Steiner Verlag, Stuttgart 2004, 335.

¹⁰ Keine der mir bekannten Lebenslauf-Quellen erwähnt eine solche Sympathie.

¹¹ Gutes Beispiel hierfür ist KISSINGER, Henry, *Diplomácia*, Panem-Grafo, Budapest 1994, 541-546.

Jugoslawien:	16 Fälle
Rumänien:	9 Fälle

Dieses Ergebnis ist keine Überraschung: Polen stand fast immer im Zentrum der deutschen Außenpolitik,¹² dann folgte wegen der geographischen Nähe und den Gegensätzen des Kalten Krieges die Tschechoslowakei, und danach kam Ungarn. Die Position Ungarns in der Erinnerung ist auf Ungarn gesehen recht positiv, denn Ungarn befindet sich aus diesem Aspekt betrachtet kaum um etwas hinter Prag, was ein sehr gutes Ergebnis ist, weiterhin steht Ungarn in der Reihe noch vor Jugoslawien, wo die außenpolitischen Merkmale spezieller waren, und auch vor Rumänien, welches Land aus dieser Hinsicht für marginal erscheint. Trotzdem kann man auch Ungarn in der Erinnerung nicht für überbetont halten, dies wird noch deutlicher, wenn man beachtet, dass sich aus den 21 Erwähnungen 7 auf die Revolution des Jahres 1956 beziehen.

Sehen wir uns nun die konkreten Fälle, die wir anhand Art der Erwähnung in Gruppen einordnen. Wir können feststellen, dass Ungarn in fünf Fällen mit den anderen Mittel-Europäischen Ländern erwähnt wird, und zwar als eines der hinter dem Eisernen Vorhang existierenden, von der Sowjetunion belagerten Länder. In diesen Fällen spiegelt sich kein individuelles Ungarn-Bild wieder, die Aufzählung der Länder ist auch nur wegen der Ganzheit notwendig.¹³

In einem Fall wird Ungarn mit den östlichen Deutschen Regionen, Polen und der Tschechoslowakei zusammen,¹⁴ als Schauplatz der Aussiedelung der Deutschen erwähnt, was aus Adenauers Aspekt eindeutig für negativ gilt. Interessanterweise werden die anderen, sich von der Deutschen Minderheit teilweise oder ganz befreienden Länder (z.B. Jugoslawien) nicht erwähnt. Im Gegensatz zum – die Vergangenheit manchmal verschönernden- kollektivem Gedächtnis von Ungarn erwähnt Adenauer nicht, dass aus Ungarn nur ein Teil der Deutschen Minderheit ausgesiedelt wurde,¹⁵ sondern er erwähnt Ungarn nur mit der Tschechoslowakei und mit Polen zusammen, welche Länder die volle Deutsche Minderheit ausgesiedelt haben.

Ungarn wird mehrmals wegen einem konkreten Ereignis erwähnt. Interessanterweise kommt es bei internationalen Verhandlungen dazu, und typisch ist auch, dass es gar nicht Adenauer selbst ist, der Ungarn erwähnt.

Ungarn wird das erste Mal in einer Verhandlung zwischen Adenauer und Dulles erwähnt. Auf dem Treffen vom April 1953 wurde unter Anderem über die Frage des Ost-westlichen Handels gesprochen. Dulles betonte, dass der Handel mit den Ländern der sowjetischen Zone nur unter strenger Kontrolle stattfinden darf, auf dies rief er die Aufmerksamkeit von Adenauer auf, und betonte auch, dass dies eine wichtige Rolle in der Entwicklung der amerikanisch-deutschen Beziehung

¹² *Erinnerungen...* II.: 367. Die zentrale Rolle von Polen betont Adenauer in seinem Werk öfter.

¹³ *Erinnerungen...* I.: 39., 375., II. 20., 261. III.: 350.

¹⁴ *Erinnerungen...* I.:186.

¹⁵ István NÉMETH, *Németország története*, Aula, Budapest 2002, 356-365.

habe, Dulles deutete auch darauf hin, dass die Länder, die sich nicht an das entwickelte Programm halten, nicht mit der finanziellen Hilfe des Auslandes rechnen dürfen. Dulles erwähnte, dass die Öffentlichkeit der Vereinigten Staaten den Eindruck habe, dass die Bundesrepublik hier nicht voll und ganz kooperiert, und erwähnte als Beispiel den Transport von Walzerwerk-Einzelteilen nach Ungarn. Adenauer bestritt die Tatsache des Transportes auch in seinen Erinnerungen nicht, er bemerkte nur, dass er Dulles versichert habe: „... zusammen mit anderen handelstreibenden und seefahrenden Nationen zusätzliche Maßnahmen wie Durchgangskontrollen gegen Verletzungen oder Umgehungen der bestehenden strategischen Überwachung zu ergreifen.“¹⁶

Das zweite Mal wird Ungarn mit einem konkreten Ereignis in Zusammenhang erwähnt, hier schreibt Adenauer bezüglich der Unterzeichnung des Österreichischer Staatvertrages (15. Mai 1955), dass laut Dulles, dem Außenminister Amerikas „die Russen seien im Fall Österreich zum ersten Mal zurückgewichen. Dies könne von erheblicher Bedeutung für die anderen Staaten Osteuropas wie zum Beispiel Ungarn oder die Tschechoslowakei werden. Die gegenwärtige Entwicklung könne einen Wendepunkt der Geschichte darstellen“.¹⁷ Adenauer kommentierte die Wirkung auf die sowjetischen Satellitenstaaten nicht, hielt das Zustandekommen der österreichischen Neutralität aber, was die Zukunft Deutschlands betrifft, für tragisch, denn diese erschwerte das Einbeziehen der Bundesrepublik Deutschlands in das westliche Verbündeten System, deshalb war er von dieser Meinung von Dulles auch nicht hingerissen. Besonders gefährlich fand er das Schaffen einer, auch das wiedervereinigte Deutschland in sich fassende, neutralen Zone in der Mitte Europas, denn dies hätte zugleich das Schaffen von einem, auch kommunistische Länder enthaltenden und hauptsächlich sowjetischen Interessen entsprechenden „Cordon sanitaire“ bedeutet.¹⁸ Adenauer formuliert diese Befürchtung, und das Fehlen der positiven Wirkung auf die Satellitenstaaten, als er betont, dass die im Sommer 1955 aus Österreich ausziehenden sowjetischen Truppen nicht nach Hause zurückkehren, sondern in Ungarn bleiben,¹⁹ das heißt, seiner Meinung nach haben Österreichischer Staatsvertrag und die Genfer Konferenz in Wirklichkeit keinerlei wahrliche Linderung mit sich gebracht. Diese Meinung äußert er auch in einem am 9. August 1955. an Dulles geschriebenen Brief – der in seinen Erinnerungen auch erscheint – , auf diesen Brief antwortet Dulles auch am 15. August und schreibt, dass der Österreichische Staatsvertrag, die Genfer Konferenz und die mit Tito zustande gebrachte sowjetische Vereinbarung gemeinsam sehr wohl eine Auswirkung auf die sowjetischen Satellitenstaaten haben – in erster Linie und besonders auf Ungarn –, damit dies sich aus dem sowjetischen Block entfernen kann und einen

¹⁶ *Erinnerungen...I.*: 576. Über die von Amerika eingeführte Einschränkungen des Handels siehe Ferenc FISCHER, *A megosztott világ*, Dialóg-Campus, Budapest-Pécs 2001, 141.

¹⁷ *Erinnerungen...II.*: 443.

¹⁸ NÉMETH, 396-399. und FISCHER, 156-161.

¹⁹ *Erinnerungen...II.*: 479.

ähnlichen Status wie Jugoslawien zu erreichen versucht.²⁰ Adenauer publiziert auch diese Antwort, die Erwähnung von Ungarn in dieser Frage geschieht also seitens Dulles.

Ungarn wird auch in den Verhandlungen vom 21.-23. Januar 1963 in Paris, zwischen Adenauer und de Gaulle erwähnt. Den Erinnerungen Adenauers nach wurde – auf eigene Initiative – auch über das Verhältnis zu den Satellitenstaaten der Sowjetunion gesprochen. Adenauer formulierte hier folgend: „*Ich schnitt dann das Thema meiner Bemühungen um die Verbesserung der Beziehungen zu den Satellitenstaaten an. Ich teile die Auffassung de Gaulles, daß die Bundesrepublik versuchen müsse, zu diesen Ländern ein Verhältnis zu finden, das die Schärfe der jetzigen Lage mildere. Ich berichtete de Gaulle, daß man zur Zeit versuche, auf den Handelssektor mit Ungarn etwas zu erreichen, was von deutscher und von ungarischer Seite begrüßt werde. Die SBZ bemühe sich jedoch über Moskau, Sand ins Getriebe zu streuen.*“²¹ Die historischen Fakten zeigen, dass die BRD in den 1960er Jahren versucht hat ihr Verhältnis zu mehreren Ländern zu verbessern, dies führte letztendlich auch zum Aufgeben der Hallstein-Doktrin und später durch das Unterzeichnen der Verträge mit dem Osten wahrlich zum Auflösen der angespannten Lage.²² Auf den Januar 1963 gesehen können wir aber daraus ausgehen, dass man durch die erwähnte Angelegenheit nur den Vorschlag von Gaulle zurückzuweisen versuchte, indem ein Beispiel für diese Praxis genannt wurde, und zugleich die Verantwortlichen für das Scheitern genannt wurden: die DDR und die Sowjetunion.

Wir können jedoch mit Sicherheit feststellen, dass es die Revolution des Jahres 1956 war, die das Ungarnbild von Konrad Adenauer am markantesten formte. Dies ist kein Zufall: im 20. Jahrhundert war die ungarische Revolution das einzige weltpolitisch bedeutende Ereignis, welches nur „*von uns*“ abhing, es ist also kein Zufall, dass die Zeitgenossen auf dieses Ereignis aufmerksam wurden: Adenauer widmete in seinen Erinnerungen der Ungarischen Revolution zum Beispiel ganze 4 Seiten,²³ was mit weltpolitischen Ereignissen verglichen (z.B. die Kubanische Raketenkrise) auch bedeutend ist. Auf die besondere Wichtigkeit der Ungarischen Revolution 1956 in der Beurteilung nach 1945 Ungarns seitens Deutschlands zeigten Heike Christina Mätzing und Vitári Zsolt in ihrer Studie hin.²⁴

Den Memoiren Adenauers nach war er sich schon vor der Revolution darüber bewusst, dass die Ost-Europäischen, über bedeutende Unabhängigkeits-

²⁰ *Erinnerungen... II.*: 483. Auch wenn der sowjetische Rückzug nicht solch eine Wirkung hatte, muss man anerkennen, dass die Neutralität von Österreich eine bedeutende Wirkung auf die ungarische Situation hatte und auch zum Ausbrechen der Revolution 1956 beigetragen hat. Lajos IZSÁK, *Rendszerváltástól rendszerváltásig*, Kulturtrade, Budapest 1998, 129.

²¹ *Erinnerungen... IV.*: 202. „SBZ“ ist die Sowjetische Besatzungszone, also die DDR, welche von der BRD nicht anerkannt wurde, und daher auch nicht an ihrem Namen nannte.

²² Mária ORMOS, 349. und NÉMETH, 426-428.

²³ *Erinnerungen... III.*: 230-234.

²⁴ Heike Christina MÁTZING – Zsolt VITÁRI, *Az NDK és az NSZK történelem és földrajzkönyveinek magyarság- és Magyarország-képe*, Limes 2008/3. II. rész, 167-192.

Traditionen verfügenden Staaten die sowjetische Belagerung nur sehr schwer ertragen, dies schrieb er auch öfter auf: er war der Meinung, dass der Freiheitsbedarf der Jugoslawischen, Rumänischen, Polnischen, Tschechischen und Ungarischen Nation Risse an der Wand des Sowjetischen Reiches bilden würde.²⁵ Er ging davon aus, dass „in Polen, in der Tschechoslowakei, und wahrscheinlich auch in Ungarn starke Widerstandskräfte gegen die Sowjetunion vorhanden sind“²⁶, und war der Meinung, dass wenn die Sowjetische Belagerungszone in Deutschland verschwinden würde (praktisch die DDR), und das diese Länder sehen würden, sie daraus Hoffnung für ihr eigenes Anliegen schöpfen könnten und die Konsequenz bezüglich der von der Sowjetunion auf sie oktroyierten Regime ziehen würden.

Als – wenn auch unter anderen Umständen – sich das dann auch dementsprechend entwickelt äußert sich Adenauer mit folgenden Worten: In Ungarn kam es zur Entladung von antisowjetischen und antikommunistischen Strömungen gleichzeitig. Träger der Opposition waren nichtkommunistische, in der Hauptsache intellektuelle Kreise. Schon Mitte Oktober 1956 hatte es unter den Studenten Unruhen gegeben. Es wurde die Gewährung größerer Freiheit und verbesserte Lebensbedingungen gefordert. Die Änderungen in Polen gaben vielen Ungarn die Hoffnung, auch in ihrem Lande nach dem Beispiel Polens eine unabhängigere Regierung zu schaffen. Am Abend des 23. Oktober lösten in Budapest große Studentendemonstrationen den Bürgerkrieg aus. Unsere deutschen Zeitungen vom 24. Oktober waren voll von den sich überstürzenden Nachrichten aus Ungarn. Berichte mit Schlagzeilen wie „Aufstand in Ungarn“, „Sowjets greifen ein“, „Standgerichte wüten im ganzen Land“, „Nie wieder Knecht sein, sagen Zehntausende“ gaben Kenntnis von dem verzweiferten Bemühen der Ungarn, ihre Freiheit zurückzuerlangen.“²⁷ Wir können feststellen, dass Adenauer die antikommunistische und zugleich antisowjetische Seite der Unzufriedenheit entsprechend erkannt hat, sich aber darin getäuscht hat, dass die Opposition nicht aus Kommunisten, sondern aus Intellektuellen besteht: die Basis der Unzufriedenen wächst bis dahin weit über die Schicht der Intellektuellen hinaus. Die Ziele der von Adenauer als Bürgerkrieg bezeichneten Revolution müssen anhand der Anforderungen der Aufstehenden vielseitiger beurteilt werden.²⁸

„Am Mittwoch, dem 24. Oktober, verhängte die ungarische Regierung über das ungarische Staatsgebiet den Ausnahmezustand. Es wurde verkündet, daß jeder Versuch, die Regierung der „Ungarischen Volksdemokratie“ zu stürzen, mit dem

²⁵ *Erinnerungen... II.*: 124.

²⁶ *Erinnerungen... II.*: 210.

²⁷ *Erinnerungen... II.*: 230. Adenauers Kenntnisse über den Ausbruch der Revolution sind anhand dessen oberflächlich, er erscheint aber trotzdem als gut informiert. Wie wir sehen werden stimmt das in erster Linie nur für die internationalen Ereignisse, bezüglich der ungarischen Ereignisse stützt er sich auf die Presse und schreibt auch ganz grundsätzliche Fehlinformationen auf.

²⁸ Ignác ROMSICS, *Magyarország története a 20. században*, Osiris, Budapest 2001, 387 und 392.

Tode bestraft würde. Gleichzeitig ersuchte die ungarische Regierung am Mittwochmorgen die in Ungarn stationierten sowjetrussischen Truppen, „die Ordnung im Lande wiederherzustellen“. In einem Bericht aus Budapest vom 24. Oktober hieß es: „Die Ereignisse überschlugen sich. Zur Zeit rollen die Panzer der sowjetischen Besatzungsmacht gegen die Aufständischen. Über das Ausmaß der blutigen Tragödie liegen keine verlässlichen Zahlen vor. Sämtliche Telefonleitungen nach dem Westen sind unterbrochen.“ ... „Die Kämpfe in Ungarn gingen weiter. Die ungarische Armee schien auf seiten der Aufständischen zu stehen. In einem Bericht aus Budapest, erschienen in der „Welt am Sonntag“ vom 28. Oktober, hieß es: Der todesmutige Kampf der ungarischen Aufständischen dauerte auch am Wochenende – vier Tage nach dem Ausbruch der Revolution – mit unveränderter Härte an. Am Sonnabend gelang es ihnen, das Land zwischen Plattensee und Raab und der österreichischen Grenze in ihren Besitz zu bringen. Über die Grenze hinweg schickten sie dringende Hilferufe. Sie brauchten Blutplasma, Medikamente und Lebensmittel. Die Versorgungskrise der Aufständischen droht in einem Augenblick, in dem nach den letzten Meldungen von der Tschechoslowakei ehr starke sowjetische Panzerverbände anrollen. Sie sollen das Widerstandszentrum um Raab niederwalzen, wo die gegenregierung der Aufständischen ihren Sitz hat.²⁹ Auf Antrag der Westmächte wurde für Sonntag, den 28. Oktober 1956, der Weltsicherheitsrat einberufen. Der amerikanische Außenminister Dulles warf der Sowjetregierung vor, daß sie den Friedensvertrag mit Ungarn verletzt habe, da sie sich in innerungarische Angelegenheiten eingemischt hätte. Am 29. Oktober schienen weite Teile Ungarns fest in den Händen der Aufständischen zu sein. Die Aufständischen schienen sich durchzusetzen. Die Bevölkerung in der Bundesrepublik verfolgte die Ereignisse in Ungarn mit brennendem Interesse.“³⁰ Die mehrfach ineinander verwurzelten Zitate enthalten zahlreiche Halbwahrheiten und Unwahrheiten: in Győr gab es keinerlei Gegenregierung der Aufstehenden, und die Revolution verfügte über keine geographische Reichweite, es stimmt also nicht, dass sie die nördliche Region von Transdanubien besetzt hätten, auch wenn wir annehmen, dass die Position der Aufstehenden in den betroffenen Komitaten recht stark war. Der Nationalrat von Transdanubien (Dunántúli Nemzeti Tanács) wurde nur am 30. Oktober gegründet³¹, kann daher auch nicht die Basis der falschen Information gewesen sein.

Insgesamt können wir feststellen, dass Adenauer durch Veröffentlichung des Artikels die Ungarische Revolution besser, erfolgreicher erscheinen lässt, wie die wirkliche Lage war.

Dem folgend zitiert Adenauer den am 29. Oktober geschriebenen Überblick des Auswärtigen Amtes der DDR über die ungarische Lage: „Am 23. Oktober 1956 ist in

²⁹ Dies ist natürlich eine Fehlinformation, eine solche Gegenregierung hat es nicht gegeben.

³⁰ *Erinnerungen... II.*: 231-232. Die *Erinnerungen* widerspiegeln auch gut, welche große Wirkung die Pressenachrichten – deren Wahrheitsgehalt in unserem Fall stark bezweifelbar sind – auf die Politik hatten.

³¹ IZSÁK, 137.

Budapest nach abendlichen Studentendemonstrationen der Bürgerkrieg ausgebrochen, in den in Budapest sowjetische Truppen eingriffen. Die Ursache der Bürgerkriegs in Ungarn war vor allem das zu späte und unzureichende Eingehen der kommunistischen ungarischen Führung auf die in Verbindung mit der Entstalinisierung erhobenen Forderungen der Öffentlichkeit. Das Eingreifen sowjetischer Truppen war ein wesentlicher Grund für das aufflammen des ungarischen Nationalgefühls und die rapide Ausweitung des budapester Aufstandes zum offenen Bürgerkrieg. Eine konspirativ vorbereitete und einheitliche Leitung des Bürgerkrieges war nicht zu erkennen. Der Bürgerkrieg dehnte sich in kurzer Zeit auf das flache Land aus und führte nach sechs Tagen blutiger Kämpfe zu einem bedeutsamen Erfolg der Aufständischen. Dieser Erfolg wurde möglich, weil es sich um einen das ganze Land erfassende Volksaufstand gehandelt hat, dem sich große Teile der ungarischen Armee anschlossen. Die innenpolitische Lage ist noch chaotisch. Der unter dem Druck des Aufstandes erneut zur Regierung berufene Ministerpräsident Nagy, ein Nationalkommunist, fand sich in Anpassung an die Fortschritte der Revolte zu erheblichen Konzessionen an die Aufständischen bereit: Forderung des Abzuges aller sowjetischen Truppen, freie Wahlen, Zulassung aller 1945 gebildeten Parteien, die Auflösung der Kolchosen, die Einbeziehung der Partei der kleinen Landwirte in die Regierung und anderes mehr. Seine Kündigung des Warschauer Pakts und die Forderung der Neutralisierung Ungarns würden praktisch das Ausscheiden Ungarns aus dem Sowjetblock bedeuten. Es bleibt abzuwarten, ob ein so radikaler Kurswechsel gegenüber der Sowjetunion im gegenwärtigen Zeitpunkt durchgesetzt werden kann. Die Intervention sowjetischer Truppen in Budapest erfolgre auf der Grundlage des Warschauer Pakts. Seitens der Westmächte wurde der Sowjetunion vor dem Sicherheitsrat das Recht zur Intervention auf dieser Grundlage bestritten. Marshall Schukow hat am 29. Oktober erklärt, die sowjetischen Streitkräfte in Ungarn würden sich auf ihre vertraglich vereinbarten Stützpunkte zurückziehen; aus dem Stadtgebiet von Budapest wurden die Sowjettruppen abgezogen. Nach Auffassung der Sowjetregierung bedarf der Abzug ihrer Truppen aus Ungarn jedoch der Zustimmung aller Signatäre des Warschauer Paktes. Am 30. Oktober erklärte sich die Sowjetregierung bereit, in Verhandlungen mit der Regierung der 'Volksrepublik Ungarn' und den anderen Teilnehmern des Warschauer Paktes über die Fragen des Ausenthaltes sowjetischer Truppen auf dem Territorium Ungarns einzutreten."³²

Die Meldung des Auswärtigen Amtes gilt - den früher zitierten Zeitungsartikeln gegenüber- als objektiv: er stellt die ungarische Lage und die Tätigkeiten von Imre Nagy und seiner Regierung recht wahrheitsgemäß dar. Bei den sich mit der Erklärung der Neutralität von Imre Nagy und dem Auszug der sowjetischen Truppen befassenden Abschnitten der Analyse ist deren Professionalität gut erkennbar, natürlich ist es fast 10 Jahre nach den Ereignissen auch einfach gewesen ein solche Quelle zu finden, die – aus Adenauers Aspekt gesehen und die eingetroffenen Ereignisse kennend – eine korrekte Bewertung der Situation

³² *Erinnerungen...* II.:232-233.

sicherte. Der Wert der Quelle ist jedoch geringer, da Adenauer den Autoren der Quelle –wie im Allgemeinen- auch hier nicht angibt.³³ Man muss auch beachten, dass in der Quelle „1956“ als Bürgerkrieg, Aufstand, Volksaufstand bezeichnet wird, der Ausdruck Revolution fehlt aber. (Dies ähnelt der ungarischen Lage von 1989 (die aus bestimmtem Aspekt betrachtet seitdem immer noch anhält), als die Politik versucht hat „1956“ zu definieren.) Das Fehlen des Begriffs „*Revolution*“ kann damit erklärt werden, dass auf deutschsprachigem Gebiet die Tradition politische Erdbeben für Revolutionen zu bezeichnen viel weniger anwesend ist, wie in Ungarn, aber trotz dieser Tatsache ist das Fehlen dieses Ausdrucks für den ungarischen Leser sehr auffällig.

Adenauer stellt danach eine sehr wichtige Frage, und zwar was Grund der Inaktivität der westlichen Mächte – vor allem der USA - war. Er betont, dass Eisenhower und Dulles seit ihrem Amtsantritt über das Herbeihelfen der Freiheit und Autonomie der Völker sprachen, und jetzt trotzdem nichts geschehen ist. Er erinnert sich auch noch daran, dass vor dem amerikanischen Konsulat in Budapest Massen geschrien haben: „*Warum helft ihr uns nicht?*“ Ich bin der Meinung, dass sich anhand seiner Worte eindeutig herausstellt, dass er enttäuscht war, auch wenn er sich nicht zu antiamerikanischen Aussagen hinreißen lässt. Er erwähnt die Suez-Krise, versteckt sich aber nicht hinter ihr, seine Loyalität der ungarischen Angelegenheit betreffend ist eindeutig.³⁴

Über den Niederschlag der Revolution durch die Sowjetunion schreibt er: „*Die Aufstandsbewegung in Ungarn schien auch andere Länder Osteuropas zu ergreifen. Angeblich kam es in Rumänien gleichfalls zu Unruhen, und auch in der Sowjetzone konnte von einer Stunde zur anderen ein offener Aufstand ausbrechen und zu einem blutigen Bürgerkrieg führen. Eine Erklärung der Sowjetregierung vom 30. Oktober, sie sei bereit, mit Ungarn, Polen und Rumänien über den Abzug sowjetischer Truppen zu verhandeln, stand im Widerspruch zu Meldungen, nach denen starke sowjetische Truppenverstärkungen aus der Karpaten-Ukraine nach Ungarn geführt wurden. Worte und Taten standen in offenem Widerspruch. Für Ägypten wurde die Respektierung des Volkswillens gefordert, in Ungarn wurde er blutig unterdrückt. Als am 1. November eine Erklärung der chinesischen Regierung bekannt wurde, in der diese das polnische und ungarische Vorgehen billigte, mußte die Sowjetregierung dies als einen schweren Schlag gegen ihre Führungsrolle im kommunistischen Herrschaftsbereich ansehen. Es war sehr unwahrscheinlich, daß der Kreml den Rückgang seines Einflusses kampflos hinnehmen würde. Sein weiteres Verhalten zeigte es. Die Kämpfe in Ungarn dauerten noch bis Ende November 1956. Sie wurden in blutigem Terror erstickt. Die Vereinten Nationen mußten diesen Vorgängen tatenlos zusehen.*“³⁵ Wieder können wir feststellen, dass die

³³ *Erinnerungen... II.*: 233.

³⁴ *Erinnerungen... II.*: 233.

³⁵ *Erinnerungen... II.*: 234. Den Niederschlag der Revolution bezeichnet Adenauer auf der 316. Seite des II. Bandes als eindeutige Aggression der Sowjets, der den freiheitsliebenden Ungaren gegenüber durchgeführt wurde.

Informationen von Adenauer, was die internationale Lage betrifft grundsätzlich genau waren, aber was die ungarische innenpolitische Lage betrifft, nicht. Eine tendenzielle Übertreibung ist auch, dass die Kämpfe in Ungarn bis Ende November dauerten: die enorme Überzahl des zweiten sowjetischen Eingriffes hat den unorganisierten Widerstand schnell gebrochen, und auch die bis zum Äußersten aushaltenden Aufständischen von Csepel und die sich in den Mecsek zurückziehenden haben den Kampf bis zum 20. November aufgegeben.³⁶ Die Differenz sind zwar nur einige Tage, aber der nicht entsprechend informiert Leser kann annehmen, dass der bewaffnete Aufstand eine Chance gehabt hätte. Adenauer aber konnte natürlich nicht schreiben, dass der Widerstand den Sowjets gegenüber chancenlos gewesen ist, denn in seinen Memoiren hat er seine Leser gerade zu einem konsequenten Widerstand den Sowjets und dem Kommunismus gegenüber angespornt.³⁷ Weiterhin bemerkt Adenauer über die Umstände der Niederlage der Revolution, dass *„Die Vorgänge in Ungarn zeigten jedoch in erschütternder Weise, wie machtlos die Vereinten Nationen waren. Sie vermochten es nicht einmal, bei den ungarischen Führern für den Generalsekretär der Vereinten Nationen, Hammarskjöld, oder einen seiner Beauftragten ein Einreisegenehmigung nach Ungarn zu erwirken. Ungarn war ein trauriges Beispiel für die nackte Machtpolitik der Sowjetunion.“*³⁸ Ich bin der Meinung, dass Adenauer hier die berechtigte Kritik gegenüber der Verantwortungslosigkeit der Vereinten Nationen und vor allem des vorher schon erwähnten amerikanischen „roll back“ sehr geschickt gegen die Sowjetunion wendet.

Die politischen Folgen der ungarischen Revolution behandelt Adenauer des Weiteren als bedeutende Frage indem er schreibt, dass die ungarische Revolution und deren Niederlage viel zum schwächer werden des Kommunismus beigetragen hat. In erster Linie, weil die kalten Tatsachen die in West-Europa und Asien funktionierenden kommunistischen Parteien betroffen haben.³⁹ Zweitens, weil sie die sowjetische Leitung über die Unzuverlässigkeit der Satellitenstaaten überzeugt hat, was die der Sowjetunion tatsächlich zur Verfügung stehenden Streitkräften bedeutend verringerte.⁴⁰

Hauptsächlich aber, weil *„Der Freiheitswille der Satellitenstaaten war auf die Dauer nicht zu ersticken, das hatten die Ereignisse in Ungarn gezeigt. Ein heldenmütiges Volk hatte sich in beispielloser Tapferkeit gegen die Unterdrückung zur Wehr gesetzt. Die Fackel der Freiheit, die Ungarn in den Satellitenstaaten angezündet hatte, würde nicht so leicht wieder erlöschen. Sie hatte die ganze Welt auf das Schreckliche und Entsetzliche hingewiesen, das dort vor sich gegangen war. Die Geschichte wird einst die Tapferkeit und den Freiheitswillen Ungarns mit goldenen Lettern auf ihren Blättern verzeichnen“*⁴¹

³⁶ IZSÁK, 150.

³⁷ *Erinnerungen...* II.: 410.

³⁸ *Erinnerungen...* II.: 240.

³⁹ *Erinnerungen...* II.: 240.

⁴⁰ *Erinnerungen...* II.: 291.

⁴¹ *Erinnerungen...* II.: 241. Vergleiche Csaba BÉKÉS, *Az 1956-os forradalom a világpolitikában*, 1956-

Adenauer erwähnt den Niederschlag der Revolution als eines der typischsten Beispiele des sowjetischen Terrors, welcher seiner Meinung nach Grund jedes kommunistischen Systems ist, und der samt Ost-Berliner Aufstand 1953. nie vergessen werden darf.⁴²

Einen Schatten auf das Bild der Helden der Revolution und des Respekts vor dem freiheitsliebendem ungarischen Volk wirft, dass Adenauer in seinem II. Band über die sowjetische Taktik schreibt, und währenddessen die griechischen, türkischen, japanischen und jugoslawischen Beispiele analysiert und auf die Schlussfolgerung gerät, dass diese Staaten ihrem in Moskau schon festgelegtem Schicksal deshalb entkommen konnten, weil sie dem sowjetischen Druck widerstehen konnten, während diejenigen, die diesen Widerstand nicht auf sich genommen haben, zu Sklaven wurden.

Am Ende der Aufzählung dieser Beispiele legt Adenauer fest, dass er schon immer der Meinung war, dass die Deutschen zur Reihe der Griechen, Türken und Japaner, und nicht der Rumänen, Bulgaren, Tschechoslowaken, Polen und Ungaren gehören.⁴³ Dieses Bild kann auf keinem Fall für positiv betrachtet werden, und diese Ansicht ist weiterhin sehr unhistorisch. Es ist natürlich verständlich, dass der Kanzler seine zukünftigen Leser zum Widerstand den Sowjets gegenüber anspornen wollte, als Realpolitiker aber hätte er wissen müssen um wie vieles größer der Spielraum der von ihm aufgezählten Länder war, und um wie vieles größer die erhoffbare internationale Unterstützung dieser Länder war. Der fehlende Spielraum machte sich bei der gerade erwähnten Revolution 1956 sehr deutlich. Zur Entschuldigung Adenauers muss aber gesagt werden: er war nicht der einzige, der den, dem Kommunismus gegenüber geleisteten Widerstand der ungarischen politischen Parteien für zu passiv hielt.⁴⁴ Vielleicht ist es auch kein Zufall, dass 1956 es nicht die Parteien, sondern die einfachen Menschen waren, die die Revolution machten.

Konklusion

In meiner Studie habe ich das Ungarnbild von Konrad Adenauer anhand seiner Memoiren untersucht. Anhand der vorgestellten Referenzen ist eindeutig, dass der ehemalige Kanzler keine eindeutig positive oder eindeutig negative Meinung über Ungarn vertrat: sowie die Größe des Vorkommens, als auch deren Stimmung zeigen sich grundsätzlich neutral, was keinen Unterschied zu der Meinung über die anderen sowjetisierten Satellitenländer zeigt. Natürlich ist das in den Memoiren eines Staatsmannes keine Überraschung: es hätte nicht zur Persönlichkeit von Adenauer gepasst, wenn er vom Gebiet der internationalen Kontakte feindliche oder gar positive Stereotypen an seine Leser hätte vermitteln wollen.

os Intézet, Budapest 2006, 132-133.

⁴² *Erinnerungen...* III.: 350.

⁴³ *Erinnerungen...* II.: 410.

⁴⁴ László BORHI, *Magyar-amerikai kapcsolatok 1945-1989*, MTA TTI, Budapest 2009, 24-25.

Dieses grundsätzlich neutrale Bild ändert sich aber, als er in seinen Erinnerungen über die Revolution von 1956 schreibt: die Beurteilung dieses Ereignisses ist eindeutig positiv, die damit zusammenhängende Meinung strahlt auch auf die Beurteilung der ganzen ungarischen Nation aus. Es ist wichtig festzustellen: nur bei diesem Teil seiner Erinnerungen. Die mit der Revolution zusammenhängenden Quellen enthalten zwar zahlreiche Ungenauigkeiten, die eigenen Gedanken von Adenauer jedoch zeigen eine wesentliche Klarheit, aber auch diese Feststellung müssen wir einschränken: während er die Lage von Ungarn und die internationale Situation der Revolution gut kannte verfügte er, was die innenpolitischen Ereignisse Ungarns betrifft über keine relevanten Informationen.

Martin Kovář

***Historical Films as Tools of Communist Propaganda.
Contribution to the History of the Czechoslovak Cinematography at the
Turn of the 1940s and 1950s***

Abstract

The Communist rule manifested itself in the Czechoslovak cinematography in the most symptomatic way especially in the 1940s-1950s, mainly while shooting spectacular historical films that were supposed to become the important tool of the Communist propaganda and strengthen the position of the Communist Party. In the years 1954-1956 the Czech director Otakar Vávra presented in his grandiose and very expensive movies, so called „*Hussite Trilogy*”, to the fascinated people not only the picture of the national heroes fighting against „*German aggressors*” from the 15th century (obvious analogy with the struggle against Germans during the Second World War), but, at the same time and mainly, the fact that the Czech and Slovak „*common (or ordinary) people*”, the predecessors of the future Communists, raised up against the German aristocracy and against the corrupted Catholic Church already many centuries ago. His works are, according to many experts, the best example of the Communist propaganda in the big screen during the first phase of the Communist rule in this country.

Keywords: Communist Czechoslovakia, Nationalized Cinematography, Communist Ideology and Propaganda, Otakar Vávra, Hussite Movement, „*Hussite Trilogy*”

In the Communist Czechoslovakia (1948-1989) the cinematography had – in comparison with Western countries – a somewhat special position. „*On the one hand, the whole film industry became nationalized and the Communist authorities had the whole art of film under direct supervision, which manifested itself mainly in strict censorship; on the other hand, the Communist regime was fairly broad-minded as to often support very ambitious and costly projects of the authors who were willing to cooperate with them under the new conditions, i.e. within the barriers as set by the new ones in power.*”¹

As I will show on the particular examples, the Communist rule manifested itself in the Czechoslovak cinematography in the most symptomatic way especially in the second half of the 1940s and at the first half of the 1950s, among others while shooting spectacular historical films that were supposed to become the important

¹ Cf. ŠKVORECKÝ, J., *Všichni ti bystří mladí muži a ženy. Osobní historie českého filmu*, Praha 1991, 45 ff. To the general context cf. KOVÁŘ, M., *Artist versus Dictatorship. Some Remarks on the Reflection of Spanish Anti-Frankist's Work in the Communist Czechoslovakia*, Prague Papers on the History of International Relations, Vol. 15, 2010/1, mainly 155-158.

tool of the Communist propaganda and strengthen the position of the Party striving to get the power, or the Party that took grip of this power in February 1948 for more than forty long years.

The end of the Second World War in 1945 brought fundamental changes into the lives of inhabitants of most European countries. The Czechoslovak Republic was not an exception. Its territory having been liberated by the Red Army and that's why it found itself in the Soviet sphere of influence with all the consequences that followed. Although the majority of Czechs and Slovaks were dreaming about a democratic Czechoslovakia, which could have – as they saw it – become a sort of „*bridge between the East and the West*” in the bipolar world that was just coming into existence, the Communist rulers in Moscow as well as those at Prague had different views of the future development.²

In their struggle for seizing power in the country a key role was played by propaganda, its part being – logically – the film as well.³ Thus it was very important that as early as on 11 August 1945 Edvard Beneš, President of the Republic, signed a decree to provide the nationalization of the Czechoslovak film.⁴ On the strength of it the state started to run the film studios, and became a sole film producer, importer, exporter and distributor in Czechoslovakia, as well as an exclusive guarantor of public film performances. If we add establishing a film college, the so called *Filmová akademie múzických umění* (Film Academy of Performing Arts; FAMU, 1946), hectic building of modern technical facilities, an increasing number of cinemas and projection halls to it, it was obvious that the Communists credited the cinematography with a significant role in their plans.

The Communist Party of Czechoslovakia had a head start because of the fact that it had since 1945 been taking the most important position in film industry of all the political parties. Moreover, the Communists had the Ministry of Information under control, the head of which – Václav Kopecký⁵ – appointed his fellow party-man, poet Vítězslav Nezval⁶ as head of the Cinematography Section. The leading

² Cf. KAPLAN, K., *Pravda o Československu 1945-1948*, Praha 1990, mainly 5-23; KUKLÍK, J. – NĚMEČEK, J., *Osvobozené Československo očima britské diplomacie*, Praha 2010, passim.

³ The second important part of the Communist propaganda was fiction, including belles-lettres. Cf. KNAPÍK, J., *Únor a kultura: Sovětizace české kultury, 1948-1950*, Praha 2004, passim; KNAPÍK, J., „*Do půl roku budeme mít úplně jinou literaturu.*” Literární život let 1948-1949 v iluzích kulturních politiků, *Acta Historica Universitatis Silesianae Opaviensis, Děje, iluze a realita v dějinách*, Vol. 2009. N° 2, 117-124; KLUSÁK, Alexej, *Kultura a politika v Československu 1945-1956*, Praha 1998, passim.

⁴ Cf. Decree of the President of Republic no. 50/1945 Sb.; KUKLÍK, J., *Mýty a realita takzvaných Benešových dekretů. Dekrety prezidenta republiky 1940-1945*, Praha 2002; BLUMENWITZ, D., Benešovy dekrety z roku 1945 z hlediska mezinárodního práva, *Střední Evropa*, Vol. 8, N° 26, 1992, 22-30.

⁵ Václav Kopecký (1897-1961), Czech Communist politician; cf. NIKLÍČEK, L., Ideolog a praktik československého stalinismu, *Dějiny a současnost*, Vol. 12 (1990), N° 3, 46-50; KAPLAN, K. – KOSATÍK, P., *Gottwaldovi muži*, Praha – Litomyšl 2004, KAPLAN, K., *Mocní a bezmocní*, Toronto 1989.

⁶ Vítězslav Nezval (1900-1958), Czech avant-garde poet and, later, an active member of the Communist party, „*was supposed to be the typical example of 'a new creative intelligentsia' in so called 'people's democracy' for whom the Communist Party of Czechoslovakia had been calling for a share of managing the common weal.*” Cf. KNAPÍK, J., *Filmová aféra L. P.* 1949, *Iluminace*, 12, 4 (40), 2000, 97-120.

representatives of this ministry claimed that should film art be really effective as a means of propaganda, it must be appealing to the audience, and so it was not possible to only shoot schematic (or sketchy) films à la socialist realism based upon the Soviet model.⁷ On the other hand, the Cultural propaganda section of the Central Committee of the Communist Party of Czechoslovakia (the so called *Agitprop*) headed by Gustav Bareš,⁸ editor-in-chief of a party periodical called *Tvorba*, that was backed by General Secretary of the Communist Party Rudolf Slánský⁹ were of the opinion that the „*ideological purity of a work*” must be emphasized, even if the film production might be less attractive for the audience. The result of this dispute¹⁰ was that one could watch both commercial, non-political films in principle the directors of which did not manipulate with the audience – should they do so, they did it in a very skilful and non-violent way – as well as films that would overtly present the communist view of the world as the only right one and that would show the Communist Party as the only guarantor of progress and optimistic future of the nation.

As a result, the Communists could during their coup d'état in February 1948 lean on not only a brilliantly working party structure, strong power base and – last but not least – on being effectively aided by the so called Soviet advisers, de facto agents of the Soviet intelligence service, but also on a relatively strong support of the public whose inclination to the Communist ideology could be not insignificantly ascribed to the film industry which had already been partly taken over by them.¹¹

Within the first three years after the takeover of power the Communists would strive to take total control of all the structures of the film industry, which had to satisfy their needs fully and completely. Thus, as early as in 1949 they established two important bodies – the so called *Filmová rada* (Film Council; under the patronage of minister Kopecký),¹² and *Ústřední dramaturgie* (Central Dramaturgy; in fact managed by Gustav Bareš), which had the same aim but – like in the past – different ideas of how to achieve this. In an effort to take the Czechoslovak film under Communist control, a significant role was played by the so called *Filmová*

⁷ Cf. LINHART, L., Co očekává film, in: *Tvorba*, č. 17, 1948, s. 268; KOPECKÝ, V., *Referát pro Sjezd národní kultury (Sbírka dokumentů)*, Praha 1948, 131.

⁸ Cf. KNAPÍK, J., *Kdo spoutal naši kulturu (Portrét stalinisty Gustava Bareše)*, Přerov 2000.

⁹ Rudolf Slánský (1901-1952), Czech Communist Politician, General Secretary of the Communist Party (1945-1951), in 1952 executed during the political purges of the Communist Party. Cf. KAPLAN, K., *Zpráva o zavraždění generálního tajemníka*, Praha 1992.

¹⁰ Cf. DRÁPALA, M., Iluze jako osud, in: *Soudobé dějiny*, Vol. 3. (1996), No. 2-3, 175-218; KUSÁK, A., *Kultura a politika v Československu 1945-1956*, Praha 1998, 286-289; KNAPÍK, J., *Únor a kultura. Sovětizace české kultury 1948-1950*, Praha 2004, 217-236.

¹¹ EISMANN, Š., *Film a kulturní politika 1945-1952*, Praha 1999, p. 90, manuscript, Národní filmový archiv v Praze; POKORNÝ, J., *Odbory a znárodněný film*, Filmový sborník historický, Vol. 3, Praha 1992, 215.

¹² Cf. STRUSKOVÁ, E. (ed.), *Knihu džunglí jsem nenapsal. Rozhovor se Svetozařem Vítkem*, *Iluminace*, Vol. 12 (2000), No. 4 (40), 124; ČÍSAŘ, Č., *Člověk a politik (Kniha vzpomínek a úvah)*, Praha 1998, 88; VÁVRA, O., *Podivný osud režiséra*, Praha 1994, 157.

rezoluce (Film Resolution; the whole title: *Za vysokou ideovou a uměleckou úroveň československého filmu* – For the High Ideological and Artistic Standard of the Czechoslovak Film) of April 1950,¹³ which also resulted in, apart from introducing ideological control and censorship from the side of party bodies, coming the *Československý státní film* (Czechoslovak State Film) into existence.¹⁴ Not only did the Film studio of Barrandov go within this institution but also all the other film institutions in Czechoslovakia, including the production of short, news, documentary, educational films and cartoons, the film studio of Gottwaldov, the Central Film Lending Library etc.¹⁵

The year of 1950 saw the first check-ups and purges in the film industry, and so called Socialist Realism had become the only possible art movement. It meant further reinforcing the ideological control and making hardly any other films than sketchy and totally conforming to communist ideology. No wonder then that under such circumstances there were a lot of arguments and conflicts among people working in film industry. The Communists in power would push new, young authors through, willing to write scripts and make films in accordance with their directives, whereas some of the older writers and directors would not agree with such practices and would like to retain in their works the legacy of the „*interwar avantgarde*”.¹⁶ Therefore, the young artists would blame them for having „*right-wing deviations*” and „*confining themselves to making commercial films*”; the older ones would, on the contrary, criticize the young for being „*excessively dependent on the Communist Party bodies*”.

As a result, there were plenty of affairs and scandals. Disputes appeared as early as the film *Dvaasedmdesátka* (A Seventy-two) by Jiří Slavíček was shot (1948),¹⁷ and then mainly with the film *Císařův pekař – Pekařův císař* (The Emperor's Baker – The Baker's Emperor; 1951). This costume comedy from the times of Roman Emperor Rudolph II, i.e. from the beginning of the seventeenth century, came into being on the initiative of Jan Werich, prominent pro-Communist actor, former head of the so called *Osvobozené divadlo* (Liberated Theatre), and it was being prepared – in Czechoslovakia – as an unusual large-scale enterprise with the budget amounting to an astronomical (at that time) sum of

¹³ The resolution was widely popularized. Cf. JIRÁNEK, J., *Hudba se učí z rezoluce o filmu*, *Tvorba*, Vol. 1950, No. 20, 483; GALUŠKA, M. – BOR, V., *Kulturní pracovníci k usnesení o filmu*, *Lidové noviny*, 18. 5. 1950, 5; MAREK, J., *Spisovatelé čelem k filmu*, *Tvorba*, Vol. 1950, N° 26, 628 etc.

¹⁴ Decree of the Czechoslovak Government No. 72/1948 SB. Cf. MÁLEK, J., *O čs. státním filmu*, *Rudé právo*, 27. 4. 1948, 2; the memoir of Lubomír LINHART, IN: *Jak byl znárodněn čs. film. Svědectví a dokumenty II*, *Film a doba*, Vol. 11 (1965), N° 3, 131-132.

¹⁵ Cf. EISMANN, Š., *Osudy spolkových biografů v poválečném Československu*, *Iluminace*, Vol. 11 (1999), N° 1 (36), 53-86; EISMANN, Š., *Film a kulturní politika...*, 91; HAVELKA, J., *Československé filmové hospodářství 1945-1950*, Praha 1970, 29.

¹⁶ KNAPÍK, J., *Únor a kultura...*, 236-245.

¹⁷ Cf. for example *Český hraný film III (1945-1960)*, Praha 2001, 77-78; Pracující odsoudili „*Dvaasedmdesátku*”, *Práce*, 1. 12. 1948, 6; Kritika „*Dvaasedmdesátky*”, *Práce*, 3. 12. 1948, 3; Dělníci proti „*Dvaasedmdesátce*”, *Mladá fronta*, 2. 12. 1948, 3.

nearly thirty million Czech Crowns.¹⁸ The dispute in question seemingly concerned mainly the post of director – whereas Gustav Bareš insisted on Jiří Krejčík, Jan Werich supported by minister Kopecký managed to put through Martin Frič – it was in fact a collision between two influential Party groups trying to enforce their influence in the Czechoslovak State Film.¹⁹ The collision ended with the victory of Werich and Kopecký; Bareš labelled the film *The Emperor's Baker* as an „*Americano comedy*” adding that the „*thirty million Crowns it had cost went down the drain*”, but his influence in film industry was in fact over. However, and it is the most important, these conflicts did not bring any fundamental changes into the situation in the Czechoslovak cinematography: its tendency having been decided upon before.

As far as the film production itself is concerned, the Czechoslovak cinematography was in the first post-war years, i.e. before the Communist coup d'état of February 1948, dominated by two themes: 1) films based on popular literary works, for example *Týden v tichém domě* (*A Week in a Quiet House* by Jiří Krejčík; 1947), *Čapkovy povídky* (*Čapek's Stories* by Martin Frič; 1947), *Krakatit* (*Krakatit* by Otakar Vávra; 1948); 2) films dealing with the recent war past, for example *Uloupená hranice* (*Stolen Frontier* by Jiří Weiss; 1947), *Ves v pohraničí* (*A Village in the Borderland* by Jiří Krejčík; 1948), *Daleká cesta* (*A Long Way Off* by Alfréd Radok; 1948) or *Němá barikáda* (*Numb Barricade* by Otakar Vávra; 1949).²⁰ After the February coup d'état many of the mentioned films were criticized for their openness and disloyalty to Communist ideology.

After February 1948 and after complete takeover of the Czechoslovak State Film by the Communists in fact only four types of films had until mid-fifties been made. Firstly, these were „*comedy propaganda films*” boosting the merits of the new regime in comparison with the old, „*bourgeois republic*”, extolling enthusiastic ardour, socialist competitiveness and the best workers: as a classic example of such kind of films may serve a musical with a symptomatic name *Zítře se bude tančit všude* (*Tomorrow All the Country will be Dancing*; by Vladimír Vlček in 1952) or trade union comedies *Dovolená s Andělem* (*A Holiday with Angel* by Bořivoj Zeman; 1952) and *Anděl na horách* (*Angel in the Mountains*”, again by Bořivoj Zeman; 1955). Secondly, there were the so called „*commercial films of a new type*”, which seemed to be free of Communist propaganda but in reality they did impact on the audience by more sophisticated media (for example *Pytláková schovanka* (*Poacher's Foster Daughter* by Martin Frič; 1949). The third type of „*post-February films*” was formed by „*political and espionage dramas*” the topics of which covering conflicts between advocates of the „*new world*”, i.e. the Communists and their sympathizers, and overt or covert advocates of the „*old*

¹⁸ HAVELKA, J., *Kronika našeho filmu (1898-1965)*, Praha 1967, 54.

¹⁹ KUSÁK, A., op. cit., 289-298.

²⁰ Cf. KOVÁŘ, M. – SOUKUP, J., *How to Kill Heydrich. Some Remarks to the Czechoslovak Contribution to the Defeat of Nazi Germany in the World War II on the Big Screen, The Twentieth Century – Dvacáté století*, Vol. 5 (2010), N° 2, 107-123.

order”: and it was their disclosing and „*just punishing*” that those films were mainly about; as an example may be mentioned the film called *Únos* (Kidnapping) by the director duo of Ján Kadár and Elmar Klos (1952).²¹

In all the three film types we can find the same characters – ideal bearers of explicitly defined social roles: 1) A young male member of the Youth Communist Movement or the Communist Party, or, as the case may be, a young emancipated girl (woman), who do not mind overcoming obstacles when building a „*new society*” and who by means of their enthusiasm and faith in a „*better world*” inspire the others;²² instead of a young man or woman there may appear a wise, experienced Party Official who is able to lead by his example the others; 2) His elder fellow worker, friend or relative, who is at first rather sceptical about „*new things*” but after all will come to understand the merits of the new regime and get on the band waggon;²³ 3) A lingering intellectual understanding the „*inevitability*” of the changeover from the „*old*” to the „*new*” type of society only with difficulty; 4) A comic, basically harmless character of a “reactionary” who will not come to understand where „*progress*” in society is but who at the same time is not an active evil-doer. 5) An overt enemy, usually a former factory owner, member of one of the political parties of the pre-war „*bourgeois republic*”, collaborating with German Occupants during the Second World War and now cooperating with „*German Revanchists*”, or, as the case may be, a spy serving „*American Imperialism*”; his disclosure and punishment is a necessary part of each film in which such a character turns up.

The last, fourth type of „*post-February films*” was made up by historical ones. As many film historians say, these films represented the most characteristic type at the turn of the 1940s and 1950s in the Communist Czechoslovakia. It was this very type of films where the „*new political situation*” could be viewed most distinctly. The Communist interpretation of national history was based upon the way Czech National Revivalists of the 19th century interpreted it, mainly upon the work of historian František Palacký who saw the acme of national rise and effort in the so called Hussite Movement of the first half of the 15th century when the Czech Lands would successfully defy the pressure from the side of the German Emperor and Rome, who wanted to subject the country in which a radical proto-reformist movement originating from the teachings by Jan Hus, Master of Prague University, had spread around.²⁴ Thus, among the most typical historical films of

²¹ Ján Kadár (1918-1979) and Elmar Klos (1910-1993), Slovak and Czech film writers and directors, famous mainly because of their film *Smrt sa volá Engelchen* (Death Is Called Engelchen; 1963) and an Oscar-Winning film *Obchod na korze* (The Shop on Main Street; 1965).

²² As an example may be mentioned Mirek Anděl, his girlfriend Věra and two of their friends from the films *A Holiday with Angel* and *Angel in the Mountains*.

²³ It is in fact Gustav Anděl (Gustav Angel) from the above mentioned films. Anděl (Angel) is a prototype of „*old grumpy guy*” who, however, understand that the Communists are the guarantors of the best future for Czechoslovakia.

²⁴ PALACKÝ, F., *Dějiny národa českého v Čechách i v Moravě*, Vol. III (1403-1439) and IV(1439-1471). The modern interpretation of the Hussite Movement cf. mainly ŠMAHEL, F., *Husitská revoluce*, Vol. I-IV,

that time are the ones by director Otakar Vávra, referred to as the „*Hussite Trilogy*” – *Jan Hus* (Jan Hus; 1954), *Jan Žižka* (Jan Žižka; 1955) and *Proti všem* (Against All; 1956) the last of which being based on the novel by Czech writer Alois Jirásek (see also the note 29).²⁵

Having lived to be a hundred years old this year, Otakar Vávra was born in February 1911 in the East Bohemian town of Hradec Králové. He started to make films after architecture studies at universities of Brno and Prague. As early as at the beginning of the 1930s he produced a few experimental films and in 1937 he made his first own film, *Filosofská historie* (Philosophers' History), based upon by Alois Jirásek's novelette. At the time of German occupation he would shoot – as well as his colleagues-directors – a number of popular entertaining films,²⁶ e.g. *Dívka v modrém* (A Girl in Blue; 1939) or *Pohádka máje* (May Fairytale; 1940).²⁷ After the liberation of the Czechoslovakia he tackled more serious topics and was successful with e.g. *Krakatit* (Krakatit; 1947) based upon the novel of the same name by Karel Čapek, *Němá barikáda* (Numb Barricade; 1949) based upon short stories by Jan Drda, and *Nástup* (Taking Up; 1953) based upon an „*agit novel*” by Václav Řezáč. Then the already mentioned „*famous*” „*Hussite trilogy*” came.

Ambitious and opportunist Vávra, willing to do everything – without any exaggeration – for a possibility to make films even in the years of the very cruel Communist regime in the first phase of its development (so called „*Bloody Years*” 1948-1956), realized very well that the historical topics are extremely important for the Communists who hoped that there is a possibility to influence the thinking of the people through them. The Czech National Revivalists of the 19th century, mentioned above, and the Czech left wing intellectuals of the first half of the 20th century pointed out especially the national and anti-German character of the Hussite Movement. After February 1948 the Communists left unchanged this aspect because it was very convenient and popular in the post-war years; the hatred against the Germans, the former occupants, persisted until the break of the 1950s and 1960s. However, simultaneously, they presented the Hussites as a movement with a strong social character, as a „*people's movement*” and as a predecessors of the modern Communist Party.²⁸

Praha 1993; ŠMAHEL, F., *Husitské Čechy. Struktury, procesy, ideje*, Praha 2001. To the modern interpretation of Palacký's analysis of the Hussite movement cf. ŠMAHEL, F. – DOLEŽALOVÁ, E. a kol., *František Palacký: dějiny a dnešek: 1798-1998*, Praha 1999; ŠTAJF, J., *František Palacký: život, dílo, mýtus*, Praha 2009.

²⁵ NEJEDLÝ, Z., *Film a dílo Aloise Jiráska*, Var, Vol. 1949, No. 11-12, pp. 327-328.

²⁶ Cf. KAŠPAR, L., *Český hraný film a filmaři za protektorátu. Propaganda, kolaborace, rezistence*, Praha 2007; MOTL, S., *Mraky nad Barrandovem. Sláva i zatracení českých filmových hvězd v době protektorátu i v čase poválečných ortel*, Praha 2006. To the general context cf. MACDONALD, C. – KAPLAN, J., *Praha ve stínu hákového kříže*, Praha 1995.

²⁷ Cf. HAVEL, M. V., *Mé vzpomínky*, Praha 1993, mainly 421-433.

²⁸ Josef Macek (1922-1991), Czech Communist historian, known especially because of his interpretation of the „*Hussite Revolution*”. Cf. for example MACEK, J., *Husitské revoluční hnutí*, Praha 1952; MACEK, J., *Tábor v husitském revolučním hnutí I-II*, Praha 1952, 1956; MACEK, J., *Jan Hus. Studie s ukázkami Husova díla*, Praha 1961.

So Otakar Vávra presented in his grandiose and very expensive movies to the fascinated people not only the picture of the national heroes fighting against „*German aggressors*” (obvious analogy with the struggle against Germans during the Second World War), but, at the same time and mainly, the fact that the Czech and Slovak „*common (or ordinary) people*”, the predecessors of the future Communists, raised up against the German aristocracy and against the corrupted Catholic Church.²⁹

The conception of the „*Hussite Trilogy*” is, as we see, eminently tricky.³⁰ Its first part, the film *Jan Hus* (1954), tells the story from the years 1412-1415, when the massive people’s movement against the abuses in the corrupted Catholic Church, which gained its name according to Jan Hus, Master of the Prague University, was born in the Czech Lands. Otakar Vávra shows how the Catholic clergymen invited Hus to the German town of Konstanz under a false pretence of a free discussion about the problems regarding the position of this Church in the Czech Lands but after his arriving they tried to force him renounce his opinions. Hus refuses to do it and is burned to death. The analogy is absolutely apparent. The corrupted Catholic Church is nobody else than the „*bourgeois*” West European Powers, France and Great Britain, which sacrificed the Czechoslovak Republic in their effort to keep off the war with the Nazi Germany. The Pope John XXIII and the Roman King Sigismund of Luxembourg evoked the imagination of the Nazi Germany Leaders preparing the destruction of the weakened Czechoslovak Republic whose „*bourgeois*” leaders are not able to protect it. The burning of Jan Hus is, according to Vávra as well as according to the Czech Communists, the same thing as an occupation of the Czechoslovak borderland by the German armies in the autumn 1938. The verdict of the Konstanz’s Council of 1415 and the signature of the Munich Treaty of 1938 is the same thing and the defeated and humiliated nation is the result of it.

The second part of the trilogy, the film *Jan Žižka* (1955), tells the story from the Czech history in the years 1419-1420, i.e. from the times when the weak Bohemian King Wenceslaus IV, surrounded by the traitorous pro-German aristocracy and his brother, the Roman King of Sigismund of Luxembourg, longing for the Czech Crown, is submitting to the pressure of the Catholic Church and turned against the Hussite Movement. In this situation the squire (or the country gentleman) Jan Žižka of Trocnov becomes the new leader of the Czech people (the Czech Hussites). He refused the demands of Sigismund demanding for the Bohemian Crown after the death of his brother Wenceslaus in 1419 and leads the Hussite

²⁹ Adding heroic features and popularization of the Hussite movement did not only occur in films. Under the auspices of the Communist Minister of Education Zdeněk Nejedlý (1878-1962) the collected works by Alois Jirásek, which also – to a certain degree – comprised praising the Hussite movement, started to publish. These collected works were symptomatically introduced with the quote by the first Czech Communist President Klement Gottwald.

³⁰ An excellent analysis of the „*Hussite Trilogy*” cf. ČORNEJ, P., *Husitská trilogie a její dobový ohlas*, IN: KOPAL, P. (ed.), *Film a dějiny*, Praha 2004, 91 ff.

people's army to the fight against the German Crusaders at the battle of Sudoměř. The final part of this film presents the overwhelming victory of the Hussites above the German Crusaders in this battle. The analogy is, again, entirely evident. The years of 1419-1420 are, in fact, the years of the Second World War. The weak King Wenceslaus is nobody else than the representatives of the Protectorate Bohemia and Moravia (for example the protectorate president Emil Hácha), the Catholic Church and the Emperor Sigismund are the German Nazis, who want to crush the Czech nation. The victory at the battle of Sudoměř is, according to Vávra, the liberation of the Czechoslovakia from the Nazis in the year of 1945. It is a glorious victory, but only a partial victory. The really decisive battle must only come, the battle over the future form of the free Czechoslovakia.

Just this struggle, this crucial battle is the topic of the last part of Vávra's „*Hussite Trilogy*”, the film *Proti všem* (Against All; 1956). The topic is clear: After the victory at the battle of Sudoměř the Roman King Sigismund declared the Crusade against the „*heretic Czech Lands*”. However, the Hussites are decided to fight „*against all*” for „*their thing*” and for „*their true*”, for their vision of the future form of the Bohemian Kingdom. The famous victory at the battle of Vítkov of 1420, which is the main part of this movie, is the decisive condition for a possibility to create the Kingdom according to their conception. The analogy is, again, evident. The Hussites, fighting „*against all*”, are the post-war Communists, fighting against their enemies in the years 1947-1948. The victory of Hussites at the battle of Vítkov, the monumental drop-scene of the Vávra's film epic, evokes the „*victory of the working class in February 1948*”, i.e. the Communist coup d'état and the establishment of the Communism in the Czechoslovakia.

As I have already said, the conception of Vávra's „*Hussite Trilogy*” is very tricky, very sophisticated. The director chose his topic and the actors³¹ immensely carefully. The Hussite Movement has already had the strong impact in the Czech Lands, it influenced many generations of the Czech people. The Czechs and, partly, the Slovaks have liked an imagination of their „*brave grandfathers opposing the whole Western Europe with the sword in their hands*” apart from the fact that the Hussite Movement had rather negative consequences for the Bohemian Kingdom in the long term. Otakar Vávra purposely capitalized on this popular imagination in his films. Above all, his decision to identify the „*God's Fighters*” from the first half of the 15th century with the ruling Communists made from his „*Hussite Trilogy*” the very effective tool of the Communist propaganda, absolutely typical for their approach to the historical topics and for their exploiting and abusing of the historical themes in the cinematography after February 1948. In the case of the „*Hussite Trilogy*” it was particularly effective: not for the whole nation, of course, but for a lot of people was relatively easy to believe that the role of the Hussites in the 15th century and the role of the Communists after the Second World War were similar.

³¹ The portrait of the protagonist of his „*Hussite Trilogy*”, an actor Zdeněk Štěpánek, cf. TUNYS, L., *Zdeněk Štěpánek*, Praha 1992, passim.

Just this was the main aim of Vávra's trilogy, an attempt to convincingly evoke an impression that the goal of the Hussites was, in fact, the same as the goal of the Communists, i.e. the fight for „*better future for the ordinary people*”, despite of the hostility of the Catholic Church and German Roman Emperor in the 15th century or, if you like, despite the hostility of „*the treacherous, perfidious Imperialist West*” after the Second World War. If we take into account that Vávra was very capable director and that his trilogy was made very skilfully, no doubt that his first „*opus magnum*” was successful and that ruling Communists were fully satisfied.

Respect to this fact there is no surprise that Vávra gained his „*special reward*” from the Communists. He became one of the most preferred film directors in the Czechoslovakia and one of the „*most famous (and the best paid) artists behind the curtain*”, the „*special type*” or the „*special character*”, symptomatic for the years of Communist rule in the Central European Countries after the Second World War. The fact that in the „*years of political liberalization*”, i.e. in the 1960s, Otakar Vávra made really good films in disregard of the Communist rule, for example *Romance pro křídlovku* (A Romance for the Bugle”; 1966) or *Kladivo na čarodějnice* (The Witchhammer; 1969),³² is another, quite different story and another part of the history of the Czech (Czechoslovak) cinematography as well as the fact that after the occupation of Czechoslovakia by the armies of the Warsaw Pact in August 1968 Otakar Vávra and other Czech and Slovak directors returned to making highly manipulative, historical movies full of Communist propaganda, this time from the years of 1939-1945 (*Dny Zrady* [Days of Treason] 1973; *Sokolovo* [Sokolovo], 1974; *Osvobození Prahy* [Liberation of Prague], 1976).³³

³² Both the movies were based respectively on the poem by František Hrubín and the novel by Václav Kaplický of the same name.

³³ Cf. DUCHÁČEK, M., *Pražský květen 1945 očima Otakara Vávry. Normalizační tlak vs. „umělecký dokument”*, IN: KOPAL, P., *Film a dějiny...*, 253-264; KOURA, P., *Obraz nacistické okupace v hraném českém filmu 1945-1989*, IN: KOPAL, P., *Film a dějiny...*, 219-242.

Adrian Vițalaru

Aspects regarding the students of „Alexandru Ioan Cuza” University of Iași in the 1950s*

Abstract

In the 20th century the communist leaders of Romania fundamentally changed the role and mission of the University. The purpose of their intention was the creation of a „*new man*”. The interference of the new political leadership brutally made its influence felt in the academia. They removed the teachers who were politically unacceptable and introduced a selection process for prospective students. The communist leaders promoted an „*adverse selection*” supporting candidates with „*healthy*” social origin to improve „*the social composition*” of the „*student body*.” The teachers were „*asked*” to pay special attention to the education in the communist spirit. That task was considered more important than the professional training. After the events in Hungary in 1956 the communist authorities initiated a series of measures which strongly affected the academic life. They decided to increase the number of students from families of workers and poor peasants up to the percentage of 70-75%. They purified the teaching staff on political grounds. At the same time the living conditions of the students were improved. The communist government increased the amount and number of scholarships and also founded new hostels and cafeterias. In spite of all communist obsessive efforts the „*Alexandru Ioan Cuza*” University of Iași survived the period and remained one of the great universities of Romania.

Keywords: Communism, university, academia, „*new man*”, purification, scholarships, „*healthy*” social origin.

The instauration of communism fundamentally changed the role and traditional „*mission*” of the Romanian University, which turned, in a short time, from a true sanctuary of the free spirit into the laboratory of „*captive thought*”, subject to the control of the communist leaders. Together with other educational institutions, universities became, within the communist project, instruments for the transformation of society with the purpose of educating young people in the spirit of communist ideology and contributing to the „*purification*” of the new generation from the remnants of „*bourgeois*” thought.¹ The purpose of this process was the creation of the „*new man*”, devoted to the Communist

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

¹ Cristian VASILE, *Educație și ideologie în România, 1948-1953* [Education and Ideology in Romania, 1948-1953], „*Revista Istorică*” [Historical Magazine], Tome XV, N° 5-6, September-December 2004, 138.

Party and endowed with „*the new conception about world and life*” of Marxism-Leninism.² Adopting the Soviet model of communizing higher education, the Romanian communists initiated, as a first step, a purge of the academic staff, while trying to improve the „*social composition*” of the student population; such actions were necessary in order to achieve full control over and „*induce loyalty*” in the categories known for having a profile difficult to integrate into tight patterns. Also, the purges were accompanied by the change of the entire legal basis of higher education by introducing principles and operational norms inspired by the experience of the Soviet Union. In fact, an obvious change of the educational system in Romania was made by Decree no. 175 on education reform, of August 3, 1948, which stipulated that education „*was exclusively organized by the State on the grounds of structural unity and is founded on democratic, popular and realistic-scientific bases*”³. In other words, the 1948 reform introduced the Soviet model of education, which was the beginning of the process of ideologization and close control over the Romanian system of education. Basically, the law of 1948 caused „*not only a rupture, a break of the rules of competence and recruitment, but also an ‘instituting’*,” the University becoming an institution that passed on ‘values’ that came from outside academia.⁴ All these mutations had profound negative effects on the „*actors*” on the university scene and created, at least in the early years of the communist regime, a sense of temporariness and uncertainty.⁵

Under these circumstances, in early December 1948, the University of Iași opened its doors for a new generation of students who walked into an institution overwhelmed by the effects of „*the revolutionary changes*” imposed by the leaders of the Romanian Workers’ Party. Within a few months, the University of Iași had a new structure, consisting of 8 faculties, which no longer included Medicine and Theology, as well as a new management, headed by the rector Jean Livescu, a prominent professor of German language.⁶ In addition, unlike before, the curricula contained new subjects with ideological character and the Russian

² Prefacing the opening of the academic year and trying to explain the changes that would take place in the academic area, the communist propaganda talked about the establishment of a „*new higher education*” that had to be put „*into the service of the people*”. Moreover, the media in Iași analyzed the profile of the new, communist university, stating that: „*The new University will armed the students with the Marxist-Leninist conception on world and life, while giving them the power to specialize and apply the acquired knowledge into practice*” („*Lupta Moldovei*” [Moldova’s Fight], Iași, Year IV, N° 702, Friday October 22, 1948. 1).

³ *Antologia Legilor Învățământului din România* [Anthology of Education Laws in Romania], Bucharest 2004, 342.

⁴ Adrian NECULAU, *Memoria pierdută. Eseuri de psihosociologie a schimbării* [The Lost Memory. Essays in the Psycho-Sociology of Change], Polirom Publishing House, Iași 1999, 56.

⁵ See, for example, the description of the atmosphere dominating the university life of Iași in the early 1950s in Andrei COSMOVICI, *Viața universitară în comunism. O perspectivă psihosociologică* [University Life under Communism. A Psycho-Sociological Perspective], in *Viața cotidiană în comunism* [The Daily Life under Communism], volume coordinated by Adrian Neculau, Polirom Publishing House, Iași 2004, 48-49.

⁶ Jean Livescu was appointed rector on December 20, 1948. See *Anuarul Universității „Al. I. Cuza” din Iași, 1939-1959* [The Almanac of „Al. I. Cuza” University of Iași, 1939-1959], Bucharest 1960, 59.

language found its place among the mandatory classes for prospective students. Also, the state took total control over the social welfare of the students, and the system of scholarships and material aids granted to students began to operate under discriminatory criteria, where in the social background and political activity were rules that distinguished between the students who came from „*unsafe*” categories and those with a „*healthy*” social origin. The same criteria were also used in the selection of candidates for the admission exam, where studying the „*personal file*” was, in many cases, more important than assessing the admission tests. In other words, the admission exam exemplified, in the early years of communism, the phenomenon of class struggle and the „*purging*” of the student population of „*reactionary*” elements. Therefore, the children of political prisoners, of grand industrial and land owners, of former politicians and of priests were either rejected, after analyzing their „*personal file*”⁷, or they were directed to other departments or institutions (Polytechnic Institute, Professional schools or faculties that had no stake in terms of ideology, such as Mathematics and Physics), so as to facilitate their entry „*into production*” and the gradual change of mentality and socio-economic condition.⁸

In parallel with the change of the criteria for the admission exam there also began a process of checking the social origin of the students enrolled at the University of Iasi. Thus, as early as 1949, all faculties of the University of Iasi drew up reports on the social origin of students. It was a measure that aimed, on the one hand, at assessing the situation in universities and, on the other hand, at identifying the „*class enemies*” among the student body. The reports draw up by the management of the faculties highlight that the students of the University came from diverse backgrounds, the most numerous having parents integrated into broader category of „*officials*”⁹. Children of workers and poor peasants accounted

⁷ Checking the „*personal file*”, which had to include data on the social background of the parents and the political affiliation of the family members of the candidate proved to be an extremely effective „*test*” in restricting access to the University to youths with „*unhealthy*” social origin or in channelling the „*reactionary elements*” towards faculties that offered the possibility of a „*re-education*”. Subsequently, the importance of personal file tends to become increasingly lower, being perceived rather as a means of gathering statistical data about the admission candidates and prospective students of the University of Iasi, rather than a selection method of the students based on social and political criteria. However, the Ceausescu regime did not abandon the background check of the young people who wanted to enrol in the faculties that had the capacity to train the new ideologues of the regime, as, for example, History, Philosophy and Law.

⁸ COSMOVICI, 54-55; VASILE, 126. Among the many such cases we mention that of Petru P. Caraman, son of the Slavist Petru Caraman, professor until 1947 at the Faculty of Letters and Philosophy of the University of Iasi. Young Caraman initially enrolled in the Faculty of Medicine, where he was rejected because of his „*unhealthy*” origins. Then he was accepted, with difficulty, to apply for a student seat in the Faculty of Mathematics and Physics, which he graduated brilliantly (Petru P. CARAMAN, *Folcloristul Petru N. Caraman – consecințele comprimării sale* [The Folklorist Petru N. Caraman – The Consequences of His Constriction], „*Analele Sighet*” 6, Anul 1948 – *instituționalizarea comunismului* [The Sighet Annals N° 6, Year 1948 – The Institutionalization of Communism], eds. Romulus Rusan, 1998, 803).

⁹ Arhivele Naționale ale României Direcția Județeană Iași [The National Archives of Romania, County Directorate Iasi] (hereinafter A.N.R.D.J. Iași), „*Al. I. Cuza*” University Fund – Rector’s

for approximately 20-25% of the total undergraduate population, a percentage which displeased the Ministry of Education and, of course, the Communist leaders. Consequently, in the subsequent years several directives on the improvement of „*the social composition*” of the students were issued, to which the introduction of evening classes, extramural education were added, in addition to the creation along the University of Iași of the Pedagogical Superior School (1950), transformed into the two-year Pedagogical Institute, as well as of the „*Workers’ Faculty*,” which introduced new categories of students coming from among unskilled teachers and those who occupied important positions in administration, justice or other areas; many of these students had no special training, and in many cases, not even a basic intellectual-cultural education. Also, some students of the Faculty of Philology and Legal Sciences who came from the classes favoured by the new power got exemptions from attendance and even permission from the Ministry to graduate the academic year even if they had three re-examinations,¹⁰ which demonstrates, on the one hand, the political subjugation of the University of Iași and, on the other hand, the fact that, in the early 1950s, the education system encouraged adverse selection.¹¹ Furthermore, the candidates with healthy social origin, especially those coming from party structures, were favoured in the admission examination. Some of them even got permission from the Ministry of Education to be admitted to college, although they were among those whose scores were under the admission level. Such a case, illustrating the way the admission examinations were organized, particularly the extramural departments, is revealed in the correspondence exchanged in September 1956 between the Rector of the University in Iași and the Department of Extramural Studies within the Ministry of Education. Worried about the fierce competition for extramural admission to the Faculty of Law, where it was foreseeable that the recent graduates of secondary schools, who were better prepared, would get grades „*much higher than judges and prosecutors who graduated 1-year and 2-year Legal Schools, than the older graduates of the Workers’ Faculties who work in the militia and the state apparatus*,” categories that „*were specifically envisaged when creating the extramural department*,” Professor Ion Creanga, Rector of the University, proposed a solution for this delicate situation.¹² The „*saving*” solution was the primary admission of candidates coming from the privileged classes, who managed to pass over the average of 3,¹³ and only then the other candidates would be enrolled. However, it should be noted that such solutions were reached under the pressure of party organs, in a political context in which the University had to demonstrate compliance with the limits set by the communist regime.

Office, file N° 1/1949, 311-318.

¹⁰ Ibid. file N° 223/1951. 111, 113.

¹¹ VASILE, 123.

¹² The Archive of „Alexandru Ioan Cuza” University Iași, Rector’s Office Fund, file N° 311/1956, 134.

¹³ During those years, the Soviet system of grading was in place, which used the scale 1 to 5.

Nevertheless, the teaching staff of the University of Iasi wanted to maintain certain standards in selecting candidates in the admission examination.

In the first years after 1948, the examiners noted „*the extremely low level of general knowledge of the candidates,*” as well as the superficial ideological education of some of them.¹⁴ Moreover, in a report on the development of the admission exam in 1956, it was noted that: „*The low level of the Romanian, History and Russian language theses is explained by the quality of many secondary school teachers. Many secondary school teachers who took the exams of the department of Philology-History wrote theses at the same level with their students who received grades of 1-2*”.¹⁵ Such assessments are common in the 1950s, because the changes in pre-university education had negative effects on the intellectual training of young people who aspired to enter the university. In addition, because of the changes in the duration of secondary school education (between 1951 and 1956 high school was reduced to three years, so graduates could enrol in college after ten school years), the age of first-year students dropped to 16-17 years, which explains the lack of a well-defined intellectual horizon and a solid general culture.¹⁶ But the young graduates of secondary education did not lack inventiveness and flair in the „*confrontation*” with the members of the admission committee. They used various methods to impress the examiners with how much they knew about the Marxist-Leninist concepts, even though many of them tried to disguise the lack of a „*solid ideological education*” through the excessive use of the model offered by „*Soviet science.*” For example, yet again in 1956, the teachers in the admission committees noted that some candidates „*tend to attribute any great discovery or invention to Russian scientists, especially to Lomonosov, thinking that this way they will be well appreciated by the examiners.*”¹⁷ Therefore, in evaluating candidates for the admission exams and in assessing the students, the teachers had to „*weigh*” taking into consideration „*the level of scientific and ideological education,*” the social origin and the political background of the students and their families.

If students with healthy social origin and „*democratic*” political orientation were protected by means of directives sent from Bucharest, others were under the scrutiny of student organizations and University management, which had to notify any case of disobedience against the communist authorities, especially since the University Centre of Iasi was well known for students with poor adhesion to the communist movement. Thus, after the arrests in the spring of 1948, when students who were part of youth legionary organizations were detained,¹⁸ such cases became increasingly rare, but the documents of the Rector’s Office indicate

¹⁴ See the Archive of „*Alexandru Ioan Cuza*” University Iași, Rector’s Office Fund, file N° 311/1956, 82.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ COSMOVICI, 56.

¹⁷ Archive of „*Alexandru Ioan Cuza*” University Iași, Rector’s Office Fund, file N° 311/1956, 83.

¹⁸ For details about these events, see Maria Someșan: *Universitate și politică în deceniile 4-6 ale secolului XX. Episoade și documente* [University and Politics in the 4th-6th decades of the 20th century. Episodes and Documents], Bucharest University Press, Bucharest 2004, 302.

more expulsions of students from the University of Iași with the pretext of „*hostile attitude against our state regime*.”¹⁹ Expulsions on political and social criteria were an aspect of university life during the period of communist imposition, showing the minimum tolerance of the Communist leaders and university management for straying from the political line drawn by the leaders in Bucharest. In parallel with the punishments, the party organs asked the teachers to pay special attention to „*the education*” in the communist spirit, a formative segment considered to be even more important than the professional „*training*.” According to the official line laid down by R.L.P. leaders in the 1950s, „*communist education*” had to include multiple levels that were destined, primarily, „*to raise the ideological and political level*”, „*high-level professional training, by instilling love for the work*” and „*to nurture love for the homeland*”, accompanied by „*the education of youths in the spirit of proletarian internationalism and love for the Soviet Union*”²⁰. In other words, „*communist education*” aimed to indoctrinate students with the ideas of Marxism-Leninism and to develop a cult of the Soviet Union and the Kremlin leader, Joseph Vissarionovich Stalin. In fact, at the beginning of the fifties, these were the criteria according to which the Scientific Council set „*the ideological level*” of the University of Iași students. For example, after analyzing the results of the educational „*labour*” among students in the academic year 1950/1951, the University management noted that the students of the „*Faculty of Social Sciences (sic!)*” have a better „*ideological level*” than the others because „*they were able to apply the brilliant teachings of Comrade Stalin from his work on Marxism in linguistics to historical, philological and legal problems*.”²¹ However, the level of student „*adherence*” to the new ideological line was quite low if one considers that many students of the Faculty of Geology-Geography did not „*pay sufficient attention to the study of Marxism-Leninism*,” which is verified by the large number of students who failed the exam.²² The same trends were observed by the Director of Studies of the University after analyzing the results of the Marxism-Leninism test within the state exam, held in July 1951 where „*most candidates answer in a school-like manner, speaking in slogans and, with rare exceptions, fail to deepen the issues*.” But the most disturbing fact from the point of view of the members of the commission was that „*in general, the reactionary elements did well in this examination. Members of the Union of Working Youth (U.T.M.) and some party members fell short*.”²³ The response of

¹⁹ A.N.R.D.J. Iași, „Alexandru Ioan Cuza” University Fund, Rector’s Office, file N° 235/1951, 11.

²⁰ Archive of „Alexandru Ioan Cuza” University Iași, Rector’s Office Fund, file N° 446/1957, 167-168.

²¹ A.N.R.D.J. Iași, „Alexandru Ioan Cuza” University Fund, Rector’s Office, file N° 235/1951, 17. Also see Mariana Momanu: *Universitatea „Al. I. Cuza” în anii sovietizării învățământului românesc* [„Al. I. Cuza” University in the Years of the Sovietization of the Romanian Education], in *Universitatea din Iași. De la modelul francez la sistemul Bologna* [The University in Iași. From the French Model to the Bologna System], coordinator prof. univ. dr. Gheorghe Iacob, „Alexandru Ioan Cuza” University Press, Iași 2007, 262-263.

²² A.N.R.D.J. Iași, „Alexandru Ioan Cuza” University Fund, Rector’s Office, file N° 235/1951, 17.

²³ Ibid. file N° 223/1951, 126.

the communist leaders to the deficiencies noted in university education was to draw up new responsibilities for the University management and the teaching staff, who were supposed to participate actively in the education and control of student activities.²⁴ According to these directives, the teachers would be involved in organizing the leisure time of the students by initiating artistic, cultural and educational events and developing among students, skills for “scientific research work”. Thus, in the fall of 1952, at the University of Iasi 13 student scientific clubs operated and at the beginning of the academic year 1955/1956 the Student Scientific Association was organized, which coordinated the activity of the 28 student clubs that were organized within the institution in Iasi.²⁵ Through the scientific clubs, sessions and debates of scientific symposiums were organized where students with research skills could shine,²⁶ but the scientific dimension was always accompanied by the ideological one, since the meetings in the student clubs also had to have an „*educational*” character for all participants. Also, practical teaching, „*patriotic work*”, study trips and apprenticeships were meant to strengthen the ties between teachers and students, as well as to allow „*our young graduates to link the theoretical knowledge to the practical one*”²⁷.

Nevertheless, after the events in Hungary in 1956, which caused reverberations in the academic environment in Romania, the communist leaders took the decision to reconsider their policy towards academia.²⁸ Student movements in Timisoara, Bucharest, Cluj, Targu Mures showed the Romanian communists that the Romanian University and especially the students were far from being fully controlled by the party people. The intense political indoctrination to which students were subjected at that time did not show its effectiveness, just as the project that aimed to improve the social composition seemed ineffective. Therefore, starting right from the fall of 1956, the communist authorities initiated a series of measures that combined repressive methods with financial incentives, and in the following year several government decisions that strongly affected the academic life were adopted. In this respect, the decision with the most profound implications was Decision no. 1003 of the Council of Ministers of July 10, 1957, which provided for the increase of the number of students from families of workers and poor peasants up to the percentage of 70-75% and „*the purification*” on political grounds of the teaching staff who was believed to be guilty for the

²⁴ MOMANU, 259.

²⁵ Archive of „*Alexandru Ioan Cuza*” University Iași, Rector’s Office Fund, file N° 770/1963, without page numbers.

²⁶ Students with good activity within the student scientific clubs could get prizes comprising in books. See *Ibid.* file N° 586/195, 10.

²⁷ A.N.R.D.J. Iași, „*Al. I. Cuza*” University Fund, Rector’s Office, file N° 403/1955, 132-134.

²⁸ For a perspective over the events in October-November 1956, see *1956 Explazia. Percepții române, iugoslave și sovietice asupra evenimentelor din Polonia și Ungaria* [The Explosion. Romanian, Yugoslavian and Soviet Perceptions of the Events in Poland and Hungary], Edition compiled by Corneliu Mihai Lungu, Mihai Retegan, afterword by Florin CONSTANTINIU, Univers Enciclopedic Publishing House, Bucharest 1996, *passim*.

students' „sideslip” in the previous year.²⁹ In this context, one reverted to the study of the personal „file” of the candidates taking the admission examination and the beginning of a process of „purging” the student population of elements that opposed the party.³⁰ But the major consequence of the government decision of July 1957 was the introduction of scholarships of the People's Councils and enterprises, granted to the children of workers and poor peasants. Thus, a new category of protégés was taking shape among the students in Iași, whose number would grow considerably in the early 1960s. Hence in the academic year 1958/1959, there were already 1021 students who received scholarships of the People's Councils³¹ and upon the completion of admission examination results in September 1959, it was apparent that „nearly 50% of the applicants admitted were granted scholarships of the People's Councils”³². In the autumn of that year, the management of the University of Iași reported to the Ministry of Education and Culture the improvement of the social composition of first-year students (71% were children of workers and peasant workers).³³ Through this ploy, a directed change of the social composition of students was accomplished in all academic centres in Romania, but, with the matriculation of the students with scholarships from the People's Councils, a dramatic decrease in the level of education of the students in Iași was observed. The new scholars were often poorly prepared, a fact that caused the communist authorities to instruct the teachers of the University of Iași to organize tutoring sessions and to show leniency to students coming from the ranks of workers and other categories protected by the leaders in Bucharest. However, besides encouraging the admission of students with scholarships of the People's Councils, the Scientific Council proceeded, under the same pressure from the Regional R.L.P Iași, to a series of expulsions from among students coming from the category of the „self-employed” or of those suspected of being sympathetic to the events of October-November 1956 in Hungary and Romania.³⁴ In this context, marked by the „increased vigilance” of the institutions of the totalitarian state towards the University, the arrest and imprisonment of a group of students from the Faculty of Philology-History (Alexandru Zub, Mihalache Brudiu, Aurelian I. Popescu, Dumitru Vacariu),³⁵ who had organized, with the permission of the party

²⁹ Ioana BOCA, *Studentii în anii '50* [Students in the 1950s], „Anuarul Institutului Român de Istorie Recentă” [Almanac of the Romanian Institute for Recent History], vol. I, 2002, Polirom Publishing House, Iași 2003, 210.

³⁰ The Presidential Commission for the Analysis of the Communist Dictatorship in Romania, *Final Report*, editors Vladimir TISMĂNEANU, Dorin DOBRINCU, Cristian VASILE, Humanitas Publishing House, Bucharest 2007, 689.

³¹ See the Archive of „Alexandru Ioan Cuza” University Iași, Rector's Office Fund, file N° 568/1958, 416.

³² *Anuarul Universității „Al. I. Cuza” din Iași 1959-1960* [The Almanac of „Al. I. Cuza” University of Iași, 1959-1969], f.l., f.a, 22.

³³ Archive of „Alexandru Ioan Cuza” University Iași, Rector's Office Fund, file N° 455/1959-1960, 91.

³⁴ Dănuț DOBOȘ, *Universitatea ieșeană în primele decenii de după cel de-al doilea război mondial* [The University of Iași in the First Decades after World War II], Doctoral Thesis, Iași, 1994, 199, 208-209.

³⁵ Before the events of autumn 1956, students were monitored by the secret police with reduced

bodies, the celebration of 500 years from the accession of Stephen the Great to the throne of Moldavia took place. Without dwelling on the details of this event, made known through descriptions of the students involved³⁶ and following the publication of documents from the Archives of the Secret Police (Securitate),³⁷ it is worth emphasizing that, through the measures aimed to encourage „*the healthy elements*”, the increased social control, as well as „*the purification*” according to political and social criteria, the communist authorities were able to „*pacify*” the students from Iasi, who, at any rate, had not created problems as great as young people from other university centres.

The impact of the events in 1956 on the management of the higher education problem by communist leaders can be observed through the analysis of the measures taken by the Ministry of Education and Culture in order to improve „*the communist education*” and the living conditions of students from Iasi. For example, in the academic year 1956/1957, at the University of Iasi there were organized a series of conferences devoted to the political education of the students, meetings with „*the illegals*” of the Party, as well as trips to the symbolic areas of the communist movement, such as Doftana.³⁸ From the point of view of the communist leaders, the involvement of the teaching staff in the educational „*work*” was vital to the success of the action of educating the „*new man*”, which is why some teachers became „*educative directors*” of hostels, with the role of supervising the leisure activity of the students.³⁹ Moreover, in the spring of 1957, when student associations were founded, the life of the students in Iasi also passed through this new filter, which was meant to extend the control over the studious youth and to support the political-educational activities of the teaching staff and Party representatives. These measures were accompanied by the implementation of the decisions aimed to increase the amount of the scholarships and improve the services

staff. According to reports in the autumn of 1956, in Iasi there were only 13 agents for 7300 students, while the 9000 students and 700 teachers in Cluj were monitored by 7 informants. After the events of October-November, in Iasi there were recruited 69 new agents, and in Cluj 54 (Elisabeta NEAGOE, Liviu PLEȘA, *Radiografia Securității în 1957* [The Radiography of Secret Police in 1957], in „*Arhivele Securității*” [Archives of the Secret Police], 2, Nemira Publishing House, Bucharest 2004, 167).

³⁶ See, for example, Al. ZUB: *Un program de redresare națională, la Iași, în 1957* [A Program of National Recovery], in „*Analele Sighet 8*”, *Anii 1954-1960: fluxurile și refluxurile stalinismului* [„*The Sighet Annals 8*,” Years 1954-1960: The Ebbs and Flows of Stalinism], Civic Academy Foundation, 2000, 748-758.

³⁷ Stela COVACI, *Persecuția - Mișcarea studențească anticomunistă București, Iași (1956-1958) – nume de cod „Frăția paleolitică”*. *Documente din Arhiva Securității* [The Persecution – The Anti-Communist Student Movement in Bucharest, Iasi (1956-1958) – Code Name „*The Palaeolithic Brotherhood*.” Documents from the Archive of the Secret Police], Vremea Publishing House, Bucharest 2006.

³⁸ Archive of „*Alexandru Ioan Cuza*” University Iași, Rector’s Office Fund, file N° 446/1957, 173. In 1957 there were also held a series of conferences on: *Eroi ai științei în lupta cu obscurantismul religios; Mitul capitalismului popular; Destrămarea imperiului colonial al imperialismului* [Heroes of Science Fighting Against the Religious Obscuratism; The Myth of People’s Capitalism; The Disintegration of the Colonial Empire of Imperialism] (*Ibid.* 171).

³⁹ *Ibid.* file N° 333/1956-1957, 70.

offered by the cafeterias of the University of Iași. In addition, the Ministry of Education and Culture decided to grant scholarships to students enrolled in extramural studies who took leave to prepare for the exams⁴⁰ and to facilitate their access to student cafeterias. Therefore, scholarships granted to students in extramural sections were, on the one hand, an incentive to increase the level of preparedness of a category of students that became increasingly larger with the development of education without the removal of production, starting with 1955, and which was known for a rather low exam passing rate. On the other hand, they were an extension of the system of scholarships, which included „state scholarships” granted to poor students with „healthy” social origin, merit allowances (for students with grades of 8, 9 and 10)⁴¹ and „special scholarships” (Republican, „Gheorghe Gheorghiu-Dej”, „Ion Andreescu”, „Nicolae Balcescu”), dedicated to students with outstanding results in education and scientific research.⁴² While the number of scholarships that rewarded the best students of the University was generally very low (17 scholarships in 1961/1962, 29 in 1970/1971), regular scholarships and study allowances managed to cover, even from the early 1950s, more than half of the students enrolled in full-time education.⁴³ Moreover, at the „Workers’ Faculty” and the Faculties of Mathematics-Physics and Chemistry, where the interests of the new power to train personnel with higher education were much more manifest, the percentage was higher.⁴⁴ Anyway, throughout the communist period, more than half of the students enrolled in full-time studies benefited from scholarships and places in the hostels of the University of Iași, which shows, from this point of view, the focus of the communist authorities on higher education, which was meant to train the specialists Romania needed on its way towards „the multilaterally developed socialist society.” Besides, the communist propaganda missed no opportunity to highlight the party’s care for the studious youth, amplifying to a maximum several successes in higher education. One of the most publicized achievements of the communist authorities was the construction of student hostels and cafeterias, as well as the provision of modern equipment for the university laboratories, as was the case of the University of Iași in the late 1950s and early 1960s, when several hostels (Târgușor, „December 30th” and Complex no. 2 – subsequently called „Pushkin”) and the cafeterias in the complex „December 30th” and „Pushkin” were put into service. After these investments, the number of

⁴⁰ Ibid. 44. The amount of the scholarship was of 300 lei.

⁴¹ Ibid. file N^o 442/1956-1963, 130. In 1957, the amount of the merit allowance was of 50 lei.

⁴² Under the new political conditions after 1948, the scholarships granted to students did not represent a sum of money, which the students could use according to their free will, but they were part of the daily food allowance (the scholarship students received a card for the cafeteria), exemption from hostel pay, plus 30 lei per month for personal expenses (cultural events), which could increase for students residing in Iași and in the case of married people. A bit more substantial were „the special scholarships,” granted for 12 months, whose amount was set in 1963 at 400 lei per month (Ibid. 117).

⁴³ *Istoria Universității din Iași* [History of the University of Iași], responsible editors Gh. PLATON and V. CRISTIAN, Iași 1985, 167 (hereinafter *History of the University of Iași*).

⁴⁴ *Anuarul Universității „Al. I. Cuza” din Iași 1939-1959* [The Almanac of „Al. I. Cuza” University of Iași, 1939-1959], 803-805.

students housed in university hostels increased, which does not mean that they gave up the policy of hostel overcrowding. For example, in the centenary year of the University of Iași (1960), the Rector declared that „over 65% of the students were housed in hostels and ate in the cafeterias”⁴⁵, without mentioning the fact that the 1463 seats housed 1710 students.⁴⁶

During this period, when the academic life was overwhelmed by the interferences of the communist authorities, the number of students from the University of Iași increased from 1670 in the academic year 1948/1949⁴⁷ to 5344 students (out of which 4118 in full-time studies and 1226 in extramural studies)⁴⁸ enrolled in the fall of 1962. The growth of the student population of the University of Iași was slow until the mid-1950s, even though under the umbrella of the University operated the Pedagogical Superior School, the two-year Pedagogical Seminary and the „Workers' Faculty,” but it registered a significant increase after 1955, with the development of the sections of extramural studies and the provision of a greater number of places for full-time studies.

As regards the dynamics of student distribution among faculties, some fluctuations are noted, which may be linked to changes in the structure of the University, dictated, mainly, by political-ideological and economic grounds. If at the beginning of the communist period the Faculty of Juridical and Administrative Sciences, according to the pre-war traditions, continued to hold most of the students enrolled in university (in 1948, out of the 1,670 students of the University, 631 were enrolled in Juridical and Administrative Sciences⁴⁹), in just one decade, the Communist authorities redefined the „balance of power” within the institution of higher education in Iași. For example, in 1958/1959, the Faculty of Philology, History and Philosophy, which included 8 specializations and 12 departments, held nearly a third of the total number of university students (1,125 students of 3,637),⁵⁰ followed by Mathematics-Physics (849 students), Juridical Sciences (787 students), Natural Sciences and Geography (613) and Chemistry (263).⁵¹ Thus, whereas in the academic year 1951/1952 the University of Iași „delivered” on the labour market a number of 253 graduates,⁵² the gradual increase in the number of students of the University of Iași also reflects in the increasing number of graduates. In the centenary year, 631 young students obtained the university diploma.⁵³

⁴⁵ *Anuarul Universității „Al. I. Cuza” din Iași 1959-1960* [The Almanac of „Al. I. Cuza” University of Iași, 1959-1969], 6.

⁴⁶ Archive of „Alexandru Ioan Cuza” University Iași, Rector's Office Fund, file no. 455/1959-1960, 91.

⁴⁷ *Istoria Universității din Iași* [History of the University of Iași], 167.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ A.N.R.D.J. Iași, Rector's Office Fund, „Al. I. Cuza” University, file no. 1/1949, 314.

⁵⁰ See The Archive of „Alexandru Ioan Cuza” University Iași, Rector's Office Fund, file no. 568/1958, 27.

⁵¹ *Anuarul Universității „Al. I. Cuza” 1939-1959* [The Almanac of „Al. I. Cuza” University of Iași, 1939-1959], 800-802.

⁵² *Ibid.* 803.

⁵³ *Anuarul Universității „Al. I. Cuza” din Iași 1959-1960* [The Almanac of „Al. I. Cuza” University of Iași, 1959-1969], 314.

In conclusion, the sixth decade of the 20th century was the period in which the communist ideology covered the entire Romanian society, transforming Romania into an imperfect copy of the Soviet Union. The interference of the new political leadership was also brutally felt in the academia, in the removal of the teachers who were politically unacceptable, in the transformation of the curricula and, especially, in initiating a selection process for prospective students. In this context, the social background and the political involvement of those who aspired to become students and their relatives were, for the teachers in the admissions committee, important references in the acceptance or the rejection of their „file.” Therefore, for almost the entire sixth decade of the last century, the communist leaders promoted „*the adverse selection*,” with supporting the admission, giving state-granted scholarships to young people with „*healthy*” social origin, in an effort to improve „*the social composition*” of the student body. Although these measures did not always produce the effects desired by the communist leaders, the early 1960s saw the beginning of a new policy regarding the University and the students, in a context where, after the coercive measures in the past decade, higher education and its „*actors*” seemed to be integrated into the „*new society*.”

In the period analyzed here – „*the obsessing decade*” – the number of students at „*Al. I. Cuza*” University of Iași continued to grow, and the living conditions of the students improved, especially in the second half of the 1950s, with the increase of the amount and number of awarded scholarships, but also with the construction of new hostels and student cafeterias. In all these years, „*Al. I. Cuza*” University remained the most important institution of higher education in Moldova, and, together with the universities of Bucharest and Cluj, one of the great universities of Romania.

Le Brésil, le Portugal et Les États-Unis dans les années 1970 et 1980

La troisième partie de ce volume présente des études en anglais et en portugais sur l'histoire du Brésil (*Artur Cesar Isaia*), sur le Portugal (*Marianna Katalin Racs*) et sur les États-Unis (*Ferenc Cserhádi*).

Artur Cesar Isaia

Catholic Hierarchy and Afro-Brazilian Religions in the 1970's¹
The CNBB and the Afro-Brazilian religions in the 1970s

Abstract

This article analyses the publication of the National Conference of Bishops of Brazil (CNBB), from the early 1970s, which was re-edited a few years later. The CNBB publication aimed to analyze the reality of the so-called Afro-Brazilian religions. The CNBB document shows the uncertainties of the catholic hierarchy of the time, revealing a period of irresolution, where both the council „*aggiornamento*” and the previously signed positions help to understand the limits of acceptance of the hierarchy to Afro-Brazilian religions.

Keywords: African-Brazilian religious; Catholicism, religious discourse.

The goal of this text is to analyze a very important document for the positioning of the catholic hierarchy about the so called Afro-Brazilian religions in the post-conciliar period. This document is a short book published by the Conferência Nacional dos Bispos do Brasil (CNBB), more specifically by its Regional Leste 1, which congregates the archdiocese of Rio de Janeiro and the other dioceses that are there.

The title of the publication is: „*Macumba, cultos afro-brasileiros. Candomblé, umbanda, observações pastorais*”.² From the early 1970's, the publication is a document from a period of transition due to the enforcing of norms from the Second Vatican Council. This transition is imbued with capital importance, as we focus on the positioning of the hierarchy about the Afro-Brazilian religious universe.

This preoccupation is analyzed here, taking into account their stalemates, their irresolution, due to a historical moment that next to the „*aggiornamento*” of the council, subsisted condemnatory positions very close to the catholic hierarchy as it related to Umbanda and the other Afro-Brazilian religions.

The bishops from Regional Leste 1 from the CNBB would summon clergymen, social scientists, and even a leader from Umbanda to present their views about the Afro-Brazilian religions, and then they could trace a pastoral plan, adequate to the post-council moment.

The work was so well received that, four years after its publication, there was a

¹ The research which brought forth this text is part of a bigger Project, financed by the CNPq.

² Umbanda: Afro-Brazilian religion that worships spirits, mainly of Black and Native peoples, highly influenced by the Christian reading of Spiritism. Macumba: religious expression that worships the same spirits venerated in Umbanda, without, however, the ethical concern found in it. Candomblé: Afro-Brazilian religion in which the Orixás, the gods of the African ancestry, manifest themselves.

second edition of the same work. In this work came together figures such as the Bishop from Nova Iguaçu, D. Adriano Hypólito (author of the Preface of the first edition), who was extremely engaged in the fight to defend human rights and who was kidnapped and tortured in 1976, as well as a clergyman such as friar Boaventura Kloppenburg, someone who was more concerned with doctrinaire matters and the defense of the orthodoxy.

D. Adriano Hypólito sees the growth of the Afro-Brazilian religions at that moment. D. Adriano's point of view, as well as that of the other religious who collaborate in the work, is, above all, pastoral. The Afro-Brazilian Religions and their growth represent a reality which cannot be ignored.

It is necessary to find means for the actions of the church to revert that situation. That is a consensual opinion among the religious in the book. What colors their positions is more specifically the means on which the pastoral deeds of the church must rely in that conjuncture. It was also a consensus among the religious that there should be a pastoral adaptation aiming at allowing the church to be more successful in their dealings, especially with the poor and the marginalized.

It was there that the possibility of a meeting point presented itself, mainly through the liturgy, of the church with the Afro-Brazilian religions, incorporating a familiar language to the symbolic universe of a significant portion of the population.

Already in the Preface to the First Edition he wrote, D. Adriano Hypólito spoke up, recognizing that „faced with the growth of the Afro-Brazilian cults, in special the Umbanda, our attitude must not be one of condemnation, polemics, frustration, but of seriously assessing all our initiatives and methods”

If the liberating message of Christ does not reach the ears of those men who are tortured by the anguish for freedom, what is at fault is not the message, but the communication. There is something wrong in the instrument we use. It might be the case that the instrument is not used correctly. It might be the case that the instrument has lost its reason for existing. It might be the case that the messengers speak in an unknown language. It might be the case that the language was alienated in such a way that it lost its congenital effect. Here a serious reflection and revision impose themselves. Man is free to follow his conscience. Accepting the Gospel is a free decision of his will. It is not there, then, that a pastoral revision imposes itself. Where all the responsibility falls on us is in relation to the content and the instrument of liberation: do we herald, in fact, the Christ, the liberator? Do we, in fact, herald the liberation he offers? And then: how, through what means, in what ways do we herald the message of salvation?³

For the Catholic Church the years after the Second Vatican Council served for critical reflections, in which the apologetics and the polemics were replaced by dialogue, and the study of the local realities favored their understanding from an empathetic point of view. However, these same years will reveal moments of

³ GOMES, D. C. F. (coord.), „Macumba, cultos brasileiros, candomblé, umbanda. Observações pastorais.” Paulinas, São Paulo, 1976. [1972.] 7-8.

inflection, where the „*aggiornamento*” and the dialogue with the modern world and the local cultures will sometimes show their limitations. This seems to be the case in the document now being analyzed.

Afro-Brazilian Religions: the limits of the apprehension of the Brazilian Catholic Discourse

The goal of the CNBB publication appears to be essentially pastoral, that is, it is acting upon a reality admittedly marked by the importance of the Afro-Brazilian religions. In this reality, where the publication recognized that a significant amount of the population often visited and valued the Afro-Brazilian cultural universe, how should the Catholic Church mold its evangelizing movement? This seems to be the central issue in the publication. This pastoral movement should start from the knowledge and the valuing of the African cultural heritage in Brazil. That is why the publication includes names outside of the ecclesial institution, such as Edson Carneiro's and Cavalcanti Bandeira's, the latter as Umbanda leader.

The revision work about the pre-conciliar Catholic view is quite explicit in one of the clergymen asked to give their opinions in the work: I am referring to Boaventura Kloppenburg, who was a friar at the time and who since the 1950's produced a polemical literature, attacking both the Afro-Brazilian religions, as well as Spiritism. In post-conciliar days, the opinion of Kloppenburg should have changed and it did indeed. Now, the clergyman tried to find, in light of Vatican II, the meeting points between what he called Macumba and Catholicism. If the Council emphasized the need to put in evidence the common points between Catholicism, the other religions and the cultural multiplicity, friar Boaventura aimed at exactly that in his argumentation. Thus, friar Boaventura stressed the worship and participative dimensions in Umbanda as possible elements to be valued in the Catholic pastoral movement.

Umbanda is a movement essentially towards the liturgy, rites and ceremonies. It is a religion that is truly focused on movement, with little concern for philosophical and doctrinaire problems. That does not mean that there is no doctrine in Umbanda. However, those who go to the Umbanda yards, do not usually go because of doctrinaire or philosophical concerns, but go specially to watch the liturgy, the service, the supplications and prayers that happen in the yards.⁴

The opinions held by friar Boaventura, came, above all, from the studies he had done about the Afro-Brazilian religions, in the south, southeast, and northeast, in the 1950's. In the post-conciliar conjecture of the 1970's, friar Boaventura recognized that it was necessary to have new modes of expression in the Catholic celebrations and that the success of the Afro-Brazilian religions was due in part to a religious people „*unsatisfied*” with the Catholic formalism, the cold reform Protestantism and Kardecist Spiritism.

⁴ GOMES 60.

Considering the extraordinary growth of the umbandist cult in our midst – where it presents itself as the „*religion of Brazil*” – and its curious syncretism of African elements, Amerindian, Catholic and, above all, Spiritist, we have the impression of being in the presence of a phenomenon of violent irruption of religiosity, unsatisfied with the official religious types, rigid and complex such as the way the official Catholicism appears, the pure Protestantism and the Spiritism of Allan Kardec, which did not offer enough expression to the religious needs of our people. Umbanda seems to be a popular protest against religious types that have been imported and are insufficiently adapted to the environment.⁵

Friar Raimundo Cintra, on the other hand, argued that Umbanda, Macumba and Candomblé showed themselves to be authentic religious manifestations. Weakening the arguments that differentiated it from Catholicism (as we shall see further ahead, the phenomenon understood by the religious as syncretism would be the main point that could not be accepted in the Afro-Brazilian religions), friar Raimundo Cintra even argued for a common monotheism and even a possible trinity in the same way as taught by Catholicism.

First I would say it is a cult, a worship to God, because, as it is known, the Afro-Brazilian origin of this cult is monotheist: Olorum is the only God in macumba. And Oxalá is the son of God (which they identify with Christ). And some say there is Ifá (which would be the Holy Spirit). Then there is a set of spirits: the Orixás, which are not gods. There is a great confusion that is made when they say: „*the god of Macumba*”, „*the African gods*”. For example, in the books written by Roger Bastide or Pierre Verger who publish an album „*Les Dieux d’Afrique*”. This expression „*African Gods*” is wrong because the Orixás are not gods, but spirits, messengers of God.⁶

Trying to explain the success of the Afro-Brazilian religions, Friar Raimundo Cintra, as well as friar Boaventura, underscored the ritual richness found in them and the capacity to communicate revealed by them. In a period when the Catholic Church insisted in having greater participation of the laymen in the ecclesiastic life, friar Raimundo Cintra stressed in particular the participative aspect of the Afro-Brazilian religiosity (and also of the Pentecostalism) as an important lesson to be learned by the Catholic:

In fact, the popular penetration is huge; moreover, the same phenomenon happens with the Pentecost and sects of Protestant origin that have a straight language with the people. Therefore, I think that an explanation for this success is, primarily, in the straight communication and in the use of means of expression, the participation in the assemblies. The participation is total. The whole assembly sings, participates in a series of songs and ceremonies. The language is accessible. There is the use of music, of instruments, of rhythms [...] The Babalaôs and the lalorixás has a great sense of adaptation to the environment. They only speak the language and make gestures that are understandable to the people. Well, we know that in popular religiosity people like to have lots of lights and music, of all that is virtuous, of all that shows. The yards are decorated according to the

⁵ GOMES 84.

⁶ GOMES 71.

popular taste, abundantly, and the music also helps the people to express their petition or their supplication, and evidently, with atabaques.⁷

Together with friar Boaventura, friar Raimundo Cintra stood for what he named liturgical „*acculturation*” of the Catholic Church, inspired in the communicability of the Afro-Brazilian religions. Thus, according to friar Raimundo Cintra:

Why should we not learn from this to adapt our religious language, our religious ceremonies, our liturgy to the people and the environment, so that in this way, surely, there would be something that corresponded to the popular soul? Such an adaptation undeniably explains the success of the Afro-Brazilian religions as well as that of other sects. I think that we, the Catholics, should examine our conscience, review the ways we address the people, not only in our sermons, but also in our ways of worship, in a way that we answer to many authentic needs of the people.⁸

Although CNBB's opuscle insisted on the necessity of knowing, dialoguing with and learning from the Afro-Brazilian Religions, there was a limit to the extent that it was accepted. There was a limit, as well, for a pastoral work that valued the Afro-Brazilian culture. This limit resided in the word syncretism. We can see that, in the meaning the religious lent to the word syncretism, was a great part of the limitations to accept the Afro-Brazilian religiosity, even in a post-council time. Therefore, at the same time they emphasize proposals of „*acculturation*” of the liturgy, there persisted, in the early 70's, a vigilant attitude so that the Catholic faith would not be corrupted or adulterated. This characteristic is explicit in the work at hand.

Thus, the Jesuit priest Valdeli Carvalho da Costa, had a reading in which the oppositions were highlighted, starting with his negating recognition to any approximation between Christianity and what he called Umbanda. The antagonisms that he presents between Christianity and Umbanda are summarized as follows:

[Umbanda] is a cosmic religion, it worships natural powers, therefore it is not Christian. It only seems to be a kind of Christianity: it talks about the Christ, but understanding Oxalá; talks about saints, but understanding African divinities, personified powers of nature; talks about charity, but in a dimension only of philanthropy, etc.⁹

Against friar Raimundo Cintra, whose field research concluded in favor of Umbanda's religious authenticity and for valuing its abstractions, priest Valdeli Carvalho da Costa, called these abstractions „*pseudo-religious*”: „*The Umbandist interpretation is a primitive and pseudo-religious interpretation of phenomena that psychology and parapsychology try and, in great part, are able to explain.*”¹⁰

Even though father Valdeli argued for the non-Christian and primitive character of Umbanda, he was still inserted in the post-council ecclesiastic conjecture, which

⁷ GOMES 75.

⁸ GOMES 75.

⁹ GOMES 81.

¹⁰ GOMES 82.

looked for „*the seeds*” of the Christian revelation or the foreshadowing of these in the non-Christian religions.

We conclude, then: Umbanda, being a cosmic religion, is paganism. We do not deny, however, that paganism is not completely bad and might be, under some aspects, in a primitive stage of preparation to the revelation of the grace of God.¹¹

The concomitance between, on the one hand, the valuing of the Afro-Brazilian religions and the efforts to have a dialogue with them that accompanied their post-Council redefinition, and, on the other hand, the holding on to the condemnation of what he read as religious syncretism, is evident in Boaventura Kloppenburg:

Respecting, fomenting, elevating and consummating in Christ all that in Umbanda we found good, we shall not forget, however, the aspects which are not in agreement with the doctrine of the church and must be free from malign corruption. As a matter of fact, Umbanda is not only African tradition, but syncretism. And the Council does not wish to open the doors to syncretism... Syncretism with Kardecist Spiritism lead the Umbandists to the practice of necromancy or evocation of the dead, and the doctrine of reincarnation. The Fetishism (African and Native), which remains almost intact and pure in Umbanda, makes many of its practices into true acts of magic (even in acts of black magic in the yards of Quimbanda).¹²

Friar Boaventura Kloppenburg's stand in regards to religious syncretism, as well as the stand of the other clergymen that wrote in CNBB's opusculum, must be faced, having as a point of reference the conciliar documents and the Papal Magisterium of the time. Though it may be true that Vatican II insisted in the Episcopal collegiality and in the inter-religious dialogue, it is also the case that we are faced with a generation of clergymen and bishops educated in strict obedience to the Primacy of Peter.

Thus, it is perfectly understandable that the stand taken by these clergymen and bishops underscores the Papal Magisterium and the conciliar determinations. An empirical evidence that points this way can be read in the „*Ad Gentes*” decree, by Paul VI, in which the pope indicated the necessary union of the „*young churches*” to the universal church, as well as making clear his disagreement with what he understood as syncretism:

The seed of the word of God, germinating in good soil, watered by the holy dew, absorbs the sap, transforms it and assimilates it to produce abundant fruits. Certainly, in an analogous way to the economy of incarnation, the young churches, with their roots in Christ and built upon the foundation of the Apostles, receive, through a wonderful interchange, all the riches of the nations that were given to Christ as inheritance. They receive from the habits and traditions of their peoples, from the wisdom and doctrine, from the arts and disciplines, all that can contribute to reveal the glory of the creator, illustrate the grace of the Savior, and order, as is convenient, the Christian life. To achieve this goal, it is necessary that in each of the large socio-cultural areas, a theological reflection be stimulated in a

¹¹ GOMES 82.

¹² GOMES 87-88.

way that, in light of the tradition of the universal Church, the actions and words revealed by God, consigned in the Sacred Scriptures, and explained by the Fathers of the Church and by the Magisterium, be always investigated anew. Thus, the process of making the faith intelligible will be understood more clearly, taking into account the philosophy or the wisdom of the peoples, the ways the habits, the meaning of life and the social order can agree with a moral manifested by the divine revelation. This way a path to a more profound adaptation in all the extension of the Christian life will be found. All the appearance of syncretism and of false particularism, will thus be excluded, the Christian life will mold itself well to the genius of each culture, the particular traditions and the inherent qualities of each nation, enlightened by the light of the Gospel, shall be taken into the Catholic unity. At last, the new particular churches, enriched by their traditions, will have their place in the ecclesiastic communion, leaving intact the primacy of the cathedra of Peter, which presides over all the assembly of the charity.¹³

Bearing in mind the Papal Magisterium as it relates to the meaning given to the term syncretism it is not surprising that, even in a post-conciliar period, we could read opinions such as those manifested by the Jesuit father and anthropologist Francisco Sparta. This clergyman conducted his speech, which was transformed into the article found in the CNBB book, following the method of the Belgian Catholic Action: the see, judge, and act, which had so much influence in the congenerous Brazilian movement.

In this way, he started with field work, to establish his stand with the help of the social sciences and of psychology and finally come to a pastoral action which was in his view true to the teachings of the church. What is of interest to us, are just these proposals for pastoral action made by father Sparta.

Adhering to the tendency of the other religious that wrote in CNBB's opusculum, the emphasis is in essence liturgical. He proposed a liturgy „to some extent inspired in the molds of the Umbandist cults”¹⁴ or the „revitalization of the old paraliturgies and the creation of new ones, according to the example of the ancient evangelists of our people.”¹⁵ Father Sparta did not believe that Umbanda could represent a real danger to Catholicism, adopting a projective vision. In the future, according to the clergyman, the tendency would be the relenting of the growth of the Afro-Brazilian religions. He based his argument in what he called „law of the religious imperialism.”

The law as religious imperialism makes the religious types become imperial as well.

One is prone to supersede the other, dominate it, absorb it. Catholic and Umbandist types will not be able to remain side by side and imperviable. Moreover, those that believe in ecumenism do not assume conceptual imperviability.¹⁶

To this „law of the religious imperialism”, father Sparta added a „law of the syncretism.” The tendency towards the religious syncretism was what he saw with explicit caution. While he defended the reinvigoration of the „old paraliturgies”, he

¹³ *DECRETO AD GENTES*. 07/12/1965. Available: http://www.vatican.va/archive/hist_councils/ii_vatican_council/documents/vat-ii_decree_19651207_ad-gentes_po.html Accessed: 30/08/2010.

¹⁴ GOMES92.

¹⁵ GOMES92.

¹⁶ GOMES92.

also thought that Catholicism's closer contact with the Afro-Brazilian religions, mainly Umbanda, could not only enrich it, but also corrupt it. The adoption of a liturgy open to the popular sensibility could, in his view, alienate the people and encumber the job of making people aware to that conjecture that was very much valued by the church:

The law of syncretism, or, at least, the tendency towards syncretism (all religions, except Christianity, have accepted it) makes the dominating types become contaminated by the inferior types. *Here is a warning, specially in an ecumenic epoch, that Catholicism, in contact with Spiritism-Umbandism, might be enriched, but also adulterated. (...) We shall not hide, however, the objections to those two solutions, but instead allow for their free discussion.*¹⁷

*A liturgy with Afro-Native rhythms and dringes might dull still further the awareness that the people should have of its evils, and take away from them the will to fight for a better life and society.*¹⁸

Conclusion

The reading of CNBB's opusculum helps us understand some of the dilemmas faced by the Brazilian Catholic Church in the post-conciliar period. A large portion of the Brazilian episcopate adopted a critical stand in regards to the military dictatorship and came to the forefront of the denouncing of human rights violations; likewise, a large portion of this episcopate and the national clergy put faith in a social intervention capable of breaking the old alliances the church had with the circles of power, interacting directly with the people. However, there were limits to the acceptance of the axiological universe of a large portion of the Brazilian population.

While a significant portion of this population moved freely through different logics and temporalities, being able to articulate the dominating religion with practices and beliefs judged to be incompatible with the Catholic orthodoxy, the bishops and priests that wrote CNBB's opusculum tried, diligently, to articulate the interreligious dialogue and the „*aggiornamento*” with the official magisterium of the church.

This brings us to an understanding of the limits of the acceptance of this magisterium to local realities judged to be incompatible with the teachings. Although Vatican II insisted on having a „*church of the ministry*,” open to the necessities of the people, the magisterium, together with the authority, continued to be a reality in the heart of Catholicism that was not to be overlooked.

Thus we shall understand the advancements and setbacks in multiple ways, which made CNBB, so explicitly committed to the social-political terrain, publish such a document that was so refractory to the life and the values of a large portion of the Brazilian population.

¹⁷ Friar Raimundo Cintra's stand contradicted the one that was expounded by Friar Boaventura Kloppenburg, who in 1961 classified Umbanda as polytheist: „*If the Umbandists presented themselves as they really are - sorcerers and polytheists - their followers would be few. As well they know. That is why they hide their wizardry under the Christian cloak of charity and disguise their polytheism with the Christian devotion to saints.*” KLOPPENBURG, B., 1961. 124.

¹⁸ GOMES92.

Marianna Katalin Racs

Natália Correia: Literatura e política

A ideia de revolução e a figura da „Mulher da Liberdade”*

Abstract

The current study summarizes the events of April 25, 1974 in Portugal and the simultaneous comments made and written by Natália Correia and compares them with the contemporary Portuguese society. My aim was to make an analysis based on the life and works (poems and diary – *Diário e algo mais. Não Percas a Rosa*) of Natália Correia focusing on the Revolution and the summer of 1974. My intention is to show the absurdity and complexity of this historical moment and the life and its controversy of an intellectual, poet and social activist who had a definite opinion about everything and influenced the Portuguese culture in a decisive way in the twentieth century.

Keywords: April 25 1974, Carnation Revolution, censorship, decolonization, democratic transition, Natália Correia, Portuguese New State

*Pela verdade, pelo riso, pela luz, pela beleza,
Pelas aves que voam no olhar de uma criança,
Pela limpeza do vento, pelos actos de pureza,
Pela alegria, pelo vinho, pela música, pela dança,
[...]
Pelo amor, pela liberdade, pelas coisas radiantes,
Pelos aromas maduros de suaves Outonos,
Pela futura manhã dos grandes transparentes,
Pelas entranhas maternas e fecundas da Terra,
[...]
Eu te conjuro ó paz, eu te invoco ó benigna,
[...]
Abre as portas da história,
Deixa passar a Vida!¹*

Pretendo sintetizar nas páginas seguintes os acontecimentos do 25 de Abril em Portugal e as observações que Natália Correia fez na época, confrontando-os com a sociedade actual portuguesa. O meu objectivo é fazer uma análise baseada na vida de Natália Correia, nos seus poemas e no seu

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAM OP 4.2.1./B-09/1/KMR-2010-0003).

¹ CORREIA, Natália, *Ode à Paz* in: CORREIA, Fernando, *Natália Correia – De Alma Aberta*, Lisboa, Setecaminhos, 2006. 117-118.

Diário e algo mais. Não Percas a Rosa, especialmente nas partes que apresentam o Verão de 1974. Gostava sobretudo de realçar e mostrar a absurdidade e complexidade desse momento histórico e o seu relevo ‘no tempo presente’. Ao mesmo tempo queria naturalmente dar a conhecer um pouco a vida duma intelectual portuguesa controversa, que tinha uma opinião definida sobre tudo e que influenciou a cultura portuguesa de forma determinante no século XX.

Escrevo no tempo presente para encaixar mais perfeitamente os elementos que encontrei durante os estudos dos materiais do tema.

No início, começo ‘*in medias res*’ com a apresentação das condições de Portugal da década de 70 e dos seus antecedentes e resultados directos. Só depois disso dou a conhecer os momentos mais importantes da vida de Natália Correia que definem a sua vida social, intelectual e política. Examino os acontecimentos da Revolução de 1974 separadamente. A apresentação do ponto da vista de Natália Correia merece particular atenção. Por fim, apresentarei a ideia de revolução e de liberdade da poetisa para demonstrar o seu papel literário, político e sócio-cultural em sua complexidade.

Através de algumas obras que analisam do ponto da vista de hoje a sociedade portuguesa (da autoria de José Gil ou Eduardo Lorenço, por exemplo) pretendo revelar a actualidade das opiniões de Natália Correia.

Em Portugal nada acontece, <não há drama, tudo é intriga e trama>, escreveu alguém num graffiti ao longo da parede de uma escadaria de Santa Catarina que desce para o elevador da Bica. Nada acontece, quer dizer, nada se inscreve – na história ou na existência individual, na vida social ou no plano artístico. [...] Curiosamente, aquele graffiti tentava inscrever a impossibilidade de inscrever... [...] O 25 de Abril abriu um processo complexo de luta intensa contra a não-inscrição, pelo menos num plano restrito, com os governos provisórios a tomarem medidas <definitivas>, a criarem <factos (leis, instituições) irreversíveis> antes de caírem, na ânsia desesperada de deixarem obra feita, indestrutível, com a qual contribuíram para a construção da nova sociedade. Smplesmente, o substrato da não-inscrição continuava vivo, e toda essa actividade frenética e delirante para inscrever a Revolução – escrevendo a História – não fazia mais do que alimentar a impossibilidade de inscrever, essa sim, inscrita no mais profundo (ou à superfície inteira) dos inconscientes dos portugueses.²

O 25 de Abril de 1974

A queda de António de Oliveira Salazar de uma cadeira de lona, em Agosto de 1968, acaba por ditar o seu afastamento do governo. O primeiro período do governo aparentemente pós-salazarista de Marcelo Caetano (1968-70) suscita expectativas de liberalização. A chamada Primavera Marcelista seria alguma abertura política? Muitos dos deportados políticos regressam a Portugal, a PIDE (Polícia Internacional e de Defesa do Estado) muda de nome (DGS – Direcção Geral de Segurança). Mas as esperanças da oposição depressa se desvanecem. Os

² GIL, José, “O país da não-inscrição” IN: GIL, José, *Portugal Hoje, O Medo de Existir*, Relógio D’Água, Lisboa, 2007. 15-17.

partidos políticos continuam a ser proibidos e o direito de associação é limitado. A censura mantém-se. Perseguem-se e prendem-se muitos oposicionistas. Outros, como por exemplo Mário Soares, exilam-se. Em 1971, alguns deputados na Assembleia Nacional, como Sá Carneiro, denunciam a política de Marcelo Caetano que não concretiza a promessa de liberalização do regime. Em 1973, os deputados liberais renunciam às funções. A partir do Verão de 1973 surgem sinais de grande descontentamento nos quadros intermédios das Forças Armadas e começa a fermentar o futuro Movimento dos Capitães.

No início da década de 70, após 13 anos de confrontos, a guerra colonial de Portugal torna-se um beco sem saída. A revolução do 25 de Abril significa o fim do ciclo imperial iniciado com a expansão marítima ainda no século XV. Assim representa um marco e um momento fundamental tanto na história do Portugal contemporâneo como em toda a história da nacionalidade. Um marco que na sua época e também ainda hoje é comentado pelos intelectuais. Um marco que deixou profundos traços na sociedade portuguesa.

Hoje em dia podemos encontrar comentários, como, por exemplo, o livro já citado de José Gil, em que a evolução recente de Portugal é analisada. José Gil fala do real quotidiano. Na sua análise, Portugal é “uma sociedade normalizada, onde o horizonte dos possíveis é extremamente pobre e onde a prática democrática encontra resistências ao aprofundamento”,³ e onde os problemas de hoje estão enraizados na história.

É óbvio que o fim do regime salazarista era necessário, inevitável. O ambiente internacional dificulta cada vez mais a posição portuguesa em África. Após a segunda Guerra Mundial e após a criação da Organização das Nações Unidas, a afirmação do direito inalienável dos povos à independência cria uma conjuntura favorável aos movimentos anticolonistas. Várias colónias (como, por exemplo, as francesas) adquirem ou recuperam a sua independência nos anos 60, mas as colónias portuguesas ainda não. Só mais tarde, depois duma longa guerra de libertação. A conjuntura internacional também não é favorável nessa altura. O capitalismo ocidental atravessa uma crise de grandes repercussões mundias que se exprime na subida do preço dos combustíveis, no avolumar do desemprego e na inflação crescente. Os regimes democráticos ocidentais consideram Portugal sob o domínio de um autoritarismo ultrapassado e caduco. E também dentro do país os grupos poderosos do capital industrial e financeiro ameaçam as pequenas e médias empresas, o que coloca a pequena burguesia – a que pertencem os oficiais capitães e subalternos – numa posição muito difícil. A guerra colonial não só fere o prestígio das Forças Armadas, mas também delapida a riqueza do estado. A inflação alastra e a oposição democrática denuncia toda essa situação atacando o Estado Novo como responsável pela crise.⁴

³ GUIERREIRO, António, *Expresso*, Dezembro de 2004

⁴ CARMO REIS, António do, *Nova História de Portugal, Das origens, no extremo ocidente da Ibéria, à actualidade, na União Europeia*, Casa das Letras/Editorial Notícias, 2005. 211-215.

Mas depois do 25 de Abril, a revolução tem só um sentido literal. Visa uma ruptura. O novo poder é incerto, indeciso e sem unidade.

O início é então uma revolta (militar) de um grupo de jovens oficiais democratas e anti-fascistas com o objectivo de pôr fim à guerra colonial. E o resultado em alguns meses é uma „*deformação*”.

O fascismo e colonialismo constituem os dois pilares fundamentais do regime salazarista. Primeiro o Movimento dos Capitães e depois o Movimento das Forças Armadas apresentam um programa político: o Programa dos três Ds: democratizar, desenvolver e descolonizar. Mas podemos dizer que isso é um programa por um dia. O problema é que não há compromisso entre os sectores mais diversos dos militares envolvidos. Nesta situação Spínola represta sobretudo os interesses do capital monopolista que espera da revolução apenas a liberdade política (a destruição das características fascistas); enquanto os jovens do MFA – apoiados pela classe operária e por amplos sectores da pequena burguesia – querem ver soluções mais radicais e fundamentais. Então, o programa comum já no dia 26 de Abril não é actual. O 25 de Abril é um golpe de estado contra o governo. E é a participação entusiástica das massas que converte o golpe militar em revolução.⁵

Podemos afirmar que o primeiro grande e determinante confronto se dá entre Spínola e o MFA e dura até 28 de Setembro de 1974. O MFA é legitimado pelo maciço apoio popular. O apoio de Spínola é decisivo no início do ano, depois da publicação do seu livro, *Portugal e o Futuro*. Spínola tem uma concepção da federação de Estados entre Portugal e os territórios ultramarinos. A lei nº7/74 e o discurso presidencial de 27 de Julho que reconhecem o direito à autodeterminação e à independência dos povos sob a administração portuguesa levam uma ruptura mais forte consigo.

Spínola prepara o golpe de estado: o primeiro-ministro obteria do Conselho de Estado o reforço dos seus poderes, e assim também a alteração da Lei Constitucional Provisória (estabelecida pelo MFA) e a realização de um referendo antes de 30 de Outubro para legitimar um projecto de Constituição provisória elaborado pelo governo.

O general Spínola tem ideias próprias sobre a descolonização. As pessoas que reclamam o federalismo, pelo menos, sentem-se com cada vez maior força. Têm ao seu lado as forças mais conservadoras. Obridago a reconhecer independências que não queria e a pactuar acções que repudiava discursos nos quartéis e apela à maioria silenciosa dos portugueses. A maioria silenciosa convoca para Lisboa através de cartazes não assinados, uma manifestação de apoio ao próprio Spínola. Na noite de 27 para 28 de Setembro, populares de Lisboa e arredores formam barreiras nos acessos a Lisboa. A situação inverte-se, a manifestação aborta-se, Spínola demite-se de Presidente da República,

⁵ CRUZEIRO, Maria Manuela, 25 de Abril de 1974, <http://www1.ci.uc.pt/cd25a/wikka.php?wakka=th2> (03-03-2012)

sendo de imediato substituído por Costa Gomes (III Governo Provisório). Os acontecimentos de 28 de Setembro dão a vitória à vontade de decolonizar, mas deixam em aberto a questão de saber que tipo de organização económica e social se pretende para o país. A controversia está aberta entre os que desejam um modelo democrático-socializante de base parlamentar e os que preferem o modelo revolucionário socialista, de base popular.⁶

A Mulher da Liberdade - A vida e obra de Natália Correia

*Não sou daqui. Mamei em peitos oceânicos
Minha mãe era ninfa meu pai chuva de lava
Mestiça de onda e de enxofres vulcânicos
Sou de mim mesma pomba húmida e brava.*⁷

Natália Correia é uma poetisa portuguesa. Uma intelectual e activista, uma jornalista. Uma pensadora que reflecte continuamente os acontecimentos sociais portugueses.

Nasce nos Açores em 1923. Em 1929 Manuel de Medeiros Correia, o pai de Natália embarca para o Brasil para melhorar a situação financeira da família. Dessa data em diante Natália Correia centralizará o afecto na figura da *Mãe*, que se tornará o símbolo da *Ilha*, da *Terra* e sobretudo da *Vida*. O triângulo afectivo da sua infância é constituído pela mãe, pela irmã e por ela própria, eternamente *Filha*. A pequena Natália está feliz e pode usufruir da cultura da mãe, Maria José de Oliveira. Sendo professora, a mãe dá-lhe a conhecer „o Verdadeiro lugar do maravilhoso”: os livros, a música, o Amor, a coragem.⁸ *A mãe era a intelectual da família. Penso que a sua influência determinou o meu interesse literário.[...] Este facto não o posso ignorar: a influência inteligente e criadora de minha mãe. Influência muito consciente, porque sendo uma intelectual que se não pôde realizar inteiramente, devido ao meio e às circunstâncias da época, procurou reparar-nos.*⁹

Natália Correia foi uma mulher de dualidade: uma mulher “rústica, maquilhada de cidadina”, carente da evasão insular mas simultaneamente sedenta do fascínio das cidades em que se afirma a Cultura. Natália Correia tem um lado doce e um lado agressivo, um perfil nocturno e um solar.¹⁰

Em 1934 a separação física da terra natal é fundamental para ela:

*Para Lisboa me trouxeram
não de uma vez e embarcada
minha longa matéria foi
pouco a pouco transportada.*

⁶ HARVEY, Robert, *Portugal, Birth of a Democracy*, Macmillan Press, London, 1978. 10-36.

⁷ CORREIA, Natália, *Cântico do País Emerso*, Contraponto, Lisboa, 1961. 33.

⁸ ALMEIDA, Ângela, *Retrato de Natália Correia*, Círculo de Leitores, 1994. 22-25.

⁹ CORREIA, Fernando (2006), 18.

¹⁰ ALMEIDA (1994), 25.

*Recém-vinda de ficada
em morosa maravilha
sempre a chegar a Lisboa
e sempre a ficar na ilha.*¹¹

Em Lisboa, na sua adolescência, prefere ler, passear, conhecer outras coisas a frequentar as aulas. Com a mãe, partilha serões inesquecíveis com escritores, pintores e músicos, onde se lê poesia, se fala e se dança.

Os anos 40 surgem para Natália Correia com a envolvimento de juventude e também com o despertar para a atenção política e literária. Continuam as festas com os amigos e a paixão pelos livros e pelo mundo da cultura. Nessa altura conhece os seus primeiros grandes amigos – como, por exemplo, Martins Correia, Tomaz Ribas e Mário Soares.¹²

Por um lado o primeiro casamento de Natália Correia com Álvaro dos Santos Dias Pereira, em 1942, marca o fim da partilha física dum espaço habitacional com a mãe e com a irmã, mas por outro lado também marca o nascimento duma dependência materna definitiva e muito forte. Em 1944, Natália Correia é já jornalista do Rádio Clube Português e prepara um percurso fundamental da sua vida: a sua permanente presença na Imprensa. Após ter publicado, em 1945, o primeiro livro, um romance infantil (*Aventuras de Um Pequeno Herói*), Natália Correia tem só 22 anos quando surge o seu primeiro poema (*Manhã Cinzenta* (1946)) e o seu primeiro romance de ficção (*Anoiteceu no Bairro*). Já aqui se esboça a versatilidade da poetisa que criará um pouco mais tarde textos dramáticos e ensaios. O perfil romântico da autora é já bem visível nas suas primeiras obras que são nostálgicas, saudosistas, evasivas.¹³

O ano de 1948 é uma data importante na vida de Natália Correia, pois marca o início da sua intervenção política. Mas é importante mencionar a sua opinião sobre o acto político de um poeta: „*O meu envolvimento político nada tem a ver com o poder. Limito-me a cumprir uma responsabilidade que qualquer poeta digno desse nome assume na medida em que tem como finalidade transformar o mundo. Assim procederam Garret, Antero e muitos outros.*”¹⁴

Ao mesmo tempo ela expõe-se numa luta afincada contra a ditadura salazarista e, mais tarde marcelista. Os seus artigos nos jornais serão muitas vezes proibidos e/ou penalizados, como também a circulação dos seus livros. Mário Soares que a conhece desde o nascimento das primeiras vozes da oposição, chama-lhe uma „*Mulher livre*”, „*Uma Mulher de Liberdade*”.¹⁵

O percurso político dela começa com a participação no MUD (Movimento de Unidade Democrática), em 1945. Ela não tem medo e fala sobre os erros políticos,

¹¹ CORREIA, Natália, *A Ilha de Circe*, Publicações Dom Quixote, Lisboa, 1983, 17.

¹² ALMEIDA (1994), 26-30.

¹³ Idem. 30-31.

¹⁴ BRUM, Eduardo Jorge, <Dois Dedos de Conversa com...> entrevista com Natália Correia, *SIGNO – Jornal de Letras e Artes*, Abril 1986.

¹⁵ SOARES, Mário, <Natália Correia, Uma Mulher de Liberdade>, 1993.

os tabus, os problemas das mulheres na sociedade. A jovem Natália Correia conhece pessoalmente Norton de Matos e, em 1949, participa, ao lado de Mário Soares e José-Augusto França, na sua campanha eleitoral para a candidatura à Presidência da República. A candidatura não chegará a concretizar-se. Neste tempo, Natália Correia está só com 26 anos.

Alguns anos depois do casamento, divorce-se de Dias Pereira e enamora-se de um americano ligado à aviação. Uma viagem aos Estados Unidos afirma a identidade europeia de Natália. Em 1951 publica o seu livro de viagens (*Descobri que era Europeia*). „Foi na América que tive a grande revelação. Levava comigo as minhas raízes europeias. Mas uma visão de contrastes e de agressivos antagonismos trouxe-me à consciência os ramos gerados na profundidade de minhas raízes. Descobri então com deslumbramento a minha posição no mundo: era Europeia.”¹⁶

Os anos 50 amplia o seu convívio e as suas amizades em importantes círculos literários. Estabelece relações com: Mário Cesariny, Eugénio de Andrade, Almada Negreiros, Cruzeiro Seixas, Isabel Meyrelles, António Sérgio, entre outros. Almada Negreiro será não só um grande amigo de Natália, mas também um Mestre de doutrina estética e artística. A poetisa confessa que os seus primeiros deslumbramentos em poesia portuguesa são Fernando Pessoa, Mário Sá Carneiro, António Nobre, José Régio, Gomes Leal e, na poesia estrangeira Rainer Maria Rilke.¹⁷ A partir de 1945 podem ser reconhecidas as primeiras afirmações literárias da nova filosofia do Surrealismo em Portugal (Almada, Nemésio etc.). Natália Correia não é surrealista, pois tem uma alma profundamente romântica. A única corrente literária e de pensamento que tem uma ligação possível com o romantismo, é no entanto o surrealismo.¹⁸ „O surrealismo foi a última expressão do romantismo.”¹⁹ Natália Correia, considerando-se ela própria filha de uma geração perdida, reencontra uma certa face romântica no surrealismo: libertar o homem das correntes próprias dum mundo material; descobrir novos horizontes. Com os surrealistas Natália Correia encontra o gosto pelos mistérios e, aprende a procurar o Homem Total. Com eles descobre Jung, os gnósticos e a filosofia hindu. Os seus livros de poesia nos anos 50 (*Poemas* (1955), *Dimensão encontrada* (1957), *Passaporte e Comunicação* (1958)) são escritos por uma Natália mais profunda que se autodescobre. Nessa altura escreve também sobre os grandes males do século, como a guerra, a perda da identidade humana, o sem-sentido da vida. Natália é uma mulher fora de sua época, ultrapassa-a muito.

Em 1950, Natália casa com Alfredo Machado, o seu terceiro marido, que ama profundamente e com quem viverá uma longa vida, interrompida pela morte de Machado, em 1989. O casal aluga o quinto andar do número 52 na Rua Rodrigues Sampaio, em Lisboa que será o centro da criação literária e, o centro da tertúlia

¹⁶ CORREIA, Natália, *Descobri que Era Europeia – Impressões de Uma Viagem à América*, Lisboa, Portugal, 1951. 8-9.

¹⁷ CORREIA, Fernando (2006), 19.

¹⁸ ALMEIDA (1994), 36-39.

¹⁹ <Pessoas/Quem tem medo de Natália Correia>, entrevista a *O Independente*, 1 de Setembro de 1989.

até a abertura do Botequim nos finais de 1971.²⁰ Os anos 50 são a afirmação da sua personalidade literária. O marido, homem de negócios, é um apoiante perfeito da poetisa: compreenderá a totalidade dos anseios dela e acompanhá-la-á sempre. Em 1957, publica *O Progresso de Édipo*, e escreve também dois textos para teatro, ainda inéditos. A sua vocação para o teatro surge também na sua própria apetência para a arte de representação. Por exemplo, *Huis Clos* (1944), a peça de Sartre, cuja circulação em Portugal está proibida, é apresentada em sua casa.²¹ Mais um incidente do seu inconformismo com a censura da ditadura. Em 1958 participa na candidatura de Humberto Delgado à Presidência da República. Este acto é também um elemento da sua luta contra o regime salazarista, sendo ela observada pela PIDE.

Os anos 60 são anos de tertúlia e da afirmação na Imprensa, na literatura; também é a altura do combate à censura e de grandes viagens. Visita à América do Sul, a Itália, a Checoslováquia, a Hungria, a França e Espanha. Conhece Henry Miller, o poeta canadiano Irving Layton e Marcel Marceau. Nesta década cria uma grande amizade fraternal com Dórdio Guimarães. Esse companheirismo culmina em 1990 com o casamento. Nos anos 60 grava também o primeiro disco: a sua voz testemunha a vocação para declamar; os seus poemas surgem com outra dimensão. Traduz também alguns textos importantes da literatura internacional, como *Wozzeck* de Georg Büchner, obras de Lope de Vega ou a *Teologia do Mundo* de J. B. Metz. Em 1966, quando publica a sua *Antologia de Poesia Erótica e Satírica*, a censura proíbe a circulação do livro. Um ano depois, já a tentativa da publicação dum texto para teatro (*A Pécora*) é impedida. A censura salazarista e depois marcelista não parece tolerante: com a publicação da *Antologia*, Natália Correia é julgada em tribunal, em 1970, e condenada a três anos de pena suspensa. A publicação dessa obra só seria possível após o 25 de Abril de 1974. E assim nos finais dos anos 60 e no início da década 70, o percurso literário de Natália Correia está cada vez mais fortemente ligado à luta pela liberdade. Vive um momento alto da tertúlia: a sua casa de Rua Rodrigues Sampaio é o salão literário da época. Fazem-se festas, os convidados são escritores, pintores, músicos. Diz-se poesia e fala-se da liberdade.²² Natália Correia, como já mencionei, não tem medo do regime, e representa uma componente feminina fundamental na história de Portugal. É bastante feminina, mas nunca feminista:

*O facto é que a emancipação da mulher acabou por processar-se femininamente, afrodisiacamente, com mini-saia, cabelos compridos e sedosos [...] formas provocantes [...] que tornam simpática ao homem uma causa que faz da mulher o complemento desejável do sexo masculino. [...] E o homem escolhe os ombros e sorri porque a mulher salta para a liberdade com a beleza das aves que fogem das gaiolas.*²³

²⁰ ALMEIDA (1994), 41-42.

²¹ MARINHO, Cristina, *Jean-Paul Sartre à porta fechada : uma tradução e representação de Huis Clos, em Portugal* in: *Natália Correia. 10 anos depois...* Documento de conferência, Universidade do Porto, Faculdade de Letras 2003. 69-81.

²² ALMEIDA (1994), 47-49.

²³ <A Emancipação Feminina ou o Triunfo da Beleza>, revista *Notícia*, 19 de Julho de 1969.

Na década 60, Natália Correia está presente na Imprensa na revista *Notícia* e no *Diário de Notícias*.

Nos anos 70 verifica-se uma intensificação da tertúlia com o nascimento do Botequim, a intervenção política (com especial destaque para a Revolução dos Cravos), o fortalecimento da vida profissional, uma obra literária madura e a atenção aos Açores. Na sua intensa actividade poética Natália Correia torna-se cada vez mais romântica.²⁴

*De amor nada mais resta que um Outubro
e quanto mais amada mais desisto:
quanto mais tu me despes mais me cubro
e quanto mais me escondo mais me avisto.*

*Esei que mais te enleio e te deslumbro
porque se mais me ofusco mais existo.
Por dentro me ilumino, sol oculto,
por fora te ajoelho, corpo místico.*

*Não me acordes. Estou morta na quermesse
dos teus beijos. Etérea, a minha espécie
nem teus zelos amantes a demovem.*

*Mas quanto mais em nuvem me desfaço
mais de terra e de fogo é o abraço
com que na carne queres reter-me jovem.*²⁵

Paralelamente à Imprensa, Natália Correia assume a direcção de algumas editoras, como a Editora *Estúdios Cor* e *Arcádia*.

Um marco fundamental na vida de poetisa é a criação do Botequim, ao Largo de Graça, em Lisboa que abre com a poetisa Isabel Meyrelles. Esse espaço passa a ocupar o papel do salão literário da Rua Rodrigues Sampaio com uma decoração ao gosto de Natália Correia e vai ser o lugar dos grandes momentos da vida cultural e política portuguesa das últimas décadas do século. Poetas, músicos, pintores e amigos iam a esse espaço para participarem da tertúlia. Pelo Botequim, pelas suas madrugadas, passam (até fechar em 1995) projectos exaltantes, exultantes, de utopias, de artes, de generosidades, de cumplicidades, pela sua saleta de veludos e músicas, inúmeros projectos de revoluções, de ficções são feitos e desfeitos. A poetisa faz do Botequim *um sol nas noites* e *um luar nos dias*.²⁶

²⁴ *As Maças de Orestes* (1970), *A Mosca Iluminada* (1972), *O Anjo do Ocidente à Entrada do Ferro* (1973), *Poemas e Rebate* (1975), *Epístola aos lamitas* (1976), *O Dilúvio e a Pomba* (1979) – e duas antologias fundamentais: *Cantares dos Trovadores Galego-Portugueses* e *Trovas de D. Dinis* (1970).

²⁵ CORREIA, Natália, *O Dilúvio e a Pomba* (1979), in: *O sol nas noites e o luar nos dias* II, Lisboa, Círculo dos Leitores, 1993. 168.

²⁶ DACOSTA, Fernando, *A Natalidade de Natália* IN: *Natália Correia. 10 anos depois...* Documento de conferência, Universidade do Porto, Faculdade de Letras 2003. 10-11.

A Revolução do 25 de Abril, que põe termo à ditadura, assinala já a segunda fase do Botequim, que se torna num centro de tertúlia da ordem política:

*Lá se encontra o conhecido Grupo dos Nove, liderado por Melo Antunes. Entre os muitos políticos que frequentam a tertúlia do Largo da Graça [...] destacamos: Almeida Santos, Mário Soares, Medeiros Ferreira, Sá Carneiro, Helena Roseta, Magalhães Mota, Cunha Leal, Miguel Veiga, Lucas Pires, Amaro da Costa, Alda Nogueira, Ilda Figueiredo, Octávio Pato, Manuel Alegre. Muitos políticos dos mais diversos quadrantes. A semelhança do que virá a fazer mais tarde no Parlamento, Natália cria um cancionero político e distribui as letras pelos presentes.*²⁷

Natália Correia é entrevistada já na noite de 24 para 25 de Abril de 1974, por Dominique de Roux, da Televisão Francesa, sobre os acontecimentos que se preparavam e sobre as consequências deles. Natália Correia oferece-lhe a possibilidade de conhecer desde logo o rumo da Revolução.²⁸

Nos anos 70 Natália Correia é directora da *Vida Mundial* e do *Século Hoje*.

O final da década 70 e o início dos anos 80 são fundamentais para Natália Correia: a formalização da sua intervenção cívica no Parlamento, a publicação de livros importantes dela que a censura não deixara circular, um contacto afectivo com a terra natal marcam essa altura. O Botequim também retoma o seu papel artístico e acompanha a vida cultural e intelectual de Portugal. De Dezembro de 1979 a Novembro de 1991 Natália Correia luta com a sua coragem e o seu conhecimento contra os tabus e a exiguidade cultural do país na Assembleia da República. Com isso cria um tempo histórico na vida do Parlamento. „*Amante incondicional da Liberdade*”.²⁹

A autora não se vincula a partidos políticos. Ela participa sempre na proposta de um ou de outro, de acordo com a empatia própria. Assim, a sua participação no Parlamento como deputada independente pelo Partido Social-Democrata (1979-82) é por causa da simpatia pessoal pelo líder, Sá Carneiro. Natália Correia denuncia o atraso cultural de Portugal, reclama a defesa da Liberdade, a grandeza de Espírito e a conquista do Amor, o grande triunfo do Homem sobre a Terra.

Ainda em 1975 a poetisa travara conhecimento com António Ramalho Eanes e com a mulher dele. Uma profunda amizade liga a poetisa ao casal até ao fim da vida. Em 1980, Correia apoia a segunda candidatura à Presidência da República de Eanes. Em 1987, Eanes convida a autora para encabeçar a lista do Partido Renovador Democrático à Assembleia. Isso é o último mandato exercido por Natália Correia.

Natália Correia defende a via da social-democracia como a mais correcta para a sociedade portuguesa, mas sem defender as posições de um partido político. A luta permanente da Natália é nascida no meio das convicções católicas de um Deus concreto, é uma luta contra o convencionalismo da Igreja temente a esse concreto Deus.

²⁷ ALMEIDA [1994] 63.

²⁸ Idem. 63.

²⁹ Idem. 67

„*Eu penso que nada disto vai passar nem pela esquerda nem pela direita. Creio que encaminhamos para uma grande síntese, síntese esta que implica um espaço acrático de recusa dos viatórios oferecidos pela direita e pela esquerda.*”³⁰

Nos anos 80 Natália realiza programas para a televisão portuguesa, como: *Neste Lugar Onde, Soror Saudade, O Natal Português* ou *Aí vai Lisboa e Mátria*. Este último é fundamental para o entendimento da filosofia de Natália que, nesta obra, faz regressar à memória dos portugueses a participação activa da Mulher ao longo da evolução de Portugal. À noção de Pátria e de Mátria, acrescenta a de Frátria – como símbolo de fraternidade, de igualdade e de equidade.³¹ Os grandes temas dela nesta altura são: ser evocada a paz, a ibericidade comum a Portugal e à Espanha, o amor, os grandes mitos portugueses (assim Camões), a mãe, fragilidade dos dogmas.

A década de 80 leva consigo uma relação física mais enfática para Natália com a terra natal. Realiza várias viagens à ilha, e escreve o Hino dos Açores.

*Deram frutos a fé e a firmeza
no esplendor de um cântico novo:
os Açores são a nossa certeza
de traçar a glória de um povo.*

*Para a frente! Em comunhão,
pela nossa autonomia.
Liberdade, justiça e razão
estão acesas no alto clarão
da bandeira que nos guia.*

*Para a frente! Lutar, batalhar
pelo passado imortal.
No futuro a luz semear,
de um povo triunfal.*

*De um destino com brio alcançado
colheremos mais frutos e flores;*

*porque é esse o sentido sagrado
das estrelas que coroam os Açores.*

*Para a frente, Açorianos!
Pela paz à terra unida.
Largos voos, com ardor, firmamos,
para que mais floresçam os ramos
da vitória merecida.*

³⁰ MEGA FERREIRA [1982] 8.

³¹ DACOSTA, Fernando, A Natalidade de Natália in: *Natália Correia. 10 anos depois...* Documento de conferência, Universidade do Porto, Faculdade de Letras 2003. 9-10.

*Para a frente! Lutar, batalhar
pelo passado imortal.
No futuro a luz semear,
de um povo triunfal.*³²

Os anos de 1990-1992 representam o apogeu literário na obra de Natália Correia. Em 1992 cria-se a Frente Nacional para a Defesa da Cultura Portuguesa, em que a autora defende a integridade da cultura do seu país. „*A adesão de Portugal à Comunidade Europeia não poderia nunca, no horizonte da poetisa, vir a construir um perigo para a caracterização dos valores culturais portugueses.*”³³ Até ao fim da sua vida, é uma mentora activa e líder da Frente. Por exemplo, em 1990, em nome da identidade cultural, aceita negociar com o Governo de Bagdade a libertação dos reféns portugueses no Iraque. Natália tem um papel muito importante na solução desse problema. „*Se se refere à acção que recentemente desenvolvi como uma das fundadoras de Frente Nacional para a Defesa da Cultura, apenas lhe digo que continuo fazendo o que devo fazer.*”³⁴

A obra máxima de Natália, (*Sonetos Românticos*) é reconhecida em Portugal com o Grande Prémio de Poesia da Associação Portuguesa de Escritores. Com esse livro, Natália confirma-se como uma figura fundamental na poesia portuguesa na segunda metade do século 20.

O soneto *Creio nos anjos que andam pelo mundo* é uma síntese da figura de Natália Correia. É o seu Credo. Um bom exemplo da sua poesia lírica e romântica, da sua voz que elege a máxima liberdade.³⁵

*Creio nos anjos que andam pelo mundo,
Creio na deusa com olhos de diamantes,
Creio em amores lunares com piano ao fundo,
Creio nas lendas, nas fadas, nos atlantes,*

*Creio num engenho que falta mais fecundo
De harmonizar as partes dissonantes,
Creio que tudo é étero num segundo,
Creio num céu futuro que houve dantes,*

*Creio nos deuses de um astral mais puro,
Na flor humilde que se encosta ao muro
Creio na carne que enfeitiça o além,*

*Creio no incrível, nas coisas assombrosas,
Na ocupação do mundo pelas rosas,
Creio que o amor tem asas de ouro. Ámen.*³⁶

³² CORREIA, Natália: *Hino dos Açores*. http://www.acores.com/a/quem_escreveu_o_hino_dos_acores.html (03-03-2012)

³³ ALMEIDA (1994), 73.

³⁴ Idem. 73.

³⁵ Idem. 75.

Natália sonha duma liberdade sem margens, sem ponto de origem e sem destino, em que podemos pensar, dizer e viver tudo em absoluto.

O último romance de Correia, *As Núpcias* (1992) marca também o apogeu do seu trabalho literário, uma evocação do barroco. Contra a sua doença, nos últimos anos continua a devorar livros, escrever e participar na tertúlia do Botequim.³⁷

Não percas a rosa - Os acontecimentos do Verão de 1974 segundo Natália Correia

A poetisa começa na madrugada de 25 de Abril de 1974 e encerra a 20 de Dezembro de 1975 o seu *Diário e algo mais*.

„*Sábida utilizadora dos processos surrealistas, ao serviço de uma pedagogia hermenêutica e argumentativa, barroca no protagonismo da linguagem e romântica na mundividência e nos anseios*”,³⁸ conjugam-se no seu *Diário e algo mais* a experiência e o talento polifacetados de poetisa.

Natália Correia usara o registo do diário já em *Descobri que Era Europeia*, mas neste caso é *algo mais* – ou podemos também dizer, muito mais: um discurso lírico, ensaio de politologia, uma crónica de actualidade, sátira, caricatura, retrato da vida política e dos seus protagonistas.

Aqui gostava de concentrar-me nos primeiros e mais confusos meses da Revolução até a maioria silenciosa do dia 28 de Setembro.

Na madrugada do dia 25 de Abril de 1974, Natália Correia está a preparar-se para entrar no sono quando a voz convulsa de um amigo se anuncia sobre os acontecimentos nos quais põe o sublinhado categórico de uma revolução: tanques no Terreiro do Paço, colunas militares em marcha sobre Lisboa, movimentos de tropas em vários pontos de Portugal. A poetisa céptica liga para o Rádio Clube Português que está ocupado por comandos. Já nesse momento, Natália Correia tem dúvidas sobre a Revolução: „*Que Forças Armadas são estas que, numa voz de abalo, rasgam o solo de uma longa espera desesperada e muda? Acaso trazem uma esperança no formato miserável de um novo desastre?*”³⁹

„*A iminência de ver florir por fora a Primavera que sempre trouxe dentro do meu amor à liberdade morde-me o coração como uma alegria insuportável. Joguei sempre no impossível.*”⁴⁰ Mas no 25 de Abril, ela pensa que só os mediócrs sabem o que fazer com a vitória. „*Pois haverá duas. A vitória que dará aos mediócrs a oportunidade de estragarem o impossível na frustrada demonstração de que é possível a felicidade dos novos.*”⁴¹ Quanto à sua vitória, ela oferece-lhe o ensejo de, no impossível possibilitado, desmascarar a pretensão dos mediócrs

³⁶ CORREIA, Natália, *Sonetos Românticos*, Edições <O Jornal>, Lisboa, 1990. 74.

³⁷ ALMEIDA (1994), 75.

³⁸ DE ABREU, Maria Fernanda, Direcção in: Correia, Natália, *Não percas a Rosa. Diário e algo mais*. Lisboa, Editorial Notícias, 2003.

³⁹ CORREIA, Natália, *Não percas a Rosa, Diário e algo mais*. Lisboa, Editorial Notícias, 2003 11-12.

⁴⁰ Idem. 15.

⁴¹ Idem. 15.

com os olhos postos em impossíveis a haver. Já no primeiro dia da Revolução não se imagina a „*frequentar as aulas de qualquer revolução vitoriosa*”.⁴²

Já nos primeiros meses de 1974 parece que só um golpe militar liquidatário das hostilidades presidencial e ultristas à liberalização da política africana produziria o enquadramento governativo para passar da ideia à acção. A modificação da política portuguesa em África é inevitável.

„*O motor da decomposição vertiginosa*”⁴³ do regime é a ambiguidade de Caetano.

Na Primavera de 1974 „*por debaixo do balcão em que vende as relíquias do culto póstumo de Salazar, envia recados a Spínola por intermédio de um elemento liberalizante do Governo cujo nome calha à justa ao ministro Veiga Simão. [...] não é crível que o contrariado despacho que autorizou a publicação do livro sísmico de Spínola (Portugal e o Futuro) tenha sido assinado [...] sem que Marcelo o forçasse a condescender.*”⁴⁴

No livro Spínola apresenta uma solução federalista para as províncias ultramarinas portuguesas e é contra a continuação da guerra. Spínola é o garante literal de uma política balizada por ideias liberais que visa a democratização suave do país. „*Um nome no pináculo das sensações vividas: Spínola. Messianizado pelo seu Portugal e o Futuro para intitular o movimento que sepulta 48 anos de mesquinhez totalitária que nem mesmo ousou graduar-se fascista.*”⁴⁵

Depois de 25 de Abril, a revolução visa uma ruptura. O novo poder não tem unidade. Não há dúvidas sobre a forte penetração do Partido Comunista Português (PCP) numa certa zona do MFA, cujo teor, decalcado do programa do PCP de 1965, é recusado por Spínola. Pois, Spínola é o travão de um projecto de índole marxista que „*veio acelerar um Movimento de natureza essencialmente profissional*”.⁴⁶

Nesta fase da Revolução, definem-se três blocos de opinião e assim três candidatos para a futura Presidência da República: Costa Gomes, Spínola e Kaulza de Arriaga. Este último sem grande apoio. É o candidato da camada mais direitista minoritária „*tocada pela vontade de mudança a que com diversos pressupostos todos os estratos da conjura são sensíveis*”.⁴⁷ Costa Gomes tem o voto da corrente esquerdista accionada pelos manipulados do Partido Comunista. Segundo esta opção uma descolonização ofertada ao imperialismo soviético está no horizonte. Spínola tem o apoio da facção europeísta empenhada no estabelecimento de um Estado de Direito nos moldes das democracias ocidentais. Ele, então, significa a abertura à Europa, defendido pelos tecnocratas e pela grande burguesia, e oferece uma solução federativa para a questão ultramarina.⁴⁸

⁴² Idem. 15.

⁴³ Idem. 12.

⁴⁴ Idem. 12.

⁴⁵ Idem. 21.

⁴⁶ Idem. 59.

⁴⁷ Idem. 60.

⁴⁸ Idem. 60-61.

Como podemos ver, os meses de Maio e Junho estão cheios de planos e concepções diferentes.

Em Junho verificam-se casos de desordens: prosseguem as retaliações, os saneamentos selvagens, os plenários de estudantes e trabalhadores enfurecidos, o assalto a casas, ocupações de empresas – uma mobilização das massas para uma agressividade revolucionária que „*visa abafar o teor reformista do programa do MFA*”.⁴⁹

E no início de Julho „*de muitos lados afluem notícias que reputo fidedignas, nas quais se torna visível o vulgaríssimo esqueleto da linda <revolução das flores>*”.⁵⁰

Quando Spínola foi proclamado Presidente da República, chamou-lhe Costa Gomes „*a mais digna revolução da história contemporânea*”.⁵¹ Segundo Natália Correia, não se encontra motivo para tão hiperbólico encómio de um golpe revolucionário que “a mínima dignidade militar desde há muito impunha”.⁵²

A desorganização de poderes aparece inevitável desde que o Movimento das Forças Armadas não deu crédito à alternativa de uma ditadura militar como consequência estabilizadora possível do golpe. A espontaneidade, como motor da explosão das massas, é ateadada por comissários das forças que, visando a destruição do aparelho económico, vão atrás de teoria de terra queimada. E a revolução transforma-se numa grande ironia. „*O passado e o futuro não serão mais do que uma miragem.*” Natália Correia redige rudemente:

*Inexoravelmente na revolução que vem transformar a nossa sociedade espalha-se um cheiro a podre que sobe do fundo das instituições abaladas. Ocupadíssimos os insectos-arengões da nova ordem. Pelos sulcos violáceos do capitalismo avança uma nova concepção de vida: a construção do poder pelos trabalhadores no quadro da colectivização dos meios da produção. Neste princípio se concertam socialistas e comunistas para esfolarem o que resta de vivo na estrutura capitalista. [...] Entretanto já na cripta do tempo revolucionário começam a ser depositados alguns cadáveres que puseram termo ao fugaz curriculum governativo antes que este os celebrizasse como focas amestradas. Seguido por Sá Carneiro, Vieira de Almeida e Firmino Miguel [...], Palma Carlos mandou à tábua a soleníssima farsa de um Governo fantoche.*⁵³

Adelino da Palma Carlos é um advogado de ideias democratas e liberais que, o general Spínola recorre para chefiar o Primeiro Governo Provisório e tem como ministros personalidades Mário Soares e Sá Carneiro, com quem tem uma relação social de grande empatia e cordialidade. Com ligações a importantes grupos económicos e insuspeito de simpatias de extrema-esquerda, o papel importante de garantir a respeitabilidade do novo governo nos meios conservadores e internacionais. O programa do MFA é inadequado à indisciplina e ao desassossego social e económico. Por isso, Palma Carlos propôs ao Conselho de Estado a

⁴⁹ Idem. 55.

⁵⁰ Idem. 57.

⁵¹ Idem. 57.

⁵² Idem. 57.

⁵³ Idem. 66.

antecipação das eleições para a Presidência da República, a promulgação de uma Constituição provisória, adiamento por alguns meses das eleições para a Constituinte e alargamento dos seus poderes. O Conselho do Estado estava de acordo só no caso de última proposta, o que Palma Carlos considerou insuficiente para afastar uma preocupação que se ia tornando premente. É claro que o motivo principal de Palma Carlos era enfraquecer a relevância do MFA para favorecer os poderes do Presidente da República. Mas numa conjuntura política em que a balança da relação de forças se inclinava decididamente para a esquerda, a sua tarefa não era nada fácil. Tanto mais que Spínola, o seu principal apoio institucional, experimentava dificuldades crescentes.

A crise aberta pela renúncia de Palma Carlos, e pela escolha para a sua função de um coronel, Vasco Gonçalves. Membro da Comissão Coordenadora do MFA, que vai ser primeiro-ministro de sucessivos governos provisórios (II a V) até o 25 de Novembro de 1975. Um pertencente ao grupo dos militares próximos do PCP. Gonçalves foi apresentado na televisão ao país. „Não é preciso ter o prodigioso dom de imaginar o que este convulsivo rosto será daqui a uns meses para nele enxergar o bom histrião que a revolução ganhou para alegrar o funeral de Spínola. As revoluções reorganizam a vida, cantam os rouxinóis da ideologia que regenera o poder necessário.”⁵⁴

*Medeia a Revolução fez outro aborto
Muda de nome o ascao agora é vasco
Fandanga a tropa é trampa é um desporto
De Moscovo que abriu um novo tasco.*⁵⁵

Em Setembro „começou por ser um mal-estar. Uma lenta acumulação de repugnâncias. O que era opaco [...] tornava-se-me transparente. [...] O fórceps de um golpe militar e nasce um aborto.”⁵⁶ Natália fala sobre moscas que parecem revolucionárias e pastam no corpo de um animal ferido.

Elementos importantes da análise de Natália Correia Portugal como vítima de clube da política mundial?

Aqui gostava de mencionar uma história ou melhor dizer uma teoria absurda, mas existente. Uma conspiração que tenta roubar a natureza nacional da Revolução.

Natália Correia escreve no seu diário sobre essa teoria que rejeita enfaticamente. Segunda a teoria, Portugal seria uma vítima de clube de maestros da política mundial. Ofereceria uma oportunidade para realizar o velho sonho czarista: de fazer a junção naval do mar Negro com o Báltico; realizar a tenaz da estratégia soviética, em que Portugal seria uma zona quente. A descolonização

⁵⁴ Idem. 68.

⁵⁵ Soneto VII da Epístola aos Iamitas, do ciclo politizado de Natália Correia. CORREIA, Natália, *Poesia Completa*, Dom Quixote, 1999, 425.

⁵⁶ CORREIA (2003), 77.

seria um acontecimento adequado a esse objectivo. E mais, toda essa história seria parte da estratégia do controlo da rota do petróleo que parte do golfo Pérsico para a Europa e América do Norte. „O 25 de Abril permite, pois, mediante a conquista de posições ambicionadas pela Rússia na África e na Europa mediterrânica, completar o cerco estratégico de continente europeu.” Poderíamos perguntar: „Que faz a América do Norte no meio disso tudo? Cruza os braços?”⁵⁷ A resposta da teoria é o plano Marburg: a conjuntura da ideocracia comunista e da argentocracia norte-americana; uma aliança dos estadismos soviético e financeiro. Para Natália Correia tudo isso seria uma fábula de ficção social. O povo português creria em sua revolução nacional.

Lisboa no 1º de Maio e o Partido Comunista Português

Lisboa de Maio é já (ou ainda) uma cidade galvanizada por uma corrente de comum amor: uma gigantesca manifestação: „Os cartzes e os dísticos abrem-se num leque colorido e multímido. Reclama-se o direito à greve. Pede-se o fim da guerra colonial.”⁵⁸ E também outras coisas: a libertação de patriotas presos em Angola; Cunhal no Governo Provisório, reivindicações sindicais, o fim da cesura. E aparecem os novos chefes políticos. Cunhal que regressa de um exílio de catorze anos, o chefe do Partido Comunista, da organização clandestina de resistência a ditadura salazarista. E Mário Soares com o seu republicanismo sentimental. E neste momento de paz parece que a unidade apaga a memória de doestos com que os comunistas causticaram Soares em 1969.

O Partido Comunista Português declarava estar pronto a assumir a responsabilidade do Poder. A multidão parece concordar. O PCP age em vários poderosos campos. No MFA, em que os militares que canalizam a sua influência são os mais activistas e intelectualizados. „Para onde quer que nos voltemos avanteja-se o PCP como um colosso que anões atarantados tentam derrubar com ridículos estratagemas. O mais risível destes é o truque de se fingir que não é tanto assim.”⁵⁹

Natália Correia critica de forma feroz as actuações do PCP que tentava a todo o custo controlar a situação a fim de assumir o poder. Perigo de uma nova ditadura, neste caso da esquerda. E critica a sua ideologia.

O povo acolhe o grupo político em que o regime salazarista encontrou a maior disponibilidade para fazer vítimas.

Adeus beatitude dos ócios! A sagrada escritura obreirista decreta: a primeira e fundamental condição de existência humana é ser besta de carga. Adeus poeta! Se queres ter direito à cidadania pisa com os pés freneticamente revolucionários esse velho nome com que as Musas te baptizam. Com os olhos postos nos páramos desta parodia do marxismo, passarás ao fisco da nomenclatura proletarizante desde que te declares um esforçado trabalhador do verso. [...] Todo ao serviço dos trabalhadores. Sendo esta sacrossanta noção

⁵⁷ Idem. 36.

⁵⁸ Idem. 29.

⁵⁹ Idem. 62.

*o paradigma que dignifica todas as actividades, também as criadoras lhe são subordinadas [...] já não se chamam dramaturgos. [...] Agora são trabalhadores do teatro.*⁶⁰

Ideologia marxista versus liberdade

Indivíduo versus colectivo: poética romântica

Os pensamentos de Natália gravitam na órbita do tema do laboralismo. Segundo ela, o trabalho é encarado como melhoria do futuro que, inscrevendo-se na mesma ordem de produção sempre ampliada, só poderá fortalecer a ditadura do trabalho produtivo. „*<A dignidade humana do moderno operário>, diz Nietzsche, <custa-lhe uma existência menos segura e feliz do que a do escravo.>*”⁶¹ E o sindicalismo é a organização científica da escravidão. Natália Correia não pode qualificar de revolução esta glorificação da escravatura produtivista. Trabalhar para transformar o mundo? Mas o mundo transforma-se tão mal... „*Quanto mais ouço esta chinfrineira diária das manifestações que não dão pausa à vida da cidade e aos meus pobres ouvidos, mais me apercebo de que é nesta gritaria nutridora das hienas da revolução que se afoga a vontade do povo.*”⁶²

A liberdade para Natália Correia é interior, uma coisa pessoal, individual. O ponto mais crítico da ideologia marxista é o aspecto da colectividade, a falta do indivíduo. No centro da poética romântica, à qual a poetisa se sente ligada, está o homem singular.

Como já mencionei, Natália Correia é profundamente romântica. Os românticos apregoam a independência, o espírito individualista, a própria personalidade. O ‘eu’ é o máximo ser real. O mundo externo terá apenas a realidade que nele projectar a imaginação da pessoa que o examina. É um idealismo poético. Na génese desta atitude está a concepção do ‘eu’ da filosofia idealista de Fichte e de Schelling.⁶³ Do individualismo do homem romântico brota o desejo histórico de partir as cadeias que o prendem à colectividade. Ânsia de liberdade em todos os aspectos da vida (como política, consciência etc.).

Crónicas vagantes

Nos anos de 1974-75, Natália Correia publica uma série de crónicas (como por exemplo as Crónicas Vagantes em *A Capital*) em que critica o rumo da era da pós-Revolução. O *Labirinto* é a última crónica que a poetisa pode publicar, porque a censura proíbe a crónica seguinte. Natália Correia relata com rigor os acontecimentos e chama a revolução fictícia e não interior. O Homem Novo não foi criado.

„... o que falta experimentar é o Espírito, de que o Cristianismo, abortado pelo filosofismo, não foi capaz de nos dar o modelo. O Espírito, a pomba que só pousa na terra

⁶⁰ Idem. 44.

⁶¹ Idem. 44.

⁶² Idem. 47.

⁶³ *Deutsche Literaturgeschichte, Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Verlag J. B. Metzler, 2008, 202-209.

purificada pelo dilúvio.”⁶⁴ Após 1974, Natália Correia escreve sobre o pensamento filosófico consolidado que é desenvolvido a partir da concepção de que o encontro com o Espírito é a base necessária para inaugurar a viagem interior e solitária. Assim o homem pode reencontrar-se consigo próprio e com a sua origem mais antiga. Porque originalmente matéria e Espírito, corpo e alma, feminino e masculino fundem-se numa existência.⁶⁵

*A literatura romântica está voltada para a expressão da subjetividade e ao desejo impulsor da própria estrutura ficcional de se aproximar do objeto [...]. Vejamos como em Pólen Novalis, dominado pela lições de Fichte, está pensando a subjetividade do eu como recíproca à objetividade do mundo. Tudo se dá como se a vida e a arte, o exterior e o interior, a poesia e a filosofia fossem determinadas por uma determinação recíproca ou uma alternância entre todos os elementos. E o conhecido condicionamento do organismo: o organismo para funcionar tem de ser circular, tem de iniciar num ponto e voltar a ele, tem de ser o princípio do qual se partir e também o último resultado.*⁶⁶

*„Então o universo não está dentro de nós? As profundezas do nosso espírito nós não conhecemos – para dentro vai o misterioso caminho. Em nós, ou em parte nenhuma, está a eternidade com seus mundos – o passado e o futuro. O mundo exterior é o mundo das sombras. – Lança suas sombras no reino da luz”.*⁶⁷

Profecias

Por vezes a autora tenta prever o futuro imediato, ao tirar conclusões da situação presente.

As notações de Natália Correia no diário em Junho já são mais agoureiras. Pouco mais de duas semanas depois da proclamação do Presidente da República (que um dia depois empossava o Primeiro Governo Provisório), já nos seus discursos fremem dramáticos alertas.

*Acusando na prática da teoria da <terra queimada> a diluente corrosivo de um projecto democrático de figurino ocidental, Spínola exime-se, contudo, a pôr a marca de origem no cerco de pressões extremistas em que o seu porfiar liberal vai sendo apertado. E o tabu prestigia o fabrico dessa já visível tendência para forçar a revolução a um violento desvio da recta paulatina que o programa do Movimento parece lançar para um reformismo sincronizado com as democracias de Ocidente europeu.*⁶⁸

Natália Correia adivinha o futuro. Sente no ar uma grande intimidação provocada pela agressividade dos partidos esquerdistas que proliferam como cogumelos.

⁶⁴ CORREIA (2003), 280.

⁶⁵ ALMEIDA [1994] 64.

⁶⁶ RICOTTA, Lucia, „Esboço de uma órbita do sujeito filosófico: Kant, Fichte e Novalis”, in http://www.letras.ufrj.br/ciencialit/garrafa7/13.html#_ftn3 (03-03-2012).

⁶⁷ NOVALIS, Pólen in: RICOTTA, Lucia, „Esboço de uma órbita do sujeito filosófico: Kant, Fichte e Novalis.” Wir träumen von Reisen durch das Weltall –ist denn das Weltall nicht in uns? Die Tiefen unsers Geistes kennen wir nicht – Nach innen geht der geheimnisvolle Weg. In uns, oder nirgends ist die Ewigkeit mit ihren Welten – die Vergangenheit und Zukunft.“

(NOVALIS, *Werke in zwei Bänden*, vol. 2, Köln, Könnemann, 1996, 103.)

⁶⁸ CORREIA [2003] 49.

Dois factores trabalham no sentido de retirar capacidade de resposta aos que sofrem „desse voo rasante de atemorizações”.⁶⁹ E em ambos a ditadura que expirou se fez aliada do regozijo marxo-leninista que agora „colhe os frutos dessa estupidez repressiva”.⁷⁰ A sublimação e a perseguição do esquerdismo e assim a inibitória de uma rejeição aberta das ideias e processos vão engrossar uma ofensiva mais escombrista. Nesta situação Natália Correia, que – como já mencionei – durante a ditadura esteve fisicamente presente no país, mas psiquicamente livre, começa a ficar isolada.

„A tanto me obriga o dever espiritual de servir lealmente o unânime deste povo. Emprego tanto mais urgente quanto vejo sacrificado esse unânime cultural ao aluvião de um colectivo que com aquele se não combina porque transporta os moldes do materialismo internacionalista.”⁷¹

„A minha revolução não é esta” – a visão de Natália Correia sobre a revolução

Natália Correia é uma figura fisicamente dentro do sistema salazarista, mas a sua alma é completamente independente e livre.

*E se todos são eu, não há ninguém fora de mim para me roubar de liberdade. Livre, portanto. Enfim! A revolução. [...] Para mim a revolução é isto. A totalidade singularizada. O singular totalizado. [...] Amanhã esta poética, esta espontaneidade que nos constela num único ser de amor, será despedaçada pela luta dos galos políticos. A revolução apondecera o túmulo de um novo poder que tingirá da cor de uma falsa juventude as velhas barbas?*⁷²

Natália sente ter a missão histórica de defender os valores culturais que lhe são caros. Quando era criança, queria ser três coisas: a primeira, poetisa; a segunda, detective (detective e não polícia) – para deslindar o intrincado das coisas, descobrir o seu porquê –, e a terceira, dona de um casino clandestino – como atracção pelo jogo da vida. Todas se articulam. Viveu sempre num meio intelectual. Natália Correia é uma mulher que não aceita o racionalismo como única via de conhecimento. „A fórmula cartesiana <penso, logo existo> tem de ser substituída pelo <sonho, logo existo>, porque o homem não vive sem sonho.”⁷³ As pessoas têm que recuperar a espontaneidade e „se despojar de todas as escamas”,⁷⁴ e voltar à pureza dos seus comportamentos inatos. Segundo Natália Correia, o fascismo teme a imaginação. O 25 de Abril procura transportar uma aspiração política romântica, mas em Portugal falta o grande fundo de pensamento e de imaginação porque foram apagadas pelo neo-realismo.

... o Estado português não tem nem pode ter autoridade, porque se assume como o poder do Poder e não como expressão da realidade óptica do todo social, da comunidade. O Estado vive em divórcio cultural com os valores éticos, intelectuais dessa comunidade. O que é que lhe resta?

⁶⁹ Idem. 49.

⁷⁰ Idem. 49.

⁷¹ Idem. 50.

⁷² CORREIA (2003), 27.

⁷³ MEGA FERREIRA, António, *Natália Correia fala de literatura e política*, JL Jornal de letras, artes e ideias, Ano II n.º 37, 1982. 7.

⁷⁴ Idem. 7.

*Um discurso vazio, porque o discurso do Estado só não é vazio quando é preenchido pelo conhecimento das leis culturais que determinam o movimento constante do todo social.*⁷⁵

E aqui gostava de mencionar o perfil não alinhado de Natália Correia, a sua posição particular entre a direita e a esquerda. Segundo a poetisa, a direita vai buscar os seus valores a uma história anterior à Revolução Francesa, a uma mística da qual saiu o nazismo e o fascismo. A direita não é capaz de pensar a vitória e não acredita na vitória. Só pode pensar unidimensionalmente, o que já não é possível num mundo pluridimensional. „A esquerda está ameaçada de ser atingida pelo mesmo vazio, porque continua agarrada aos valores da Revolução Francesa.” Não é capaz de enfrentar a grande questão da recusa: a re formação de todos os valores, a exploração de uma área liberta de todos os constrangimentos. A esquerda e também a direita permanecem agarradas a um discurso do século XIX.⁷⁶

Então a posição de Natália Correia sobre a revolução é uma coisa diferente do que se passou em Portugal. A poetisa está totalmente desiludida:

*Não. A minha revolução não é esta. Ela irrompe onde a inteligência reconhece que o capitalismo e o socialismo manam de uma fonte venerosa que divide os seus cursos de água para iludir com sabores diferentes os que bebem a sua peçonha. A minha revolução já é de há muito. Antiquíssima. Chama-se o homem. Equilateralizado na plenitude das suas quatro dimensões: espírito, intelecto, alma, corpo. [...] Falam de liberdades, é certo. Por enquanto. É o isco de grandes roubadores da liberdade. O singular tem um sentido profundo. É a singularidade do próprio homem.*⁷⁷

O estilo de Natália Correia

O que pode ser a grande segredo de Natália Correia?

*Para escrever um simples verso é preciso conhecer muitas cidades, homens, animais, ter a alma aberta para o voo dos pássaros e ser capaz de perceber os gestos simples das flores ao amanhecer. Para escrever um simples verso é preciso estar preparado para encontros e desencontros. É preciso saber voltar a momentos da nossa infância que até hoje não conseguimos compreender. É preciso recordar o que sentimos ao magoarmos alguém que sempre nos desejou o melhor possível. Para escrever um simples verso é preciso passar muitas noites ao pé de quem amamos. (Rainer Maria Rilke)*⁷⁸

Natália tem um estilo pessoal, satírico e irónico, utiliza repetições, simbolismos, paralelismos e metáforas.

„A agitação do povo pelas ruas faz pensar num animal manietado que, na sombra, durante séculos olfacteasse a liberdade.”⁷⁹ As suas figuras retóricas são muitas vezes metáforas de animais: „existência humana é ser besta de carga”,⁸⁰ e fala sobre a „gritaria nutridora dos hienas da revolução”⁸¹ ou sobre um „venerador papagaio”.⁸²

⁷⁵ Idem. 7.

⁷⁶ Idem. 8.

⁷⁷ CORREIA (2003), 77-78.

⁷⁸ CORREIA, Fernando (2006), 35.

⁷⁹ Idem. 25.

⁸⁰ CORREIA (2003), 44.

⁸¹ Idem. 47.

„Amigos [...] hoje louvemos as abelhas!”⁸³

Usa construções muito poéticas como por exemplo: „as fealdades tumores de baixezas”⁸⁴ ou „coisas irracionais como esta revolução que, inteiramente nua, corre pela cidade cantando uma alucinada pastoral de cravos”⁸⁵.

As suas metáforas são também muito plásticas: „A iminência de ver florir por fora a Primavera que sempre trouxe dentro do meu amor à liberdade morde-me o coração como uma alegria insuportável.”⁸⁶

Natália Correia fala sem rodeios, por vezes, no entanto, usa uma linguagem muito simbólica e lacónica: „Nem só S'rius se vê de um quinto andar. Também cus, muitos cus caçando bruxas. O coelho é da <pide>. É de matar.”⁸⁷

O seu estilo é individual, vasto e coerente – escreve sempre como uma poetisa, então joga também com a fonética das palavras. Usa elementos mitológicos e paratextuais que fazem a leitura bastante difícil. Faz referências por exemplo a Camões e Fernando Pessoa, aos seus deslumbramentos e escreve continuamente profecias.

Quando o diário, em 1978, é publicado pela primeira vez, Natália Correia diz o seguinte no epílogo: „No trágico conhece-se a alegria da adivinhação. Desvenda-se o esfíngico desse olhar português e fatal com que a Europa fixa obstinadamente o coração da Rosa. Completa-se a tua Mensagem, Fernando Pessoa. Portugal, Portugal, não percas a Rosa.”⁸⁸

*Circunda-te de rosas, ama,
bebe e cala. O mais é nada*⁸⁹

Conclusão

O 25 de Abril recusa-se a inscrever no real os 48 anos do regime autoritário do Estado Novo. No tempo salazarista „nada acontecia”. Mas segundo José Gil a não-inscrição não data dos nossos dias, mas é um velho hábito que vem da recusa imposta ao indivíduo de se inscrever. „Porque inscrever implica acção, afirmação, decisão com as quais o indivíduo conquista autonomia e sentido para a sua existência.”⁹⁰

Com o 25 de Abril começa um processo complexo de luta intensa contra a não-inscrição (os governos provisórios criam factos, leis, instituições irreversíveis), mas o substrato de não-inscrição continua vivo. „Foi o salazarismo que nos ensinou a

⁸² Idem. 43.

⁸³ Idem. 46.

⁸⁴ Idem. 63.

⁸⁵ Idem. 32.

⁸⁶ Idem. 15.

⁸⁷ Idem. 39.

⁸⁸ Idem. 382.

⁸⁹ REIS, Ricardo, *Tão cedo*, <http://www.revista.agulha.nom.br/fp358.html> (03-03-2012).

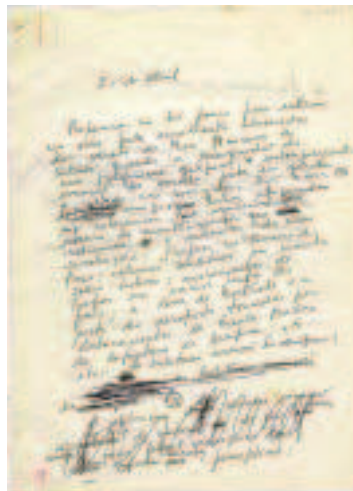
⁹⁰ GIL (2007), 17.

*irresponsabilidade – reduzindo-nos a crianças, crianças grandes, adultos infantilizados. [...] Nada tem realmente importância, nada é irremediável, nada se inscreve.*⁹¹

Toda essa herança negativa da história portuguesa, do regime salazarista é já bem visível na véspera da Revolução e merece o comentário de Natália Correia, poetisa, dramaturga, romancista, ensaísta, cronista, conferencista, deputada, oradora, editora, tradutora, que marca transversalmente várias gerações e identidades portuguesas. A literatura, a comunicação social, a política, o convívio são os grandes campos onde se afirma, se populariza e se acrescenta.⁹²

Natália Correia sonhava com uma Revolução verdadeira, com uma Revolução interior. *Não percas a Rosa*, diário que ela escreve durante os meses de brasa, torna-se uma premonição: do fim do 25 de Abril, da ditadura mercantilista, de perversão globalizadora. E todo esse problema é ainda hoje actual: a revolução interior ainda não foi realizada.

„É sempre necessário ao poeta, ou ao escritor, fazer com que a sua mensagem se difunda, numa espécie de palavra do evangelho das letras.”⁹³ Assim, Natália nunca pára de falar, de escrever e de sonhar. Onde está agora Natália Correia? Na poesia, no romance, no teatro, no ensaio dela. Na luta contra o regime autoritário. Na sua permanente defesa de liberdade. Em todo o lado. A sua mensagem é ainda hoje actual e viva. A literatura foi para ela uma arma permanente de intervenção na sociedade portuguesa. Natália Correia escolheu o seu destino. O homem precisa de acreditar nalguma coisa. Sobretudo nas suas próprias capacidades e nas quase ilimitadas possibilidades. Natália Correia – uma mulher lutadora, ambiciosa, anti-convenção e desejosa que existe nos portugueses. „A partir de agora se alguém me quiser encontrar, procura-me entre o riso e paixão.”⁹⁴



A primeira página de "Não Percas a Rosa - diário e algo mais – manuscrito" <http://livropelacapa.blogspot.com/2009/05/manuscrito-de-natalia-correia.html> - 04-11-2009)

⁹¹ Idem. 17.

⁹² CORREIA, Fernando (2006), 19.

⁹³ CORREIA, Fernando (2006), 24.

⁹⁴ CORREIA, Natália: *A Ilha de Circe* in: ALMEIDA (1994), 76.

Ferenc Cserháti

Results of IRCA: Legalization, Employer Sanctions, and the Border Patrol*

Abstract

This study describes the results of the Immigration Reform and Control Act of 1986 and the problems it led to. The Immigration Reform and Control Act, known as IRCA, had an impact on both legal and illegal immigration, but this study deals with the effects it had on illegal immigration. The study describes the impact that the employer sanctions regime and legalization had as well as the effectiveness of the Border Patrol. Several problems associated with the employer sanctions regime of IRCA is that it led to white-collar crime and discrimination. As for legalization, it became possible for illegal immigrants to acquire legal status. Many worked in the SAW program, but for low wages. In the case of employer sanctions and the SAW program fraudulent documents were acquired by illegal immigrants looking for employment. As for the Border Patrol, its effectiveness diminished, even though its funding increased. The conclusion tells us what could have been done to make IRCA more effective.

Keywords: employer sanctions, Border Patrol, legalization, SAW program, white-collar crime, Immigration and Naturalization Service, Immigration and Reform Control Act, amnesty

When Ronald Reagan was sworn into office on January 20, 1981, the two most important issues on his agenda were improving the military power of the United States and bringing about economic growth. These were the two issues that had determined the outcome of the 1980 presidential elections. In the White House President Reagan did not show interest in immigration policy.¹ However, he did spend some attention on it and after he left office the issue of immigration gained importance. The Immigration Act of 1965 unleashed high levels of immigration to the United States, both legal and illegal. By the end of the 1970s this had become a problem. That is why, in 1978, the Select Commission on Immigration and Refugee Policy (SCIRP) was created to study the problem. Based upon its findings Congress debated immigration reform, and on November 6, 1986, President Reagan signed into law the Immigration Reform and Control Act (IRCA). Although its provisions for reforming illegal

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

¹ LAHAM, Nicholas: *Ronald Reagan and the Politics of Immigration Reform*, Praeger Publishers. Westport, 2000. vii.

immigration led to problems, IRCA was an important piece of immigrant reform legislation. Some of its most important provisions were employer sanctions, the legalization program, and the strengthening of the Border Patrol. It also gave temporary resident status to those illegal immigrants who could prove they lived in the United States since January 1, 1982.² IRCA is concerned with both legal and illegal immigration.

This study deals with the impact and problems of IRCA that was tangible in the SAW program, the employer sanctions regime, and the activities of the Border Patrol, as well as other types of results linked to immigration to the United States. The results of IRCA on illegal immigration were mostly negative, but some results implicate IRCA had relative success. Most problems and results in relation to immigration stemming from IRCA that are discussed in this study are related to the employer sanctions regime. The study briefly discusses the problems involving the Border Patrol, and the SAW program. The several problems involving illegal immigration with a connection to IRCA are white-collar crime, discrimination against undocumented illegal aliens, and the deterioration of their condition, as well as fraudulent authorization to work in the American agricultural sector as part of the SAW program. A further problem is the inefficiency of border apprehensions by the Border Patrol resulting from a withdrawal of forces from guarding the border.

Employer sanctions stated, among other things, that after November 6, 1986 it was illegal for an employer to knowingly hire an undocumented worker, even if the employer was a family hiring a domestic.³ The goal of employer sanctions was to deprive illegal aliens of employment, which legislators believed was the reason why they immigrated to the United States. The employer sanctions regime of IRCA states that an employer has to ask a new worker for several documents which show they are authorized to work in the United States. Such documents can be a passport, a certificate of U.S. citizenship, or a resident alien card. If these are not available, then the employer must see an employment authorization document, such as a birth certificate or a Social Security card, and an identity document. A driver's license is an example of a valid identity document. The employer sanctions regime of IRCA stated that from June 1, 1987, employers had to inspect the documents of all workers hired after November 6, 1986.⁴ The Immigration and Naturalization Service (INS) supplied the I-9 form, which employers had to complete. The I-9 form was a file which contained the data of employees. Punishment for violating employer sanctions were fines, and up to six months imprisonment for a „*pattern and practice*” of hiring illegal aliens.

Legalization was possible for illegal immigrants if they had been in the United States continuously since January 1, 1982. However, brief, casual, or innocent

² Roberts, GODFREY: *Population Policy: Contemporary Issues*, Praeger Publishers, New York, 1990. 61.

³ Ibid. 61.

⁴ Ibid. 62.

absences were allowed. An illegal alien who met the criteria could apply for amnesty between May 5, 1987 and May 4, 1988.⁵ Temporary resident status for eighteen months was available for those who met the above criteria. It was possible later to have the status of such individuals adjusted to that of permanent resident under certain circumstances. The immigrant had to have minimal fluency in English and have a basic knowledge of American history and American government.⁶ The status of permanent resident was also open to those who were being instructed in these areas. The Special Agricultural Worker (SAW) program was part of the legalization program. The requirement of the SAW program was that someone had to have worked at least ninety days in the agricultural sector in the one-year time period up to May 1, 1986. If an agricultural worker met the requirement, he was eligible for legalization and work in American agriculture. The SAW application program lasted from June 1, 1987 to November 30, 1988. By July 22, 1988 there had been around 712,000 applications and about 50,000 in both September and October 1987.⁷ There was a decline until January 1988, after which there was a high of around 110,000 in May 1988.

Passage of IRCA was facilitated by the appearance that the United States had lost control of its borders. It was believed that the employer sanctions regime and the enhancement of the Border Patrol would lead to a decline in attempts to cross the United States border.⁸ Most illegal border-crossings were across the U.S.-Mexican border. The Border Patrol was expanded to 12,000 agents and physical barriers were built at the border.⁹ Restriction of entry at the border was given priority. Many illegal immigrants trying to control the U.S.-Mexico border were from Mexico, and many of them succeeded in crossing the border illegally once or multiple times. Sometimes they were caught by the Border Patrol. However, IRCA had no influence on diminishing the probability of those Mexicans engaging in these activities.¹⁰

A problem arising from the employer sanctions of IRCA was the appearance of white-collar crime. The violations of IRCA and employer sanctions are numerous and are part of a calculation on the part of the employer that they will not be apprehended. Another aspect of this law is that loopholes were written into the law which made it possible to break it without great fear of punishment. The loophole, in essence, was that an employer only had to ask a prospective employee for certain documents. This is what was done in accordance with what was known as the „*good faith*” clause, which meant that an employer was merely asked to check the identification documents of a worker, even though they could

⁵ Ibid. 63.

⁶ GODFREY: 63.

⁷ Ibid. 66-67.

⁸ Ibid. 68.

⁹ ANDERSON, Joan B. - GERBER, James: *Fifty Years of Change on the U.S.-Mexico Border: Growth, Development, and Quality of Life*. University of Texas Press, Austin, 2008. 5.

¹⁰ MASSEY, Douglas S. - PHILLIPS, Julie A.: *The New Labor Market: Immigrants and Wages after IRCA*, Demography. Vol. 36, N° 2. May 1999. 234.

be counterfeit.¹¹ The loophole, in practice, allowed most employers who violated the law to be classified as compliers.¹² The loopholes in IRCA made the law symbolic in order to satisfy the wishes of Americans who wanted to curb illegal immigration to the United States.

There were reasons for making violations of the employer sanctions regime of IRCA without severe, if any, punishment for employers. In general, immigrants, both legal and illegal, come to the United States in search of employment. They are often willing to work more for lower wages than native-born Americans, often under dangerous circumstances, and do jobs many of the native-born shun. In periods of economic downturns, the native-born feel that immigrants are taking away scarce jobs from them, who, according to their reasoning, deserve them more. It is also known that in the 1970s the American media blamed the economic troubles of the country on the influx of immigrants across the border and the inability to control it.¹³ However, employers favor employing immigrants for economic reasons. The American economy transformed during the 1970s and 1980s and became based on the service sector.¹⁴ This resulted in the spread of unskilled jobs where the pay was low. This, in turn, created a demand for immigrant labor. It is also known, that in 1980 most Americans supported restrictions on immigration.¹⁵ When immigration reform was discussed in Congress, a solution was crafted which took into account the interests of both employers and the supporters of immigration restriction. The result was IRCA, whose most important element was employer sanctions. IRCA was a case of symbolic action¹⁶ because of its minimal impact on the circumstances, but which was passed as a result of political and economic pressure on politicians.

After IRCA was passed employers felt impunity in violating employer sanctions, an element of white-collar crime. This crookedness was not only condoned, but actually encouraged.¹⁷ It was encouraged because of the competitive ethic of capitalism. Many employers saw white-collar crime as a way to get ahead. Law enforcement treated the violations of employer sanctions with considerable lenience. The common attitude of those in charge with enforcing the law was that the white-collar criminals were not real offenders.¹⁸ The penalties that were determined to punish those who violated employer sanctions did not end up deterring further criminal activity. The white-collar crime arising due to employer sanctions was low-risk, and employers calculated their actions accordingly. The benefits of white-collar crime made it worth the risk of getting caught. The

¹¹ CALAVITA, Kitty: *Employer Sanctions Violations: Toward a Dialectical Model of White-Collar Crime*, *Law & Society Review*, Vol. 24, N° 4. 1990. 1058.

¹² *Ibid.* 1045.

¹³ CALAVITA: 1056.

¹⁴ *Ibid.* 1056.

¹⁵ *Ibid.* 1057.

¹⁶ *Ibid.* 1046.

¹⁷ *Ibid.* 1043.

¹⁸ *Ibid.* 1043.

legislators who passed IRCA believed that employers would police themselves and voluntarily obey the law simply because it was the law.¹⁹ Their assumption proved to be wrong.

The employer sanctions regime of IRCA provided for an increase in the number of Border Patrol agents to apprehend illegal aliens crossing the U.S.-Mexico border. The proposed increase was fifty percent.²⁰ This goal was not reached, and there was an increase of only 37 percent, in numbers from 3,600 to 4,900 agents, between 1986 and 1989. The cause was a budget increase that was not as large as expected. As the size of the Border Patrol increased, the INS designated different tasks its agents were assigned to. As a result, Border Patrol agents were drawn from border apprehension of illegal aliens to other tasks, such as guarding refugee camps and dealing with criminal aliens. The proposed increase in Border Patrol agents working on border apprehensions has not taken place and therefore its effectiveness in catching illegal aliens has not improved the way it could have. In addition, many Border Patrol agents have been drawn away from the vicinity of the border and the effectiveness of the INS in apprehending illegal aliens also diminished due to this.

The legislators who passed IRCA and employer sanctions intended to create a law that would not lead to discrimination. They wanted to prevent discrimination on the part of employers who refused to hire anyone who looked or sounded foreign.²¹ The possible victims of such discrimination were mostly of Hispanic origin. The legislators made the law read that it was against the law to refuse someone a job based upon their status of citizenship or national origin. However, the law did not make it illegal to hire a native-born American instead of an alien if both were of equal qualification. This, in fact, frequently happened. The Qualified Designated Entity organizations (QDEs), responsible for accepting legalization applicants, were interviewed and, according to their responses, increased discrimination was cited as a problem with the employer sanctions program. The most frequent victims were women, Hispanics, and Haitians.²² Around 528,000 employers specifically stated that they asked work-authorization documents only from those who looked or sounded foreign. These individuals were either looking for employment or were currently employed. Another discriminatory practice was hiring exclusively native-born Americans. A General Accounting Office (GAO) report stated there was no link to the state where such discriminatory practices occurred, the size of the business, or the branch of industry.²³ However, there was a link to the employer knowing about I-9 verification requirements and that the INS had previously visited them. In the states of Oregon, New York, and Arizona,

¹⁹ CALAVITA: 1044.

²⁰ LEMAY, Michael C.: *Anatomy of a Public Policy: The Reform of Contemporary American Immigration Law*, Praeger Publishers, Westport, 1994. 85.

²¹ Ibid. 96.

²² Ibid. 97.

²³ Ibid. 98.

there was documentation of widespread discrimination. In March 1990 the GAO reported to Congress about discriminatory practices being caused by employer sanctions. It reported that many employers stated they rejected workers because of birth, foreign appearance, or accent. Other employers said they checked the documents of only those who they suspected were unauthorized aliens.²⁴ An employer survey conducted by the GAO found that around 874,000 employers were guilty of discrimination based on citizenship or national origin. In some cases there was an overlap of discrimination. The discrimination was reported as characterizing a variety of industries and was present in different geographical regions.²⁵ Discrimination was reported among employers of all sizes. The GAO also interviewed 300 job applicants and found that, because of a foreign accent, the verification system was applied differently. Another act of discrimination was where the employer asked for documents if the applicant had an accent and the applicant was refused a job. Furthermore, some applicants were asked for documents during the job interview and others had to complete the I-9 form before being hired.²⁶

There are several reasons for the discrimination against unauthorized workers who look for employment in the United States. Many employers judge that discrimination against unauthorized workers, mostly of Hispanic origin, is worth the risk. They think they will not be punished severely, or not at all. Some employers also draw certain conclusions about workers that are unobservable, these based on observable traits, such as a foreign accent or physical appearance.²⁷ It is less than both the punishment for violating the requirements involving record-keeping and those employing unauthorized workers. When discrimination occurs, it is a particular problem for immigrants who are authorized to work in the United States. Statistically, the most undocumented immigrants coming to the United States originate from Latin America. For this reason, a worker who looks Hispanic, or has a Hispanic accent, has a chance of being discriminated against when looking for a job. The extent of discrimination against Hispanics was disproportionate. A factor causing discrimination is that there is a lack of an identification system as well as a high number of documents that attest to eligibility to work. The high number of these documents creates considerable confusion.²⁸ If a worker presented Puerto Rican birth certificates, there was a possibility that they would be discriminated against. As for the root cause of

²⁴ PEROTTI, Rosanna: *IRCA's Antidiscrimination Provisions: What Went Wrong?* International Migration Review, Vol. 26, N° 3, Autumn, 1992. 733.

²⁵ Ibid. 735.

²⁶ Ibid. 735.

²⁷ JING, Zhongren - LOWELL, B. Lindsay - TEACHMAN, Jay: *Unintended Consequences of Immigration Reform: Discrimination and Hispanic Employment*, Demography. Vol. 32, N° 4. November 1995. 619.

²⁸ BANSACK, Cynthia - RAPHAEL, Steven: *Immigration Reform and the Earnings of Latino Workers: Do Employer Sanctions Cause Discrimination?* Industrial and Labor Relations Review, Vol. 54, N° 2. January 2001. 277.

discrimination against Latino workers, there is no clear explanation.²⁹ After the passage of IRCA there were two methods of discrimination. The first method was based on preference and the second one was induced by IRCA itself. The two causes have become too entangled to make differentiation possible. Statistically, employers who admitted to the GAO that they had discriminated against Hispanics looking for a job tended to hire less of them. There was a drop in hiring Hispanics of around 0.15% among these employers as compared to those who did not discriminate.³⁰

One problem associated with the employer sanctions regime of IRCA involves the victimization of Latino workers. What sometimes happens is that employers suspect that certain workers they have employed are unauthorized to work. They know they may be fined in the future for violating employer sanctions, so they pay these workers lower wages.³¹ This is an alternative form of discrimination. The employer sanctions regime of IRCA made it necessary for employers to pay for hiring illegal immigrants that took the form of fines and other means. Therefore, there was a lower demand for undocumented workers. The response of undocumented workers was to make a greater effort when working.

It is known that the penalty meted out for being undocumented was larger after the passage of IRCA and that this altered the payment of wages. Mexican workers have a long-term employment connection with the United States, which means that they are more likely to be documented. Their wages declined after passage of IRCA, which indicated by 1994 that the employer sanctions regime of IRCA had an adverse effect on legal workers.³² However, more recent legal Mexican immigrant workers and native-born Mexican Americans did not suffer such a dramatic wage decrease. There existed discrimination against legal Mexican workers, but it remains unclear what the extent of this was from the employer sanctions regime of IRCA. It is also important to know that the change in wages described was an absolute change and was not based on a comparison with a group unaffected by the employer sanctions regime. We know that Mexicans who had lived in the United States more than ten years saw their wages decrease by 15%, which also shows that even legal immigrants saw their wages adversely influenced by IRCA.³³ In general, it can be stated that an underground labor market came into existence and economic conditions deteriorated even for legal immigrants. This was an unintended result of IRCA. The fact that wages did not increase for legal immigrant workers shows us the ineffectiveness of employer

²⁹ Ibid. 278.

³⁰ MASSEY, Douglas S. - PHILLIPS, Julie A.: *The New Labor Market: Immigrants and Wages after IRCA*, Demography, Vol. 36, N° 2. May 1999. 234.

³¹ BANSACK, Cynthia - RAPHAEL, Steven: *Immigration Reform and the Earnings of Latino Workers: Do Employer Sanctions Cause Discrimination?* Industrial and Labor Relations Review, Vol. 54, N° 2. January 2001. 276.

³² Ibid. 278.

³³ MASSEY, Douglas S. - PHILLIPS, Julie A.: *The New Labor Market: Immigrants and Wages after IRCA*, Demography, Vol. 36, N° 2. May 1999. 235.

sanctions. If employers had indeed turned away from employing illegal immigrants for lower wages, legal immigrant workers would have earned more.³⁴

There were other factors which influenced the earnings of Latino workers, such as the two amnesty programs contained in IRCA (the SAW program and general amnesty). The general amnesty provision had a positive effect on wages. By May 16, 1990, there had been 1.8 million applications filled out for permanent resident status under the general amnesty provision. Around seventy percent of the applicants were Mexican, while around thirteen percent was from Central America.³⁵ SAWs from Haiti made up three percent of applicants and SAWs from El Salvador made up two percent. More than eighty percent of the SAW applicants were male and the same percentage, reflecting a different aspect, was between the ages of fifteen and forty-four.³⁶ No single SAW was under the age of fifteen. It is also known that seventy-two percent of applications were in the four states next to the U.S.-Mexican border. Arguably, legal status means that an immigrant has better opportunities in finding employment. This means that wages had a real chance of increasing for Latino workers. The SAW program had a negative effect on wages. By May 16, 1990, a total of around 1.3 million workers applied for amnesty under the SAW program. Around seventy-five percent of the applicants were immigrants coming from Mexico or Central America.³⁷ It was projected that the size of the work force in American agriculture would be 300,000 but the number of applicants greatly exceeded it. We can therefore conclude that there must have been a massive amount of cases of fraudulent documentation and a greater wave of new immigration. The new immigration meant that there was a greater supply of labor, and thus a decrease in wages. Due to the amnesty for SAWs, competition for jobs in agriculture increased for immigrants. One reason an employer might hire a legal immigrant is that he would avoid breaking the law. As a result undocumented workers found themselves forced to look for irregular work which paid poorly and for fewer hours.³⁸ Another result of the amnesty for SAWs was that some Mexicans immigrated to the United States who might otherwise have stayed in Mexico. Other Mexicans came who were family members and who otherwise did not qualify for legalization under the general amnesty provisions of IRCA. In the case of immigrant manufacturing employees, the employer sanctions regime caused a decrease in their wages while legalization

³⁴ DELAET, Debra L.: *U.S. Immigration Policy in an Age of Rights*, Praeger, Westport, 2000. 63.

³⁵ BANSKAK, Cynthia; RAPHAEL, Steven: *Immigration Reform and the Earnings of Latino Workers: Do Employer Sanctions Cause Discrimination?* *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 54, N° 2. January 2001. 278.

³⁶ HAINES, David W. - ROSENBLUM, Karen E.: *Illegal Immigration in America: A Reference Handbook*, Greenwood Press, Westport, 1999. 35.

³⁷ BANSKAK, Cynthia - RAPHAEL, Steven: *Immigration Reform and the Earnings of Latino Workers: Do Employer Sanctions Cause Discrimination?* *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 54, N° 2. January 2001. 278-279.

³⁸ MASSEY, Douglas S. - PHILLIPS, Julie A.: *The New Labor Market: Immigrants and Wages after IRCA*, *Demography*, Vol. 36, N° 2. May 1999. 235.

caused an increase. In nonagricultural industrial areas the average wage of immigrant workers decreased due to paperwork fines. However, hiring fines caused an increase in wages. In different metropolitan areas legalization had a positive influence on wages.

It is possible to discern general patterns resulting from IRCA concerning the wages of illegal Mexican immigrants. There is a general phenomenon of higher wages for those illegal immigrants (and also legal immigrants) who had better knowledge of English, longer job experience, and better education.³⁹ These are part of the human capital of an illegal immigrant. Social capital also exists, such as belonging to a social club or having a parent who is a migrant. These two types of social capital generally translate into higher wages. However, illegal immigrants with such social capital still earn lower wages than legal immigrants who possess the same types of social capital. As for the real value of wages earned by illegal Mexican immigrants, they have declined after the passage of IRCA, but IRCA did not cause them to decrease even further. If an illegal Mexican immigrant became legalized, that did not independently influence their wages. Illegal Mexican migrants tended to earn less if they found a job through a subcontractor than other illegal Mexican migrants.⁴⁰

Passage of IRCA influenced the population of illegal aliens. IRCA decreased the numbers of the undocumented and altered its composition.⁴¹ A census predicted what the characteristics and number of undocumented immigrants applying for both general amnesty and legalization under the SAW program would be. The characteristics taken into account were age, gender, geographic distribution, and origin. Due to the amnesty provisions of IRCA 2.7 million illegal aliens became legal. By 1987 the illegal alien population of the United States fell to 2.2 million. The population of illegal Mexicans decreased by two million. California and Texas were the two states where the most legalizations occurred. This altered the geographic makeup of the remaining illegal immigrant population. Mexicans made up sixty percent of the illegal alien population before passage of IRCA, but 51 percent after it.⁴² Among the illegal Mexican immigrants who came to the United States and remained undocumented, more remained so by 1995 if they had come between 1985 and 1989. Less illegal Mexican immigrants retained their illegal status by 1995 if they came before 1985. Forty percent of the Mexican entrants remained illegal by 1995 if they came between 1985 and 1989, while ten percent of such Mexican entrants remained undocumented if they came before 1985.

One of the problems related to the legalization provisions of IRCA was a lack of knowledge that employers had on employer sanctions. INS officers were

³⁹ MASSEY, Douglas S. - PHILLIPS, Julie A.: *The New Labor Market: Immigrants and Wages after IRCA*, *Demography*, Vol. 36, N° 2. May 1999. 239.

⁴⁰ *Ibid.* 239.

⁴¹ HAINES, David W. - ROSENBLUM, Karen E.: *Illegal Immigration in America: A Reference Handbook*, Greenwood Press, Westport, 1999. 35.

⁴² *Ibid.* 39.

responsible for educating employers about IRCA and employer sanctions and they often did a poor job and sometimes misinformed employers.⁴³ There were often problems with the attitude of Border Patrol agents who shifted between regular duty and employer sanctions program service. Due to the misinformation provided by the INS agents, business personnel staff sometimes ignored the „grandfather clause” and fired certain undocumented employees who were about to acquire legal status.

A further problem associated with the employer sanctions regime of IRCA was the education program that INS agents were charged with. Employer sanctions affected approximately seven million existing employers and millions of new employees every year, all of whom had to be educated. The sheer numbers of employers and new employees created an implementation problem that the INS confronted.⁴⁴ Even though the INS exerted great effort on education, to this day some employers and employees still do not understand the requirements put forth by IRCA. The GAO reported on employer and employee ignorance of the law in 1988. It stated that about 332,000 employers were not aware they could choose between a native-born American and an authorized alien, provided both had the necessary qualifications. Around 248,000 employers were not aware of penalties meted out for discriminatory hiring practices.⁴⁵ A total of around 528,000 employers, who were aware of the law, stated they began or would increase practices possible prohibited by law. Of the employers who reported to the GAO that they had begun or increased illegal activity, most claimed it was actually due to employer sanctions.

Noncompliance with employer sanctions was yet another problem after IRCA became law. There were several reasons for this. One was the lack of a sufficient number of I-9 forms. The way an employer perceived that they would be inspected by the INS influenced whether or not they complied with the law.⁴⁶ During fiscal year 1988 only 57 percent of inspected employers by the Department of Labor complied fully or partially with the law. In the first part of fiscal year 1989, the same rate was 62 percent.⁴⁷

One major problem involved with the implementation of the employer sanctions regime of IRCA was the availability of false documents. Many illegal aliens either purchased them or borrowed them in order to gain employment. Between September 1987 and October 1988, 39 percent of those surveyed by the GAO had either supplied or allegedly used false documents.⁴⁸ The most common false documents were the Social Security card and the Alien Registration card. INS

⁴³ LEMAY, Michael C.: *Anatomy of a Public Policy: The Reform of Contemporary American Immigration Law*, Praeger Publishers, Westport, 1994. 97.

⁴⁴ LEMAY, Michael C.: *Anatomy of a Public Policy: The Reform of Contemporary American Immigration Law*, Praeger Publishers, Westport, 1994. 97.

⁴⁵ Ibid. 98.

⁴⁶ Ibid. 98.

⁴⁷ Ibid. 98.

⁴⁸ Ibid. 99.

agents themselves were aware of the increase in use of false documents as time passed after the enactment of IRCA. In California and Arizona, for example, false green cards and Social Security cards often sold for \$40 to \$100. Because there are eighteen different versions of the I-551 green card, forging this document made law enforcement difficult. In addition, law enforcement was made difficult due to the fact that as soon as some counterfeiters were put out of business, others soon appeared. Discrimination was a result of IRCA that Congress intended to occur with respect to undocumented workers. This served the purpose of denying them jobs and making it less worth while immigrating illegally to the United States. However, IRCA was rendered less effective due to the ease of obtaining false documents.⁴⁹ Under the SAW program legalization did not demand that an immigrant reside in the United States. As a result many immigrant workers were eligible for legalization for whom the United States did not serve as a primary residence.⁵⁰

Another problem linked to the employer sanctions of IRCA involved the Special Agricultural Workers Program (the SAW program), which stated that illegal alien farm workers were eligible for legalization if they had worked at least ninety days between 1985 and 1986. What happened in the area of American agriculture was that many illegal aliens filed fraudulent applications.⁵¹ Other illegal aliens did not even file an application. These two types of aliens together formed a group that created competition for legalized SAWs. As a result working conditions and agricultural wages did not improve.⁵² The INS calculated that between 300,000 and 500,000 aliens would apply for agricultural work. By August 15, 1992, there were around 1,080,000 SAW applications. Application was easy, and only minimal amounts of documents were necessary. More aliens chose the fraudulent way to gain residency, with perhaps one-half or two-thirds of applications in California being fraudulent. One reporter called this massive case of fraud perhaps the greatest one perpetrated against the government of the United States. A further problem related to the SAW program was that some applicants paid farm labor contractors and agricultural employers for a fictive employment history. It is also known that the border program gave aliens work authorization and let them work in the United States for ninety days under certain circumstances. Anyone could come to a particular port of entry and claim that they had done farm work for the period 1985 to 1986. They had to show that the necessary documentation for this was within the United States.⁵³ Ultimately three factors made it impossible for INS officials to refuse suspicious applications at the border. INS officials were

⁴⁹ MASSEY, Douglas S. - PHILLIPS, Julie A.: *The New Labor Market: Immigrants and Wages after IRCA*, Demography, Vol. 36, N° 2. May 1999. 234.

⁵⁰ HAINES, David W. - ROSENBLUM, Karen E.: *Illegal Immigration in America: A Reference Handbook*, Greenwood Press, Westport, 1999. 34-35.

⁵¹ PEROTTI, Rosanna: *Employer Sanctions and the Limits of Negotiation*, Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol. 534. July 1994. 37-38.

⁵² Ibid. 38.

⁵³ Ibid. 38.

burdened heavily with having to prove that applicants were not illegal, inadequate resources hindered them, and confidentiality was the third problem. Many applicants were suspicious for several reasons. For example, applicants listed an unusually low number of employers and activities engaged in (i.e. only one employer when two or more were required). We also know that many western growers did not hire mostly legal workers. Many immigrant families already residing in the United States made the transition into the American labor force easier for newer immigrants. Travel for SAWs was facilitated and made it easy for the undocumented to ride with them to the United States. It was easier for newly documented farm workers to be joined by their undocumented spouse. Illegal aliens knew of the illegal means it was possible to gain legal status and took advantage of it.

Many employers in U.S. agriculture wanted to circumvent the employer sanctions regime of IRCA. They did so by changing their hiring practices by using the method of subcontracting (not only those in U.S. agriculture obtained a labor force through subcontracting). In this way they hoped to escape criminal prosecution and avoid the necessary paperwork involved with employer sanctions. Subcontracting needed an American citizen or resident alien who enters into a contract with the employer and finds workers who work for a set amount of time.⁵⁴ The workers complete a definite task and work for a set amount of wages. Since the subcontractor and the hired workers are technically not employees, the employer escapes punishment by the law. The payment of the subcontractor takes form as part of the wages of the workers. Discrimination against the undocumented and the use of subcontracting do not cancel each other out. It is likely, that because of employer sanctions, after the passage of IRCA the determining factor in the amount of wages an immigrant was paid was their legal status. Before IRCA it had been the amount of time spent in the United States.⁵⁵

The large scale of fraudulent use of documents for employment caused the problem of a glutted agricultural labor market. Many American farm workers were displaced as a result of the stream of illegal alien farm workers. Internal migration was another problem that resulted from the glutted market. For the SAWs, fraudulent document use kept agricultural wages and working conditions from improving.⁵⁶ As a result there was a backlash against the aliens using fraudulent documents. The backlash was from anti-immigration groups and the advocates of farm workers and pro-immigrant Hispanic groups.

An indirect consequence of the employer sanctions regime of IRCA was that it led to the deterioration of the condition of the undocumented immigrants living in the United States. After IRCA was passed, undocumented workers ceased to have

⁵⁴ MASSEY, Douglas S. - PHILLIPS, Julie A.: *The New Labor Market: Immigrants and Wages after IRCA*, *Demography*, Vol. 36, N° 2. May 1999. 234.

⁵⁵ *Ibid.* 234.

⁵⁶ PEROTTI, Rosanna: *Employer Sanctions and the Limits of Negotiation*, *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 534. July 1994. 39-40.

and enjoy the same rights as native-born workers.⁵⁷ When illegal aliens could not find employment because of IRCA, they were forced onto the streets to advertise themselves as looking for work. When they worked, they most often did day labor, their pay was poor, and their working conditions were dangerous. Day laborers faced the problem of being perceived as a nuisance in several American cities by some city residents, who wanted to drive them away.

One of the problems that the employer sanctions of IRCA did not solve was the continuing flow of illegal immigrants to the United States (mostly drawn by job opportunities). This was a problem that other legislation in the future would have to attempt to solve. This problem was the unintended consequence of what legislators intended when they crafted IRCA and employer sanctions. We can discern two types of research which point to the continued existence of this problem: research done with the cooperation of sending communities (in Mexico) and INS border apprehensions.⁵⁸ We can witness the drop in border apprehensions shortly after the passage of IRCA, but the return to pre-IRCA levels within a few years. For example, there were 992,308 apprehensions in fiscal year 1988, but 1,197,875 by fiscal year 1991.⁵⁹ It is possible that economic factors and the enforcement efforts of the INS contributed to this achievement. However, the Urban Institute and the RAND Corporation link the mentioned drop in border apprehensions to IRCA. IRCA and employer sanctions had a mild deterrent effect on apprehending undocumented immigrants who came across the U.S.-Mexican border. This drop can best be explained by the fact that newly legalized individuals were removed, especially the SAWs. These migrants crossed the southern border more frequently than the immigrants who the regular legalization program legalized. We cannot say that the increased enforcement of the border resulted in the temporary decline in apprehensions.

The effectiveness of the employer sanctions regime of IRCA declined due to several factors which constituted problems: irregular INS enforcement, employment opportunities in the United States, economic reasons for departure, and the ease at obtaining false documents.⁶⁰ Contractors, small firms, and ethnically owned companies hired illegal immigrants with the greatest frequency and gave them low-wage unskilled jobs. In this way the employment of illegal immigrants continued to exist. We can understand this problem if we see that it appeared that sending communities in Mexico considered the employer sanctions regime of IRCA as an obstacle that could be surmounted.⁶¹ It was statistically

⁵⁷ TACTQUIN, Cathi: *What Rights for the Undocumented?* Report on the Americas. Volume: 26. Issue: 1. 1992. 26.

⁵⁸ PEROTTI, Rosanna: *Employer Sanctions and the Limits of Negotiation*, Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol. 534. July 1994. 34.

⁵⁹ LEMAY, Michael C.: *Anatomy of a Public Policy: The Reform of Contemporary American Immigration Law*, Praeger Publishers, Westport, 1994. 85.

⁶⁰ PEROTTI, Rosanna: *Employer Sanctions and the Limits of Negotiation*, Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol. 534. July 1994. 35.

⁶¹ *Ibid.* 35.

proven that IRCA did not discourage illegal immigrants from Mexico to cross the border. In the decade of the 1980s the probability of migrants coming to the United States illegally remained the same. Repeated illegal border-crossings occurred with the same frequency as earlier in the 1980s.⁶² After the passage of IRCA and employer sanctions, the deterrent effect of the law actually decreased with illegal immigrants returning more often and staying in the United States longer than if not caught by the INS in earlier years.

IRCA and employer sanctions were passed to protect the jobs of native-born Americans, but several difficulties developed in connection with this goal. INS border apprehensions started growing in number in the early 1990s and reflect the fact that migration to the United States can sustain itself. It is sustained because immigrant networks create social and political relationships difficult to reverse whatever the economic situation the United States is in. Due to the existence of these relationships illegal aliens could still manage to cross into the United States. The reason is that they took into account that they can pay the higher costs involved with acquiring false documents, immigrant networks supporting them while looking for employment, and the increased length of time it takes to do so.⁶³

One problem that existed prior to passage of IRCA was the practice of illegal aliens in obtaining fraudulent documents for various reasons. The result of IRCA in curbing this problem was that it remained a problem. IRCA made it necessary for an employer to ask for certain documents from a worker to see if they are eligible for work in the United States. The legislators who created IRCA assumed that since employment is the main reason why illegal immigrants come to the United States, it should be made difficult for them to do so. They believed that the illegal alien will not have the necessary documents. However, the illegal aliens solve this problem by obtaining fraudulent documents.⁶⁴ For employers to be able to hire a worker who presents documents, their authenticity must be certain. With secure means of making certain the authenticity of the presented documents, it becomes possible for employers to detect document fraud and refuse to hire the worker applying for a job. President Reagan was empowered by Congress to create worker verification pilot projects to solve the problem of immigrants presenting fraudulent documents, but he did not use his power and as a result the employer sanctions regime of IRCA has had only a minimal effect of depriving undocumented immigrants of jobs. With document fraud an option, illegal immigrants continued to come to the United States, as there was always an abundance of employment. Laham describes a possible solution to document fraud. He states that a single document could be used as a means of verifying eligibility for an immigrant to work in the United States. This, he states, would

⁶² PEROTTI, Rosanna: *Employer Sanctions and the Limits of Negotiation*, *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 534. July 1994. 35.

⁶³ *Ibid.* 36.

⁶⁴ LAHAM, Nicholas: *Ronald Reagan and the Politics of Immigration Reform*, Praeger Publishers, Westport, 2000. XIII.

serve as worker verification system free of fraud. The one document that is suggested is the Social Security card.⁶⁵ President Reagan refused to use the Social Security card because he feared that it would evolve into a national identity card. This would make invasion of privacy possible. Invasion of privacy would be possible because the government would have to keep the personal records of all persons eligible for work in the United States. If an employer wanted to meet the requirements of employer sanctions as stated by IRCA, the federal government would send them these personal records.⁶⁶

The migration of undocumented Mexicans to the United States after 1986 can help illustrate the point that IRCA did not decrease the long-term flux of illegal immigrants to the United States. We know that before the passage of IRCA approximately 115,000 undocumented Mexicans entered the United States every year. After passage of IRCA this number fell to 61,000 a year, indicating a 47 percent decrease.⁶⁷ This alone does not indicate that IRCA was a deterrent to illegal immigration, because other factors may have been responsible for the decline. As Jones writes, the amount of apprehensions at the U.S.-Mexican border does not indicate anything about the level of enforcement on the part of the Border Patrol. Due to an inferior amount of resources applied by the Border Patrol we arrive at the statistic of 47 percent less entrants into the United States.⁶⁸ Other factors influenced the decrease of Mexican entrants. Mexican entrants could have perceived crossing the border more difficult, or they may have viewed finding employment less likely. In the time period from 1988 to 1989 over eighty percent of recent migrants and Mexicans found in western Mexico stated that the employer sanctions regime of IRCA made it more difficult for them to find a job in the United States.⁶⁹ A total of thirty to forty percent of those who did not leave for the United States cited reasons related to IRCA. From 1987 to 1988 twenty-five percent of the households in Zacatecas county stated that IRCA had impeding effects on a decision to go to the United States in recent years. Many of these household heads felt a certain amount of fear in attempting to illegally cross the U.S.-Mexican border. Mexican newspapers reported incidents of Mexicans trying to cross the border in these areas who had been killed by robbers on the Mexican side of the border, drowned in the dangerous waters of the Rio Grande, or otherwise died in the deserts on the American side of the border.⁷⁰ These incidents were more common after passage of IRCA, when enforcement of the border had been improved and illegal border-crossing had been diverted to these more unfamiliar and isolated areas.

⁶⁵ LAHAM, Nicholas: *Ronald Reagan and the Politics of Immigration Reform*, Praeger Publishers, Westport, 2000. XIII.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ JONES, Richard C.: *Immigration Reform and Migrant Flows: Compositional and Spatial Changes in Mexican Migration after the Immigration Reform Act of 1986*, *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 85, N° 4. December 1995. 717.

⁶⁸ Ibid. 717.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Ibid. 717.

IRCA was an obstacle that deterred illegal immigration from Mexico to southern Texas for the few years from 1986 to around 1990. Demographically speaking, IRCA made it less possible for women, the elderly, the less educated, families, and poor individuals from northern Mexico (and the nation as a whole) to illegally cross the border.⁷¹ Women and the elderly were physically less fit, the less educated and poor did not have the necessary communication skills and the financial capability to cross the border, and families had a harder time keeping together. In other words, single and young males with the necessary amount of money were more likely to cross the U.S.-Mexican border illegally. A certain amount of motivation was also necessary. The number of apprehended young, unmarried Mexican males with the necessary amount of money to attempt to cross the border increased after passage of IRCA, which suggests that this law deterred the less able. Certain statistics based on INS border apprehensions in southern Texas before and after passage of IRCA illustrate this point. There was a 1.5 percent increase in Mexican males coming to southern Texas after passage of IRCA. The number of individuals under the age of thirty increased by 6.4 percent.⁷² The number of singles crossing the border increased 35.2 percent, while the number of young unmarried males increased by 33.9 percent. Simultaneously, the demographic statistics of Mexico changed between 1980 and 1990. The number of males decreased by one percent, while the number of Mexicans under the age of thirty decreased by 2.5 percent. These statistics show that IRCA did, indeed, serve as a deterrent to undocumented Mexicans who contemplated coming to the United States illegally.

A possible explanation for the high numbers of young, unmarried Mexican males coming to southern Texas is the existence of maquiladora employment. During the 1980s oil prices declined, which hurt the Mexican economy. The Mexican economy was aided by the maquiladoras and export-oriented investment. The maquiladoras employed more young, single females at the expense of young, single males (increasing employment from 120,000 workers in 1980 to 440,000 in 1990).⁷³ It would be logical for these young, single males to cross the border, which is consistent with the fact that IRCA made it the least difficult to cross the border for young, single male Mexicans with the necessary financial means. The maquiladoras were located mainly in northern Mexico, causing an increased migration rate in other regions of the country. What is certain is that IRCA resulted in less illegal immigration to southern Texas from Mexico in the last years of the 1980s.⁷⁴

⁷¹ JONES, Richard C.: *Immigration Reform and Migrant Flows: Compositional and Spatial Changes in Mexican Migration after the Immigration Reform Act of 1986*, *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 85, N^o 4. December 1995. 718.

⁷² *Ibid.* 719.

⁷³ *Ibid.* 720.

⁷⁴ JONES, Richard C.: *Immigration Reform and Migrant Flows: Compositional and Spatial Changes in Mexican Migration after the Immigration Reform Act of 1986*, *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 85, No 4. December 1995. 724.

There are several reasons for the problems that the employer sanctions regime of IRCA led to. It can be pointed out that between fiscal year 1988 and fiscal year 1991 less and less time was spent on enforcing the employer sanctions regime by the INS. The INS became decentralized and as a result local offices determined their priorities.⁷⁵ It ended up being their decision as to whether or not they should enforce the employer sanctions regime. From office to office there were differences as to which procedures should be followed, what fines should be imposed, and which firms should be targeted. The majority of INS offices concentrated on paperwork violations. The INS and the Border Patrol could not effectively coordinate enforcement of the employer sanctions regime. As a result of this there emerged a constant possibility that the INS and the Border Patrol would treat firms in an unequal way.

In conclusion, we can say that though IRCA and employer sanctions tried to end illegal immigration, the law has failed and led to several problems. By 1993 Americans once again strongly favored restricting immigration. *Newsweek* conducted a poll in that year and sixty percent of the respondents stated that immigration had a negative influence on the United States. Most Americans came to believe that IRCA and employer sanctions did not stem illegal immigration. This is true, because the number of illegal aliens rose again to between two and four million people.⁷⁶ IRCA and employer sanctions had both successes and failures. By understanding what the problems with IRCA were, legislators were better able to understand where to improve the already existing immigration law. Perotti calls our attention to the fact that employer sanctions might have been a more effective tool if the INS in Washington could have exerted a greater control over the regional offices.⁷⁷ Furthermore, if the INS had commanded more resources for enforcing employer sanctions, it could have done its work better. However, this goal was hard to achieve for the INS because it had to concentrate on other tasks such as fighting document fraud. As for the discrimination cause by the employer sanctions regime of IRCA, there were calls in Congress for its repeal by Hispanics. Senator Alan K. Simpson, however, stated the solution to discrimination would be to involve more secure identification documents when an employer hires a worker.⁷⁸

The immigration policy of President Reagan, IRCA, generally did not reach its goals and led to several problems. When IRCA was crafted, it was done in a truly democratic fashion – employers, farm workers, immigration advocates, and others took part in the necessary legislative negotiations to finally do something about the problems of immigration existing since 1965. Since many different groups

⁷⁵ PEROTTI, Rosanna: *Employer Sanctions and the Limits of Negotiation*, Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol. 534. July 1994. 40.

⁷⁶ Ibid. 33.

⁷⁷ Ibid. 40.

⁷⁸ PEROTTI, Rosanna: *IRCA's Antidiscrimination Provisions: What Went Wrong?* International Migration Review Vol. 26, N° 3, Autumn, 1992. 733.

created many different agreements which became part of IRCA, this important immigration reform law was not as efficient as it could have been. Illegal immigrants continue to come to the United States despite employer sanctions. The antidiscrimination provisions have also been of very limited influence in preventing discrimination. Because of the weaknesses of the farm worker legalization program, immigrants concluded that American immigration enforcement was extremely vulnerable.⁷⁹

IRCA, however, was an important first step in reforming American immigration policy. Arguably, if implementation improves, immigration reform can achieve better results. It can also be said that employer sanctions cannot solve every single problem that it was designed to eliminate. If the employer sanctions regime of IRCA had the necessary resources, better management, and enforcement was enhanced, they could have given the desired results. Continually educating employers and addressing the economic roots of illegal immigration would also have been a step in the right direction.

⁷⁹ PEROTTI, Rosanna: *Employer Sanctions and the Limits of Negotiation*, *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 534. July 1994. 43.

Études en hongrois

Dans chaque numéro on publie quelques études en hongrois aussi. Cette fois un collègue hongrois (*Gergely Egedy*) présente un penseur politique américain, Peter Vierek et ses idées sur Metternich. L'autre texte est celui d'une doctorante (*Kapornaki Anikó*) à ELTE sur la propagande de la guerre américaine en Irak.

Egedy, Gergely

*Metternich mint elv**

Abstract

The noted American historian, Viereck looked upon Klemens von Metternich as the „principle” of conservatism. Viereck was convinced that the conservative is „by definition moderate in all things”, i.e. the quintessential conservative principles are proportion and measure, together with preservation through reforms. In his view it was Metternich, the chancellor and foreign minister of the Hapsburg Empire that came to personify these principles to the highest degree. This study makes an attempt to analyze Viereck’s interpretation of the worldview and political achievement of Metternich, consequently it is to be classed among the studies on the history of political ideas. The main emphasis is on the efforts of Metternich to create and defend the spirit of conservative internationalism and on his attempts to reconcile his attraction toward Burkean ideas and English-style conservatism with his conviction that Central Europe in his day was not yet ripe for a great deal more freedom.

Keywords: sanctity of law; Western and Eastern conservatism; Realpolitik; conservative internationalism; the religion of nationalism; anticonservative heresy; evolutionary middle way.

Egy politikai filozófia igazából csak akkor ragadható meg konkrétan, ha egy történelmi személyhez kötjük – vélte Peter Viereck, a II. világháború utáni amerikai „konzervatív reneszánsz” egyik meghatározó jelentőségű személyisége. A német bevándorlók családjában született Viereck konzervativizmus-felfogásának sarokpontja a politikai szélsőségek elutasítása volt: ezt a felfogást képviselte legismertebb műveiben, így a „Metapolitika” (Metapolitics, 1941) érvelésében, az „Újragondolt konzervativizmus” elméleti alapvetésében (Conservatism Revisited, 1949), „Az értelmiségiek szégyene és dicsősége” (Shame and Glory of the Intellectuals, 1953) című könyvében és „A nem alkalmazkodó ember”-ben (The Unadjusted Man, 1956) egyaránt. A kívánatosnak tartott konzervativizmus szimbólumát ő Klemens von Metternichben, a Habsburg-birodalom nagyhatalmú kancellárjában és külügyminiszterében, a „Szent Szövetség” eszméjének legnagyobb befolyású képviselőjében látta - aki viszont sokak szemében épp a konzervativizmus legrosszabb oldalát testesítette meg. Viereck olvasatában Metternich egy „elvet” is jelentett, egy olyat, amelyre a világnak a 20. században még nagyobb szüksége volt, mint a 19. században.¹ Ezt röviden és

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

¹ VIERECK, Peter: *Conservatism Revisited, The Revolt Against Ideology*, Transaction Publishers, New

tömören „konzervatív internacionalizmusként” határozhatjuk meg. Mit jelent a Metternich nevével fémjelzett elv? Az alábbiakban Viereck Metternich-értelmezését tekintjük át, különös tekintettel a konzervatív internacionalizmus tartalmára.

A konzervativizmus mint a szélsőségek ellentéte

Viereck konzervativizmus-felfogását az a meggyőződés hatotta át, hogy mindenféle politikai szélsőséget maximálisan kerülni kell – a „*par excellence*” konzervatív elvet ezért a mérsékletben, a mértékek és az arányok tiszteletben tartásában látta. „*A konzervatív per definitionem mindenben mérsékelt*” – emelte ki az *Újragondolt konzervativizmus*-ban, és más írásaiban is.² A nemzeti elvet pedig összeegyeztethetetlennek találta a mérséklettel. E tekintetben Viereck felettébb rendhagyó felfogást képviselt, hiszen ismeretes, hogy a konzervatív gondolkodás fősdra hagyományosan elkötelezett a nemzeti identitás fontossága iránt.³ Metternich tevékenységét is azért értékelte oly pozitívan, mert abban – joggal – azt a törekvést látta, hogy mindenfajta nemzeti „*reneszánszt*” a csírájában elfojtsa a szupranacionális Habsburg- birodalom fenntartása érdekében. Ez a gondolkodói attitűd nyilvánvalóan összefügg a 20. század két világháborújának a borzalmaival, melyekért, sokakhoz hasonlóan, Viereck is a nemzeti elvet tette felelőssé. Felfogását e szavakkal foglalta össze: „*Egy olyan Európában, amelyben a nemzetek egymást átfedően élnek, amelyben Elzász-Lotaringiák, Schleswig-Holsteinek, Szudétaföldek, lengyel folyosók, Erdélyek, Besszarábiák, Macedóniák, Trentinók és Triesztek vég nélküli sora található – egy ilyen kirakós-játék Európában a nacionalizmus semmiképp sem jelentkezhethet más módon, mint a vér és a vas politikájának antiliberalis eszközeivel.*”⁴

A Metternich tevékenységéről adott elemzés az eszmetörténész számára még akkor is igen érdekes, ha a történeti valóság Viereck által kidolgozott rekonstrukciója több ponton is erősen vitatható. Az amerikai filozófus és történész ugyan valóban alaposan foglalkozott Metternich szerepével és nézeteivel, megközelítésében azonban kétségtelenül nagyfokú szubjektivitás érvényesül. A „*metternichi elv*” interpretációja így tehát elsősorban Viereck saját felfogásáról árul el sokat, e tanulmány számára azonban kifejezetten az eszmetörténeti nézőpont a releváns.

A történeti kontextus értelmezése

Metternich tevékenységének az értékelése elválaszthatatlan a történeti háttérnek, vagyis saját korának az értelmezésétől, s talán nem tévedünk, ha e

Brunswick-London, 2005 (Originally published by Charles Scribners' Sons, 1949), 70.

² VIERECK: 75. Viereck konzervativizmusának az általános áttekintéséhez ld. Ryn alapos előszavát: RYN, Claes G.: *Peter Viereck and Conservatism*, IN: VIERECK: 3-45.

³ A konzervatív gondolkodásnak a nemzeti eszméhez való viszonyáról részletesebben ld: EGEDY Gergely: *Konzervativizmus és nemzettudat*, IN: EGEDY Gergely: *Konzervativizmus az ezredfordulón*, Magyar Szemle Könyvek, 2001, 143-171.

⁴ VIERECK: 87.

tekintetben a kulcstényezőt a 19. század első felében kibontakozó nemzeti mozgalmakban, különösen az évszázados széttagozottság felszámolására irányuló - s ezzel óhatatlanul az európai status quo-t is átformáló - német egységtörekvésekben találjuk meg.⁵ Még pontosabban: ezek megítélésében. E folyamatot sokan – még olyan szerzők is, akik egyébként igen óvatosak a nemzeti eszmével kapcsolatban – természetesnek tekintették, Viereck viszont, sokat mondóan, egyenesen „*Európa elleni német lázadásról*” (German revolt against Europe) beszél.⁶ E fogalmazás jól érzékelteti, hogy a széttagozott német világ nemzeti öntudatra ébredésében ő gyakorlatilag nacionalizmust látott. Érveléséből egyértelműen kitűnik, hogy e sorok szerzőjének a megítélése szerint vitatható módon, a kérdést túlzottan leegyszerűsítve, és a konzervatív gondolkodók túlnyomó többségétől eltérően gyakorlatilag nem tesz különbséget a nemzeti eszme és a nacionalizmus között.

Milyenek festette le Viereck a napóleoni ambíciókkal szembeforduló, nem kis részben épp általuk felébresztett német nemzeti mozgalmat?

E szerteágazó mozgalom meghatározó vonását ő az egységes és oszthatatlan német nép, a „*Volk*” létének a feltételezésében jelölte meg. Ezt az állítást részletesen is kifejtette elsőként publikált könyve, a doktori disszertációjára épülő „*Metapolitika*”, amely 1941-ben jelent meg, eredetileg azzal a sokat eláruló alcímmel, hogy „*A romantikusoktól Hitlerig*”.⁷ A megjelenés időpontja is tükrözi, hogy a nemzetiszocialista gondolkodás egyik legkorábbi elemzéséről van szó, méghozzá egy olyanról – ezt is tegyük hozzá -, amely igényes és alapos, számos későbbi műnél mélyebbre hatoló, még ha következtetései több tekintetben is megkérdőjelezhetőek. A „*Metapolitika*” nem a szokott módon, nem a háborús vereségből és az 1929-33-as világválság következményeiből, hanem a német romantika gondolkodóitól eredezteti a nemzetiszocializmus eszméjének a karrierjét, és azt állítja, hogy a németek lelkében régóta viaskodik egymással két hagyomány: a klasszikus-rationális-keresztény tradíció, valamint a barbár germán törzsekhez kapcsolódó misztikus romanticizmus.⁸ Érdeemes megjegyezni, hogy a náciizmusnak a német romantikával való összekapcsolása akkoriban meglehetősen újszerű gondolat volt, amelyért Vierecket több bíráló is érte, mondván, hogy ez a német-ellenes propaganda céljait szolgálja.⁹ Valójában nem ez volt a szándéka: a

⁵ A 19. század első felének német egységtörekvéseihez ld, többek között: GEISS, Immanuel: *The Question of German Unification, 1806-1996*, Routledge, London, 1997, 31-51.

⁶ VIERECK: 84.

⁷ E tanulmányhoz a következő kiadást használtam: VIERECK, Peter: *Metapolitics. The Roots of the Nazi Mind*, Capricorn Books, New York, 1965 (Originally published in 1941 by A. Knopf).

⁸ VIERECK (1965): 4-5. Több elemző szerint is Viereck egész életművére nagy hatással volt az a törekvése, hogy elhatárolja magát az apjától, aki nyíltan szimpatizált a nemzetiszocialista Németországgal, s aki ezért az USA-ban börtönbüntetést is kapott.

⁹ Többek között a neves antifasiszta történész, Jacques Barzun, a Columbia Egyetem professzora is bírálta Vierecket a *Journal of the History of Ideas* hasábjain, azt vetve a szemére, hogy a múltat a jelen szemüvegén keresztül nézve vizsgálja. Barzun cikkét a *Metapolitika* 1965-ös kiadása mellékletként közli. „*A Debate About Metapolitics*”, IN: Viereck (1965): 347-351.

munka átgondolt érvekkel igyekezett e tézist bizonyítani.

Az osztályhatárok felett átlépő *Volk* eszméje az ő interpretációjában közvetlen kapcsolódási pontot jelent a 19. század romantikus szemléletű német nemzeti mozgalma és a 20. század nácizmusa között.¹⁰ E mozgalom legbefolyásosabb képviselői valamennyien mélyen hittek a *Volk* létében – hangsúlyozza Viereck, arra is rámutatva, hogy e körülmény figyelembe vétele nélkül az 1848 utáni német történelem sem érthető meg. Metternichet csak akkor érthetjük meg igazán, ha azt is tudjuk, kik voltak valójában az ellenfelei és ellenségei.

Metternich bölcsességét mi sem bizonyítja jobban Viereck szemében, mint az, hogy ő egy pillanatra sem fogadta el a *Volk* eszméjéről alkotott, általa képtelenségnek tartott feltevést, mint ahogy a racionális politikának a misztikus „metapolitikával” való helyettesítése is idegen volt tőle. Franz Grillparzer, a neves osztrák költő és író később keményen megbíráta Metternichet, azt állítva, hogy szemléletéből hiányzott a messzire tekintés képessége, nem látott tovább a pitiáner kormányzati ügyeknél egy olyan korban, amelyre a „*Völkerpolitik*”, vagyis a nemzeti tömegmozgalom nyomta rá a bélyegét. Viereck elismeri: igaza volt Grillparzernek annyiban, hogy valóban eljött a *Volk* politikájának a kora – ebben azonban szerinte nem sok köszönet volt...¹¹ A „*Völkerpolitik*” által megalapozott ún. „*reálpolitika*” a nyers erőszakra épített, s ennyiben a tökéletes ellentéte volt a Metternich által képviselt joguralom eszméjének. Viereck konklúziója úgy foglalható össze, hogy végső soron a *Volk* eszméjét kidolgozó romantikus nacionalizmus és a materialista radikalizmus egyesülése vezetett el a német nemzetiszocializmushoz. És hasonló gyökerekre vezethető vissza, teszi hozzá, az orosz „*nemzeti bolsevizmus*” is.¹²

De vajon nem túlzás-e a 20. századi totalitarizmusok gyökereit ilyen messzire visszavezetni? „*Vajon nem történelmietlen-e a XIX. századi Németország Metternich-ellenes nacionalizmusát és rasszizmusát a náci következmények felől megítélni?*” – fogalmazza meg a kérdést Viereck maga is.¹³ A „*Metapolitika*” és az „*Újragondolt konzervativizmus*” nem hagy szemernyi kétséget sem az amerikai gondolkodó válasza felől.

Álláspontjának bizonyítására sokat foglalkozik a német nemzeti mozgalom szellemi vezetőivel: gyakorlatilag az ő eszméikből vezeti le a mozgalom egészének a karakterét. Így állítja előtérbe Friedrich Ludwig Jahnt, a nacionalista pedagógust, a diákegyletek szervezőjét, és a tornagyakorlatok propagálóját, aki Gobineau-t megelőzve lépett fel a „*Volk*” „*biológiai tisztasága*” mellett, és nyíltan hirdette a német felsőbbrendűséget. Ő volt szerinte „*a Metternich-ellenes németnek azon*

¹⁰ A „*Volk*” fogalmának a szerepéhez, lásd, többek között, : VIERECK (1965): 38-40, 50-54; 66-70.

¹¹ VIERECK (2005): .89.

¹² A „*nemzeti bolsevizmushoz*” ld. a *Metapolitika* 1961-es és 1965-ös kiadásához írt előszavát. Ebben kiemeli: a két világháború között a német jobboldal és az orosz baloldal közös platformra került a szabad Nyugattal szemben. VIERECK: *New Survey for the 1960s*, IN: VIERECK (1965): vii-viii.

¹³ VIERECK (2005): 93. (Viereck a „*Germany*”, Németország megjelölést használja a 19. század első felére is.)

átmeneti típusa, akiben a nacionalizmus első ízben válik náciizmussá”, s aki, első ízben a német történelemben, valódi „rohamcsapatokat” szervezett. Nem csoda, hogy már a korabeli konzervatív ellenfelei is „német jakobinusnak” nevezték őt.¹⁴ Jahn szellemi útmutatása alapján került sor 1817-ben Wartburgban nyilvános könyvégetésekre is. Viereck szól a német egység elkötelezett hívéről és teoretikusáról, Ernst Arndtról, aki a franciaellenességet idegen-ellenességgel párosította, és nagy terjedelemben értekezik a kulcsfigurának tekintett Richard Wagner szerepéről.¹⁵ Utal Goethére, aki maga is úgy vélte, hogy a Siegfrid-legendák dicsőítése könnyen a teuton barbarizmus felmagasztalásához vezet, és hivatkozik Heinére is, aki ugyan liberálisként elszánt ellenfele volt Metternichnek, ám a misztikus német nacionalizmustól mégis jobban tartott, mint a birodalmi kancellártól. A német filozófiáról írott esszéjében a neves költő azt is megjósolta, hogy a német romantikából egy kifejezetten keresztény-ellenes vallás fog támadni, amely „az akarat fanatizmusát” fogja oltárra emelni.

Metternich szellemi ellenfelei kapcsán hangsúlyosan szól Viereck a romantikus drámaíróról, Heinrich von Kleistről is. Őt szintén annak a pángermán nacionalizmusnak a képviselőjeként jeleníti meg, amelyet közvetlen összefüggésbe hoz a 20. századi fasizmussal. Érvelésének középpontjába a „Hermann csatája” (Die Hermannsschlacht) című darabot állítja; ennek a cselekményét a germánok és a rómaiak között Kr.u. 9-ben lezajlott teutoburgi csata adja. A főhős, Hermann egy valódi Führer vonásait ölti magára, és maximális dicséretben részesül Kleisttől, amiért – család ígéretével – félrevezeti Augustus császár katonáit, és három légiót lemészárol. Az 1808-ban írott műnek a napóleoni háborúk kontextusában az volt az üzenete, hogy a német kultúrának ellen kell állnia a francia – a nyugati – civilizációval szemben. Viereck emlékeztet arra, hogy a Hitler-érában a hivatalos kultúrpolitika nagyra értékelte ezt a drámát, és a náci kiadó *expressis verbis* utalt arra, hogy Hermann éppúgy korábbi sérelmekért állt bosszút, mint ahogy Hitler bosszút állt a franciákon Versailles-ért.¹⁶

A későbbi fejlemények gyökereit kutatva az amerikai gondolkodó arra a következtetésre jutott, hogy 1848 előtt a Metternichet támogató konzervatívoknak és a vele szemben álló liberálisoknak egyaránt sok mindenben igazuk volt, s a legnagyobb hibát azzal követték el, hogy nem fogtak össze a német nacionalistákkal – a nemzetiszocializmus előfutáraival - szemben. A liberálisok azt a súlyos hibát követték el, hogy feltételezték, a nacionalizmus liberális jelleget ölthet, amiként azt Herder hitte. „E hiba semmisítette meg a liberalizmust és a demokráciát Közép-Európában” – állította Viereck.¹⁷ A középosztály liberális internacionalizmusa és az arisztokraták konzervatív internacionalizmusa rengeteg energiát fordított egymás megsemmisítésére, s ezzel olyan lojalitási vákuumot teremtett, amelybe –nevető harmadikként – a harcias nacionalizmus nyomult be.

¹⁴ VIERECK (1965): 63-65. („the first storm-trooper”)

¹⁵ Uo. 4-9; 91-92; 109-113.

¹⁶ Uo. 11-12.

¹⁷ VIERECK (2005): 86.

(A jó ügyek vagy legalábbis a féligazságok közötti küzdelem mindig tragikusabb, mint a jó és a rossz közötti – idézte fel Lord Acton szavait Viereck.) E gondolat jegyében, figyelmeztetni kívánva a történelem tanulságaira, az *Újragondolt konzervativizmus* 1962-es kiadásához készített előszavában kifejezetten megfogalmazta: 1949-ben arra törekedett, hogy előmozdítsa a konzervatívok és a liberálisok összefogását a „*reálpolitikára*” hivatkozó két totalitárius rendszer, a fasizmus és a kommunizmus ellenében.¹⁸ A mérséklet elvének elfogadása ugyanis szerinte már önmagában közös nevezőt teremthet a konzervatívok és a liberálisok között, akiknek mindig készen kell állniuk a szélsőségekkel szembeni összefogásra.

Metternich és a konzervatív nemzetköziség

A német nemzeti egységmozgalomnak ez a sajátos látószögű interpretációja alkotja a háttérét Metternich konzervativizmusának az elemzéséhez. Az amerikai gondolkodó Metternichben látta azt az utolsó nagy formátumú államférfit, aki kiállt a nyugati világ egysége mellett, és szembefordult a nacionalizmus „*tömegembereivel*”. A kancellár által képviselt politikai irányvonalat az „*elvi alapú politikával*” azonosította, s az erőszak politikájával állította szembe. (Hogy a tények ezt mennyire támasztják alá, az természetesen egy másik kérdés...) Sőt, Viereck érzékelteti, hogy Metternich nem is csak Ausztria érdekeiért lépett fel, hanem mindig egész Európa rendjét tartotta szem előtt, abból indulva ki, hogy Ausztria érdekei egybeesnek az európai stabilitás érdekeivel.¹⁹ A kancellárt már a származása is a nemzetek feletti gondolkodásra ösztönözte, hiszen a Rajna-vidéken, Koblenzben született, és csak 22 évesen lépett be először Bécsbe. Társadalmi osztálya, az arisztokrácia minden európai országban ugyanazt a nyelvet beszélte; Viereck találó hasonlatával, egy „*nemzetközi szakszervezetet*” alkotott.

Metternich már másfél évszázaddal az európai integráció kibontakozása előtt lényegében politikai egységként tekintett Európára. Ezt tükrözik munkatársának és barátjának, Friedrich Genztnak a következő, Metternich felfogását tükröző és ezért Viereck által kiemelt sorai is: „*Földrajzi helyzetük, valamint szokásaik azonossága, törvényeik, szükségleteik, életmódjuk és kultúrájuk egyneműsége miatt e kontinens összes állama egy nagy politikai közösséget alkot, amelyet nem alap nélkül neveztek „Európai Köztársaságnak”*.”²⁰

Az összeurópai léptékben való gondolkodás, a mérsékletre való törekvés, a konzervatív szolidaritás és a politikai bölcsesség mutatkozott meg már abban is, mutat rá az amerikai gondolkodó, hogy a kancellár a napóleoni háborúkat lezáró bécsi kongresszuson síkraszállt amellett, hogy a Bourbonoknak visszaadott Franciaországot ne alázzák meg, ne lehetetlenítsék el területi és egyéb szankciókkal. 1815-ben ezért a franciáktól nem vették el Elzász-Lotaringiát, amit 1871-ben a kancellár egykori ellenlábasaival az utódai habozás nélkül megtettek.

¹⁸ VIERECK: *Author's Note for the 1962 Edition*, IN: VIERECK (2005): 59.

¹⁹ VIERECK (2005): 88.

²⁰ Uo. 87.

Metternich konzervatív internacionalizmusa kulcsszerepet kapott abban a küzdelemben is, amely a német egység megvalósításának két lehetséges útja között bontakozott ki. Az ún. „*kisnémet*” és a „*nagynémet*” megoldás e megközelítésben a Berlint képviselő Stein és a Bécszet képviselő Metternich elvi alapú szembenállásaként jelenik meg. Viereck azt állítja, hogy a két vezető két teljesen különböző célért küzdött: az előbbi a német nemzeti eszme elkötelezettje volt, és az ördöginek tekintett vetélytárs Franciaország legyőzését tartotta a legfontosabbnak, az utóbbi viszont Európában gondolkodott, és a kontinens politikai egységét kívánta helyreállítani. A Metternich által irányított Német Szövetség is biztosított egyfajta egységet, de csak egy laza egységet – ez Viereck megítélése szerint elég volt a franciákkal szembeni védekezéshez, de nem volt elég azoknak, akik agresszív háborúkat és birodalomépítést terveztek. Metternich valójában „*nemzetközi konzervatív polgárháborút*” vívott, Stein pedig nemzeti háborút.²¹ Metternich számára ugyanis a nacionalizmus ugyanarról a tőről fakadt, mint a jakobinizmus: mindkettő „*anti-konzervatív eretnecség*” volt. Ezzel összefüggésben Viereck indokoltan tekintette a kancellár kemény fellépését a forradalmi német diáksággal szemben; a waterloo-i győztest, Blücher porosz tábornokot megtapsoló középosztálybeli egyetemistákban ugyanis „*nemzeti jakobinusokat*” látott, akik a 20. századi fasizmust készítették elő.

Viereck fontosnak látta és több helyütt is kiemelte, hogy a német nacionalistákkal ellentétben a konzervatív Metternich sohasem bántotta azokat, akik a birodalom más nemzeteihez tartoztak. A német liberálisok viszont kapituláltak a nacionalizmus előtt, amikor 1848 júliusában képviselőik a frankfurti parlamentben a támogatásukról biztosították a lengyelek ellen fellépő porosz hadsereget. Viereck csipős fogalmazásában a cél már akkor is a „*Lebensraum*” bővítése volt, s emlékeztet arra, hogy a liberálisok befolyásos vezetője, Wilhelm Jordan nyíltan kiállt a „*Drang nach Osten*” politikája, és a pángermán gondolat mellett.²² A történelmi tendenciák ezen interpretációjában evidens a kulcsjelentőségű következtetés: „*Ilyenek voltak azok a Jó Demokraták, akik megszabadították Európát Metternichtől.*”²³ Metternich politikájának a megalapozottságát rövidlító utódjának, Schwarzenberg hercegnek a kudarcra is bizonyítja: az erőszakra alapozó „*reálpolitikájával*” nagymértékben hozzájárult Bismarck és a pángermán nacionalizmus sikeréhez.

A 20. század hatvanas éveiben a nyugati világ történész-köreiben élénk vita bontakozott ki Metternich szerepéről: a legtekintélyesebb Metternich-kutatók, köztük a Henry Kissinger tanulmányait közlő kötetbe Vierecktől is kértek egy írást.

²¹ VIERECK (2005): 92.

²² A *Metapolitikában* egyértelműen ki is jelenti: tévedés az 1848-as német forradalmat liberális szemléletűnek tekinteni. VIERECK (1965): 60. Az 1848-as magyar forradalom vezetőit is bírálja, azt állítva - a történelmi bizonyítékok felsorolását mellőzve -, hogy a horvátok azért fordultak Bécshez segítségért, mert féltek Kossuthék nacionalizmusától; „*Kossuth intoleráns liberálisai és balosai*” azt akarták, hogy az új országgyűlésben a horvátok is magyarul beszéljenek. VIERECK (2005): 99.

²³ Uo. 101.

A konzervatív gondolkodó a cikkének címében egyenesen ezt állította Metternichről: „*Bástya a potenciális fasizmussal szemben*”.²⁴ Írásában a kancellárral szimpatizáló híres bécsi történésszel, Heinrich Ritter von Srbikkel, a mindmáig alapműnek számító kétkötetes Metternich-életrajz szerzőjével (Metternich der Staatsmann und der Mensch, 1925) vetélkedett Metternich védelmében. Szerinte óriási tévedés a kancellár minden ellenfelében liberális demokratát látni; a metternichi politikával való szembefordulás hátterében felettébb gyakran húzódtak meg nacionalista, nem pedig liberális szempontok. Sőt, igen sok esetben az ellenfelek nemcsak nacionalisták, hanem kifejezetten militaristák és proto-fasiszták voltak.²⁵ Amikor pedig Metternich valódi liberálisokkal került szembe, fúzi hozzá Viereck, azért volt igaza, mert az utóbbiak életidegen, doktriner módon gondolkodtak, s nem számoltak azzal, hogy reformokat, új intézményeket csak a konkrét körülményekhez igazítva, „*egyediesítve*” lehet bevezetni.

Két világháború fényében döntenünk kell arról, foglalja össze a lényegét Viereck, hogy a nyugati ember egy fokozatosan szélesedő közösség tagjának érzi-e magát (ilyennek tekintette Metternich Európát), avagy, provinciális módon, bezárja magát egy nemzet keretei közé. „*A nyugati kultúra nagy építői, mint például Nagy Sándor, Erasmus vagy Szent Pál, már régóta meghozták a döntésüket. És ebben közelebb állnak Metternich professzorhoz, mint Nápoly összes carbonarijához vagy bármilyen Stein báróhoz.*”²⁶

Metternich és a szabadság

Metternich kapcsán a magyar olvasó aligha asszociálna épp a szabadságra, Viereck azonban úgy véli, Metternich eszméi valójában sokkal közelebb álltak a brit parlamentáris rendszerhez, mint ahogy azt a történészek általában feltételezik. Ennek pedig az az oka, hogy Metternich is a modern konzervativizmus „*atyjától*”, a francia forradalmat elítélő Edmund Burke-től merítette nézeteit a szerves fejlődés és a józan mérséklet kívánatosságát illetően.²⁷ „*A vörös és a fehér doktrinerek úgy kerülnek, mint a pestist*” – idézi Viereck a kancellár memoárjából, barátjának, Gentznek pedig így jellemezte Metternich a saját tevékenységét: „*Minden erőfeszitésem a különféle szélsőségek ellen irányul.*”²⁸ A mérséklet parancsával összefüggésben Viereck világszemléletében megkülönböztetett hangsúlyt kapott „*a törvények szükségessége és szentsége*”; egyik gyakran idézett kijelentése szerint „*az, ami a ma született gyermeket megmenti attól, hogy*

²⁴ VIERECK: *Bulwark Against Potential Fascism*, IN: *The Metternich Controversy*, ed. by E. KRAEHE, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1971, 89-93. Ugyancsak pozitívan értékeli Metternichet a kötetben Henry Kissinger is.

²⁵ VIERECK: uo. 90-91.

²⁶ VIERECK (2005): 103.

²⁷ Metternich barátja, Friedrich Gentz már 1793-ban németre fordította Burke-nek a francia forradalomról írott nevezetes művét.

²⁸ Idézi VIERECK (2005): 124.

barlanglakó maradjon, nem más, mint a törvény és a hagyomány ereje”.²⁹ Aligha meglepő ennek fényében, hogy Metternich egyik nagy erényét is a jog iránti elkötelezettségben látta. „*Kraft im Recht*”, „*a jogban rejlik az erő*” - e jelmondat, amely a család címerében is szerepelt, szolgált szerinte Metternich meggyőződésének az alapjául. Az eszmetörténész számára másodlagos jelentőségű, hogy a Habsburg-birodalom irányítójaként ténylegesen mennyire ragaszkodott Metternich mindig a jog uralmához; a lényeges az, hogy Viereck Metternichnek tulajdonítja a szabadság helyes, konzervatív értelmezését. (Úgy is fogalmazhatunk, hogy Metternich elemzése kapcsán fejti ki a véleményét a konzervatív szabadság-fogalomról.)

Politikai bukása után, 1848-ban Metternich épp a liberálisnak elkönyvelt Angliában keresett és talált menedéket, amiben jó néhány egykori ellenfele a sors iróniáját látta. Tévedtek azonban, állítja Viereck, mert Anglia sikere nem a cáfolata, hanem a bizonyítéka volt a metternichi eszmék érvényességének! „*A Föld legszabadabb országa, mert a leginkább fegyelmezett*” – írta a szigetországról a bukott kancellár, befejezetlen politikai végrendeletében pedig kifejti: „*A rend alapzata nélkül a szabadság csak egy önző csoport ambíciójának az álcázása*”.³⁰ Akkor miért nem folytatott olyan politikát, amely az angol konzervativizmus szelleméhez illeszkedett?

A magyarázat kézenfekvő Viereck számára: azért, mert Metternich azt is felismerte, hogy nincs univerzális recept a jó alkotmányra, annak ugyanis mindig a lokális kulturális és politikai hagyományokhoz kell igazodnia. Közép-Európát éretlennek tekintette a nagyobb fokú szabadságra, akárki is kormányozza, mert úgy látta, hiányzik az önkéntes jogkövetés tradíciója. Ez magyarázza, mutat rá az érvelés, hogy bár Metternich mélyen tisztelte az angol alkotmányt, határozottan ellenállt annak a törekvésnek, hogy azt mesterségesen másutt is bevezessék, így a Habsburg-birodalomban sem látta alkalmazhatónak a 19. század első felében.³¹ A liberálisok által sürgetett változások szerinte olyan anarchiához vezetettek volna, amelynél a fölülről érvényesített fegyelem is jobb. „*Ha Nápoly és Cadiz doktriner liberálisai jobban megértették volna Metternichnek az evolúciós fejlődésről vallott felfogását, talán kevésbé siettek volna a lázadások kiobbantásával...*” – jegyzi meg Viereck.³² A mesterséges alkotmányok nem érnek többet annál a papírlapnál, amelyre írták őket; „*egy írott charta is csak annyira alkotmány, amennyire egy házassági megállapodás házasság: mindkettőt valósággá kell tenni.*” Ehhez még hozzáteszi az emlékiratainak harmadik kötetében közölt, 1820-ban írott levelében: „*Amit ma alkotmánynak neveznek, az nem más, mint az a törekvés, hogy távozzál, hogy a helyedre léphessek*”. Az igazi államférfi és a fanatikus ideológus között az a különbség, fogalmazza meg Viereck, hogy az előbbi tisztában van az emberi gyarlóság következményeivel, és el tudja fogadni „*a második legjobb*

²⁹ VIERECK (2005): 72.

³⁰ Uo. 106.

³¹ VIERECK (1971): 91.

³² VIERECK (2005): 107.

megoldást is, ha az első nem érhető el.”

Hogy Metternich nem volt a reformoknak az a vak ellenfele, amilyenek őt a történelemkönyvek többsége beállítja, azt az amerikai gondolkodó tényként kezeli. Ennek bizonyítására megemlíti, hogy 1832-re nagyszabású tervekkel állt elő egy birodalmi parlament létrehozására és az alkotmány megreformálására, s nem rajta, hanem a roppant merev Ferenc császáron múlt elképzeléseinek meghíúsulása. A kancellár azzal is érvelt uralkodójának meggyőzésére, hogy az eltérő vélemények kifejezésére szolgáló törvényes csatornák hiánya számos nemes gondolkodású embert is a rendszer ellenségévé és forradalmárrá tehet. E tekintetben azonban kudarcot vallott. Viereck emlékeztet arra, hogy épp ebben az esztendőben, 1832-ben vitték végbe az első nagy választójogi reformot Angliában: *„1832 drámai bizonyítéka annak a különbségnek, melyet a nyugati és a keleti konzervativizmus között teszünk”* – írja.³³ Metternich és Ferenc császár szembeállítását a konzervatív és a „reakciós” pozíció különbségét próbálja érzékeltetni, s ennek kapcsán az amerikai gondolkodó jól láthatóan mentegeti a kancellárt. (Szerinte pl. a kiterjedt titkosrendőri hálózat működtetése nem Metternich ötlete volt – sőt, egyes esetekben maga is szenvedett tőle.) 1835-ban meghalt ugyan I. Ferenc, ám azt az utasítást hagyományozta gyengeelméjű utódjára, Ferdinándra, hogy semmin se változtasson, csak uralkodjon. *„Így még a sírból is megakadályozta Metternichnek a forradalmat megelőző kompromisszumait, és végül őt tette meg bűnbakká a forradalomért”* – állapítja meg Viereck.³⁴ Minderről Metternich következő sorait idézi: *„[Ferenc császár] mindenben követte a tanácsomat a külpolitikában. Ezt azonban nem tette meg a belpolitikában... Talán túlságosan nagy jelentőséget tulajdonítva a titkos társaságoknak azt gondolta, megtalálta az orvosságot ellenük abban, hogy a rendőrséggel aprólékosan ellenőrizteti a leendő értelmiségi osztályokat. Így vált a rendőrség a kormányzat egyik fő eszközévé... A határokat morálisan lezárva. De valójában haszontalan dolog a határokat az eszmékkel szemben lezárni, azok úgyszólván át lépnek rajtuk...Az eredmény csak az lehetett, hogy a művelt rétegek megnehezíteltek a kormányzatra. Elmondtam ezt a véleményemet a császárnak, de hajthatatlan volt. Ha 1817-ben, vagy akár még 1826-ban elfogadta volna a javaslatomat a képviselői gyűlések átszervezéséről, talán nem lennénk abban a helyzetben, hogy viharral kell szembenéznünk. Most már túl késő van...”* – írta 1848 március elsején.³⁵

Igaz, bírálatot is kap Metternich Vierecktől: a kancellár kezdeményezésére 1819-ben foganatosított karlsbadi cenzúra-rendeletet durván sértették a sajtó és a kultúra szabadságát, s ezért azokat konzervatív nézőpontból elfogadhatatlannak nevezte. A fentebb említett Metternich-kötetben közölt cikkében azonban figyelmeztet: nem szabad elfelejteni, hogy a kancellár elvi síkon joggal bírálható, szabadság-korlátozó rendeletei szigorúságban messze elmaradtak azoktól a

³³ VIERECK (2005): 108.

³⁴ Uo. 108.

³⁵ Uo. 109.

diktatórikus intézkedésektől, amelyeket rendszerének olyan esküdt „*militarista és rasszista*” ellenfelei vezettek volna be, mint például Jahn és Arndt.³⁶

Viereck egészen odáig elmegy, hogy azt sugallja: ha megvalósultak volna Metternich elképzelései, Közép-Európa egy olyan lassú, szerves, evolucionista fejlődésen megy keresztül, mint Anglia, elkerülve a hosszú stagnálás által kiváltott forradalom csapdáját.³⁷ Az 1848-as forradalmakkal, s nyomukban a reakció diadalával viszont a birodalom minden része rosszabb helyzetbe került, mint amilyenben korábban volt. „*A szabadság konzervatív útját*” először a forradalmárok, 1849 után pedig a „*réalpolitika*” olyan militarista képviselői torlaszolták el, mint Schwarzenberg és Bismarck. Magyar vonatkozása miatt érdemes kiemelni, hogy az amerikai gondolkodó felidézi: az angliai emigrációból visszatérve Metternich a Schwarzenberg-kormányzat által eltörölt rendi alkotmány helyreállításáért is szót emelt, de a magyar közjogi berendezkedés megreformálásáról még 1844-ben írott, és újra kinyomtatott „*Aforisztikus megjegyzések a magyar állapotokról*” című röpiratának terjesztését a bécsi udvar rendőri eszközökkel akadályozta meg.³⁸

Figyelemre méltóak Vierecknek azon megjegyzései is, amelyek Metternich társadalomfelfogására vonatkoznak. A kancellár Marxot megelőzve ismerte fel: az a szabadság, amelyért az új kapitalista középosztály az egész európai kontinensen harcol, csak eszköz ahhoz, hogy a saját gazdasági oligarchiáját állítsa a politikai hatalmat birtokló arisztokrácia helyére. A „*képviselési intézmények*” hangos követelése mögött tehát nem a nép boldogításának szándéka, hanem saját csoportérdeke húzódott meg. („*Az első eszköz a középosztály kezében a modern képviselési rendszer*”). Viereck idézi Metternich egyik levelét, amelyet Guizot francia kormányfőnek írt, s ebben a következőket olvashatjuk: „*A mi korunk meghatározó vonása az átmeneti jelleg...Számomra úgy tűnik, hogy a politikai játszmák nem képesek a kor igényeit kielégíteni, ezért váltam konzervatív szocialistává. A konzervatív elvek a legtöbb szituációban alkalmazhatók...*”³⁹ Rechberg hercegnek pedig azt írta, hogy a politikánál egyre fontosabbá válik „*a szociális probléma*” – ám arra nézve, hogy ezt miként kívánta érdemben megoldani, még Viereck sem tudott részleteket felidézni. Ez a Metternich-interpretáció mindenestre teljes összhangban áll az amerikai gondolkodónak a szabadversenyos kapitalizmussal szemben táplált fenntartásaival. Viereck nagyra értékelt, és példaként több helyütt meg is hivatkozta a jeles 19. századi brit államférfi, Benjamin Disraeli felfogását a „*szociális konzervativizmusról*”, a gazdagok és szegények „*két nemzetének*” összebékítéséről, és ezzel összefüggésben támogatta a Rooseveltnél által kezdeményezett New Deal politikáját.⁴⁰ (Amit az amerikai konzervatívok zöme határozottan bírált.)

³⁶ VIERECK (1971): 92. Metternich maga is úgy indokolta ezen intézkedéseit, hogy olyan emberektől akarta megmenteni Németországot, mint Jahn és Arndt.

³⁷ VIERECK (2005): 112.

³⁸ Uo. 109.

³⁹ Uo. 115.

⁴⁰ MUCCIGROSSO, Robert: *Basic History of American Conservatism*, The Anvil Series, Krieger Publishing Company, Malabar, Florida, 2011, 87-88.

Metternich öröksége

„Metternich volt az utolsó európai léptékű államférfi, és egyúttal az első európai, aki meglátta a német fasizmus veszélyét...” – fogalmazódik meg az *Újragondolt konzervativizmus* lapjain.⁴¹ Viereck elemzéséből az tűnik ki, hogy valójában egész Európa megszenvedte a kancellár politikájának a kudarcát. A metternichi politika ellenfeleinek a győzelme azzal járt ugyanis együtt, hogy a józan mérséklet helyett a szélsőségek vették át az európai politika irányítását. Mint említettük, Metternich konzervativizmusának – és politikai örökségének – a legfontosabb elemét az amerikai gondolkodó a szélsőségek elkerülésének morális parancsában látta, s ez tökéletes összhangban állt a saját meggyőződésével is. Ezzel összefüggésben fejt ki: a saját korában, akárcsak annak idején Metternichében, „*az egyetlen józan menedék a középutra és a mérsékletre épülő internacionalizmus.*” Ami értelemszerűen kizárja a szélsőségekre épülő internacionalizmust. A mérséklet elve így kapcsolódik össze Vierecknél a konzervatív internacionalizmus eszméjével. Joggal emeli ki a tanulmányában Ryn: bár Viereck Metternich-értelmezésének a történelmi pontossága megkérdőjelezhető, a középutra építő konzervativizmus-felfogása mindenképp beható figyelmet érdemel.⁴²

A 20. század második felében, a hidegháború korszakában a nyugati örökség megmentése Viereck megítélése szerint az amerikai alkotmány kidolgozóinak örökösire hárult. A legfontosabbnak tehát azt tartotta, hogy az Egyesült Államok segítsen Európának „*azzal a nácizmussal szemben, amely az orosz nemzeti bolszevizmus formájában él tovább.*”⁴³ Metternich szellemében ugyanakkor arra is figyelmeztette hazája döntéshozóit, hogy nem teszik jól, ha e küzdelemben kifejezetten „*reakciós*” rendszereket támogatnak külföldön, „*mert az egyik szélsőség támogatása csak erősíti a másikat.*”⁴⁴ A nemzetközi rend biztosítéka csak egy konzervatív alapozottságú internacionalizmus lehet, ennek a megteremtéséhez pedig szerinte nagy segítséget nyújthat Metternich szerepének az átértékelése.⁴⁵

⁴¹ VIERECK (2005): 128

⁴² RYN: 39.

⁴³ Viereck szerint a II. világháború után a világra leselkedő legnagyobb veszély a fasizmus „*reinkarnációja*”, a „*felfegyverzett kommunizmus*” volt. VIERECK, Peter: *Shame and Glory of the Intellectuals*, Capricorn Books, New York, 1965. 132.

⁴⁴ VIERECK (2005): 110.

⁴⁵ VIERECK (1971): 93.

Kapornaki Anikó

***A háborús propaganda buktatói
Irak, 2003****

Abstract

During military conflicts, satisfying the reporters' need for a constant flow of detailed information about the progress of the war and simultaneously ensuring operational security has proved to be tricky for most war commanders. During the 1991 Gulf War, General Schwarzkopf became the charismatic face of the war, selling it to the public. For the 2003 War in Iraq, the military - lacking a new Gen. Schwarzkopf - first tried to dazzle the reporters with high-tech multimedia enhancements at the briefings. When that did not satisfy them any longer and they started to get restless, the PR spin doctors at Central Command decided to provide the media with valiant stories about military personnel - elevating some soldiers to heroes, sometimes without real heroic deeds. The present article chronicles the invention of the Jessica Lynch saga.

Keywords: War, Iraq,, Jessica Lynch, military propaganda, Hollywood, live war, Coalition Media Center, Pentagon, Schwarzkopf, investigative journalism

A 2003-as iraki háború egyik legnagyobb újítása az amerikai hadsereg megújult hozzáállása a médiához. Ennek egyik fontos eleme, a főparancsnoksági sajtótájékoztató intézménye, a vietnámi háború óta létezett: a katonai vezetők igyekeznek kielégíteni a média kíváncsiságát a hadművelet biztonságának kockázata nélkül. A 2003-as iraki háborúra az amerikaiak egy civil propaganda szakembert bíztak meg a média kezelésével, aki a legmodernebb technikát és hollywoodi filmeket idéző megszerkesztett történeteket táltal eljűk. A jelen írás a főparancsnokság 2003 tavaszának izzó légköréről és a propagandista leghíresebb sztorijáról, Jessica Lynch közlegény megmentéséről szól.

Az ötórás bolondságok

A vietnámi háború kezdetén még nem voltak napi sajtótájékoztatók, ezeket Barry Zorthian, az amerikai erők sajtófőnöke vezette be. Az eligazításokat minden nap délután ötkor Saigonban, a Rex Hotelben tartották, ahol sajtótisztek közleményeket adtak át az újságíróknak, és beszámoltak a harcmezőkön és a levegőben végrehajtott napi tevékenységről, de adataik gyakran pontatlanok voltak. Richard Pyle, az

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

Associated Press (AP) saigoni irodavezetője ezeket az eligazításokat a dél-ázsiai abszurd színház legtovább játszott tragikomédiájának nevezte. A haditudósítóknak ugyanakkor lehetőségük volt személyesen is megsejmelni az eseményeket. A hadsereg készségesen szállította őket a közeli harcmezőkre, a Saigonban folyó harcokat pedig a szállodájuk tetejéről követhették nyomon.

Schwarzkopfból médiasztár lesz

A vietnámi háború vége felé a katonai vezetés a médiát okolta a közvélemény egyre növekvő háborúellenes hozzáállásáért. A következő évtizedekben ezért igyekeztek korlátozni a média mozgásterét a háborús övezetekben. Az 1991-es öbölháborúban az amerikai katonai vezetés például olyan rotációs rendszert (*pool system*) ötölt ki, miszerint mindig csak a haditudósítók egy része mehetett a hadszíntérre és az ott szerzett anyagukat kötelesek voltak megosztani a többiekkel. Ez teljesen ellenkezett az újságírók alapösztöneivel, hisz a Washington Post tudósítója legkevésbé sem szerette volna, ha mondatait a New York Times-ban is olvashatja. Emellett a katonaság gondosan felügyelte a tudósítóknak kiadott információkat is. A napi sajtótájékoztatót a szaúd-arábiai Rijádban tartották, puritán körülmények között. Az eligazító tiszték a régió poszternagyságú térképe előtt, egy televízió és egy videólejátszó társaságában közölték a napi adatokat és mutatták be azokat a kisfilmeket, amelyek okos-bombák találati arányainak hangyás képei voltak. Az újságíróknak nem volt lehetőségük arra, hogy ellenőrizzék a tisztektől kapott adatokat az előző 24 órára vonatkozóan. A háború kezdetén ráadásul az eligazgató tiszték legtöbbször alezredek voltak. Amikor a tudósítók elkezdtek panaszkodni rájuk, a Sivatagi Viharban résztvevő koalíciós erők parancsnoka, Norman Schwarzkopf tábornok vette kezébe az eligazítást. Mivel a riporterek nem tudtak szabadon mozogni a háborús övezetben és „*kis színészekkel*” megtölteni sztorijaikat, nagy szükségük volt az emberi oldalra, egy főszereplőre, egy hősrre, akivel megfűszerezhetik a technológiai háborút. A hírek szerint a Bush elnök és a vezérkari főnökök egyesített bizottsága elnökének támogatását élvező és 170-es IQ-val rendelkező Schwarzkopf tökéletes volt erre a szerepre. A tábornok hamarosan a háború legismertebb arca lett, s hazatértekor a People magazin címlapjára került, *Otthon a hős* címmel. Schwarzkopf 1991 augusztusában szerelt le, s a nem sokkal ezután írt önéletrajza, a *Nem kell hősnek lenni* (It doesn't Take a Hero) 1992-ben jelent meg, aminek jogaiért öt millió dollárt kapott a kiadójától, a Bantamtól.

Hollywood besegít

A 2003-as iraki háború katonai tervezői úgy döntöttek, nem próbálnak egy újabb Schwarzkopft találni a generálisok között, hanem az eligazítások helyszínét javítják fel. A hírek szerint a katonaság egy millió dollárt költött a katarai főváros mellett fekvő As Sayliyah katonai tábor egyik hangárának médiaközponttá

alakítására. Emellett megbízták George Allisont, a keresett hollywoodi díszlettervezőt, hogy lenyűgöző háttérteret teremtsen a főparancsnokság (CentCom) tábornokainak napi eligazításaihoz, az öbölháború spártai körülményei helyett.

Allison tervezett már díszletet George W. Bushnak a Fehér Házban, az ABC tévétársaság reggeli műsorának, valamint dolgozott David Blaine illúzionistával is. A Doha melletti táborba tervezett díszlet kétszáz ezer dollárba került, ami tartalmazott két pódiumot a színpad elején, öt 50-inch átmérőjű plazmaképernyőt valamint két 70-incheset, amiken térképeket, grafikákat és a katonai hadműveletek videóit mutatták be a főparancsnoksághoz kihelyezett újságíróknak. Az eligazító tisztek a képernyők előtt álltak, mögöttük pedig a Föld nyújtott térképe. A díszletet Chicagóban építették, és 47.000 dollárért, gyorspostával szállították Dohába.

A gondosan kidolgozott díszlet egyik fő célja az volt, hogy erős kontrasztot jelentsen Szaddám Huszein generálisainak eligazító helyiségeivel, ahol a katonai vezetők egy asztal mögött ülve, az iraki zászló előtt számoltak be a legfrissebb katonai eseményekről. Ráadásul az amerikaiak a sajtótájékoztatók hatékonyságának növelése érdekében a napi média-eligazítást helyi idő szerint délután kettőkor tartották, hogy azt az amerikaiak otthon a reggeli mellett nézhessék.

Oly közel és mégis oly távol

Több mint 700 újságíró adta le jelentkezését a CentCom koalíciós média központjába, de hamar rá kellett jönniük, hogy a legmodernebb technológia sem biztosíték az információ gyors áramlására. Az iraki háború kezdetén, 2003. március 20-ának reggelén producerek, operatőrök és riporterek százai álltak a médiaközpontként szolgáló raktárépület körül kávé szürcsölgetve, a CNN-en, a BBC-n, az Al Jazeera-n és a Foxon nézve a háború első óráit. Amikor a sajtótisztekhez fordultak háttérinformációért a kezdeti támadással kapcsolatban, azt a választ kapták, hogy nem adhatnak extra információt, mert az veszélyeztetné a csapatok épségét. Danielle Burrows, a légierő századosa, a bázis egyik szóvivője még azután is azt mondta, hogy semmit sem erősíthet meg, hogy Bush elnök tévébeszédben jelentette be az első csapást, amivel a rezsim vezetését akarták kiiktatni. Burrows arra hivatkozott, hogy folyamatban lévő hadműveletekről nem adhat felvilágosítást.

A riporterek frusztrációja egyre nőtt: azt az ígéretet kapták, hogy a napi eligazításon, a dohai médiaközpontban juthatnak majd hozzá a „teljes képhez” szükséges információkhoz a háború menetével kapcsolatban, azonban e helyett 48 órával a harcok megkezdése után még semmilyen eligazításuk nem volt. Kevin Diaz, a minneapolis-i Star Tribune újságírója társai frusztrációjáról volt kénytelen cikklet írni, ahelyett, hogy a több mint negyven sajtótisztól szerzett információkból szemezgethetett volna. Diaz cikkében Luc Hermann-t, a francia Canal Plus riportert idézte, aki arról panaszkodott, hogy hiába áll pár száz méterre Franks tábornoktól, a háború főparancsnokától, ennyi erővel Brüsszelben vagy Párizsban is lehetne. „Arra

számítottam, hogy jóindulatú információkkal fognak bombázni, hogy kiderüljék a járulékos áldozatokra és a civil áldozatokra vonatkozó komolyabb kérdéseket”.¹

A CentCom azonban továbbra is hallgatott, a legmagasabb szintről jövő információk egyetlen forrása továbbra is a Pentagon volt Washingtonban. A Dohában veszteglő riporterek azon kezdtek morfondírozni, hogy nem szándékos stratégiáról van-e szó, amivel a harcmezőkön a csapatokhoz „beágyazott” riportereknek széles hozzáférést biztosítanak, hogy az események sűrűjéből küldhessenek jelentéseket, viszont a CentComot kihagyva a Pentagonra bízzák a teljes kép alakítását. A teória hívei szerint ez a haditerv terhet vett le a harcmezőn harcoló tábornokokról, ugyanakkor éles ellentétben állt az 1991-es öbölháborúval, ahol Schwarzkopf tábornok boldogan vállalta a központi figura szerepét.

Jim Wilkinson, a riporterek rémálma

Jim Wilkinson, a CentCom stratégiai kommunikációs igazgatója volt az a személy, akihez a riporterek a sérelmeiket fordulhattak. Bár Wilkinson nem volt aktív állományú katona (tartalékos volt), a katonai beosztottjaihoz hasonlóan sivatagi katonai uniformist viselt a dohai táborban.

Jim Wilkinson republikánus pártfunkcionáriusként szerzett hírnevet. Neki tulajdonítják annak elterjesztését, miszerint 1999-ben Al Gore azt állította, hogy ő találta fel az internetet. Wilkinson 1992-től 2000-ig az amerikai Kongresszusban dolgozott, a Képviselőház többségi vezetője, Dick Arme mellett. Ezután a Nemzeti Republikánus Kongresszusi Bizottság kommunikációs igazgatója volt, a Képviselőház republikánus politikai kommunikációját felügyelte. 2001-től 2002 végéig a Fehér Házban volt Bush elnök speciális asszisztense és a helyettes kommunikációs igazgató. Ő szervezte például Bush elnök PR látogatását az ikertornyok romjaihoz szeptember 11. után három nappal.

A Fehér Házban töltött ideje alatt a Fehér Ház Irak Csoportjának (WHIG) tagja lett. A csoport, ami Bush elnök legfőbb tanácsadóit és bizalmasait tartalmazta, feladata az volt, hogy „eladja” az iraki háborút a nagyközönségnek, főként beszédek és cikkek írása és megjelentetése által. 2002 novemberében Wilkinson Franks tábornok stratégiai kommunikációs igazgatója és legfőbb szóvivője lett a CentComnál.

A Doha melletti katonai táborban Wilkinsont a riporterek saját nemezisüknek tekintették. Ha egyikük panasszal fordult hozzá, annyit felelt, hogy „ahogy Texasban mondják, nem ez az első rodeóm. Amikor majd a riporterek írják alá a fizetési papírjaimat, akkor nagyszerű. De tudják mit, egyelőre Franks tábornok írja alá őket és én az ő feltételei szerint csinálom a híreket.”²

¹ Kevin DIAZ, „So Far, Top General is Generally Invisible” Star Tribune (Minneapolis) 2003. március 22.

² Jim Wilkinson a BBC War Spin c. programján. 2003. május 18. (37 perc 7 sec-nál). A program átíratva letöltve: <http://news.bbc.co.uk/nol/shared/spl/hi/programmes/correspondent/transcripts/18.5.031.txt>

A leghangosabb konfliktusai Michael Wolff-fal, a New York Magazine újságírójával adódtak, aki a CentComhoz kirendelt újságírók nemhivatalos szószólója lett. Wolffnak a magazinban volt egy heti rovata, a Média élet (This Media Life). Mivel neki az volt a munkája, hogy a médiáról írjon, rajta nem volt akkora nyomás, mint napilapos kollégáin, akik minden nap exkluzív anyagokat próbáltak összeszedni Franks főhadiszállásáról. Neki az volt a munkája, hogy figyelje kollégáit és átlássa az As Sayliyah tábor zárt világát. Képessége, hogy életszerűen írja le a körülményeit kiemelte a tömegből. Bátorsága, hogy olyasmiket is megkérdezzen a sajtótájékoztatón, amit többi kollégája nem mert, médiasztárrá tette és kivívta kollégái tiszteletét.

Az *Élőben Dohából* című cikke, 2003. április 7-én jelent meg, s ebben részletesen beszámol a tábori körülményekről:

„Az itt lévő több száz újságírónak a ki- és bejutás börtönszerű procedúráját jelent. Először egy teljes teströntgenen kell átesni (aki tartott a sugárzástól, annak felajánlották a teljes motozást), aztán egy kisbusz egy betonpilonokból kirakott akadálypályán rágja át magát, mielőtt az ember eljut a sokat emlegetett Koalíciós Média Központba.

Ez egy alumínium raktáépület, hossza egy futballpálya negyede, három túlméretezett garázsajtóval. Belül sietve felhúzott gipszkarton falak és egy fehér linóleum padló, ami úszik a fluoreszkáló fényben. A légkondicionálás túl erős és nincsenek ablakok. Nyomasztó.

A központ sokba került, ami karneváli hangulatot, sőt akár egy győzelmi partit indikálna. Ezért sokkoló ez a funkcionárius környezet – itt nem érezni a joie de guerre-t. A másik sokkoló élmény, hogy ez a raktáépület minden. Ha Dohába küldtek, ez a hely, ahol a második öbölháború számodra játszódni fog. Ezek a határaid. Be vagy zárva. A háború itt embertelenítő és túl-légkondicionált. A háborúd hermetikus.

48 órába kerül, hogy megértsd hogy az információ valószínűleg bárhol a világon szabadabban hozzáférhető, mint itt. A 48 óra végére rájössz, hogy lényegesen kevesebbet tudsz, mint amikor megérkeztél és minden órával kevesebbet értesz a teljes képből. Végül már semmit nem tudsz.”³

Michael Wolff-ból 2003. március 27-én vált híressé, amikor elvesztette a türelmét és megkérdezte a napi eligazítót, Vince Brooks tábornokot, a hadműveletek helyettes igazgatóját, hogy vajon az eligazítások lesznek-e valaha is informatívabbak. Íme, az újságíró és a tábornok közötti szóváltás.

Kérdés: Michael Wolff vagyok a New York Magazine-tól. Nem akarok tiszteletlenül tenni a kérdésemmel, de szeretnék egy kérdést feltenni ezeknek az eligazításoknak az értelméről. Már nem a legmagasabb rangú tisztek tájékoztatnak minket. A kapott információk többsége is olyasmi, amit a Pentagon már kiadott.

³ Michael Wolff, "Live from Doha," *New York Magazine*, 2003. március 27

Lehet, hogy hallotta, hogy az ABC televízió már hazahívatta a vezető tudósítóját. Így azt hiszem, az a kérdésem, hogy miért maradjunk? Mit tanulhatunk ebben a milliárdolláros sajtóközpontban? (Taps.)

Válasz: Oh, már kaptam tapsot. Remek. Értékelem. Először is azt mondanám, hogy ez az Ön választása. Szeretnék igaz információkat adni a hadműveleti központból. Az információ több helyről is elérhető, nem utolsósorban a beágyazott tudósítóktól, akik egy nagyon fontos történetet mesélnek el. A Pentagon is összeállít egy információ-csomagot.

Kérdés: Lehetséges lenne, hogy többször kérdezhessük Franks tábornokot?

Válasz: Sajnálom, hogy csalódottnak érzi magát. Azt hiszem, fizetésemelést kellene kérnem. (Nevetés.) Franks tábornok jönni fog – már bizonyította, hogy a megfelelő időben szívesen beszélget Önökkel. Azonban ő most épp egy háborút vezet. És itt vagyok neki én, hogy ezt megtegyem neki.⁴

A legtöbb tudósító egyetértett abban, hogy Brooks tábornoknak kérdést feltenni frusztráló élmény. Richard McGregor, a Financial Times kiküldött riportere Brooks-ot kiborgként írta le, mert annyira pontosan követte az előírt üzenetet. Glen Owen, a The Times újságírója szerint Brooks az obstrukciót művészté emelte. Amikor végül Michael Wolff hangot adott kollégái frusztrációjának, kitörő tapsot kapott és az aznapi eligazítás után az AP, a Reuters, a CNN, a Times és a The Nation is sorban állt, hogy meginterjúvolhassa. Azonban nem mindenki volt ilyen lelkes. Rush Limbaugh konzervatív rádió talkshow műsorvezető műsorában bemondta Wolff emailcímét, mondván, hogy annak cselekedete hazafiatlan volt, mire Limbaugh hallgatói 3.000 utálkozó levelet küldtek neki

Négy héttel később heti rovatában cikket írt erről a bizonyos eligazításról, a *Nagy kövér kérdésem* (My Big Fat Question) címmel. Ebben leírta, hogy főként azért tette fel a kérdését Brooks tábornoknak, mert úgy érezte, mintha az Idétlen időkig (Groundhog Day) című filmbe került volna és ugyanazt a napot élné át újra és újra. *„Felébredtél, hogy megismételd az előző napot és akármit tettél, mondtál vagy gondoltál, nem tudtad a következő nap eseményeit befolyásolni. Így minden nap mindenki ugyanazokat a kérdéseket tette fel Bászráról, az ellátási vonalokról a tömegpusztító fegyverek hollétéről, Szaddámról, és mindig ugyanazokat a válaszokat kaptuk. Az eseményeket meg kellett erősíteni, le kellett jegyezni. De a homlokzat mögött, a nyilvánosság számára láthatatlanul egy titkos, kellemes abszurd színház játszódott.”*⁵

Természetesen a Brooks ellen intézett „támadása” után Wolff és Jim Wilkinson viszonya nem javult. A március 27-ei eligazítás után Wilkinson azonnal odament Wolffhoz és sajátos vulgáris stílusában közölte vele, hogy *„[e]z egy*

⁴ A 2003. március 27-ei CentCom eligazítás átirata. www.globalsecurity.org/wmd/library/news/iraq/2003/iraq-030327-centcom01.htm

⁵ Michael WOLFF, „My Big Fat Question,” New York Magazine, 2003. április 21.

háború. Ne szarakodj itt olyan dolgokkal, amikhez nem értesz. Többé nem kérdezhetsz, szóval mért nem húzol haza?”⁶

Lynch közlegény megmentése

Jim Wilkinson öröksége azonban nem a riporterekkel való találkozásából ered, hanem a háború egyik leghíresebb történetének kiagyalásából. Ez egy olyan történet, amit a CentComnál állomásozó riportereknek adott be – egy történet, amiről kiderült, hogy előre megírt, és a televízió számára előre csomagolt, és nem sok köze van a valósághoz. Egy 19 éves ellátótisztviselőről szól, aki megsebesült, elfogták, majd hollywoodi stílusban kiszabadították.

Az 507-es karbantartó századot ért támadás esemény-utáni jelentéséből kiderül, hogy az egység 2003. március 23-án reggel, egy 600 járműves konvoj tagjaként, útban Bagdad felé elérte An Nasariyah városát. A karbantartó század egy Patriot rakéta zászlóaljhoz tartozott és a stratégiai fontosságú városon haladt át, amikor átkeltek az Eufráteszen és egy csatornán, mielőtt egy T kereszteződéshez értek a 16-os főúton. Az 507-es karbantartó század parancsnoka, Troy King százados arra utasította sofőrjét, hogy forduljon balra a kereszteződésnél, abban a hiszemben, hogy még mindig a kijelölt útvonalon haladnak. Hamarosan elértek egy másik kereszteződést a 7-es főúttal, amikor is King százados utasítására jobbra fordultak, és észak felé haladtak mintegy két km-en át, a többi jármű pedig követte őket. Ezen a ponton King rájött, hogy letértek a Kék, a parancsokság által megadott útvonaltól. Megállította a konvojt, és biztonsági készültségbe helyezte az embereit. A GPS-e azt jelezte, hogy a fő konvojútvonal nyugatra esett tőlük, így visszafordította a járműveket és elindult a 7-es főúton. A 16-os főút kereszteződéséhez érve a konvoj balra fordult (keletnek) és a város felé tartott. Ekkor reggel 7 óra volt, és ekkor kezdték őket szórványosan löni. Felgyorsítottak, hogy elkerüljék a golyókat, de a gyors sebesség és a zűrzavar miatt King százados, aki még mindig a kocsisor elején haladt, elvétette a 7-es és 8-as főút kereszteződését – nem fordult jobbra, dél felé. Legalább három kilométert kellett haladniuk, mire találtak egy olyan útszakaszt, ami elég széles volt ahhoz, hogy megfordulhassanak, miközben továbbra is lőtték rájuk.

Dowdy őrmester a konvoj végén egy Humvee-ban utazott Lori Piestewa közlegénnyel, aki a járművet vezette és a hátul ülő Jessica Lynch közlegénnyel. Humvee-jukba felvettek két katonát a 16-os úton, akiknek megsérült a járművük. 7 óra 20 perckor a konvoj egyik öt tonnás teherjarművét az irakiak erős tűz alá vették. Megpróbáltak kikerülni egy teherautót, ami előttük blokkolta az utat, de a sofőr elvesztette uralmát a jármű felett és jobbra letértek az útról. Dowrdyék Humveeját is lövés érte és az belerohant az öttonnás amerikai járműbe. Dowdy őrmester az ütközéskor életét vesztette a hátul ülő, nem sokkal korábban felvett

⁶ Wolff elmeséli Wilkinson utasítását a BBC 2003. május 18-ai *War Spin* című műsorában. (38 min 18 sec). A program átirata letöltve: <http://news.bbc.co.uk/nol/shared/spl/hi/programmes/correspondent/transcripts/18.5.031.txt>

két katonával együtt. Piestewa közlegény túlélte az ütközést, de súlyosan megsérült s később a fogságban belehalt a sérüléseibe. Lynch közlegény is súlyosan megsérült és az iraki fogságába esett. Először egy katonai kórházba, majd az An Nasiriyah-i Szaddám Huszein kórházba vitték.

Az 507-es karbantartó század 18 járművében 33 katona utazott. A konvojt ért támadásban és a balesetben 11 katona meghalt, hetet elfogtak és kilencen megsérültek. Ez egy tragikus közlekedési baleset volt, amit orientációs problémák és az állandósult ellenséges tűz okozott. A Bagdad felé tartó roham nagy sebességgel haladt, különböző méretű és típusú járművek mozogtak együtt egy ellenséges területen, GPS-ekre és sokszor nem a legmodernebb térképekre támaszkodva. Az esemény maradhatott volna, ami volt: egy ellenséges területen elszenvedett közlekedési baleset. Azonban Jim Wilkinson és a CentCom úgy döntött, hogy Lynch közlegény történetét a bátorság és a bajtársiasság mintapéldájává teszik.

Helikopterrel szállított különleges egységek - Sealek, Rangerek - 2003. április 1. éjszakáján „kimentették” Lynchet az An Nasiriyah-i kórházból. Berúgták az ajtókat, megtalálták a betegágyát, hordágyra tették és kivitték a kórházból a kint várakozó helikopterhez. Hogy eladhatóbbá tegyék Lynch történetét, a március 23-ai baleset részleteit, Lynch cselekedeteit a baleset alatt és a kórházi körülményeit némileg megváltoztatták.

Egy legenda születik

Nem sokkal Lynch közlegény kiszabadítása után, április 2. reggelén a CentCom dohai központjába hívták szállodáikból a média képviselőit, hogy egy friss hírt közöljenek velük. Legtöbbjük azt hitte, hogy Szaddám Huszeinről hallanak majd, de e helyett Lynch közlegény sikeres megmentését mesélték el nekik. Jim Wilkinson közölte az egybegyűlt riporterekkel, hogy „*Amerika nem hagyja hátra a hőseit. Sosem tette. Sosem fogja.*”⁷ Brooks tábornok rövid bejelentést tett, miszerint a koalíciós erők sikeres kiszabadítási akciót hajtottak végre Irakban és a kimenekített hadifoglyot a koalíció által kontrollált területre szállították.

Április 2-án a szokásos napi CentCom eligazításon Brooks tábornok nem említette a Jessica Lynch történetet. Természetesen az újságírók első kérdése mégis erre vonatkozott, a Jim Wilkinson által nekik már felemlített kimentési videó iránt érdeklődtek elsősorban. A kérdést Tom Mintier, a CNN riportere tette fel, és sok újságíró úgy vélte, hogy a sajtótisztek és a CNN a délelőtti folyamán megállapodtak erről a koreográfiáról.

Bemutatták a különleges erőkkel tartó Combat Camera csapat által készített, megvágott négypercnyi videóanyagot. Brooks hangsúlyozta, hogy „*ez egy klasszikus közös akció volt, a nemzet legjobb harcosai részvételével...Néhány bátor*

⁷ „*American Troops Rescue Iraq POW Lynch*”, Associated Press, 2003. április 1

*ember az életét kockáztatta, hogy mindez megtörténhessen – híven ahhoz a hitvalláshoz, hogy sosem hagynak hátra sérült bajtársat és sosem hoznak szegényt az országukra.*⁸

A legtöbb amerikai tévétársaság és napilap tudósított április 2-án Lynch történetéről. A Washington Post cikke, az „*Eltűnt katona kiszabadítása – az amerikai erők kimentik a hadifoglyot a kórházból*” megismételte Wilkinson állítását, miszerint nem hagynak hátra hősokeket. Megkeresték Lynch családját a West Virginia állambeli Palestine-ban és megismételték, amit a CentCom tiszték mondtak nekik a különleges erők által végrehajtott kiszabadítási hadműveletről.

A következő napon, április 3-án, a Washington Post az első oldalon közölt egy cikket, amiben új információkat ígértek a kiszabadításról, „*Életre-halálra harcolt – újabb részletek merültek fel a West Virginia-i katona elfogásáról és kiszabadításáról*” címmel. Az újságírók meg nem nevezett CentCom tiszték által kapott információkra támaszkodtak, miszerint „*Lynch vadul harcolt és több ellenséges katonát megsebesített...addig tüzelve a fegyverével, amíg kifogyott a lőszer. Lynch akkor is tüzelt az irakiakra, amikor már több sebtől vérzett...életre-halálra harcolt...nem akarta, hogy élve elfogják.*”⁹ A cikk azonban említett egy szemtanút, egy meg nem nevezett gyógyszerészt a Szaddám Huszein kórházban, ahol Lynchet kezelték, aki elmondta a Sky News csatornának, hogy gondját viselték a lánynak.

A Lynch-tömeg

A tévétársaságok felkapták a Post cikkét, név szerint említve az újságot az új részletek bemondásakor. Robin Roberts az ABC reggeli műsorában bejelentette, hogy Lynch kiürítette a fegyverét mielőtt megkéselték és az irakiak elfogták. Forest Sawyer az NBC műsorában elmondta, hogy még azután is tüzelt az irakiakra, miután meglőtték. Lynch heroikus viselkedéséről szóló történet forrásának Frank Thorp tengerész alezredest tartották, mivel ugyanaznap, amikor a Post cikke megjelent, a Military Times egy hasonló anyagot hozott le, Thorp megerősítésével, aki ekkor a CentCom egyik sajtótisztje volt, vagyis Jim Wilkinson beosztottja. A Military Times cikke szerint Thorp azt mondta, hogy „*Lynch komoly harcot folytatott, mielőtt elfogták. Minden jel arra utal, hogy Jessica Lynchet nem tudták könnyedén elfogni. Jelentések szerint addig tüzelt az M-16-osával, amíg már nem volt több muníciója.*”¹⁰

Frank Thorpot és Jim Wilkinsont később a Kongresszusban kikérdezték a Képviselőház felügyelő bizottságának vizsgálata során. Megkérdezték őket, hogy ők voltak-e a fent említett információ forrásai, mivel az a részlet, miszerint Lynch

⁸ A 2003. április 2-ai CentCom eligazítás átirata: [www.globalsecurity.org/wmd/ library/ news/ iraq/2003/iraq-030402-centcom10.htm](http://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/iraq/2003/iraq-030402-centcom10.htm)

⁹ Susan SCHMIDT és Vernon LOEB, „*She was Fighting to her Death,*” *The Washington Post*, 2003. április 3.

¹⁰ Alex NEILL, „*Remains Found at Iraqi Hospital to be Flown to US,*” *Military Times*, 2003. április 3.

hősiesen harcolt, mielőtt elfogták, hirtelen bukkant fel a híradásokban április 3-án, de Thorp és Wilkinson tagadta, hogy közülük vagy tudomásuk lett volna erről.

A televíziós riporterek és újságíróknak nem volt lehetőségük arra, hogy Lynch március 23. reggelén történt cselekedeteinek részleteit ellenőrizzék, nagy részben amiatt, mert Lynch századának többsége halott volt. Emellett a hadsereg nem engedélyezte, hogy beszéljenek Lynch-csel, aki Németországban egy katonai kórházban lábadozott, és a katonaság szerint nem emlékezett a március 23-ai eseményekre.

Az újságírók azonban rákényszerültek, hogy továbbra is kiemelt helyen számoljanak be Lynch sztorijáról. A történet ugyanis egy ellenállhatatlan háborús motívumot tartalmazott: a fogsági történetet, ami az indián háborúk óta mélyen gyökerezett az amerikai kultúrában. Ezekben a történetekben a fogoly szembenézett a veszélyekkel, fenntartva keresztény hitét – ami által a nemzet győzedelmes identitásának szimbóluma lett. Ráadásul Lynch a fogoly sztereotipikus példája volt: egy apró termetű, fiatal, szőke, fehér lány, aki ráadásul a média történeteiben a Post április 3-ai cikke után hőrozként jelent meg, aki életre-halálra harcol.

A következő napokban az amerikai újságok címlapjai teli voltak Jessica Lynch fotóival és történetével. Április 4-én a Washington Post két cikket is szentelt a közlegénynek. Egyikük, a „*West Virginia-i katona és szülei telefonon csacsognak*”, az emberi faktorra koncentrált: Jessica érzelmi állapotára a megmentés után. Ekkorra Lynch már a német katonai kórházban az orvosok kezében volt, akik törést találtak a jobb karján, mindkét lábán, jobb bokáján és lábfején, valamint sérülést regisztráltak a fején és a gerincén. A Post cikke idézte Lynch édesapját, aki elmondta a riportereknek, hogy hallott olyan híreket, miszerint lányát meglőtték és megkéselték. A katonai orvosok ekkorra már többször megismételték, hogy nem találtak kés által okozott sebeket a közlegényen.

A Post másik cikke, a „*Hollywood rázoomol az USA új hősére*”, egy bekezdést szentelt az apró Rambo motívumnak. A cikk írója, Sharon Waxman megismételte az akkori hivatalos verziót, miszerint „*[a] legutóbbi pár napban a világ megtudta, hogy a 19 éves közlegényt többször meglőtték, megkéselték. Jessica nézte, amint a kollégái körülötte haldokolnak és továbbra is tüzelt, míg el nem fogyott a lőszer.*”¹¹ A cikk azonban, igaz, csak zárójelben, megemlítette Lynch családjának azon megjegyzését, miszerint a doktorok azt közölték velük, hogy lányukat sem lövés sem késszúrás nem érte.

Sharon Waxman cikkének fő témája az volt, hogy egyre erősödnek a hírek, miszerint Hollywoodban mérlegelik annak lehetőségeit, hogy Lynch történetét megfilmesítsék. A cikk idézte Lawrence Schillert, aki egy könyvet és egy mini-tv sorozatot készített az ország leghíresebb gyermekrablási történetéből, Jon Benét Ramsey elrablásának ügyéről. Schiller szerint a jó sztorik elmeséléséhez idő kell, és

¹¹ Sharon WAXMAN, „*Hollywood Zeroes in on U.S.'s New Hero*,” *The Washington Post*, 2003. április 4, C1

amikor a tv csatornák erőltetik a gyors valós drámákat feldolgozó alkotásokat, annak a minőség látja kárát.¹² Azonban a legtöbb nagy tévécsatorna már tervezte Amerika kedvenc hősnőjével az interjúkat, dokumentumfilmeket, könyveket.

Néhányan már felszólaltak az ellen, hogy egyre inkább elmosódnak a határok a híradás és a szórakoztatás között. Például a CBS hírszerkesztésért felelős alelnöke, Betsy West levelet írt a Lynch családnak 2003. április 7-én, amiben felajánlotta, hogy lányuk történetéről projektek egész sorát készítenék – főműsoridőben leadandó dokumentumfilmet a CBS-en, a Music Television külön koncertet szervezne Lynch tiszteletére annak szülővárosában, egy, a CBS Entertainment által forgatandó filmet, és egy Simon&Schuster-nél megjelenő könyvet. Betsy West azért tudná a fentieket mind felajánlani, mert ezek a cégek mind a Viacom csoport tagjai voltak.

A következő két hétben a Washington Post minden nap beszámolt a Jessica Lynch-csel kapcsolatos legújabb fejleményekről – az egységében meghalt katonáról, útjáról a németországi kórházból az amerikai szárazföldi haderő Walter Reed Orvosi Központjába Washington, DC-be. Az első Post cikket, ami az iraki doktorok szemszögét is bemutatta, Keith Richburg írta, aki nem-beágyazott újságíróként Irak déli részén dolgozott. „Az irakiak szerint nem volt ellenállás Lynch kiszabadításakor” című cikke 2003. április 15-én jelent meg, viszont míg a többi Lynchről szóló cikk az első oldalon jelent meg, ez, amelyik szemben állt az általános szemlélettel, a 17. oldalra került.

Richburg cikke idézte Haitham Gizzy-t, annak a kórháznak az egyik orvosát, ahol Lynchet kezelték An Nasiriyah-ban. Dr. Gizzy részletes leírást adott Lynch közlegény sérüléseiről, mondván, hogy azokat mind egy közúti baleset okozta. Nem vérzett. Nem voltak golyók vagy repeszek a testében. A kórházban jobb ellátást kapott, mint az iraki betegek.

Dr. Gizzy azt is elmondta Richburgnek, hogy a lány kiszabadítása egy drámai show volt. Az orvos beszámolója szerint Szaddám fedajin harcosai és a város teljes Baath párti vezetése bement a kórházukba Lynch kiszabadításának napján. Az épületben átöltöztek civil ruhákba, majd sietve távoztak. Amikor Lynch kiszabadítói éjjel megérkeztek, a betegek kivül már csak az orvosi személyzet tartózkodott a kórházban, akik a röntgenterembe gyűjték, és úgy döntöttek, nem avatkoznak az eseményekbe.

Mokhdad Abd Hassan, egy másik, azon az éjjelen szolgálatban lévő orvos elmondta Richburgnek, hogy a katonák több ajtót is betörték, mielőtt Lynchet megtalálták, majd miután a lányt kivitték, visszamentek a kórházba, hogy megkeressék azoknak az amerikai katonának a maradványait, akiket a kórház

¹² A New York Times is idézte Lawrence Schillert, akit megkértek, hogy adjon egy idővonalat a lehetséges televíziós produkció elkészítéséhez. A producer/rendező elmondta, hogy egy forgatókönyvet meg lehet írni 30 nap alatt, ha nagyon muszáj. Körülbelül 20 nap alatt el lehet készíteni egy két órás filmet, és még 30 nap kell az utómunkálatokhoz. Vagyis körülbelül 90 nap alatt kerülhet a képernyőre a film. Rick LYMAN, „NBC Plans Movie on Ex-POW, Rights or No,” The New York Times, 2003. április 10, 15.

udvarán temettek el. A legtöbbjük abban a támadásban halt meg, amiben Lynch megsérült.

A következő napon, április 16-án, egy másik, részletesebb cikk jelent meg a londoni Times-ban Lynch An Nasiriyah-ban töltött napjairól. Richard Lloyd Parry cikkének címe is provokatívabb volt: *„Ki mentette meg valójában Jessica közlegényt?”*. A nyitó bekezdésben Parry – iraki szemtanúk beszámolóira hivatkozva azzal érvelt, hogy Jessica Lynch közlegény kiszabadítása korántsem volt olyan hősiesség, mint ahogyan azt az amerikai hadsereg állította, hanem egy megrendezett akció, ami megfélemlítette a betegeket és rossz fényben tüntette fel az orvosokat, akik pedig korábban a lány életének megmentésén dolgoztak.

Ez volt az első cikk, ami megemlítette a kórházi személyzet sikertelen kísérletét, hogy átadják Lynch közlegényt az amerikaiaknak. A cikk szerint egy mentősofőr próbálta meg Lynchet átadni a város közelében állomásozó amerikai katonáknak egy nappal a kiszabadítása előtt. Ekkor azonban az amerikaiak elkezdtek a mentő felé tüzelni és így az iraki sofőr visszafordította a járművet. Harith al-Houssona, a kórház egy másik orvosa adta ki a parancsot a mentősnek, hogy Lynchet átadja az amerikaiaknak. A doktornő Parrynek arról panaszkodott, hogy az amerikai hadsereg azt állította, hogy Lynch nem részesült orvosi ellátásban és hogy a kórháznak komoly védelme volt. *„Pedig nem volt itt senki az orvosokon és a pácienseken kívül, és senki nem lőtt a katonákra”* – hangsúlyozta Dr. al-Houssona Parrynek. A doktornő arról is panaszkodott, hogy a túlzottan lelkes és túlzottan óvatos különleges erők megbilincsték az orvosokat. *„Orvosok voltak, sztetoszkóppal a nyakukban. Még háborúban sem szabadna így bánni doktorokkal.”* Dr. al-Houssona legnagyobb panasza az volt, hogy a *„kiszabadítók”* szétvágták azt a speciális ágyat, amin Lynch feküdt, hogy homokmintákat vegyenek belőle. Pedig ez volt a kórház egyetlen olyan ágya, amit a felfekvéses betegeknek fejlesztettek ki. Ezt az irakiak Lynch rendelkezésére bocsátották.

A brit és kanadai média sokkal gyorsabban eszmélt, hogy a CentCom PR kampányának áldozatai lettek. Az amerikai újságírók védelmére szóljon, hogy amint egy amerikai riporter megkérdőjelezte a hivatalos katonai verziót, azonnal hazafiatlannak bélyegezték. Például, amikor a Los Angeles Times jegyzetírója, Robert Scheer az *Amikor a fark csóválja...* (Wag the Dog) című filmhez hasonlította, amiben politika mahinátorok olyan képsorokat vágtak össze, hogy egy háborút imitáljanak és a népet az *„ügy”* mellé állítsák, Scheert a Fox televízió műsorvezetője, Bill O'Reilly hazafiatlannak nevezte.

Mitch Potter, a Toronto Star, Kanada legnagyobb napilapjának riportere az elsők között utazott An Nasiriyahba, hogy személyesen kérdezze ki az ottani orvosokat. Megtudott információit 2003. május 4-ei cikkében, a *„Lynch közlegény valódi megmentése”*-ben közölte. Mitch Potternek írott levelemben arra kértem, idézze fel, mikor és hogyan jött rá, hogy sztorit találhat An Nasiriyahban. A kanadai újságíró elmondta, hogy spórolási okokból úgy döntött, együttműködik Inigo Gilmourral, a londoni Sunday Telegraphnak dolgozó szabadúszó újságíróval és

filmessel, hogy az útiköltséget csökkentsék. Biztonsági okokból Bagdadból An Nasiriyahba és vissza egy nap alatt tették meg az utat. A kórházban mindketten egyenként meginterjúvolták a személyzetet, hogy kiszűrjék a beszámolóikban az eltéréseket. Mitch Potter szavai szerint egyetlen ilyen sem találtak. Aznap délután a két újságíró összehasonlította a jegyzeteiket és egyre biztosabbak voltak benne, hogy a köztudatban élőtől nagyban eltérő történettel van dolguk.

Az első televíziós program, ami bemutatta a Lynch-sztorival kapcsolatos tényfeltáró vizsgálatok eredményét, 2003. május 18-án került képernyőre – több mint egy hónappal az után, hogy Szaddám Huszein szobrát ledöntötték Bagdadban. Az adás a Potterrel utazó Inigo Gilmour interjúira épült és a BBC Tudósítók (Correspondents) című műsorának részeként került bemutatásra *War Spin* címmel. A program első 10 perce a Lynch-sztorival foglalkozott, amit John Kampfner, a narrátor a történelem egyik legbámulatosabb hírmenedzselésének nevezett.

A BBC-n bemutatott, az An Nasiriyah-i kórházban felvett interjúk megerősítették, s ez egyre több újságban jelent meg: a kórház orvosai a háborús körülmények közötti lehető legjobb ellátásban részesítették Jessicát, hogy megpróbálták átadni az amerikai erőknek és hogy nem volt katonai egység a kórház területén. Vagyis hogy a különleges egységek akciófilmbe illő *entrée*-ja a kórház dolgozói szerint teljesen felesleges volt. A Washington Post által korábban meginterjúvott Dr. Harith al-Houssona Inigo Gilmournak adott interjújában elmondta, hogy az amerikaiak a kórházba lépve „*Gyerünk, gyerünk, gyerünk felkiáltással rontottak be, fegyverekkel, vaktölténnyel..Robbanások hangja, betörnek az ajtót...Mint Sylvester Stallone és Jackie Chan akciófilmjeiben...ugrálva, kiabálva, ajtót betörve...és közben fotózva.*”¹³

A BBC dokumentumfilmjének részleteit sok amerikai médium leköszölte. Eleinte leginkább azért, mert megkérdőjelezték a műsorban bemutatottakat: hogy vajon valóban vaktöltények voltak-e a golyók, hogy az amerikaiak tényleg rálöttek-e a feljűk haladó mentőautóra, stb.

Az adásba kerülés utáni napokban a BBC műsor narrátora, John Kampfner többször is szerepelt a CNN-en, megvédve a kórházban történtek BBC-n bemutatott verzióját. A legintenzívebb kardcsörtetésre május 23-án került sor, a CNN Nemzetközi Tudósítók (International Correspondents) című műsorában. Walter Rogers, a CNN műsorvezetője, aki maga is beágyazott riporter volt egy hónappal korábban Irakban az amerikai hadseregénél, interjúolta John Kampfner és Brian Whitmant, a védelmi miniszterhelyettest. Whitman azzal érvelt, hogy egy ellenséges területen lévő fontos épület együttes területének különleges erők általi megostromolása szokványos eljárás. Ezzel a hadműveletben résztvevők biztonságát biztosítják. Céljuk az volt, hogy egy ellenséges vonalak mögött rekedt katonát kihozzanak és ezért a legrosszabb esetre is felkészültek – még akkor is, ha az adott épületegyüttes egy kórház volt.

¹³ Dr. Harith al-Houssona a BBC Tudósítók című programjának *War Spin* című részében (06 min 49 sec-től). Bemutató: 2003. május 18. A program átirata letöltve: <http://news.bbc.co.uk/nol/shared/spl/hi/programmes/correspondent/transcripts/18.5.031.txt>

Kampfner azzal érvelt: „ahelyett, hogy „a heroizmus egy nagyszerű példájaként írták volna az akciót, amiben a katonák nagy veszélyben voltak, tűz alatt, a Pentagonnak azt kellett volna mondania, hogy „vérfürdőre készültek, de a vérfürdő elmaradt. Tiszta, biztonságos mentőakció volt, ahol nem találkoztak ellenséges erővel.”¹⁴ A BBC riportere azt is hangsúlyozta, hogy a Pentagonnak azt kellett volna mondania, hogy a katonák tűz alá kerülhettek volna a kórházon kívül, de az orvosok a kórházban jól bántak Jessica Lynch-csel. Azért is megfedte a Pentagon hivatalnokait, hogy nyilvánosan el kellett volna mondaniuk, hogy hálásak a két iraki orvosnak, hogy lehetőségeikhez mérten mindent megtettek Jessicáért a háború közepén és megérdemlik a dícséretet a bátorságuk miatt.

Kampfner megismételte a BBC dokumentumfilm fő témáját, a történet elferdítését, mondván, hogy véleménye szerint Lynch mentőakciójában semmi hősiesség nem volt. „Egy profi akció volt, de kevésbé kellett volna felfújniuk.”¹⁵

Az oknyomozó újságírók végül részletesen felderítették a kórházban történeteket, és erejükhez mérten hangot is próbáltak ennek adni. Az amerikai köztudatban azonban mégis máig Jessica Lynch, mint bátor hősnő szerepel, a 2003 áprilisának első két hetében a kiszabadításának történetéről megjelent több száz cikk és tévés híradás következtében. Az nagy valószínűséggel állítható, hogy az amerikai haderő következő háborújában a legmodernebb technikával és díszletekkel szerelik majd fel a főparancsnoksági sajtóközpontot. Az pedig, hogy a propaganda mennyire játszik majd szerepet a hírek szerkesztésében, legfőbbképpen attól függ, hogy a következő háború vezető generálisa kit jelöl majd ki sajtófőnöknek.

¹⁴ Kampfner a CNN Nemzetközi Tudósítók c. műsorán, 2003. május 23-án. Az interjú átirata letöltve: http://transcripts.cnn.com/TRANSCRIPTS/0305/23/i_c.00.html

¹⁵ Ibid.

Les auteurs

BALI, Loránt, assistant, Université de Veszprém
CADILHON, François, professeur, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3
CSERHÁTI, Ferenc, doctorant, Université Eötvös Loránd de Budapest
EGEDY, Gergely, professeur, Université nationale de la fonction publique
FORGÓ, Zsolt, doctorant, Université Eötvös Loránd de Budapest
GULYÁS, László, maître de conférence, Université de Szeged
ISAIA, Artur Cesar (PhD), Universidade Federal de Santa Catarina (Brésil)
KAPORNAKI, Anikó, doctorante, Université Eötvös Loránd de Budapest
KLAPKA, Petr, doctorant, Université Paris IV
KOVÁŘ, Martin, maître de conférence, Université Charles de Prague
MARUZSA, Zoltán, Université Eötvös Loránd de Budapest
MONTETY, Henri, historien, France
RACS, Mariann, doctorante, Université Eötvös Loránd de Budapest
SKŘIVAN, Aleš Jr., maître de conférence, Université Charles de Prague
SKŘIVAN, Aleš Sr., professeur, Université Charles de Prague
SZEBENI, M. Géza, ministre plénipotentiaire retraité
VALKOUN, Jaroslav (PhDr), Université Charles de Prague
VÁMOS, Éva, historienne littéraire, le rédacteur en chef du Journal
Francophone de Budapest
VITALARU, Adrian (PhD), Université de Iași

